

C/2024/5536

12.9.2024

PEŁNE SPRAWOZDANIE Z OBRAD 24 LISTOPADA 2021 R.

(C/2024/5536)

PARLAMENT EUROPEJSKI

SESJA 2021-2022

Posiedzenia od 22 do 25 listopada 2021 r.

STRASBURG

Spis treści	Strona
1. Otwarcie posiedzenia	3
2. Negocjacje przed pierwszym czytaniem w Parlamencie (art. 71 Regulaminu) (działania następcze)	3
3. Wyniki COP26 w Glasgow (debata)	4
4. Wznowienie posiedzenia	36
5. Uroczyste posiedzenie – Przemówienie Swiatłany Cichanouskiej	36
6. Oświadczenia Przewodniczącego / Przewodniczącej	41
7. Głosowanie	42
8. Wznowienie posiedzenia	43
9. Rola UE w walce z pandemią Covid-19: jak zaszczepić świat (debata na aktualny temat)	43
10. Ogłoszenie wyników głosowania	60

Spis treści	Strona
11. Rola UE w walce z pandemią Covid-19: jak zaszczepić świat (ciąg dalszy debat)	60
12. Wniosek o uchylenie immunitetu posła (wznowienie procedury)	67
13. Stan unii energetycznej (debata)	67
14. Prawa podstawowe i praworządność w Słowenii, zwłaszcza opóźnienie w wyznaczeniu prokuratorów europejskich (debata)	85
15. Wznowienie posiedzenia	100
16. Europejski plan zwalczania chorób rzadkich (debata)	100
17. Prezentacja sprawozdania rocznego Trybunału Obrachunkowego za rok 2020 (debata)	110
18. Debata na temat przypadków naruszania praw człowieka, zasad demokracji i państwa prawa (ogłoszenie o złożonych projektach rezolucji): patrz protokół	119
19. Akty delegowane (art. 111 ust. 2 Regulaminu): patrz protokół	119
20. Środki wykonawcze (art. 112 Regulaminu): patrz protokół	119
21. Składanie dokumentów: patrz protokół	119
22. Przesunięcia środków i decyzje budżetowe: patrz protokół	119
23. Wyjaśnienia dotyczące stanowiska zajętego w głosowaniu: patrz protokół	119
24. Korekty i zamiary głosowania: patrz protokół	119
25. Porządek obrad następnego posiedzenia	119
26. Zamknięcie posiedzenia	119

PEŁNE SPRAWOZDANIE Z OBRAD 24 LISTOPADA 2021 R.

VORSITZ: RAINER WIELAND

Vizepräsident

1. Otwarcie posiedzenia

(Die Sitzung wird um 9.00 Uhr eröffnet.)

2. Negocjacje przed pierwszym czytaniem w Parlamencie (art. 71 Regulaminu) (działania następcze)

Der Präsident. – Zu den Beschlüssen mehrerer Ausschüsse über die Aufnahme interinstitutioneller Verhandlungen gemäß Artikel 71 Absatz 1 GO, die bei der Eröffnung der Sitzung am Montag, dem 22. November 2021, bekannt gegeben wurden:

Ich habe von der PPE-Fraktion und anderen Mitgliedern, durch die mindestens die mittlere Schwelle erreicht wird, einen Antrag auf Abstimmung gemäß Artikel 71 Absatz 2 über den Beschluss des EMPL-Ausschusses zur Aufnahme von Verhandlungen über den Vorschlag für eine Richtlinie über angemessene Mindestlöhne in der Europäischen Union erhalten. Die Abstimmung findet morgen in der ersten Abstimmungsrunde von 9.30 Uhr bis 10.45 Uhr statt.

Zu dem anderen Beschluss über die Aufnahme interinstitutioneller Verhandlungen habe ich keine Anträge auf Abstimmung im Parlament von Mitgliedern oder einer oder mehreren Fraktionen erhalten, durch die mindestens die mittlere Schwelle erreicht wird. Der Ausschuss kann daher die Verhandlungen auf der Grundlage dieses Berichts aufnehmen.

*
* *

Bevor wir zu den Aussprachen kommen und im Vorfeld der heutigen Abstimmungsrunde, die um 12.30 Uhr eröffnet wird, möchte ich Herrn Pierre Larroutou das Wort erteilen, der beantragt hat, zu seinen Berichten über die Entwürfe der Berichtigungshaushaltspläne Nr. 5/2021 und Nr. 6/2021 zu sprechen.

Ich erteile Herrn Larroutou für vier Minuten das Wort.

Pierre Larroutou, rapporteur. – Monsieur le Président, bonjour chers collègues, bonjour Monsieur le Vice-Président de la Commission européenne. Le Parlement européen va approuver aujourd'hui ces deux budgets complémentaires. Le budget 5, qui permet une aide humanitaire pour les réfugiés syriens qui vivent en Turquie, et le budget 6, qui va permettre d'acheter 200 millions de doses de vaccin pour aider les pays du Sud à lutter contre le fléau du COVID.

Le Parlement approuve ces deux budgets, évidemment, mais nous sommes très, très inquiets de la suite des événements, car pour financer ces deux budgets, nous avons dû racler tous les fonds de tiroirs disponibles. Il ne reste aucune marge de manœuvre pour les six prochaines années du cadre pluriannuel négocié il y a un an seulement. Pour financer ces deux budgets, nous avons épuisé toutes les ressources prévues pour faire face à des crises inattendues. Or, ces deux crises étaient attendues. On savait, il y a un an, qu'il y avait 2 millions de réfugiés syriens qu'il faudrait aider. On savait, il y a un an, qu'il y avait un virus qui faisait des centaines de milliers de morts et qu'il faudrait financer des doses de vaccin. On le savait et on n'a rien anticipé.

Quand on voit ce qui se passe à Kaboul, à Taïwan ou ailleurs, est-ce que nous sommes sûrs que, dans les six années qui viennent, il n'y aura pas besoin d'aide pour de nouveaux réfugiés? Quand on voit la nouvelle vague épidémique qui frappe tous nos pays, est-ce que nous sommes sûrs que, pendant six ans, il n'y aura plus besoin de financer de nouvelles doses de vaccin? Quand on voit le dérèglement climatique qui s'aggrave, sommes-nous sûrs qu'il n'y aura pas besoin d'aide massive pour aider telle ou telle population frappée par telle ou telle catastrophe? Là aussi, il est vraiment inquiétant d'avoir épuisé toutes les marges de manœuvre prévues pour sept ans dès la première année. Ce n'est pas sérieux.

Voilà pourquoi le Parlement européen demande instamment au Conseil des chefs d'État et à la Commission de reprendre immédiatement les négociations pour relever le plafond de la rubrique 6 et pour avancer sur de nouvelles ressources propres. On sait tous qu'une négociation doit bientôt commencer pour permettre la création du Fonds social climat annoncé en juillet par la Commission. On sait tous que le financement du plan de relance est complètement à trouver. Donc, le Parlement demande solennellement et instamment au Conseil de négocier sur la création de nouvelles ressources propres qui augmentent notre capacité d'action sans taxer M. et M^{me} Tout-le-Monde.

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, chers collègues, nous avons tous conscience de l'urgence climatique. L'été dernier, il y a eu 700 morts au Canada à cause de la canicule. Il y a eu 200 morts en Belgique, en Allemagne, à cause des inondations. Pour éviter le chaos qui vient, il faut éviter le blabla. Il est temps de déclarer la guerre au dérèglement climatique et à la précarité. Oui, déclarer la guerre! C'est la seule guerre qui ne fera aucune victime et qui évitera des millions de morts. C'est la seule guerre qui peut rassembler les peuples au lieu de les opposer.

Mais le nerf de la guerre, c'est l'argent. Et si on n'a pas d'argent, on reste dans le blabla. Et là, j'ai une mauvaise nouvelle, je viens de le dire: pour le moment, on n'a pas d'argent. Si on tient compte de l'inflation, le budget 2022 sera plus petit que le budget 2019. Et pour financer les budgets complémentaires 5 et 6, on vient d'anéantir toutes les marges de manœuvre disponibles pour les six prochaines années. Donc, si on ne dégage pas très vite de nouveaux moyens, d'ici un an ou deux, quand il y aura une nouvelle crise – crise de réfugiés, crise climatique, crise sanitaire –, à chaque fois qu'on cherchera de l'argent, nous devrons dire «désolé». Désolé, mais l'Europe est à sec. Désolé, nous n'avons pas d'argent. Est-ce cela que nous voulons?

Mes amis, les solutions existent. Il y a un an, le 13 novembre, le Parlement a approuvé un rapport – je vais vous le redonner, Monsieur le Vice-Président – proposant des solutions pour financer un vrai plan climat. Cinq solutions ont été mises en avant et, parmi elles, la solution la plus efficace – l'une des plus efficaces en volume et la plus mûre –, c'est la taxation de la spéculation, qui pourrait rapporter jusqu'à 57 milliards par an – 57 milliards par an! Et trois semaines plus tard, dans le paquet du budget pluriannuel, la Commission européenne rajoutait dix lignes, validait notre analyse et affirmait qu'il était souhaitable d'arriver à un accord sur la taxe sur les transactions financières avant la fin de 2022. Il y a un an, la Commission européenne affirmait: «Il est souhaitable d'arriver à un accord sur la TTF avant la fin de 2022». Un an plus tard, les marchés financiers sont à un niveau jamais vu, mais la négociation est bloquée – par la France, hélas!

Mes amis, que dirons-nous à nos enfants? Nous vous laissons un monde invivable parce que nous n'avons pas eu le courage de taxer la spéculation? Nous avons laissé le climat partir en vrille parce que nous n'avons pas voulu nous opposer à quelques milliardaires? Nos enfants vont nous détester et ils auront raison. Mes amis, réveillons-nous!

Der Präsident. – Wir kommen nun zu den Aussprachen.

3. Wyniki COP26 w Glasgow (debata)

Der Präsident. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgen die Erklärungen des Rates und der Kommission zu den Ergebnissen der COP 26 in Glasgow (2021/2975(RSP)).

Ich weise die Mitglieder darauf hin, dass es bei allen Aussprachen dieser Tagung keine spontanen Wortmeldungen gibt und keine blauen Karten akzeptiert werden.

Außerdem sind wie bei früheren Tagungen Zuschaltungen aus den Verbindungsbüros des Parlaments in den Mitgliedstaaten vorgesehen.

Ich möchte Sie außerdem darauf hinweisen, dass Redebeiträge im Saal nach wie vor am zentralen Rednerpult gehalten werden. Ich möchte Sie deshalb bitten, die Rednerliste im Auge zu behalten und sich zum Rednerpult zu begeben, wenn Ihr Redebeitrag ansteht.

Die Aussprache beginnt im Namen des Rates der Minister für Auswärtige Angelegenheiten Herr Logar.

Anže Logar, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, climate change is the defining challenge of the century. International cooperation on both climate change mitigation and adaptation is critical to successfully addressing this challenge, which requires an unprecedented collective effort from all countries. It is as well a priority of the Slovenian Presidency to concentrate efforts for the green transition.

The UK Presidency of COP 26 had set four main objectives that needed to be achieved: securing global net zero by mid-century and keeping the 1.5-degree target within reach; adapting to protect communities and natural habitats; mobilising finances; finalising the Paris Agreement rulebook.

After two weeks of intense discussion, COP 26 resulted in the completion of the Paris Agreement rulebook and kept the Paris target alive, improving our chances of limiting global warming to 1.5 degrees Celsius. The Glasgow climate pact is a result of complex climate negotiations. It is a package on which almost 200 parties reached a consensus.

As regards mitigation, parties noted with serious concern the current gap between the aggregate mitigation pledges and the 1.5-degree goal, despite several net zero announcements. For this reason, parties are asked to submit a Paris-aligned 2030 target in 2022, and an annual high-level ministerial roundtable on pre-2030 ambition will be convened from 2022 onwards.

In a break from previous COPs, parties for the first time are called upon to accelerate efforts toward the phase-down of unabated coal power and phase-out of inefficient fossil fuel subsidies.

During the first days of COP 26, parties also announced a series of initiatives and commitments that bring the world closer to achieving the Paris goals. Most notably, leaders signed the Glasgow Leaders' Declaration on Forests and Land Use, committing more than 140 countries to halt and reverse forest loss and land degradation by 2030, and the Global Methane Pledge, committing 100 countries to collectively reduce global methane emissions by 30% by 2030. The Commission signed this commitment on behalf of the European Union.

As regards adaptation, a comprehensive two-year work programme on the global goal on adaptation will be launched. Moreover, the Santiago Network for catalysing technical assistance to address loss and damage as a result of climate change has been strengthened, which is in particular important for the most vulnerable countries.

As regards finance, the Paris parties regrettably noted that the pledge of USD 100 billion in climate finance per year by 2020 has not been met. However, developed countries committed to reaching the goal as soon as possible and to at least double their collective provision of climate finance dedicated to adaptation in developing countries. Parties made considerable progress in the operationalisation of the loss and damage mechanism and decided that the issue of financial commitment would be addressed at COP 27.

One of the main EU goals was the finalisation of the rule book, and this was achieved. As regards the rulebook of the Paris Agreement, the parties adopted rules on the transparency framework, guaranteeing sound reporting on climate action progress. Moreover, parties are encouraged to set five-year common time frames for 2040 onwards. In addition, parties reached an acceptable compromise on achieving rules governing the functioning of a voluntary carbon market, avoiding double counting.

The EU was very well represented in the negotiation stance and as the UK Presidency appointed some EU ministers as lead negotiator, with Per Bolund on finance, Dan Jørgensen on mitigation, Teresa Ribera on adaptation and Carole Dieschbourg on loss and damage.

Ministers met daily in EU coordination meetings to share the progress in negotiations and discuss tactics and lines to take to achieve an ambitious compromise. On this occasion, they were debriefed by the COP 26 President, Alok Sharma, and by the UN Secretary General, António Guterres. And I know that the European Parliament delegation was present in Glasgow, holding daily briefings with the Slovenian Presidency and following progress closely.

All together, COP 26 represent a significant step forward in global climate action, helping to keep the Paris goals within reach. There is, however, still a lot of work ahead of us in terms of mitigation, adaptation and finance in order to ensure a safe future for humanity on this planet.

Frans Timmermans, *Executive Vice-President of the Commission*. – Mr President, COP26 did not solve the climate crisis, but that was also not the purpose of COP26. It had to bring the objectives of the Paris Agreement within reach and allow us to start implementing this deal. This it did. This COP sharpened our focus and gave us momentum. I believe it does represent clear progress. I believe we're now travelling in the right direction – a direction set two years ago by the European Union.

The Glasgow COP embraced the highest level of ambition of the Paris Agreement as our common target. We now have a global consensus on the need to limit climate change to 1.5 degrees. Ten days after COP26, this almost seems like a given now, but ten days before we began, the mantra was still below 2 degrees, and some countries even challenged the fact that Paris ever spoke of 1.5. In addition, countries that do not have nationally determined contributions (NDCs) in line with this 1.5-degree target will have to come back next year to deliver the required update.

For the first time, the parties at COP26 agreed to phase down coal and fossil fuel subsidies. Whatever you may think about the precise language that was necessary to get the whole package over the finish line, this is a big win. Of course, if you compare 'phase down' with the initial formulation 'phase out', you're disappointed but, as Greenpeace said in Glasgow, changing a word doesn't change the signal. The era of coal is ending.

Before Glasgow, the Commission set three objectives: first, to push for emission cuts that bring us within Paris territory with NDCs that keep global warming well below 2 degrees, while aiming for 1.5; second, to close the gap on the USD 100 billion climate finance goal, while ramping up support for adaptation; and, third, to complete the Paris Rulebook so that we can keep track of progress and hold countries to account. The Paris Rulebook seems like an esoteric subject sometimes, but it is essential to have carbon markets actually function in a way we want them to function.

On all these three issues, we saw clear progress. Two years ago, at the COP in Madrid, the EU laid down our ambition for climate neutrality by 2050. At that stage, there was little to no movement from other major emitters in the G20, China, the US, but also Japan, South Korea, India, Russia, Saudi Arabia and others. Since then, each of these countries has announced targets of their own, varying from climate neutrality in 2050 to net zero carbon emissions in 2060, and, in a single case, India, 2070. 90% of the global economy is now on a net-zero trajectory. That was only 30% a year ago.

We went into the COP on track for 2.7 degrees warming – way too much, but a lot less than the 3 or 4 degrees we were headed for in Paris, and after COP, for the very first time, we have a shot at staying below 2 degrees. We will see in the coming weeks what the actual number is, but we still have a shot at staying below 2 degrees. I will not take into my narrative the 1.8 mentioned by the International Energy Agency. Let's see, in the coming weeks when we do the calculation, where we are but we have a chance of staying below two degrees. Moreover, COP26 agreed to accelerate our actions still this decade and revisit the NDCs next year with a focus on the 1.5 degrees. This new marker on the calendar is due to a push from the EU to keep the pressure on because the World Leaders Summit made clear that, with the right pressure, ambition levels will in fact go up.

Over one third of all global financing comes from the EU and its Member States. We are doing our share and more, and we continue asking others to do the same. Heading into the COP, there was still a gap of about USD 20 billion on the developed world's commitment towards the developing world. This is why, in this House, the President of the Commission committed an additional EUR 4 billion to climate finance. It pressured others to do the same or to follow suit. Shortly after our commitments, the United States announced their own USD 11.4 billion commitment. During Glasgow, other donors added to this to bring us closer to this goal, and we may reach it next year instead of 2023. We also started to look beyond 2025 at long-term needs. Adaptation finance will at least double and we will start a dialogue to discuss finance for loss and damage.

Glasgow also strengthened the global network of agencies that provide immediate relief and assistance to countries who already suffer from the consequences of the climate crisis. And here, I must say that the EU and our Member States played a leading role. Four Member States committed a total of USD 25 million dollars to the Santiago Network for its functioning, and I think this is an important signal. The issue of loss and damage will grow in importance at future COPs, and we should engage in all sincerity with those who already today suffer from climate-induced catastrophes. If we really want to succeed at the next COP in Sharm el-Sheikh, we now have to work closely, especially with our sister continent of Africa, in preparing this – on adaptation and on finance, on carbon sinks, on how to best have nature-based solutions, and on how to help them in their energy transition. All these things are crucial, starting now, if we want Sharm el-Sheikh to be a success.

I already mentioned the completion of the Paris Rulebook. It seems like a technical matter, but it is of essential importance for the carbon markets to start to work because the essence of the global approach to decarbonisation is putting a price on carbon, and you have to be able to compare the way we do that for carbon markets to work well. That is now possible because we can close the Rulebook because it is agreed.

So what does this mean for the EU? Glasgow confirmed that the EU is a global leader and a necessary bridge builder. Our climate diplomacy, supported by credible policies and commitments, our carefully nurtured climate dialogues with countries like Japan, China and Turkey, and our outreach to others like India, Brazil and Indonesia, have helped to push all major emitters to step up their ambition. Each of these countries will roll out and accelerate its own green transition. European companies, who are already frontrunners in renewables and hydrogen in the circular economy, stand to benefit. Think, for example, of India, which committed to reach 500 GW in renewable energy by 2030. That is a massive, massive opportunity, also an economic opportunity, for European industry.

Climate action knows no quick fixes. It will never be solved in a single conference. But the climate crisis is accelerating and so should we. Fighting this crisis requires constant effort and unrelenting pressure on all governments, especially the major emitters, and it requires everybody's participation. That is why it is also good that this COP strengthened the involvement of indigenous peoples, the youth and local governments. Now we must set our sights on Sharm el-Sheikh, as I said. Getting Fit for 55 adopted ahead of next year's COP will mean that, yet again, the European Union is putting pressure on others to step up their game, and all are following the fact that we are the only ones who have a real plan to get us to our emission reductions – legally binding emission reductions – by 2030 and 2050.

In Europe, we must keep up the legislative work. You are so, so much in charge now, with the Council, to make it happen. We've come a long way, my friends, but we still have a very, very, very long way to go if we want to get where we need to be. Our situation – and I have to say this – is dire, but it is not hopeless. What needs to be done is bloody hard, much harder than most are willing to acknowledge today. But it is a path we must walk, and walk with speed and determination, for all our sakes but, first and foremost, for the sake of our children and grandchildren. It must be done. It can be done. It will be done. And please make it personal. Think of people you love. Think of people you want to act for. I think of my kids. I think of my grandson. And I also think of a 15-year-old girl. Her name was Rosa. She died in Rendeux in the flood. She was the daughter of one of my Commission colleagues, Ditte Juul Jørgensen. I think of her today.

Peter Liese, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Dieses Glas ist mehr als halbvoll, und ich bewerte auch die Ergebnisse der Klimakonferenz in Glasgow so, dass das Glas mehr als halbvoll ist. Es ist viel erreicht worden.

Als wir vor zwei Jahren in Madrid waren, war die EU die einzige große Volkswirtschaft, die sich zur Klimaneutralität bekannt hat. In den zwei Jahren bis Glasgow und in Glasgow ist praktisch die ganze Welt dazugekommen. Nicht nur Industriestaaten, wie die USA, Kanada, Australien, Japan, sondern auch ein Schwellenland wie Südafrika hat sich bereit erklärt, bis 2050 klimaneutral zu sein. Das Gespräch mit der südafrikanischen Delegation war für mich besonders beeindruckend.

Es bleibt aber ein Riesenproblem, und deswegen ist das Glas nicht wirklich voll – es reicht nicht aus. Vor allem reicht nicht aus, was wir an Ambitionen für 2030 haben. Wir haben immer noch die Tatsache, dass der größte Emittent der Welt, nämlich China, seine Emissionen bis 2030 steigern will. Dann werden wir, im Sinne unserer Kinder und Enkelkinder, den Klimawandel nicht kontrollieren können. Deswegen sind wir noch nicht am Ziel.

Für mich sind jetzt vier Punkte wichtig. Erstens, wir müssen noch mehr mit den Drittstaaten arbeiten, vor allen Dingen auch mit den afrikanischen Ländern, und unsere Gesetzgebung auch so schreiben, dass die mitgehen.

Zweitens, wir brauchen Ambitionen, natürlich. Aber wir müssen es auch so machen, dass wir für andere Vorbild sind, dass die Welt sagt: Wir wollen es so machen wie die Europäische Union. Dazu brauchen wir Technologie, und dazu müssen wir den Klimaschutz mit möglichst niedrigen Kosten erreichen. Und das heißt nicht, dass wir Politiker entscheiden, was im Detail gemacht wird, sondern die Bürgerinnen und Bürger. Das geht am besten mit marktwirtschaftlichen Systemen. Deswegen danke an die Kommission, dass sie bei *Fit for 55* auch so auf den Emissionshandel setzt.

Letztlich: Wenn das so ist, dass wir noch nicht am Ziel sind und dass China dieses unverantwortlich schlechte Ziel hat, dann brauchen wir auch weiterhin Schutz gegen *carbon leakage*, denn wir wollen nicht Europa deindustrialisieren, sondern wir wollen die Industrie dekarbonisieren.

Iratxe García Pérez, *en nombre del Grupo S&D*. – Señor presidente, señorías, vicepresidente Timmermans, después de cuatro años de incertidumbre por la salida de los Estados Unidos del Acuerdo de París, parece que en Glasgow la comunidad internacional retoma el sendero de la responsabilidad y de la solidaridad: la solidaridad con generaciones futuras que quieren vivir en un planeta en buena salud.

Hace cuatro años, ya sabíamos que no podíamos sobrepasar el límite del grado y medio de calentamiento de la temperatura por encima de los niveles preindustriales. Nos jugamos mucho. Y, por fin, en Glasgow las Partes han confirmado este objetivo.

Para algunos, por supuesto, no es suficiente, y yo lo entiendo. Lo comprendo porque siempre debemos aspirar a más. Pero, como bien sabemos los europeos, toda gran empresa se construye paso a paso, y este es un paso muy importante.

Las Partes han acordado los detalles técnicos del Código normativo del Acuerdo de París (el «rulebook») y han accedido a revisar sus compromisos a finales de 2022. Además, los países desarrollados van a duplicar su contribución a los Fondos de Adaptación.

A algunos les parecerá poco, pero hace dos años esto nos hubiera parecido imposible.

La Unión Europea ha hecho un gran trabajo diplomático, porque sabemos que para este reto global necesitamos movilizar a todo el mundo. Y, por eso, quiero felicitar a Frans Timmermans por las difíciles negociaciones, por su trabajo discreto y eficaz.

Y vamos a demostrar que no podemos esperar más y que es necesario que la Unión Europea sea un ejemplo. Lo ha sido con el Pacto Verde, con la Ley del Clima y lo va a ser con el paquete de medidas «Objetivo 55».

Pero no queremos quedarnos aquí y ahora volvemos al trabajo para dar otro paso adelante. Desde nuestra familia política vamos a seguir trabajando para que esa transición tenga en cuenta a las personas.

Por primera vez, en Glasgow, se habla de la «Transición Justa», algo que llevamos mucho tiempo planteando. Vamos a pelear por que la condicionalidad social esté en cada uno de los informes, en cada una de las legislaciones, porque no seremos capaces de cambiar nuestros hábitos si no somos capaces también de evitar que sean las clases más vulnerables las que paguen la factura de la transición ecológica.

Toda nuestra economía debe ser consecuente con este gran objetivo: dejar un planeta habitable para las generaciones futuras, porque necesitamos un futuro verde con un corazón rojo.

Pascal Canfin, *au nom du groupe Renew*. – Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, chers collègues, je ne fais pas partie de ceux qui pensent que l'Europe n'a pas été assez active à la COP 26. J'ai vu ces critiques. J'ai présidé avec Peter Liese la délégation du Parlement européen à Glasgow et je vous ai vu, Monsieur le Vice-Président Frans Timmermans, actif sur tous les fronts. J'ai vu l'Europe active pour défendre le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, j'ai vu l'Europe active pour convaincre la Chine et les États-Unis d'en faire plus, j'ai vu l'Europe active dans sa solidarité avec les pays les plus vulnérables. Donc, je ne partage pas les critiques qui vous ont été adressées.

Mais il faut tirer les conséquences de la COP 26, pour nous, ici, à Bruxelles et à Strasbourg. Qu'est-ce que ça veut dire? Ça veut dire d'abord que nous devons regarder en face notre propre engagement pour 2030, qui est aligné sur les 2 degrés, mais qui n'est pas aligné sur l'objectif de 1,5 degré, nous le savons. L'engagement que nous avons pris à Glasgow, que les principaux émetteurs ont pris à Glasgow – la Chine, les États-Unis et nous –, c'est de remettre sur le métier notre objectif à l'horizon 2030 pour l'aligner sur l'objectif de 1,5 degré.

Nous devons donc, nous, Parlement européen – et c'est l'invitation que je lance à l'ensemble des groupes politiques aujourd'hui –, prendre une initiative pour retravailler l'engagement pour 2030 de façon à ce qu'il soit conforme à l'objectif de 1,5 degré. C'est l'engagement que nous avons pris à Glasgow. Si nous ne le faisons pas, comment pouvons-nous mettre la pression sur les États-Unis et la Chine pour qu'ils le fassent?

Le deuxième élément, c'est qu'il faut maintenant que toutes vos propositions post-Glasgow et post-loi climat européenne soient réellement alignées sur les objectifs climatiques. Vous l'avez fait, et je vous en félicite, avec la première loi au monde contre la déforestation importée. C'est un grand projet soutenu par le Parlement européen. Vous avez été à la hauteur et nous allons continuer à améliorer ce texte. Mais ce n'est pas le cas pour la «stratégie méthane». La stratégie méthane commence à sortir. Vous avez vous-même, Frans Timmermans, été le leader d'une stratégie méthane mondiale, avec des objectifs chiffrés ambitieux. Mais lorsque, quelques jours après, vous sortez la stratégie européenne, elle n'est pas alignée sur les objectifs que vous avez portés au niveau mondial. Il faudra donc la retravailler – elle est encore au sein de la Commission européenne, vous avez plusieurs semaines pour le faire.

Autre élément: la liste des projets d'intérêt général que nous allons financer. Nous vous avons demandé, au Parlement européen, le groupe Renew vous l'a dit la dernière fois: nous ne voterons pas une nouvelle liste de projets gaziers s'ils ne sont pas alignés sur les exigences du pacte vert et de la neutralité climat. Ce qui est en train de sortir n'est absolument pas conforme à l'objectif de 1,5 degré et je vous invite donc fortement à réviser cette liste. Dans le cas contraire, je pense que le Parlement européen devra s'y opposer.

Philippe Lamberts, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, chers collègues, c'était il y a presque 30 ans, au sommet de la Terre à Rio, celui-là même qui lança le processus des Nations unies sur le climat. Un éminent représentant du PPE, Jacques Chirac, y déclarait «Notre maison brûle et nous regardons ailleurs». S'il était venu à Glasgow, il aurait pu dire que notre maison brûle toujours plus fort, nous la regardons brûler et nous ne faisons rien. Ou, tout au plus, nous promettons d'agir demain, *some day, mañana*. La fin de la déforestation? Oh! dans dix ans. Celle du charbon, du moteur thermique? Un jour, peut-être. Celle des subsides aux énergies fossiles? Seulement s'ils sont inefficaces.

Dans ce paysage désolant, de toutes les grandes puissances économiques, l'Union a fait la meilleure figure. Elle seule est venue à Glasgow avec un relèvement significatif de ses ambitions climatiques. Et si les — 55 % ne sont pas suffisants, ils sont au moins inscrits dans la loi. Il va maintenant falloir concrétiser ces engagements.

Le moins que l'on puisse dire est que le vote hier de la politique agricole commune est un mauvais départ. On peut bien sûr, contre toute évidence, prétendre qu'elle est pleinement alignée sur le pacte vert pour l'Europe. C'est un mensonge. Aucune mesure contraignante de réduction des intrants chimiques. Aucun objectif chiffré d'absorption de carbone. Et en prime, on réduit les subventions au bio.

Chers collègues, ne réitérons pas cette imposture avec le paquet «Ajustement à l'objectif 55». Pour cela, il va nous falloir vaincre les résistances. Et croyez-moi, les plus vives ne sont pas du côté des gilets jaunes qui, contrairement à ce qu'on raconte, sont convaincus de l'urgence climatique et environnementale. Elles viennent plutôt et surtout des détenteurs de capitaux qui ne soutiennent l'action climatique qu'à la condition qu'elle n'affecte pas leurs profits.

J'étais à l'université d'été du patronat français. J'ai entendu le représentant de l'industrie pétrolière me demander, à moi, responsable politique, de garantir à son secteur son *cash flow*. C'est un scandale! C'est une indécence! Face à ces rentiers du système, j'ai vu aussi beaucoup d'entrepreneurs qui, déjà aujourd'hui, s'engagent avec nous pour la transition. Alors, à mes amis du PPE et de Renew, qui parfois hésitent à soutenir à fond la transition, je dis une chose: un vrai libéral se rangera toujours du côté des entrepreneurs et contre les rentiers, surtout si, pour défendre leurs rentes, ils sont prêts à saccager la planète.

Jörg Meuthen, *im Namen der ID-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Kommissar und Vizepräsident, geschätzte Kollegen! Bereits zum 26. Mal wurden wir alle Zeugen des großen Schauspiels „Weltklimakonferenz“. Um medienwirksam darüber zu diskutieren, wie wir denn nun das Klima unserer Erde retten können, ließ sich so mancher Teilnehmer mit dem Privatjet nach Glasgow einfliegen. Doch wem sage ich das: Frau von der Leyen schätzt die Vorzüge dieses wenig klimafreundlichen Verkehrsmittels bekanntermaßen auch sehr, selbst auf lächerlich kurzen Strecken.

Nun, wie lassen sich die Ergebnisse der COP 26 zusammenfassen? Die zunehmend orientierungslose Politik beugt sich Irrationalität und Panikmache der Fridays-for-Future-Kids. Einige wenige Länder wollen das Weltklima in einer beispiellosen Hybris retten, indem sie geradezu systematisch ihre Volkswirtschaften ruinieren, während der mit weitem Abstand größte Emittent der Welt, China, weiterhin überhaupt nicht daran denkt, sich einzuschränken.

Ich sage es ganz deutlich: Wir brauchen keine Panikmache, keine hundertste Klimakonferenz, keine absurden XY-Grad-Ziele, sondern wir brauchen Innovation, technischen Fortschritt und vor allem Besonnenheit, um den CO₂-Ausstoß in der Tat langfristig zu reduzieren.

Es sollte exemplarisch bekannt sein, welche ein technisches Meisterwerk modernster Dieselmotoren sind, wie weit diese Technik in Sachen Effizienz und Ökologie anderen Antriebstechniken überlegen ist. Es ist ein Irrsinn, diese Technologie aus politischer Willkür kaputt zu machen. Die Zukunft gehört nicht irgendwelchem ideologisch motivierten Verbotsunfug, sondern sie gehört einer klugen und vollständigen Technologieoffenheit. Der jetzige massiv subventionsgesteuerte E-Auto-Hype wird schon in zwei Jahrzehnten nur noch verständnisloses Kopfschütteln über diesen Irrtum unserer Zeit auslösen. Er ist ökonomisch, ökologisch und sogar sozial unsinnig und kontraproduktiv.

Meine Partei und ich bekennen uns schon seit jeher zu modernster Kernkraft als Energiequelle. Und so begrüße ich es ausdrücklich, dass mehr und mehr Länder in Europa zu der Einsicht gelangen, dass wir keinesfalls auf sie verzichten können, wenn wir unseren CO₂-Ausstoß senken und gleichzeitig eine zuverlässige und bezahlbare Energieversorgung sicherstellen wollen. Dafür sind neue, sichere und effizientere, nahezu vollständig rückstandsfreie Reaktoren unverzichtbar.

Ein gleichzeitiger Ausstieg aus Kernkraft und Kohleverstromung, wie ihn Deutschland wahnsinnigerweise anstrebt, wird uns jedenfalls in die Katastrophe führen. Wer allen Ernstes glaubt, man könne die Energieversorgung moderner Industriestaaten allein mit Wind- und Sonnenenergie sicherstellen, hat nichts, aber auch wirklich gar nichts in der Umwelt- und Energiepolitik verloren.

Anna Zalewska, *w imieniu grupy ECR*. – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Myślę, że mamy dzisiaj namacalny efekt tego, co wydarzyło się w Glasgow, naszych deklaracji politycznych – o kilka euro wzrósł ETS, czyli europejski system kupowania uprawnień do emisji dwutlenku węgla. To oczywiście bardzo cieszy pana komisarza, dlatego że pan komisarz uważa, że powinniśmy rosnąć ETS, nie bacząc na ceny energii i na koszty obywateli. Ale co z tym jest również związane, to że nie przekonaliśmy świata, żeby funkcjonował w takim samym systemie. W związku z tym, jeżeli chodzi o pakiet „Fit for 55”, trzeba go poważnie zweryfikować, poważnie przeanalizować te podatki, nakazy i kary, a przede wszystkim zweryfikować dokument dotyczący CBAMu, dlatego że nie widzieliśmy podczas dyskusji ochoty jakiegokolwiek państwa do tego, żeby w tym uczestniczyć, jednocześnie nie słyszeliśmy odpowiedzi na pytania, ile firm Unii Europejskiej wyprowadziło swoją produkcję do Chin i do Indii.

Jednocześnie wydarzyła się ważna rzecz – policzono, kto odpowiada za emisję dwutlenku węgla i gromadzenie dwutlenku węgla od 1850 roku. I oczywiście są to Chiny, są to Stany Zjednoczone, uwaga – w pierwszej dekadzie są Niemcy – które to kraje nie chcą dyskutować o tym, że one ponoszą największą odpowiedzialność również teraz, również finansową, i mówią całemu światu „wy odpowiadacie tak samo, wy musicie płacić tak samo”. To źle wróży tym deklaracjom. To źle wróży temu, co mamy ambicje sami robić.

Zdarzyła się jedna dobra rzecz, mianowicie zaczęto dyskutować o wychwytywaczach, pochłaniaczach. Jeżeli chcemy usuwać dwutlenek węgla, nie uda nam się inaczej jak poprzez nowoczesne technologie. Tylko nie może to być równoległy, drogi system, system zbudowany obok ETS.

Manon Aubry, *au nom du groupe The Left*. – Monsieur le Président, blablabla, victoire par K.-O. des lobbies et *greenwashing*. Voilà comment la COP 26, à laquelle j'ai assisté, s'est conclue par un grand flop, avec une image finale d'un cynisme inacceptable: les irresponsables de ce monde qui s'auto-congratulent d'enterrer la planète avec une trajectoire suicidaire de plus 2,4 degrés.

Pas étonnant qu'on en soit arrivé là quand on voit l'omniprésence des lobbies dans la COP. Imaginez le décor: des salles jonchées de logos, dont celui de la banque J.P. Morgan, qui a investi 317 milliards dans les énergies fossiles, ou d'Unilever, troisième plus gros pollueur plastique au monde. Et parmi les participants, c'est encore pire: 503 représentants des industries fossiles accrédités, soit plus que l'ensemble des huit pays les plus touchés par le dérèglement climatique. Rien que ça. Cette COP, en définitive, ce n'était plus une conférence des parties, mais bien une conférence des pollueurs.

Mais vous le savez, les lobbies ne seraient rien sans leurs complices. En premier lieu, les États comme la France, qui agissent en sous-main pour faire passer le nucléaire et le gaz pour des énergies vertes. Il fallait le faire, quand même! Et quelques jours à peine après cette COP, vous ne trouvez rien de mieux qu'accepter une PAC de l'agrobusiness qui renie tous nos engagements en matière de climat.

Alors, heureusement, tout le monde n'est pas dupe, ici, dans cet hémicycle, mais surtout en dehors. Dans les rues de Glasgow pendant la COP, mais aussi aux quatre coins de l'Europe, les jeunes se mobilisent. Et vous le savez, d'ailleurs, ils ne disent pas bravo la PAC, vive le marché carbone et vive la finance, mais bien *vote this CAP down*, refusez la PAC et sortez des énergies fossiles!

J'ai d'ailleurs envie de leur lancer ici un appel. Ne vous résignez pas, ne devenez pas cyniques, gardez la même force et, surtout, n'attendez pas que d'autres prennent les décisions à votre place. Envahissez le débat public, investissez les institutions politiques, prenez le pouvoir. Ne dénoncez plus seulement ceux qui brûlent la planète, remplacez-les.

Edina Tóth (NI). – Tisztelt Elnök Úr! Tisztelt Biztos Úr! Nagy célokkal indultak neki a világ országai a COP26-klíma-konferenciának, amely végül egy törekeny megállapodással zárult. A legfontosabb eredmény talán az, hogy végre egyetértés van abban, hogy már nemcsak beszélni kell a klímaváltozásról, hanem cselekedni is! Láthatjuk, hogy csak közösen fellépve, együtt lehetséges felgyorsítani a klímavédelmi folyamatokat. Nem szabad azonban elfelejteni, hogy annak ellenére, hogy az EU a világ teljes károsanyag-kibocsátásának 9 százalékáért felel, mégis a Bizottság az, amelyik most a legdrasztikusabb lépést javasolja az Unió tagállamainak: a gépkocsi- és lakástulajdonosokat akarja megadóztatni klímavédelemnek álcázva a rezsiárak emelkedését.

Ez az aránytalanság már versenyképességünket is veszélyezteti. Nem hagyhatjuk, hogy a klímavédelem oltárán polgáraink teljes mértékben kiszolgáltatottá váljanak a magas áraknak, míg globális partnereink jóval kevesebbet tesznek környezetünk megóvásáért.

Antonio Tajani (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la COP26 non è stata un grande bla bla bla come ha detto qualcuno e i risultati sono evidenti. Il riferimento alla riduzione dei combustibili fossili, per la prima volta inserito in un documento finale, la scelta di combattere la deforestazione e bloccarla entro il 2030 e la decisione di investire oltre 19 miliardi di dollari per ripiantare miliardi di alberi entro il 2050 sono un segnale importante che è arrivato.

Chi contesta questi risultati sembra più preoccupato di contestare un modello di società di mercato, la società occidentale, piuttosto che impegnarsi nella lotta contro il cambiamento climatico. Non dice nulla contro la Cina, che è il grande inquinatore del mondo. Ecco, un messaggio forte deve arrivare anche da questo Parlamento alla Cina che, purtroppo, è la grande potenza che invade con le sue emissioni la nostra area. L'Europa, ricordiamolo, emette soltanto l'8 % di gas serra.

È ovvio che la lotta contro il cambiamento climatico deve coinvolgere industria e agricoltura. Ci sono investimenti per 520 miliardi per la transizione verde. Serve uno sforzo pubblico e privato, ma noi dobbiamo mettere l'industria e l'agricoltura nelle condizioni di cambiare. Fissare soltanto obiettivi non serve a granché. Serve mettere, attraverso importanti finanziamenti, questi due settori fondamentali dell'economia reale, fondamentali per l'Occidente, nelle condizioni di potersi veramente trasformare.

Se noi pensiamo ai pericoli che corre anche nel mio paese, in Italia, il settore dell'*automotive*, non posso non insistere su questa necessità di investimenti visto che sono a rischio 60 000 posti di lavoro da qui al 2035.

Bene, tutto ciò deve spingerci ad andare avanti, perché noi abbiamo il dovere di difendere il pianeta, ma di farlo con intelligenza, senza politicizzazioni, puntando a quello che dobbiamo lasciare in eredità ai nostri figli.

Mohammed Chahim (S&D). – Mr President, I hear a lot of mixed reactions after the COP26 in Glasgow, but personally, I'm a half-glass full person, maybe even a little bit more than a half-full and I think I'm not the only one.

Just after COP26, I read a very interesting interview with a prominent professor in climate science, also one of the lead authors of the IPCC reports, who said she was much impressed by the results of the COP26. To quote her, 'I've been to many COPs, but what I've seen in Glasgow is unmatched.' I believe she is right, because let's look at the results – there's an international alliance that commits to ending fossil fuels and the landmark words 'we're taking it to the final conclusion' recognising the need for action on fossil fuels. There's a methane pledge to significantly reduce methane emissions, essentially to slow down global warming. And there's an international alliance to stop deforestation, even signed by Brazil.

But the most important accomplishment maybe is that for the first time ever, the world is recognising the importance of 1.5°C or keeping 1.5°C within reach. Staying under 2°C is not enough. The Paris rulebook is finished. Article 6 is established. This sets up the much needed framework for an international carbon market. This creates an opportunity to collaborate on a global level and use the best available technologies, achieving the highest decrease in emissions in the most cost-effective way. All ingredients are on the table to keep 1.5°C within reach.

However, we still need developed countries, banks and industry to take the responsibility and divert investments in the right direction.

Just a small anecdote, I was talking to the Minister of the Maldives and what she said really stuck with me – just imagine 85% of your neighbourhood, of your city or your village becoming uninhabitable. Because that's what countries like the Maldives are facing if we don't act.

So we urgently need to update our nationally determined contributions. We have the momentum now. Let's work hard the coming year and we are on the right track. We need to take a big step in Egypt. I think it will be a busy year and I wish us all the best.

Nils Torvalds (Renew). – Mr President, I would like to thank my dear friends for their efforts. We started to turn this table around after the 2015 Paris Agreement. We tweaked different parts and sectors of the issues. This led very easily to us choosing different issues according to the different priorities of different parties.

What we now are trying to do is to turn the whole system around. This is, of course, a much more complicated issue. When we tweak different parts of the whole, we do not need to bother about how they fit into a systemic whole. When you look into the challenges of COP26 and Fit for 57, we need to take into account how the different parts fit into each other, and that's going to make it much more difficult. As Commissioner Timmermans said in his speech, this is the challenge we have in front of us. We are at the beginning of an enormous challenge because there will be frictions between the different parts of the different issues we are trying to change. But we have just one choice: we will and we must prevail.

Pär Holmgren (Verts/ALE). – Herr talman! EU fick en tydlig bakläxa från COP26: Vår politik är otillräcklig. Utsläppsgapet måste minska, och det snabbt. Alla länder blev uppmanade att höja sina ambitioner när det gäller 2030-målen till COP27 nästa år, även EU. Det här måste vi visa nu med konkreta minskade utsläpp. Inte bara något slags sifferfiffel när det gäller eventuella kolsänkor, utan konkreta utsläppsminskningar här och nu under detta årtionde.

Det pratas ofta om att EU har ledartröjan på sig i klimatfrågan, men då måste vi också konstatera att om resten av världen skulle bedriva ungefär vår klimatpolitik så skulle vi se en global uppvärmning snarare i storleksordningen 3 grader än 2 grader till 2100, enligt oberoende bedömare. Är det ledarskap? Ledarskap måste väl ändå vara att ha en klimatpolitik som tar ansvar för kommande utsläpp i linje med vetenskapen och tål en vetenskaplig granskning, och som också tar fullt ansvar för de utsläpp som vi redan har gjort?

Frans Timmermans, du nämnde i Glasgow vid några tillfällen och alldeles nyss också ditt barnbarn och dina barn. Jag har själv barnbarn i samma ålder och jag är övertygad om att vi verkligen vill kunna se dem i ögonen och säga att vi som vuxna har tagit vårt ansvar för att lösa de problem som vi vuxna har skapat. Men då måste vi alla härinne kliva upp ur sandlådan. Jag hör fortfarande en del av er som vill lägga skulden på andra. Om andra vill sitta kvar i sandlådan och lägga skulden på varandra, låt dem göra det, men vi måste kliva upp nu och ta fullt ansvar för vad vi har gjort och vad vi gör framåt.

Silvia Sardone (ID). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la conferenza di Glasgow ha portato risultati, diciamo così, francamente deludenti.

Sia chiaro: la tutela dell'ambiente è una priorità assoluta, ma la sfida ecologica va affrontata con pragmatismo e serietà, non certo con l'ideologia. La transizione verde, così come immaginata dalla Commissione europea, ha dei costi che spesso non vengono considerati.

La corsa europea verso la neutralità climatica, non accompagnata da quella di giganti come Russia, Cina, India e in parte anche Stati Uniti, rischia di essere un peso solo per il nostro continente. Ricordiamo che l'Europa ha una quota solo del 7 % delle emissioni globali.

A pagare il conto di scelte sbagliate rischiano di essere solo i contribuenti europei, e in particolare le classi meno abbienti, come abbiamo tra l'altro già visto in Francia per il caro benzina. Allo stesso tempo, il rincaro dell'energia con effetti drammatici sulle bollette è in parte collegato a certe decisioni *green*. Questi incontri in cui centinaia di leader arrivano con l'aereo rischiano oggettivamente di essere la fiera dell'ipocrisia e delle promesse non mantenute.

Non dimentichiamo inoltre che la Cina è già leader di molti dei prodotti delle materie prime del futuro. Penso al litio delle batterie dei veicoli elettrici, ai semimetalli fondamentali per turbine eoliche e anche per i pannelli solari. Insomma, le nostre produzioni rischiano di essere penalizzate da vincoli insostenibili e di diventare poi totalmente dipendenti dal gigante cinese.

L'ambiente va preservato a tutti i costi, ma bisogna avere la lungimiranza di calcolare le conseguenze sociali ed economiche delle scelte che prenderemo. Il rischio è quello di assistere a ulteriori delocalizzazioni e a nuovi licenziamenti.

Antoni Comín i Oliveres (NI). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, la COP26 ha confermato che il ritmo della politica e il ritmo della natura sono drammaticamente disaccoppiati.

Sappiamo che, prima della COP26, le previsioni del riscaldamento per il 2100 erano di 2,7 °C, ma queste previsioni sono ora di 1,8 °C, nel caso in cui tutti gli accordi siano attuati. Questo è ancora troppo lontano dall'1,5 °C che la scienza ci richiede per evitare il collasso.

È vero che non sono tutti fallimenti. L'accordo per ridurre le emissioni di metano e l'inclusione esplicita del carbone negli impegni sono buone notizie, ma, come ha detto il Segretario generale delle Nazioni Unite, ciò non basta.

È avventato aver posticipato al 2023 al finanziamento di 100 000 dollari annuali per la transizione verde dei paesi in via di sviluppo. Infatti, come ha spiegato il rapporto del *Global Inequality Laboratory*, la mappa dell'inquinamento da carbonio combacia perfettamente con quella delle disuguaglianze economiche globali. Il 2 % più ricco della popolazione mondiale emette quasi il 48 % delle emissioni globali e l'1 % più ricco produce il 17 % del totale, mentre la metà più povera è responsabile solo del 12 %.

Non possiamo salvare il pianeta se non agiamo più velocemente, ma soprattutto non potremo salvare il pianeta se non lo rendiamo più giusto.

Petros Kokkalis (The Left). – Mr President, politics is the art of the visible. It is still possible to arrest our race towards extinction. In Glasgow, the Paris Agreement rulebook was finalised, and now the framework for international cooperation for climate action is finally operational.

In Glasgow, all nations finally submitted to the veracity and the ferocity of the IPCC science and committed to the 1.5-degree goal and not the inferno of well below two degrees. In Glasgow, the ambition ratchet mechanism brought in is leading to 2.2 degrees, well down from the three parties' 5-degree tragic trajectory, but not nearly good enough to ensure global public health and very catastrophic socio-economic impacts. In Glasgow, the parties therefore committed to returning in 2022 with greater ambition and most importantly, credible policy pathways to 1.5 degrees.

In this regard, the EU stood as a beacon. Finally and fundamentally, developed nations recognise their liability for adaptation and for loss and damage in the Global South. And this road to climate justice dictates that radical restructuring of the international financial is needed in order to unlock the trillions required and including the end of fossil fuel subsidies.

Optimism is the starting point of victory, but it can only be the result of unyielding struggle in every parliament, in every council, in every board, in every union, in every home, in the streets, every day.

President. – *(reacting to off-micro remarks)* Colleague Tertsch, this is not Speakers' Corner. You had an earlier slot to speak, you were on the screens, and it is my normal practice not to take people who were not in place when it was their turn, so I do make an exception, but first Ms Bentele.

Hildegard Bentele (PPE). – Herr Präsident, sehr geehrter Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich habe diese COP mit drei Hütten besucht: als Mitglied des Ausschusses für Industrie, als Mitglied des Ausschusses für Entwicklung und als Mitglied des Ausschusses für Umwelt.

Industriepolitisch hat mich vor allem das Gespräch mit der chinesischen Delegation beeindruckt. Natürlich ist das gesetzte Klimaneutralitätsziel von 2060 zu spät, aber sie haben sich mit durchaus konkreten Maßnahmen befasst. Sie haben den Emissionshandel als wirksames Instrument erkannt, und China hat in vielen Bereichen der Zukunftstechnologien die weltweite Führerschaft. Ich glaube also, dass sich die Zusammenarbeit mit China im Umweltschutz lohnt, dass wir weiterhin eng kooperieren sollten und unsere Arbeit intensivieren sollten.

Entwicklungspolitisch war es natürlich wichtig, dass es nun einen echten Fokus auf die Anpassung an den Klimawandel gibt. Herr Vizepräsident, Sie haben es ausgeführt: Wir müssen enger mit Afrika zusammenarbeiten. Bei einem Gespräch gestern mit Kommissar Lenarčič war klar: Es gibt mittlerweile auch humanitäre Notlagen. Wir müssen also jetzt unsere Entwicklungspolitik entsprechend ausrichten. Wir haben uns dazu bekannt, 30 % unserer Gelder in Umweltschutz- und Klimamaßnahmen zu stecken; das müssen wir jetzt umsetzen.

Die umweltpolitischen Maßnahmen sind genannt: Methan-, Industrie- und Entwaldungsstrategie sind sehr wichtig.

Ich glaube insgesamt, dass die EU eine positive Bilanz ziehen kann. Sie war sehr gut vorbereitet. Sie war glaubwürdig im Hinblick auf ihre Ziele und konkreten Maßnahmen und auf ihre Finanzierung. Ich glaube, somit können wir wirklich zu einem Vorbild für die anderen werden.

Hermann Tertsch (ECR). – Señor presidente, la Cumbre de Glasgow nos ha deparado imágenes muy reveladoras, como el atasco de la terminal del aeropuerto con los aviones privados de los más reputados gurús climáticos, que dicen que los tractores y furgonetas del trabajador contaminan mucho; o de la adolescente Greta, con argumentos tan científicos propios de una sacerdotisa de la ciencia que no va al colegio, gritando a las autoridades que se metan el clima por el culo, literalmente.

Más allá de lo anecdótico, lo sustancial es que no se ha hablado de lo importante, es decir, las preocupaciones de los ciudadanos y pequeñas empresas ante la pobreza energética, la subida de costes o el éxodo rural. Eso no ha estado en la agenda. En España se están volando las centrales térmicas y ahora están importando carbón de Indonesia, y las insolencias en España van a ser las más altas del mundo.

La declaración final de la Cumbre y los diferentes acuerdos alcanzados dejan de manifiesto la enorme distancia entre las fantasías verdes de la UE y la realidad productiva y económica de nuestros principales socios y competidores comerciales.

La Unión Europea es un líder ficticio. Su pretensión de ser ejemplo a seguir por países como China o la India en la hoja de la ruta verde ha fracasado estrepitosamente. Un poco de freno, por favor, a las ambiciones ideológicas que causan mucho daño al europeo común y poco o ningún beneficio a nadie.

Der Präsident. – Ich weiß nicht, ob alles in alle Sprachen wortgetreu übersetzt worden ist, ich weiß aber, dass die Benutzung von Kraft- und Fäkalausdrücken in der Regel den Gehalt einer Rede nicht wesentlich verbessert.

Jytte Guteland (S&D). – Mr President, my experience from being with the European Parliament delegation in Glasgow was that significant achievements were made, yet the world missed the opportunity to respect the Paris Agreement.

The EU is leading the transition in the world with the climate law, with the Green Deal, but Biden and Kerry – the US – also want to share that leadership and it is back in the Paris Agreement with a new 2050 net zero target. That is, of course, very welcome.

We also saw China and India commit to net zero ahead of the conference, but it is really deeply worrying that we are still aiming towards at least 2.4 degrees of heating. We met with the Climate Minister of the Maldives, a country with a highest point of 2.4 metres. They will literally disappear if this continues. It was really touching to hear how climate change is really a matter of life and death.

COP26 was also about trust. We are about to fail on COVID vaccine deliveries and we failed to reach the climate financing goals. We have got another chance at COP27 to raise the short ambition. We cannot spoil it by not reaching the climate financing goals. The EU must also step up and overachieve on the climate law. Only strong action can rebuild trust. Only immediate action can save countries like the Maldives.

Morten Petersen (Renew). – Hr. formand! Dagen efter at klimatopmødet i Glasgow sluttede, bragte BBC en historie om, at luften i Indiens hovedstad Delhi er så foruren, at skolebørnene må blive hjemme på ubestemt tid. Tænk sig, at børn ikke kan gå i skole, fordi luften omkring dem er så sundhedsfarlig. Det viser noget om den udfordring, vi står overfor. Og det gør det ærlig talt nærmest ubegribeligt, at lande som Kina og Indien i slutfasen af topmødet modsætter sig en egentlig udfasning af kul og i stedet taler om at nedfase.

Derfor efterlader Glasgow også på mange måder et blandet indtryk. Det er fint, at man færdiggør den såkaldte »rule book« fra Paris, der giver os en chance for at kunne begrænse opvarmningen til halvdanden grader celsius – en chance! Og det er fint, at der for første gang tales om, at vi skal væk fra kul. Men at vi ikke kan blive enige om at udfase det, og i stedet kalder det nedfase, det er altså trist. Så ja, der var vigtige fremskridt i Glasgow.

Det er godt, at landene allerede næste år skal fremlægge nye og forhåbentlig mere ambitiøse planer for, hvordan de vil levere på klimamålet. Jeg synes, der er al mulig grund til at rose Europas rolle i det, der skete i Glasgow. Jeg synes, det var en flot indsats, der viser, at Europa er klar til at tage ansvar, for det går ikke, at der bliver et større og større gab mellem ambition og realitet, mellem løfter, og hvad der leveres på. Det går ikke. Og det stiller krav til os selv her i huset. Vi skal levere, også på »fit for 55«.

Bas Eickhout (Verts/ALE). – Mr President, I think it's quite obvious in this discussion that it matters very much on your angle as to whether you call Glasgow a success or not. I think, from an international negotiations perspective, Glasgow was certainly a step forward, but I think we all acknowledge that not enough has been done yet to reach and avoid the climate crisis. For that, the coming year will be a crucial year again, and there I very much subscribe to what Executive Vice-President Timmermans said on the coalition with the African Union, which is going to be crucial.

But I want to point out one success that was in the Accord as well, and that's on fossil subsidies, and the ending of fossil subsidies. In the Paris Agreement, there are three clear targets in Article 2.1. It's on mitigation, it's on adaptation and it's on making the financial flows consistent with our climate targets. That's the third pillar of Article 2.1 on the targets of the Paris Agreement, and that's why it's so important we are talking about fossil fuel subsidies.

But let's be honest. Here, Europe still has some homework to do. Looking at the European countries, for example in the G7 in Cornwall, Germany, Italy and France, part of the G7, commit to achieving an overwhelmingly decarbonised power system in the 2030s. We've seen quite a few countries stopping fossil fuel subsidies abroad, also including Slovenia, and maybe this afternoon we will also see the German coalition putting an end to gas, because gas is the next fossil frontier that we need to address. And here really one big call to the European Commission: if we are looking at the end of fossil fuel subsidies, you can never call gas a green investment in the taxonomy.

Catherine Griset (ID). – Monsieur le Président, chers collègues, comme les autres avant elle, cette COP était vouée à l'échec, car elle refuse de s'attaquer aux problèmes de fond que sont le mondialisme marchand, la hausse démographique et le recours à la technologie de pointe. À la place, nous avons eu droit à un grand moment de communication démagogique. Les États ont multiplié les promesses solennelles de réduction des émissions et on nous a offert avant la fin, tel un film hollywoodien, un accord surprise entre les États-Unis et la Chine.

Le bilan de cette COP 26, c'est l'emprise du secteur du management et des firmes mondialisées sur le thème environnemental, puisque l'événement était sponsorisé, entre autres, par Unilever. On ne peut pas mieux illustrer la collusion entre des gouvernants économiques et politiques. Il n'y a pas non plus d'exemple plus emblématique d'écoblanchiment.

On parle de croissance et d'emplois verts, de durabilité, de résilience et même de genre pour nous annoncer en réalité plus d'écologie punitive. Car l'accord de Paris est intenable. Pour qu'il soit tenable, il faudrait planifier entièrement l'économie. On attend la prochaine étape, la mise en place d'un budget carbone, une sorte de pass carbone sur le modèle du pass sanitaire et du crédit social.

Entre-temps, l'Union européenne va financer à fonds perdus la transition climatique des pays en développement, y compris la Chine, tout en plombant sa propre industrie. Elle va augmenter la facture énergétique de ses citoyens à travers une tarification excessive du carbone, soutenu par un système complexe de taxes et de quotas. Une fois n'est pas coutume, nous serons d'accord avec Greta Thunberg pour qualifier ce non-événement de blabla.

Johan Van Overtveldt (ECR). – Voorzitter, als we het over de resultaten van de COP26 hebben, dan moeten we het zeker over kernenergie hebben. Als we het echt menen met het doel van Europese klimaatneutraliteit tegen 2050, dan hebben we kernenergie nodig. Zowel de interne diensten van de Commissie als het Internationaal Energieagentschap erkennen dit duidelijk.

Kernenergie is goed voor het klimaat, veilig en maakt ons minder afhankelijk van wispelturige derde landen. Frankrijk wil inzetten op kleine modulaire reactoren. In Nederland opent men blijkbaar opnieuw het debat en tijdens de COP raakte bekend dat het Amerikaanse NuScale een kleine modulaire reactor zal bouwen in Roemenië. Er zijn dus heel wat landen die het licht zien. In andere, zoals het mijne helaas, dreigt het licht net uit te gaan en schakelt men weer over op vervuilende fossiele bronnen.

Vorig jaar liet vicevoorzitter Timmermans nog optekenen dat hij niets tegen kernenergie had, maar enkel als tusseno-plossing. Vandaag lijken de geesten gerijpt, want Commissievoorzitter Von der Leyen zei onlangs nadrukkelijk dat we kernenergie nodig hebben. Het is inderdaad hoog tijd dat de dubbelzinnigheid over kernenergie plaatsmaakt voor duidelijkheid. De Commissie moet klare wijn schenken, de wetenschap volgen en kernenergie erkennen als groene bron, ook in de taxonomie.

Silvia Modig (The Left). – Arvoisa puhemies, ymmärrän hyvin kansalaisyhteiskunnan pettymyksen. Tuntuu vaikealta ymmärtää, että valtioiden johtajat eivät pysty tekemään riittäviä päätöksiä, vaikka kaikki tieteellinen tieto on meillä käytössä ja sen viesti on selvä. Nykyisillä päätöksillä olemme menossa kohti kohtalokasta lämpenemistä. Mutta tärkeintä Glasgow'n lopputuloksessa on kuitenkin se, että se edelleen pitää Pariisin sopimuksen tavoitteen puolesta asteesta hengissä.

Pariisiin polku on vielä mahdollinen, mutta se tulee vaatimaan paljon. Se tulee vaatimaan sitä, että jokaikinen lupaus ja julistus muuttuu sitovaksi päätökseksi, ja se vaatii edelleen päästövähennysten kiristämistä myös Euroopassa. Ensimmäistä kertaa fossiilista energialähteistä luopuminen mainitaan lopputuloksessa. Vaikka sanamuodot eivät ole niin vahvoja kuin olisi toivonut, on viesti silti aivan selvä. Fossiilikapitalismin aika on ohi, ja ilmastoratkaisujen tulee nojata tieteelliseen tietoon.

Kaikkein tärkeintä on nyt lyhyellä aikavälillä saada aikaan riittävät todelliset päästövähennykset. Puiden istuttaminen ja kompensatiomallit ovat tärkeitä, mutta ilman riittäviä päästövähennyksiä ne ovat merkityksettömiä, koska aika on meiltä loppumassa.

Márton Gyöngyösi (NI). – Mr President, I agree with those expressing their disappointment over the results of the Glasgow summit and also share the concern and even some of the frustration of younger generations about the state of the planet they inherit. True, COP26 fell short of many expectations, but let's be fair and realistic. Streamlining 27 different opinions on any subject is difficult enough at the best of times. Merging 197 perspectives on climate change is a daunting task, but not impossible.

Now, despite all odds, the final document adopted the rulebook for the Paris Accords. It committed itself to the 1.5 degree target, committed itself to reducing coal and fuel subsidies, to reducing methane, deforestation, phasing out production of petrol and diesel cars. And most importantly, it pledged support to South Africa to phase out its coal plants, setting an example for cooperation with Africa and the developing world.

The above sets the agenda for COP27 in Egypt. Let's not fall into despair. Let's keep our ambitions high. Let's keep everyone engaged and move forward together.

Cristian-Silviu Buşoi (PPE). – Domnule preşedinte, personal consider summitul climatic de la Glasgow COP26 ca fiind un succes dacă acţionăm coordonat şi susţinut. Liderii mondiali şi-au luat un angajament care trebuie consolidat prin acţiuni concrete. Angajamentul nostru ca europeni există de o bună perioadă de timp. Aliatul nostru cel mai important, SUA, a declarat că doreşte să meargă hotărât în această direcţie, să stimuleze cooperarea internaţională în domeniul climei şi a anunţat investiţii masive. China şi India au făcut, de asemenea, declaraţii încurajatoare.

Noi, europenii, trebuie să înţelegem că atingerea obiectivelor climatice înseamnă investiţii uriaşe în digitalizare şi decarbonizare şi, desigur, în industrie. Provocarea pe care o avem în faţa noastră nu este doar de a salva planeta, pentru a da o şansă generaţiilor viitoare, ci şi de a rămâne competitivi pe scena mondială. Dacă Europa doar reglementează şi nu investeşte, vom pierde în cursa globală. Indiferent cât de bune ar fi normele noastre, indiferent cât de bun ar fi pachetul *Fit for 55*, doar reglementările noastre nu pot concura cu investiţiile anunţate pe scena mondială. Orice plan pentru tranziţia ecologică a Europei va funcţiona numai dacă industria europeană va fi parte integrantă a planului.

Este foarte important să tratăm obiectivele ecologice, digitale şi industriale pe picior de egalitate, pentru că toate acestea depind unele de altele şi, evident, trebuie să înţelegem că inovarea, cercetarea, digitalizarea şi decarbonizarea reprezintă promisiuni pentru viitorul nostru. Trebuie să dăm industriei noastre posibilitatea de a dezvolta în Europa o tehnologie de decarbonizare de vârf, la nivel mondial. Salvarea planetei este o chestiune urgentă, dar ne dorim ca industria europeană să rămână şi să prospere în Europa. Aceasta este singura modalitate prin care putem asigura locuri de muncă pentru cetăţenii noştri şi un viitor pentru generaţiile noastre.

Cyrus Engerer (S&D). – Sur President, grazzi hafna Vici President Timmermans tax-xoghol b'sahhtu illi int u t-tim tieghek ghamiltu mhux biss fi Glasgow imma fix-xhur kollha wkoll ta' qabel sabiex inkunu certi li ahna nkunu l-iktar kontinent ambizzjuż fejn jidhol it-tibdil tal-klima, u illi din tkun il-ġlieda taghna lkoll, tad-dinja kollha, li nikkonvinċu lil kulhadd u

Permit me to make this plea, on behalf of all the European youth and the youth from all across the world, so that we remain that continent, we will remain that voice which is pushing and is most ambitious in the world when it comes to climate change.

I can understand the anger of young people, I can understand their anger when they see that, because of the past, they know that their future is very unclear at times when it comes to climate. And I know where your heart is on this, because we have had so many meetings in the past months, and I know that your heart is with young people and that we can be and remain that continent that pushes the rest of the world for more ambition.

We are the heart and mind of this battle which we have when it comes to climate. But as my friends and my colleague Mohammed Chahim, for instance, mentioned

hafna tajjeb illi hareġ minn din il-Konferenza COP26. Irridu wkoll nitkellmu fuq dak li ma hariġx, u fuq dak li rridu naghmlu iktar ukoll. U l-kwistjoni tal-*loss and damage*, illi hafna drabi hija forsi diffiċli hafna biex nitkellmu fuqha ghaliex ahna gejjin minn dawk il-pajjiżi illi ahna iktar b'sahhitna ekonomikament, imma anki fuq dawk il-kwistjonijiet tal-*loss and damage* rridu, anki ahna stess, inkunu l-mexxejja dinjin fuq dan.

Hemm min qiegħed jiġi milqut illum il-ġurnata bit-tibdil fil-klima. Hemm nies li qeġħdin ikollhom jaharbu mill-pajjiżi tagħhom, mill-ibliet u mill-irhula tagħhom, minhabba t-tibdil fil-klima. U ahna rridu nkunu dak il-kontinent li ngħinuhom. Irridu nikkonvinċu lill-kumpliment tal-pajjiżi żviluppatti illi għandna nkunu fuq quddiem nett ma' dawn il-pajjiżi vulnerabbli li qed ikollhom impatt kbir fuq il-hajja ta' hafna cittadini. U għalhekk inheggek halli, għall-COP27 fl-Eġittu, inkunu u nibqgħu fuq quddiem nett f'din il-ġlieda, anki fejn jidhul il-*loss and damage*.

Frédérique Ries (Renew). – Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, derrière les larmes retenues d'Alok - Sharma, le président de la COP 26, ce constat lancinant: le sommet climat de Glasgow a déçu. J'entends bien, on peut discuter indéfiniment de la sémantique: échec, déception, le verre à moitié plein de notre collègue Peter Liese... Moi, je constate qu'à Glasgow, on s'est engagé à s'engager, un jour. Tant de promesses et quoi de concret, finalement? Méthane, charbon, forêts: des annonces, seulement. Une déception, donc, car l'accord a minima éloigne des engagements de Paris et de ce que dit la science pour limiter la hausse des températures à 1,5 degré.

Déception aussi, car la solidarité nécessaire à l'égard des territoires insulaires les plus exposés au changement climatique a été trahie. Où sont les milliards de dollars qui ont été promis aux Îles Marshall, à la Papouasie, aux atolls de Polynésie, à Kiribati, au titre des pertes et préjudices qu'en réalité ils subissent déjà?

Les événements de cet été – les inondations mortelles en Allemagne et en Belgique, les canicules un peu partout dans le sud de l'Europe – devraient pourtant alerter sur la menace climatique qui frappe partout, y compris, et de plus en plus souvent, chez nous. Pour citer l'éditorialiste anglais James Moore, le Royaume-Uni se trouvera-t-il dans une situation comparable quand Londres et le sud britannique seront gorgés d'eau et que leurs habitants devront s'installer plus au nord? Il n'y a qu'à voir, dit-il, les projections et les cartes, autrement dit, la science, pour qui veut bien la lire et l'entendre. Une prévision en forme de sentence pour toute l'Europe.

La COP 26 – je conclus, Monsieur le Président – est derrière nous, Charm el-Cheikh est dans notre viseur. L'Union européenne doit relever ses ambitions pour s'éviter aussi sa prochaine crise des réfugiés climatiques.

Marie Toussaint (Verts/ALE). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, il y a six ans, les États du monde s'étaient mis d'accord sur l'objectif de 1,5 degré. Nous en sommes très loin. Nous allons droit vers + 2,6 degrés.

Cette COP, finalement, c'était celle de l'injustice, celle qui accueillait plus de 500 représentants des industries pétrogazières et à peine deux du Vanuatu, un pays qui sera bientôt englouti par les eaux. Une COP où les pays riches, dont les pays de l'Union européenne, malgré les décisions de leurs tribunaux, n'ont pas rehaussé leurs objectifs climatiques. La loi climat européenne, selon les scientifiques, c'est aussi + 2,6 degrés. L'injustice enfin, parce que les plus riches, les plus pollueurs des pays, mais aussi des entreprises, refusent encore d'assumer leurs responsabilités et de payer pour les catastrophes humaines et naturelles qu'ils ont causées.

Alors, soyons sérieux: *Exxon knew, Shell knew, et Total savait aussi. Et l'Europe, eh bien! L'Europe a laissé faire. Alors cessons immédiatement de financer le gaz, rehaussons nos objectifs climat et engageons enfin les investigations et les grands procès nécessaires aujourd'hui pour rendre justice au climat et rendre justice aux humains.*

Marco Dreosto (ID). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, il tema ambientale non è e non deve essere di esclusiva competenza della sinistra, anzi. La tutela ambientale può essere anche all'interno di questo arco parlamentare assolutamente univoca e darci veramente delle grandi opportunità.

A Glasgow si è parlato dei cambiamenti climatici, ma finalmente ragione e realismo hanno prevalso sulle ideologie. La transizione ecologica, come ci suggerisce il termine stesso, deve essere un percorso, non un mero obiettivo da realizzare a discapito di crescita e di sviluppo.

Il mio appello è un appello alla responsabilità. Abbandoniamo le venerazioni di Greta Thunberg e cerchiamo di trovare un accordo per delle posizioni europee e per un ambientalismo responsabile, che coniughi la tutela dell'ambiente con il diritto delle imprese a continuare ad esistere, evitando nuovi vincoli che provocherebbero evidentemente la loro chiusura.

Specie in questo momento di grande difficoltà, non dobbiamo permettere che si perdano migliaia di posti di lavoro, privilegiando le ideologie a danno delle imprese e anche delle famiglie, e favorendo, ad esempio, quell'economia cinese che non si pone, almeno concretamente, il problema ambientale. Ricordiamoci, infine, che si può ancora morire di fame, prima di morire di inquinamento.

Izabela-Helena Kloc (ECR). – Panie Przewodniczący! Najważniejsze wydarzenia związane ze szczytem klimatycznym COP 26 można streścić krótko: Joe Biden przysypiał, Greta Thunberg histeryzowała, a Xi Jinping nie przyjechał wcale.

Trochę szkoda, że światowe szczyty klimatyczne tracą nie tylko na powadze, ale i znaczeniu. Obrady w Glasgow zlekceważyli przywódcy największych globalnych trucicieli z Chinami na czele. Nie wpływa to dobrze na wizerunek Unii Europejskiej, która z Zielonego Ładu uczyniła swój główny, a raczej jedyne produkt eksportowy. Bierzemy na siebie ciężar globalnej walki ze zmianami klimatu, choć odpowiadamy zaledwie za 9 proc. światowej emisji dwutlenku węgla. Unia Europejska może osiągnąć neutralność klimatyczną choćby jutro, a Ziemia nawet tego nie odczuje.

Jesteśmy świadkami globalnego masowego szaleństwa: połączonych wysiłków (chyba jednak pseudo) polityków, aby całkowicie zdziesiątkować i zniszczyć nasze przedsiębiorstwa, nasz przemysł, nasz europejski dobrobyt. Radykalni ekolodzy przestrzegali w Glasgow przed klimatyczną apokalipsą. Ja chciałabym przestrzec przed apokalipsą społeczną, która nas czeka, jeśli nadal będziemy brnęli w klimatyczny radykalizm niosący chaos, biedę i strach.

Panie Timmermans, polecam realizm, realizm, realizm.

João Pimenta Lopes (The Left). – Senhor Presidente, saídos da COP26 ninguém poderá anunciar grandes feitos. Pelo contrário, o caminho traçado permanece praticamente inalterado. A realidade impõe a urgência de medidas concretas. A resposta, essa, insiste em falsas soluções, medidas insuficientes de mitigação ou inadequadas, como as de mercado. Permanecem intocados os interesses dos que lucram na compra e venda do direito a poluir ou outros rentáveis negócios a este pretexto.

O capitalismo não é verde, não será nele que se encontrarão as respostas necessárias e ao serviço dos povos. Estas não se podem esgotar na estrita dimensão ambiental. Exigem uma dimensão social, o reconhecimento do direito dos povos ao desenvolvimento, exigem medidas diversas, a adoção de uma abordagem normativa que incida na redução efetiva de emissões, a promoção de políticas de mobilidade assentes no transporte público, o controlo público de setores estratégicos, como o energético, o incentivo à produção e consumo locais, o direito de cada país à sua soberania alimentar, uma regulação justa do comércio mundial, a rejeição do militarismo e a defesa da paz.

Κώστας Παπαδάκης (NI). – Κύριε Πρόεδρε, η Ευρωπαϊκή Ένωση, οι κυβερνήσεις και οι ΜΚΟ έσπειραν μαζικά αυταπάτες ότι κάτι θετικό για τον λαό και το περιβάλλον θα μπορούσε να προκύψει από την COP26. Η διαμάχη για το ύψος των στόχων της είναι η άλλη όψη των σφοδρών ανταγωνισμών των Ηνωμένων Πολιτειών και της Κίνας για πρωτοκαθεδρία. Ένας πόλεμος συμφερόντων που βαφτίζει «πράσινους» τους βομβαρδισμούς των Ηνωμένων Πολιτειών, της Ευρωπαϊκής Ένωσης και του ΝΑΤΟ, σκοτώνοντας λαούς και καταστρέφοντας το περιβάλλον, που ανακηρύσσει «πράσινες» τις πυρηνικές δοκιμές, την καύση απορριμμάτων, τη μόνοκαλλιέργεια των ανανεώσιμων πηγών. Η πράσινη μετάβαση και η απελευθέρωση της ενέργειας αφήνουν εκτεθειμένους τους λαούς στην ενεργειακή ακρίβεια, τα πράσινα χαράτσια και ανατιμήσεις. Κριτήριο το κόστος-όφελος. Έτσι μένουν αθωράκιστοι οι λαοί. Επιρρίπτεται σε αυτούς η ατομική ευθύνη, ενώ καταστρέφονται λαϊκές περιουσίες, τα δάση και το φυσικό περιβάλλον από πλημμύρες, πυρκαγιές και σεισμούς. Πράσινο για εσάς είναι ό,τι συμφέρει τους επιχει-

ρηματικούς ομίλους. Η κλιματική αλλαγή αξιοποιείται ως πρόσχημα για να αιωωθεί ο μεγάλος ένοχος: το καπιταλιστικό σύστημα. Μόνο ο λαός, σε σύγκρουση με τα επιχειρηματικά συμφέροντα, με εργατική εξουσία και κοινωνικοποιημένη οικονομία, μπορεί να σώσει τον λαό, το περιβάλλον και τον πλανήτη.

Lídia Pereira (PPE). – Senhor Presidente, Senhoras e Senhores Deputados, temos muitas vezes uma tendência para desvalorizar o que já conseguimos, os objetivos que vamos atingindo. Mas sem, por um momento que seja, reduzir a ambição para o futuro, parece-me de grande importância que saibamos avaliar o caminho que já percorremos.

Como coautora da Resolução deste Parlamento para a COP, sinto particular responsabilidade não só no que foi o estabelecimento dos objetivos que levámos a Glasgow, mas também no seu cumprimento, e não me parece descabido lembrar aqui a todos os Grupos, mas também aos representantes da Comissão e do Conselho, que, tendo ainda muito por fazer, somos também o bloco económico que já mais fez e que mais tem trabalhado para a neutralidade climática.

O facto de os nossos objetivos serem ambiciosos não nos deve toldar em relação ao esforço e ao sucesso atingidos. Levámos a Glasgow sete grandes objetivos: a ambição de incremento nas metas nacionalmente determinadas para conseguirmos ficar mais perto do aumento de 1.5 graus Celsius; a mobilização de recursos para a adaptação; o acordo no mercado global de carbono; os subsídios aos combustíveis fósseis; o acordo para o metano; o travão à desflorestação; a inclusão de todos os setores no esforço para a descarbonização nas metas nacionais, nomeadamente a aviação e o transporte marítimo. Destes sete objetivos, em seis conseguimos avanços importantes, diria até mesmo muito importantes, e apenas o último não foi, pelo menos parcialmente, atingido.

Nada seria tão grave nem tão traiçoeiro como verificar que não teriam passado de palavras vãs. Este é o tempo, o tempo de passar das palavras aos atos, o tempo de implementar os acordos assinados, o tempo de garantir que cumprimos a nossa parte.

Niels Fuglsang (S&D). – Hr. formand! Har I nogensinde prøvet at få stillet en opgave af jeres chef uden nogen deadline eller en deadline langt, langt ude i fremtiden? Sådan en opgave man bare lige skal løse, når det passer ind. Vi ved alle, hvad der risikerer at ske med sådan en opgave. Den bliver nedprioriteret. Hver gang chefen spørger, om den er på trapperne, så har man lige gang noget andet, og opgaven ender måske med ikke at blive løst.

COP26 viser desværre, at en del af verdens lande behandler klimakrisen som sådan en opgave. Rusland og Kina vil være klimaneutrale senest i 2060, Indien i 2070. Men det er vores indsats de næste 10 år, der afgør, om vi er i stand til at holde temperaturstigningerne på maksimalt halvanden grader celsius. Det er ikke målsætninger for 2070. Med den nuværende indsats går vi mod en temperaturstigning på 2,4 grader. Det er en verden med oversvømmelser, tørke, hundredvis af millioner af klimaflygtninge.

Det må ikke blive til virkelighed. EU var en særdeles positiv aktør på COP'en og et forbillede. Men EU bør bruge sine økonomiske muskler som verdens største handelsblok i den kommende tid, de kommende år, på at presse de lande, der ikke gør noget. Både ved, at vi går foran som det gode eksempel, men også ved det, vi siger. Vi indfører en klimatold over for de lande, der ikke handler, og dermed skal vi bruge den næste tid på at presse de lande, der ikke handler. Det er vores vigtigste opgave.

PRESIDÊNCIA: PEDRO SILVA PEREIRA*Vice-Presidente*

Catherine Chabaud (Renew). – Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Monsieur le Commissaire, je voudrais vous parler d'un sujet qui a avancé à la COP 26 – certes, très lentement, beaucoup trop lentement. C'est celui de l'intégration de l'océan dans la mise en œuvre de l'accord de Paris, celui de toutes les solutions basées sur l'océan.

Avant 2015, l'océan n'était même pas évoqué dans les négociations. Après six années de mobilisation de la communauté internationale, des amis de l'océan – que je salue ici –, l'océan est désormais ancré dans le régime multilatéral de lutte contre le changement climatique. Mais il faut aller beaucoup plus loin. Je vous rappelle qu'une respiration sur deux, nous la devons à l'océan, qui absorbe un quart de nos émissions anthropiques.

L'Europe, Monsieur le Commissaire, premier espace maritime au monde, doit intégrer ces solutions basées sur l'océan dans la mise en œuvre du pacte vert. Il nous faut un véritable «pacte bleu».

Piernicola Pedicini (Verts/ALE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, che cosa possiamo fare ancora noi europei? Io dico che combattere il riscaldamento globale vuol dire combattere il raffreddamento sociale.

Abbiamo l'esempio di grandi industrie, anche europee, che sono virtuose nei paesi ricchi, mentre scaricano veleni nei paesi poveri. E non mi riferisco soltanto ad Africa o ad America Latina, ma anche alle aree più povere del nostro continente, dove l'industria petrolifera, per esempio, ha la licenza per inquinare l'acqua che viene bevuta dai cittadini, e dove l'industria dell'acciaio, per esempio, ha il permesso di inquinare l'aria che respirano i cittadini.

La povertà è la precondizione per accettare l'inaccettabile, con il particolare non trascurabile che le emissioni inquinanti, proprio come un virus per la pandemia, non conoscono confini. Perciò non basta inasprire la legislazione nei paesi ricchi, bisogna impedire anche che l'industria sposti la sua produzione nei paesi poveri.

Sylvia Limmer (ID). – Herr Präsident! Gehen wir also der Frage nach, ob das kürzlich stattgefundenene Klimatreffen in Glasgow ein Erfolg war. 40 000 registrierte Teilnehmer wurden mithilfe des CO₂ zusammengekarrt, dessen Eliminierung man dort beschlossen hat. CO₂-Netto-Null funktioniert auf sehr absehbare Zeit eben nur auf dem Papier so richtig gut.

Aber Frau von der Leyen konnte medienwirksam 1 Milliarde Euro aus dem EU-Haushalt, also das Geld der Steuerzahler, für irgendwelche globalen Wälder spendieren. Vermutlich in weiser Voraussicht als Ersatzzahlung für genau jene Wälder, die durch ihre unfähige ideologische Agrarstrategie abgeholzt und zu Agrarflächen umgewandelt werden, weil die europäische Agrarproduktion ausgelagert wird.

Außerdem wurde wieder versprochen, in der EU und anderswo gedrucktes Geld großzügig zu verteilen: ab 2023 jährlich 100 Milliarden US-Dollar, und weil das bisher nicht geklappt hat, ab 2025 gleich die doppelte Summe.

BMW und Volkswagen sind der Erklärung zum Ausstieg aus den Verbrennungsmotoren bis 2035 nicht beigetreten, obwohl man weiß und nichts dagegen unternommen hat, dass genau das in der EU passieren wird. Aber es ist wohl klüger, hier die steuersubventionierten E-Autos mitzunehmen und das Geld anderswo zu investieren.

Den Kohleausstieg haben China und Indien schnöde zunichte gemacht. China hat ja schon 2020 begonnen, die Kohle herunterzufahren. Dort sind dreimal mehr Kohlekraftwerke ans Netz gegangen als im Rest der Welt. Satire *off*. Aber ernsthaft: Warum sollte eine wirtschaftlich erfolgreiche Nation auch den ökonomischen und energiepolitischen Schwachsinn aus Brüssel nachahmen?

Robert Roos (ECR). – Voorzitter, vicevoorzitter Timmermans, minister, beste collega's, COP26 was publiek-private samenwerking op zijn slechtst. De uitkomst van de klimaatop in Glasgow is een miljardenfeest voor bankiers en investeerders die blij waren dat de mensen de recente corruptiebeschuldigingen in verband met het Groene Klimaatfonds van de VN al waren vergeten.

Onze maakindustrie, goed voor miljoenen banen en welvaart, zal het voorbeeld van Royal Dutch Shell volgen en de Europese Unie gaan verlaten. Koolstoflekkage, het vluchten van bedrijven voor te ambitieus klimaatbeleid.

Eerder noemde ik de klimaatplannen al een onverantwoord experiment met onze economie. EU-burgers die de astronomische prijs van COP26 moeten betalen, hadden geen stemrecht in het klimaatpact. De democratie werd wederom aan de kant gezet.

Groene financiering maakt voor het klimaat niets uit. Het CO₂-probleem zal zich verplaatsen, maar zal niet worden opgelost door bankiers en investeerders. Sterker nog, de financiële stromen die opgezet worden, zijn oncontroleerbaar en fraudegevoelig.

Collega's, het treurige resultaat van COP26 is dat alleen bankiers zullen winnen, terwijl productiebedrijven worden verjaagd, burgers verarmen en het klimaat er niet van profiteert. Europa verdient beter.

Anja Hazekamp (The Left). – Mr President, we desperately need a food revolution. Globally, food and farming systems contribute up to 30% of our greenhouse gas emissions and contribute to an even bigger proportion of biodiversity loss. Why is this ignored in the global climate negotiations? Again, COP26 failed to address this crucial issue. Again, the big cow in the room was ignored.

We cannot save the climate crisis if we don't address one of the biggest drivers of climate change: our overly intensive farm-animal production system and the promotion and consumption of meat, dairy and eggs. Our food system is a ticking time bomb, and if we don't fix it now the food security will be at stake.

So let's talk about food, Commissioner.

Jessica Polfjärd (PPE). – Herr talman! Klimatförändringarna är ett globalt problem som också kräver globala lösningar. Mötet i Glasgow för några veckor sedan är en viktig påminnelse om att det internationella klimatarbetet är det som kan göra skillnad på riktigt. Som union, i EU, står vi för en tiondel av de globala utsläppen. Det är därför helt uppenbart att vi för att klara omställningen helt enkelt måste få med oss andra. Det kräver en framåtutad klimatdiplomati.

Vi kunde se under COP26 att det togs flera steg som var viktiga och i rätt riktning för att vi ska kunna genomföra Parisavtalet i praktiken. Men samtidigt som vi ser en växande konsensus kring behovet av att begränsa den globala uppvärmningen så råder det ingen tvekan om att de åtgärder som hittills vidtagits är otillräckliga. Vi behöver göra mer. Vi behöver ställa höga krav inte bara på oss själva, utan även på andra stora utsläppsländer, speciellt de som fortfarande motsätter sig viktiga reformer. Här måste EU sätta ner foten. Det är varken hållbart eller rimligt att vi i Europa ska göra allt arbete själva, medan andra försöker bromsa.

Det finns mycket kvar att göra. Ett viktigt steg vore att på allvar arbeta för ett globalt pris på koldioxid, något som FN:s expertpanel också framhållit som ett nödvändigt instrument för att få ner de globala utsläppen. Samtidigt har olika länder olika förutsättningar för att ställa om. Vi behöver därför göra mer för att hjälpa andra att satsa på klimatet, inte minst genom vår bistånds- och utvecklingspolitik. Fler länder behöver också flytta foten från bromsen till gasen i klimatarbetet. Jag tycker att COP26 bevisar det – att alla världens länder behöver anstränga sig lite mer.

Simona Bonafè (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sicuramente si poteva fare di più, anzi si doveva fare di più, in questa conferenza sul clima a Glasgow. Oggi le conseguenze del cambiamento climatico sono sotto gli occhi di tutti, anche alle nostre latitudini, e nessuno può più negare di avere davanti un'emergenza al pari di quella pandemica che stiamo già vivendo.

Si poteva fare di più però, al tempo stesso, non possiamo dimenticare i risultati raggiunti a Glasgow, che molti prima di me hanno già ben evidenziato, come la graduale fuoriuscita dal carbone anche se, ahimè, con impegni non vincolanti, come pure l'obiettivo della riduzione della deforestazione e della riduzione delle emissioni di metano.

Sono risultati inimmaginabili anche solo fino a due anni fa, quando c'era ancora Trump alla Casa Bianca e aveva stracciato l'accordo di Parigi, e la Cina non aveva ancora comunicato la propria data per il raggiungimento della neutralità climatica.

L'Europa, come già era successo a Parigi, ha avuto un ruolo da protagonista a Glasgow nel portare al tavolo i grandi attori mondiali che, più di altri, impattano sull'inquinamento globale. Lo ha fatto con la credibilità di chi, per prima, ha puntato tutto sul *Green Deal*, non solo come strumento di adattamento e di contrasto al cambiamento climatico, ma come motore per un'economia decarbonizzata e circolare, che rilanci occupazione e competitività.

Proprio ora che abbiamo davanti il più grande piano di investimenti europei dal dopoguerra ad oggi, dobbiamo tenere alta l'ambizione del nuovo pacchetto «Fit for 55» e mettere la transizione ecologica al centro della ripresa economica, per accelerare la costruzione di un nuovo modello di sviluppo più sostenibile ambientalmente e più equo socialmente, in una parola più sicuro per tutti.

Атидже Алиева-Вели (Renew). – Г-н Председател, г-н Комисар, пактът за климата в Глазгоу е прогрес по отношение на постигане на заложените от Съюза цели за борба с климатичните промени.

Разочарована съм обаче, че не всички държави споделят чувството на неотложност и споделена отговорност. Климатичните промени и негативните последици от тях не са европейски, а са глобален проблем. Несъмнено подкрепям високите амбиции, които зложихме, но това не може да се случи, ако останалите държави не ни последват. Нещо повече, притеснява ме фактът, че разликата в климатичните амбиции между държавите непременно оказва влияние върху условията на конкуренция и съответно – върху бизнеса и гражданите. Политиките, действията и мерките следва да бъдат основани на последните научни изследвания и на доказаните практики. Те следва да са обезпечени с адекватен бюджет, специално предвиден за това, да бъдат приобщаващи и да гарантират, че гражданите и бизнесът няма да са тези, които ще платят цената.

Jutta Paulus (Verts/ALE). – Herr Präsident, Herr Vizepräsident Timmermans, meine Damen und Herren! Es ist interessant, wie unterschiedlich die Ergebnisse von Glasgow hier beurteilt werden. Aus meiner Sicht ist es ein großer Fortschritt, dass erstmals die planetare Grenze von 1,5 Grad Erwärmung explizit im Abschlussbericht genannt wird. Aber wir haben noch überhaupt keinen Grund, stolz zu sein. Und die Bestrebungen, das „Fit for 55“—Paket abzuschwächen, zeigen, dass die öffentliche Darstellung der EU als Klimavorreiter auf tönernen Füßen steht.

Und nirgends wird das so deutlich wie bei den Methanemissionen. Die EU feiert sich als Initiator des *Global Methane Pact*, nach dem 30 % der Methanemissionen bis 2030 reduziert werden sollen. Aber der durchgesickerte Gesetzesentwurf sieht nicht mal ein Reduktionsziel vor. Die Kommission ignoriert zudem alle Forderungen, über die wir letzten Monat hier im Parlament in unserem Initiativbericht abgestimmt haben – mit großer Mehrheit.

Herr Timmermans, das ist mehr als enttäuschend, das ist ein Skandal. Ich fordere Sie hiermit auf, Ihren Worten Taten folgen zu lassen und sicherzustellen, dass wir nicht nur Daten sammeln, sondern tatsächlich Methanemissionen reduzieren.

Antonio Maria Rinaldi (ID). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, ho ascoltato con estremo interesse tutti gli interventi dei miei colleghi e sono sostanzialmente d'accordo. Sì, i paesi occidentali e l'Europa hanno fatto e hanno fatto anche tanto rispetto al passato, ma il problema, a mio modestissimo avviso, è un altro: se noi non riusciremo a coinvolgere tutti i paesi del mondo, dico tutti, nessuno escluso, a iniziare proprio dalla Cina e dall'India, avremo fallito anche noi.

Anzi, ribadisco che questo Parlamento deve fare di più proprio in questo senso, dobbiamo impegnarci in modo tale che tutti gli altri paesi facciano esattamente le stesse cose nello stesso periodo, altrimenti è inutile. Il mondo è come una campana, ci siamo tutti quanti dentro. Altrimenti daremo anche, fra l'altro, dei vantaggi competitivi immensi, che pagheremo in termini di disoccupazione.

Come ultima cosa dico a Greta: brava, bravissima! In futuro sarai ancora più brava se questi discorsi li andrai a fare a Pechino e a Nuova Delhi.

Nicola Procaccini (ECR). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, questo dibattito mi consente di essere più esplicito del solito. Ci sono due modi di essere ecologisti. Il primo è quello dei conservatori come noi, che si pongono l'obiettivo di conservare ciò che di bello e sacro hanno ricevuto in eredità dai propri genitori per poterlo trasmettere ai propri figli. E c'è un'altra categoria di ecologisti, quella degli orfani del comunismo, che confondono la difesa dell'ambiente con l'attacco al capitalismo, alle economie liberali e alle democrazie occidentali.

Ho una domanda per voi, colleghi: dove sono i *Friday for Future* contro il regime cinese, il più grande emettitore di CO₂ al mondo? Dove sono le manifestazioni di solidarietà per i pescatori e i contadini rovinati dalle dighe del Mekong, per i prigionieri Uiguri nello Xinjiang o per i bambini nelle miniere cinesi di cobalto in Congo? Zero, nessuna protesta, né a Glasgow, né tantomeno a Pechino!

Alain Finkielkraut scrive: «Il silenzio muore, il rumore prende dappertutto il potere. È la sola calamità ecologica di cui nessuno parla.»

Nikolaj Villumsen (The Left). – Hr. formand! Mindre end nødvendigt, men bedre end ingenting. Sådan kan man opsummere konklusionerne fra COP26 i Glasgow. Verdens lande bekræftede halvanden grads-målet og lovede klimaplaner i 2027. Men det, vi har brug for, at lukke gabet mellem de planlagte og de nødvendige reduktioner. Verdens lande anerkendte for første gang nogensinde behovet for at nedbringe brugen af fossile brændsler. Men det, vi har brug for, at udfase dem helt. Klimatopmøder er i sandhed de små skridts arena, og der blev taget små skridt. Men det, klimaet, forskerne og ungdommen har brug for, er tigerspring. På klimatopmøde efter klimatopmødet har verdens ledere talt og talt, men kun meget lidt er sket. Det er ikke godt nok! Vi har et ansvar. Vi har et globalt ansvar for at handle på klimakrisen. Det er ikke længere nok at vedtage en aftale, der er bedre end ingenting. Det er tid til klimahandling.

Ivan Štefanec (PPE). – Mr President, protecting the environment for future generations is one of the key challenges ahead of us. The most challenging task will be to find ways to protect the environment in a way that will boost our economy, employment and social care.

The environmental agenda is stronger every day and I believe that the organisation of the Glasgow Summit is really a success of our European policy. This is the most important message. There are also three good messages, in my view. The first one is that the Glasgow Agreement has been signed by 151 countries. The second one is that countries also agreed to a robust process to develop a new and larger climate finance goal to come into effect after 2025. Thirdly, finance. There is a significant milestone to address this issue. The Adaptation Fund reached an unprecedented level of contributions, with new pledges for USD 356 million that represent almost three times its mobilisation targets for 2022.

On the other hand, there are very high expectations and there are still challenges remaining. The first one is coal. Many countries will phase out coal by 2030, but the world's largest users of the fuel, like China, India and the United States of America, will not do so. Secondly, transportation. Better investment for sustainable transport modes was not forced in Glasgow. There is still a lack of focus on public transport and cycling. Thirdly, fossil fuels. The subsidisation of fossil fuels, the largest source of global greenhouse gas emissions, was opposed by several countries with large fossil-fuel based economic sectors.

Glasgow clearly showed that the democratic world is trying to address and solve the issues, while the non-democratic one is still waiting. We can really be leaders and represent the green transformation for the rest of the world.

Delara Burkhardt (S&D). – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Für mich war diese COP eine Konferenz der guten Vorsätze. Wir haben neue Langzeitpläne der größten CO₂-Emittenten gehört, Versprechen zum Ende der Regenwaldabholzung oder der Verringerung der Methanemissionen.

Das zeigt ja grundsätzlich, dass der Mechanismus von Paris, alle fünf Jahre unter den Augen der Weltöffentlichkeit die Ziele zu erneuern, sehr gut funktioniert. Aber ob es wirklich mehr Klimaschutz gibt, das entscheidet sich durch konkrete Maßnahmen.

Auch die EU hat sich einige Hausaufgaben mitgenommen: Wir brauchen eine ambitionierte Umsetzung des „Fit for 55“—Pakets, um auch die 2030-Ziele zu übertreffen, denn es ist keine Zeit für Rosinenpickerei; alle Sektoren müssen ihren Beitrag leisten. Ich wende mich da an die rechte Seite, die bei dieser Debatte immer ihre soziale Seite entdeckt. Die soziale Frage muss Antrieb unserer Klimaambition sein und keine lahme Ausrede für weniger Klimaambition.

Nur mit dem Ausbau erneuerbarer Energien, nur wenn wir alternative Mobilität zur Verfügung haben, nur wenn wir Energieeffizienzmaßnahmen vorantreiben, dann können wirklich alle Menschen an diesem Wandel teilhaben.

Die EU muss aber auch ihrer Verantwortung jenseits der Grenzen nachkommen. Das gilt für den Bereich der Klimafinanzierung, es gilt aber auch für die ganzen Fragen rund um die Entwaldung, wo ich sehr dankbar bin für den Vorschlag der Kommission: Das geht in die richtige Richtung.

Wir müssen einige Schlupflöcher schließen. Wir sind als Vorreiterin in diese Klimaverhandlungen gegangen, wir dürfen uns dabei nicht ausruhen. Wir müssen weiter Tempo machen, und das machen wir in den nächsten Wochen und Monaten.

Luis Garicano (Renew). – Señor presidente, señor comisario, la Cumbre climática de Glasgow ha resultado en un conjunto de declaraciones, de buenas intenciones sobre la importancia de mantener el calentamiento global por debajo de grado y medio.

Muy bien, pero ya no valen las palabras bonitas para lograr que el planeta siga siendo sostenible y habitable. Necesitamos avanzar —Europa necesita avanzar— sin esperar a los demás. ¿Cómo?

La Unión Europea debe poner en marcha un «club climático» formado por los países que están de acuerdo en ponerle un precio al carbono: los países que formen parte del «club» podrán comerciar libremente con Europa, porque sus empresas estarán haciendo un esfuerzo para luchar contra el cambio climático; los países que no formen parte del «club» tendrán que pagar un arancel —nuestro Mecanismo de Ajuste en Frontera por Carbono—, para poder comerciar con Europa.

Y de esa manera logramos dos cosas: primero, damos incentivos a los otros países para que se unan en este esfuerzo; y, segundo, evitamos que las empresas europeas se deslocalicen a otros países para no pagar el precio del carbono.

En definitiva, señor comisario, el consenso mundial no llegará a tiempo. Debemos usar el poder comercial de España y de Europa para que el resto de los países del mundo se sumen a nuestra lucha por un planeta más sostenible y más humano.

Yannick Jadot (Verts/ALE). – Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, Monsieur le Représentant du Conseil, chers collègues, c'est peu dire que l'accord obtenu à Glasgow est très loin de ce qui est nécessaire. Il y a un gouffre entre l'accord et les attentes, les exigences des citoyens européens et les citoyens du monde; un gouffre entre l'accord et la science; un gouffre entre l'accord et ce qu'ont vécu les Européens et les citoyens du monde cet été, notamment en termes de dérèglement climatique.

Évidemment, l'Europe fait mieux que le reste du monde. Mais ça fait 20 ans, 25 ans qu'on répète que l'Europe fait mieux que le reste du monde, et que ça suffit. Eh bien non! cela ne suffit pas. Évidemment, l'Europe n'a pas joué de rôle moteur, y compris dans la fin des subventions aux énergies fossiles. Comment l'Europe le pourrait-elle, avec ce qu'elle a voté sur la PAC, hier, une PAC du dérèglement climatique? Et comment l'Europe le pourrait-elle, quand elle est autant divisée sur la taxonomie? Jamais je n'ai vu dans une COP cinq ministres de l'environnement dénoncer la France, la Pologne et d'autres pays européens. Jamais je n'ai vu l'Europe divisée à ce point et l'Europe prise en otage par le nucléaire et le gaz.

Alors, il est temps que la Commission et le Conseil et le Parlement fassent leur travail. Ce n'est pas le lobby du nucléaire et du gaz qui doit dicter l'ambition climatique européenne.

Bert-Jan Ruissen (ECR). – Voorzitter, nu het stof van COP26 is neergedaald, maken we vandaag de balans op. Ik beperk me hierbij tot drie opmerkingen. Eén, het is een goede zaak dat we als EU voorop willen lopen, maar als we te ver voor de troepen uitlopen, concurreren we onszelf uit de markt. Twee, de EU kan dit niet alleen. Landen met veel vervuilende industrie, zoals China en India, moeten ook een bijdrage leveren. Daarbij is wereldwijde samenwerking cruciaal. Dat we het emissiehandelssysteem nu mondiaal gaan toepassen, is daarbij een belangrijke stap. Drie, uitfasering van fossiele brandstoffen is nodig. Dat is de transitie waarin we zitten, maar voorzichtigheid is hierbij wel geboden, gelet ook op de huidige energiecrisis. We moeten geen energiebronnen sluiten voordat we nieuwe hebben. Er moet daarbij ook serieus werk worden gemaakt van alternatieve energiebronnen zoals kernenergie en blauwe waterstof.

Agnès Evren (PPE). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, la COP 26 devait être un événement historique. Cette COP, hélas, si elle devait rester dans les annales, serait la COP des petits pas. En effet, soyons lucides, elle n'a pas concrétisé les espoirs que nous avons placés en elle. Mais par dessus tout, Monsieur Timmermans, je regrette profondément que l'Union européenne ait montré ses divisions au grand jour. Quand quelques États signent, en marge de la COP 26, une déclaration pour ne pas inclure le nucléaire dans la taxonomie, cela ne sert ni l'Union européenne ni la lutte contre le changement climatique et cela va à l'encontre du travail des experts. Le moment était pourtant capital. Le paquet climat européen n'est ni plus ni moins qu'une révolution industrielle.

De cette COP décevante, je retiendrai néanmoins les quelques petits pas en avant. L'accélération du calendrier de réduction des émissions, bien sûr, l'appel à réduire l'énergie issue du charbon et les subventions aux énergies fossiles, ou encore la mise en place d'un réel programme de travail.

C'est sur ces avancées que nous devons construire les prochaines COP, mais en étant moins naïfs, et notamment sur l'engagement de certains de nos partenaires, comme la Chine, par exemple, qui est le plus grand pollueur du monde. C'est d'ailleurs pour cela que la mise en place rapide d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières doit être au cœur de notre action climatique. Nos citoyens ne doivent pas payer le prix du manque d'engagement international.

Nicolás González Casares (S&D). – Señor presidente, querido vicepresidente, hay que reconocer la labor de liderazgo europea en Glasgow. Los compromisos adquiridos han supuesto un importante salto para acercarnos al Acuerdo de París, pero siguen sin ser suficientes si no siempre significan acción.

Lo han dicho significados expertos: si esta Cumbre hubiera sido hace veinte años, estaríamos hablando de un éxito. La revisión de las contribuciones nacionales el próximo año es quizá la última oportunidad para alinearnos con el 1,5°C.

Hasta 2021 hemos esperado para celebrar que por primera vez se hace mención a la reducción del carbón y a los subsidios a combustibles fósiles. Al fin tenemos el libro de reglas y se ha avanzado en el artículo 6. Necesitamos mercados de carbono globales por ambición y por equilibrar el campo de juego.

Doblar la financiación climática, los compromisos para revertir la deforestación o el acuerdo para las emisiones de metano han sido un balance moderadamente positivo. Aunque debo reconocer que algunos Estados miembros han hecho escaramuzas, más preocupados de sus cuestiones internas que de la lucha contra el cambio climático.

Aún estamos lejos de hacerle frente a la emergencia climática. Vamos a ser pioneros en la descarbonización y eso nos va a hacer cometer errores. Aprendamos todos de todos y busquemos enganchar a la ciudadanía ante un reto que nos afecta sin excepciones. Con ambición, sí, y justicia social, porque es un problema social y de equidad el que está detrás del cambio climático.

Valter Flego (Renew). – Poštovani potpredsjedniče, poštovane kolegice i kolege pa nisu samo zemlje u razvoju krive što COP26 u Glasgowu nije polučio željene rezultate. Naime, je li se njima 2009. godine obećalo sto milijardi eura do 2020.? Je li se to obećanje izvršilo? Nije. A svi naravno želimo čisti okoliš i želimo zelenu tranziciju, ali recite mi molim vas, kako može jedan, na primjer Bangladeš, izdvojiti za to isto koliko jedna Norveška ili kako jedna Hrvatska može izdvojiti isto koliko i jedna Belgija.

I svi smo, naravno, za ekologiju. Ali ekologija nije jeftina, ekologija košta i zato ekologija mora ići ruku pod ruku s ekonomijom. A sada su se, eto, razvijene zemlje u Glasgowu pozvale da povećaju financiranje za zemlje koje su u razvoju; a pa zašto bi im vjerovali i zašto bi pripremale takve projekte koji koštaju.

Zato mislim da u Glasgowu se trebalo, ne pozvati nego obvezati. Molim vas da razmislite o tome jer možda još nije prekasno to realizirati.

Michael Bloss (Verts/ALE). – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Nach dieser Klimakonferenz haben wir es schwarz auf weiß: Wir erreichen die Klimaziele des Pariser Klimaschutzabkommens nicht, nicht die 1,5 Grad und auch nicht die 2 Grad. Und auch die Klimaziele der Europäischen Union reichen nicht aus. Jetzt muss die Welt nachsitzen, jetzt müssen wir nachsitzen und bei der Klimakonferenz in einem Jahr neue Klimaziele präsentieren, damit wir nicht vertragsbrüchig werden.

Das können wir erreichen, die Instrumente liegen auf dem Tisch: ein früher Kohleausstieg im Jahr 2030, ein massiver Ausbau der erneuerbaren Energien, ein schnelles Ende des Verbrennungsmotors und das Ende der fossilen Subventionen. Das alles können wir hier in diesem Haus umsetzen.

Ich appelliere an Sie. Ich erinnere an den Klimanotstand, den wir vor zwei Jahren ausgerufen haben. Lassen Sie uns die Freiheit unserer Kinder garantieren, indem wir das 1,5 Grad-Ziel umsetzen! Wir haben es alle gemeinsam sprichwörtlich in der Hand.

Beata Mazurek (ECR). – Panie Przewodniczący! Wszyscy zgadzamy się, że trzeba walczyć ze zmianą klimatu. Cieszy fakt, że na szczycie w Glasgow dostrzeżono konieczność zacieśnienia współpracy międzynarodowej i wsparcia dla państw, które mierzą się z wyzwaniem sprawiedliwej transformacji. Tylko wspólnie, z poszanowaniem każdego, jesteśmy w stanie osiągnąć założone cele. Sprawiedliwa transformacja jest kluczowa. Każdy kraj ma swoją własną specyfikę energetyczną. Inaczej wyglądają gospodarki państw, które nie są uzależnione od węgla, a państw w których węgiel stanowi podstawę funkcjonowania. Nie można porównywać i wrzucać wszystkich do jednego koszyka. To nie służy całej sprawie i rodzi nieporozumienia, a dodatkowe próby zastraszania i szantażu finansowego są niedopuszczalne.

Zdaję sobie sprawę, że ta walka będzie trudna. Musimy jednak pamiętać i chęć zaznaczyć jeszcze raz, że tylko wspólnie i z poszanowaniem każdego jesteśmy w stanie osiągnąć sukces.

Maria Spyra (PPE). – Mr President, the global agreement achieved at COP26 in Glasgow, having about almost 200 countries, is keeping alive the hope of limiting the rise of global temperature to 1.5 degrees Celsius. The Glasgow climate package is not a game changer in terms of climate commitment. However, it is a step forward which finally completes the Paris rulebook.

COP26 was a great opportunity for us, for the EU, to reinforce our global leadership, starting with the Global Methane Pledge. Until now, 105 countries are on board, representing more than 70% of the global economy, committed to a collective goal of reducing global methane emissions, but at least 30% from 2020 levels by 2030. Delivering on the pledge will reduce warming by at least 0.2 degrees Celsius by 2050, and it is an EU initiative that has been adopted here in this House by a vast majority, and it works.

COP26 also is an opportunity to confirm our leadership on phasing out coal with regard to the comparison to the final wording for phasing down coal power. EU is once again the world's champion. We can all agree that the result of COP26 will be achieved if every country delivers on what they have pledged. In this regard, it is important to work intensively for setting global standards for sustainability and for the implementation of the provision of the Paris Agreement, putting further pressure on reluctant, big global emitters, namely China and Russia.

Also in the EU, we have to translate commitments into rapid action without leaving anyone behind. We have to reward frontrunners to decarbonisation, my home country Greece is one of them. We have also to invest heavily to scale up innovative technologies for expansion and storage for green energy. It is time to lead by example on the biggest challenge of our generation without undermining our competitiveness. Let's do it!

César Luena (S&D). – Señor presidente, señor comisario, señor vicepresidente, el texto de Glasgow todos sabemos que usa un lenguaje podríamos llamarlo «cauto», a veces no siempre claro, lo que a veces justifica la frustración de científicos, activistas y, en general, de todos aquellos que quieren avanzar más rápido.

Pero hay puntos positivos de esta COP26 y yo quiero decirlos aquí, hoy, en este Pleno: por primera vez se recoge el objetivo de reducción de forma rápida y profunda de las emisiones de dióxido de carbono, en un 45 % para 2030. Hablamos ya del objetivo de reducción de un grado y medio, y no de dos. Se menciona la necesidad de eliminar los subsidios de los combustibles fósiles y también de reducir el uso del carbón. Se reconoce la importancia de los bosques para mitigar el cambio climático (es un acuerdo firmado por más de 100 países para detener la deforestación en 2030). Y también se han adoptado numerosos acuerdos —es verdad que son voluntarios— que mandan mensajes muy importantes: la reducción del metano, la eliminación de los vehículos de combustión o el acuerdo de cooperación entre los dos mayores contaminantes del planeta que son los Estados Unidos y China.

Por tanto, de esta Conferencia yo creo que lo importante es que establecemos un marco común, unas reglas de juego armonizadas, unas pautas comunes y que, por tanto, ahora es verdad que es el turno de los países, las regiones y, también, de las entidades locales.

Los resultados podrían haber sido más ambiciosos o mejores, desde luego, pero es paso a paso y juntos como hemos de construir este consenso global, necesario para caminar hacia un mundo sostenible y justo.

Y es importante, señor Timmermans, que, en ese consenso, Europa siga y esté a la cabeza.

Róża Thun und Hohenstein (Renew). – Panie Przewodniczący! Słuchałam wszystkich 61 osób, które występowały przede mną, i jeszcze wiele z nich czeka na tę jedną minutę. A za mną jest przewodniczący z tym strasznym młotkiem, więc ta cała sytuacja jest dosyć stresująca. A mówimy o życiu i śmierci. Więc chciałabym się zwrócić tylko do tych, którzy narzekają, że COP w Glasgow nie miał wystarczająco ambitnego wyniku, że powinien być bardziej ambitny. Musimy mieć mocne wsparcie aktywnego i świadomego społeczeństwa, żeby osiągnąć więcej. To oni ponoszą koszty błędów polityków z przeszłości, ale też oni ponoszą ograniczenia i koszty związane z walką przeciwko ociepleniu. Oni w tym procesie są podmiotem i musimy im zagwarantować solidarną i demokratyczną transformację.

W tym procesie nie może dominować strach, który jest najgorszym z możliwych doradców i jest ohydnie wykorzystywany przez krótkowzrocznych populistów. Strach musimy zastąpić przekonaniem, że warto i że podaliśmy temu wyzwaniu. Pozwolę sobie zacytować prof. Geremka: „Nie takie bryły przed nami były”. I poradzimy sobie.

Grace O’Sullivan (Verts/ALE). – Mr President, COP26 was meant to be an international red alert call to climate action for all industries and governments to stop funding our very own destruction. But are EU Member States hearing this call? Hugely profitable fossil fuel industries that are sending us hurtling towards climate catastrophe continue to receive billions of euros of public funding through subsidies. 25 countries, including 11 Member States, pledged at Glasgow to stop funding the international fossil fuel energy sector by the end of next year. The European Parliament supports a binding commitment to end all fossil fuel subsidies by 2025 under the key legislation of the eighth Environment Action Programme.

Is the EU Commission listening to this ambition? Today, I call on EU Member States and the EU Commission to heed this call and demonstrate a level of real ambition that reflects the urgency of climate action. To end fossil fuel subsidies, both at home and abroad, support the European Parliament’s mandate in the eight Environment Action Programme to phase out all fossil fuel subsidies by 2025. Time to listen to science, time to listen to people, time to face up to the evidence.

Alexandr Vondra (ECR). – Pane předsedající, slovník sněmovno, jedno poděkování a jedno varování. Poděkování – konečně jsme dosáhli závazku, že záhy skončí odlesňování. Napravili jsme to, co tato sněmovna zakázala před patnácti lety, kdy jsme ve jménu biopaliv motivovali všechny země, aby začaly kácet pralesy. Teď jsme to konečně napravili.

A jedno varování – přijeli jsme do Glasgow jako Evropská unie s Fit for 55, ale kde je Čína, kde je Indie, kde je Austrálie, kde je Rusko? Kde jsou dokonce Spojené státy americké? Kde jsou miliardy dolarů na rozvoj infrastruktury, dálnic, železnice? A my přijíždíme s utažením opasků. Ale já myslím na ty, kterým je padesát pět let a více a nežijí v bohaté zemi, jako je Holandsko, ale v těch chudších a chystají se na nejtěžší zdražování energie v dějinách a neví, jak si s tím poradit. Mysleme, prosím, na ně.

Deirdre Clune (PPE). – Mr President, the deal agreed in Glasgow is not perfect. Compromises never are, but it is a positive step forward, so much better than no deal, and the next COP27 will bring further opportunities. The targeted reduction in fossil fuel usage and increased funding for developing countries are really welcome, and to quote Alok Sharma, the President of COP, we have action on ‘coal, cash, cars and trees’. It kept the Paris Climate Agreement alive, and we now have a pathway to reducing climate impact and keeping global warming to less than 1.5 degrees; that is, to protect the lives and the livelihoods of those that are on the frontline of climate change.

There won't be immediate changes, but we will influence how government action will transfer into real changes and we do need to change. Standing still is not an option. We will see fundamental changes in how we live, how we operate and how we consume.

And we need to bring people with us. Communication is going to be so important on this journey and we need to listen. Otherwise, there will be difficult times ahead for us in implementing the challenges of reducing our climate impact on our economies and our lives and on our livelihoods.

Kathleen Van Brempt (S&D). – Voorzitter, het klopt. Na de COP in Glasgow kunnen we zeggen dat de anderhalve graad boven water gehouden is en nog steeds de wereldwijde ambitie is. Maar tegelijkertijd moeten we toegeven dat we nog heel veel werk hebben wat betreft de toezeggingen, de maatregelen en het doortastend beleid dat er zou moeten zijn afgesproken.

Dat betekent – en dat is een belangrijke boodschap die ik vandaag wil geven – dat we meer dan ooit onze eigen verantwoordelijkheid moeten opnemen en dat het “Fit for 55”-pakket niet alleen boven water moet blijven, maar vooral ook nog ambitieuzer moet worden. Ik hoor al te vaak, ook in dit Parlement, al vraagtekens rond dit pakket. Ik denk dat we ons dat niet kunnen veroorloven.

Solidariteit moet voor onze fractie centraal staan in het beleid en dat betekent ook solidariteit op het internationale vlak in ons handelsbeleid en niet alleen het goede voorbeeld geven, maar bijvoorbeeld ook onze technologie delen en ervoor zorgen dat er internationaal voldoende financiering is om dat beleid ook waar te maken. Dat is denk ik een heel belangrijke opdracht die nog voor ons ligt.

Karin Karlsbro (Renew). – Herr talman! FN:s 26:e klimatkonferens i Glasgow har just avslutats, men i stället för att fokusera på besvikelserna måste vi nu se framåt. Om några dagar samlas världens länder inom WTO för att ta sig an de problem som världshandeln brottas med. Europa har en nyckelroll att spela där, och EU måste visa att vi står upp för en fri och regelbaserad handel, att vi är en stabil handelspartner och att vi menar allvar med att göra handeln mer hållbar.

Handelspolitiken kan i mycket högre grad än i dag bidra till de avgörande klimatmålen. Den får heller aldrig bli ett hinder mot biologisk mångfald. Genom hållbara regler kan vi stoppa subventioner till fossila bränslen, främja frihandel för klimatsmarta varor och låta förorenaren betala, oavsett var utsläppen sker. Toppmötet för handeln måste ta vid där klimattötet i Glasgow slutade.

Michał Wierzycki (PPE). – Mr President, although the protection of climate and environment should not be subject to political discretion, the approved texts of COP26 are a compromise and reflect the political will of today. I however welcome the COP26 results, and in particular the pledges related to ecosystems.

We so far have treated nature as the least important element of our fight to mitigate and adapt to climate change. As some think, when sacrificed should not have consequences. We replaced digging for coal by the burning of forests, started to call it a fight against climate change, and rewarded companies for burning wood despite the fact that wood seals more CO₂ per unit of energy than coal, and despite the very poor shape of our forests.

We cannot afford to go down this line. We have to strictly go the path of energy efficiency through renewables like solar, wind and geothermal, together with forest and wetland protection, to really improve the climate.

Unfortunately, it is reported that the EU is proposing to expand the scope of the Energy Charter Treaty and replace fossil fuels by new energy sources such as biomass. The COP27 starts now and we have to act now. That's why I hope that this Parliament is aware of the damage that the EU has cast upon forests with the Renewable Energy Directive and is ready to review it thoroughly.

Петър Витанов (S&D). – Г-н Председател, г-н Вицепрезидент, Глазгоу ще остане в историята като първата среща, на която открито се заговори за вредата от изкопаемите горива и за това, че те повече не бива да се субсидират. Над 100 държави, национални правителства, градове, щати и големи автомобилни компании подписаха декларацията за автомобили и микробуси с нулеви емисии. А Индия, Китай и Русия – най-големите замърсители, обещаха да тръгнат по пътя на въглеродната неутралност. Битката с промените в климата обаче няма как да бъде ефективна, докато позволяваме най-богатите да замърсяват най-много, а най-бедните да плащат сметката. Проблемът с неравенството може и трябва да се решава и през екологичните политики. Промените не бива да се случват от двете страни на пропастта – между развиващи се и развити държави. Критичната финансова подкрепа за уязвимите държави беше загубена в последните часове на преговорите в Глазгоу, а без нея „зелените“ политики отново ще разделят света на две: на привилегировани и на обезправени.

Claudia Gamon (Renew). – Herr Präsident, Herr Vizepräsident! Was ist denn der Wert des Klimaschutzes, der noch weit weg von dem ist, was wir eigentlich brauchen? Und darf man überhaupt mit etwas zufrieden sein, das hinter allen notwendigen Zielen zurückbleibt? Ich habe in den Reaktionen, auch in den Medien, herausgehört, dass viele – zumindest von denen, die das Problem auf jeden Fall erkannt haben – zwischen Pragmatismus, Frustration und Resignation oszillieren.

Man muss die COP aber so nehmen, wie sie ist. Es ist ein Ort für Klimadiplomatie, und in der Diplomatie kommen revolutionäre Ereignisse bekanntlich schwer und eher selten daher. Diese Klimadiplomatie hat einen Wert an sich, und es lohnt sich. Aber es ist zu wenig und zu langsam. Und wir sind als EU die absoluten Vorreiter.

Was uns fehlt, sind Mitstreiter: Mitstreiter, die *best practices* austauschen wollen, Mitstreiter, die gemeinsam klimaneutral Handel betreiben wollen, Mitstreiter mit einem gemeinsamen Emissionshandel zum Beispiel. Was uns aber noch viel mehr fehlt, sind Wettbewerber: Wettbewerber im Rennen um die besten Lösungen für das 1,5-Grad-Ziel.

Vorreiter sind wir nicht, weil wir es sonderlich gut machen, sondern weil es niemand besser macht. Und das sind meine Erwartungen an zukünftige Konferenzen, nämlich dass wir uns Mitstreiter und Wettbewerber suchen. Denn für das Klima ist es am besten, wenn wir nicht mehr die sind, die es am wenigsten schlecht machen, sondern wenn es alle besser machen.

Magdalena Adamowicz (PPE). – Panie Przewodniczący! Mamo, uratuj Ziemię, prosi mnie moja 11-letnia córka Teresa. Do czego doprowadziliśmy, żeby dzieci błagały nas o uratowanie Ziemi? Moja córka nie wie, że ja Ziemi nie uratuję, ale dziś się dowie, że jej głos usłyszy Parlament Europejski. Dziś do was mówię głosem 11-letniego dziecka. Dość zwodzenia, dość pseudoekologicznej ściemy, dość pozorowania i udawania, dość odkładania decyzji na potem, dość sprzedawania życia naszych dzieci za petro- i węglodolary.

Katastrofa klimatyczna to śmiertelna, szybko postępująca choroba, na którą chorujemy na własne życzenie. Umieramy, chociaż mamy lekarstwo, żeby tę chorobę zatrzymać. Kim więc jesteśmy, skoro nie bierzemy leku, a lekarzom którzy mówią, że bez leczenia zostało nam niewiele życia, wciąż nie dowierzamy? Kim jesteśmy? Idiotami? Cynikami? Samobójcami? Nie, my nie zabijamy siebie, my zabijamy nasze dzieci i to one dziś błagają nas o darowanie im życia. Posłuchajmy ich, proszę.

Robert Biedroń (S&D). – Panie Przewodniczący! Panie komisarzu! Dylemat szklanki, o którym dzisiaj rozmawiamy, nie polega na tym, czy ona jest do połowy pełna, czy do połowy pusta po ostatniej konferencji. Dylemat szklanki polega na tym, że ona po prostu będzie za chwilę pusta, bo w wielu miejscach na świecie zabraknie wody. I to jest prawdziwy dylemat.

Jeżeli rozmawiamy o globalnych wyzwaniach, to musimy myśleć lokalnie. Ja w tej debacie reprezentuję m.in. Polskę – kraj, który jest największym trucicielem Europy. Kraj, w którym rząd wycina najstarszy las w Europie – Puszcę Białowieską. Kraj, w którym każdego roku umiera z powodu smogu 100 tysięcy ludzi.

Musimy w tej sprawie być solidarni i wiem, że pan komisarz w tej sprawie jest solidarny, myśląc o sprawiedliwości energetycznej. O tym, żeby ludzie ubodzy wiedzieli, że jeżeli mówimy o rewolucji energetycznej, to ich rachunki za energię będą niższe, ich życie będzie dzięki temu lepsze, bez lęku o swoją przyszłość, także finansową – nie tylko energetyczną, nie tylko ekologiczną. Trzymam kciuki, panie komisarzu.

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, těžko v jedné a půl minutě zhodnotit tak důležitý summit, jako byl právě ten v Glasgow. Já souhlasím s místopředsedou Timmermansem. Dosáhli jsme řady úspěchů v oblasti odlesňování, dohody o metanu. Musím vlastně zdůraznit, že celý svět se připojil k tomu, že vnímá klimatickou hrozbu jako jednu z těch největších hrozeb pro lidstvo, to je nepochybně úspěch.

Ale jsou i negativa, která vzešla z tohoto summitu. Mě zklamal postoj Číny, ale bohužel i některých dalších států, jako je například Austrálie. Tyto státy mají špičkové technologie a myslím si, že mohly udělat s námi víc. Nepochybně vidíme, že ty závazky pod 2 °C jsou asi menší, než jsme předpokládali, je to velká výzva do budoucna. Vidíme i daleko vyšší zvyšování hladiny oceánů, než jsme předpokládali. Co dál?

Chci připomenout, že v České republice bývalý prezident Václav Klaus zdůrazňoval, že vliv člověka na globální oteplování je minimální, ne-li ho přímo popíral. A my jsme ztratili dvacet let. Již nemůžeme ztrácet další léta. Měli bychom přistoupit na zásadu, že nemusíme být ve všech oblastech nuloví, ale celkový dopad musí být nepochybně nulový v emisích. Můžeme přistoupit na možnosti substitucí, správná lesnická politika, vychytávání uhlíku, tedy metoda CCS, prostě je dost možností, kde nemusíme být úplně dogmatictí. Ale je jasné, že Evropa musí jít příkladem a je to naše povinnost.

Robert Hajšel (S&D). – Vážený pán předsedající, závěry z Glasgowu nezabili nádej, že naša planéta už nebude oteplovat sa tak rýchlo a intenzívne ako dosiaľ. Európa spôsobuje iba 8 % emisií skleníkových plynov, pokým naši najväčší konkurenti Čína a USA oveľa viac. Nestačí, že oznámia ambiciózne ciele, ale musíme na nich cez klimatickú diplomaciu tlačiť, aby ich premietli aj do praxe. Svet sa v Glasgowe neodhodlal na revolučné kroky, ako sme to nedávno urobili my prijatím zelenej dohody, ktorú sa cez balík *Fit for 55* snažíme pretransformovať do konkrétnych krokov. Niektoré návrhy vyvolávajú kontroverzie a nebude ľahké sa na nich dohodnúť. A ešte ťažšie bude ich realizovať so súhlasom občanov.

Na druhej strane má Frans Timmermans pravdu, že ak sa dnes neodhodláme na radikálne kroky, potom riskujeme, že neskôr sa už meniť veľa dať nebude. Musíme urobiť všetko preto, aby sme udržali konkurencieschopnosť našej planéty, predišli prehlbovaniu energetickej chudoby a rozdeleniu ľudí na privilegovaných a marginalizovaných. Iba cez sociálnu spravodlivosť získame viac ľudí na stranu ozeleňovania našej ekonomiky, dopravy a bývania. Ľudia od nás čakajú konkrétne sociálne záruky. Môže to byť aj klimatický sociálny fond, ale musí byť ambicióznejší, musíme posilniť jeho financovanie nielen cez emisné povolenky a treba rozšíriť aj rozsah jeho použitia.

Salvatore De Meo (PPE). – Signor Presidente, signor Vicepresidente, onorevoli colleghi, per me COP26 significa che sono trascorsi 25 anni durante i quali ci siamo sempre interrogati, trovandoci d'accordo o meno, su quanti e su quali risultati siamo riusciti ad ottenere. Nel frattempo però la natura ci ha dato, purtroppo, molti più segnali e avvertimenti di quanti ne siano arrivati dalle piazze degli attivisti e dai dibattiti teorici.

Io sono tra quelli che credono che di passi in avanti ne abbiamo fatti e ne dobbiamo ancora fare, ma sono convinto che il forte slancio fatto dall'Europa, con una strategia ambiziosa e coraggiosa, debba essere caratterizzato da un senso pratico, che in molti casi è stato travolto da demagogia e scontri ideologici, favorendo l'errata convinzione che il tema ambiente appartenga ad alcuni e non a tutti. L'ambiente non è una fede religiosa. Ciò che la natura ci ha dato appartiene a tutti e tutti dobbiamo impegnarci per salvaguardarlo e consentirne il godimento a chi verrà dopo di noi.

Bene ha fatto l'Europa ad occupare la scena mondiale per la lotta ai cambiamenti climatici, stimolando anche i paesi più reticenti come la Cina. Tuttavia, secondo me è necessario farlo coinvolgendo il nostro sistema produttivo, che non va demonizzato, anche perché noi europei siamo già i più virtuosi nel rispetto dell'ambiente, al contrario di chi continua a produrre a condizioni diverse, generando fenomeni di concorrenza sleale e indebolendo l'autonomia produttiva europea.

Una cosa è certa: se l'Europa vuole veramente essere leader nella lotta ai cambiamenti climatici, deve avere un'economia forte e competitiva per aiutare anche i paesi in via di sviluppo e per finanziare una transizione verde dove la sostenibilità è declinata in versione ambientale, sociale ed economica.

Δημήτρης Παπαδάκης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, στο Παρίσι, το 2015, υπήρξε υπόσχεση για προσπάθεια αποτροπής της θέρμανσης του πλανήτη πέραν του ενάμιση βαθμού. Η συνέχεια, όμως, άλλα λέει. Είχαμε μια αποτυχημένη σύνοδο στη Γλασκώβη, γιατί αρκεστήκαμε περισσότερο σε ευχολόγια παρά στη λήψη συγκεκριμένων δεσμεύσεων. Οι χώρες μας, ειδικότερα στη Μεσόγειο, αντιμετωπίζουν συνεχιζόμενους καύσωνες με αποτέλεσμα καταστροφικές πυρκαγιές, ενώ άλλες χώρες πλημμυρίζουν και κάποιες περιοχές απειλούνται με εξαφάνιση λόγω του λιώσιματος των πάγων. Ας είμαστε ειλικρινείς. Το ρολόι μετράει αντίστροφα. Δεν μπορεί να γίνεται αποδεκτό, τη στιγμή που εμείς προσπαθούμε να μειώσουμε τους ρύπους, οι άλλοι συγκατακοί του πλανήτη να αρκούνται σε ευχολόγια, χωρίς ουσιαστικές δεσμεύσεις. Δεν μπορεί η βία να αυξάνει τη χρήση άνθρακα για σκοπούς ενέργειας στον βωμό των περισσότερων κερδών. Η Ευρώπη ευθύνεται για λιγότερο από το 10 % της παγκόσμιας επιβάρυνσης. Οι ΗΠΑ, η Ρωσία, η Κίνα και η Ινδία που έχουν τη μεγαλύτερη ευθύνη πρέπει να τρέξουν με γρηγορότερους ρυθμούς, γιατί δεν υπάρχει χρόνος. Και δεν πρέπει να είμαστε και πολύ ανεκτικοί. Γιατί ό,τι και να κάνουμε ως Ευρώπη, αν δεν συνεργήσουν και οι υπόλοιποι παίκτες, το παιχνίδι θα έχει χαθεί οριστικά.

Frans Timmermans, Executive Vice-President of the Commission. – Mr President, let me react to some of the things honourable Members said.

First, the mythical cost of the transition and that climate policy is ideological. I think by now we can agree that denying the climate crisis is ideological. Science is clear. The evidence is clear. One would have to be blind not to see what is happening in our natural environment globally, everywhere. One would have to be blind not to want to read the report of the Global Climate Panel which is so clear, and the only reason we made such progress in Glasgow is because all countries on Earth have now seen the devastating effect of a 1.1 degree increase of temperature in relation to pre-industrial levels.

That is why we now have the 1.5 enshrined in our decisions and that we have to insist on updating the nationally determined contributions (NDCs) for next year. I would implore, I would ask all of you, wherever you're from, if you talk about the cost of the transition, in the same breath look at the cost of non-transition, which is so much higher. Not just in financial terms, but in human terms.

What are you going to say, dear friends from the ECR, to the miners in Silesia, if you just say, stay put, don't change. What are you going to say to those even from your party in Wielkopolska and other parts of Poland, who are engaging in this transition, who have the audacity to say to their voters, guys, there is no future in coal and we need to change. Please, be as audacious as they are and explain that this transition is necessary for our survival, and that the longer we wait with this transition, the higher the cost will be.

And, as Robert Biedroń has just said, 400 000 Europeans die prematurely every year because of bad air quality. They deserve better from us. So please, when you talk about the costs, talk about all the costs, and not seeing the cost of non-transition – that is ideological. Facing the climate crisis is science and, with all due respect to the right side of Parliament, it is great that there are no longer hardly any climate deniers in your camp, but you came a bit late to the party so others are a bit wary of whether this is genuine. But I say, on my behalf, it is genuine, also because the industry understands this and is moving in this direction.

The second point I wanted to make is about the other countries. Two years ago, it was a lonely position to be in as the European Union. The US had as leader a climate denier, China didn't want to do anything. Look at where we are now. They're all declaring carbon neutral or climate neutral goals. Even Russia has done that. Russia is even introducing the first pricing of carbon, which would have been unthinkable a year ago. So the world is moving and you are absolutely right. On our own we will not get there, but our example is being followed.

China is introducing an emissions-trading system based on our emissions-trading system. Other major economies know they will all have to put a price on carbon, so they will all be faced with the risk of carbon leakage so they're all looking at systems such as the carbon border adjustment mechanism (CBAM) and comparable systems to avoid carbon leakage. Our solidarity with the developing world was clear in Glasgow. We pushed others, such as the Americans who didn't want to do that, to do more on adaptation finance. We put the money on the table when it was necessary to do that.

Somebody mentioned Vanuatu, 300 000 people at huge risk. They were well represented with 32 delegates. That is the advantage of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). They do represent more widely those who are most vulnerable. Vanuatu had more representatives at COP than some of our Member States and I think that's a good thing so that their voices are well heard.

We will have to look at many other measures to keep the developing world on our side. We need to look in the IMF at what we can do with Special Drawing Rights (SDRs) to mobilise them to help climate finance. A wonderful leader such as the Prime Minister of Barbados, Mia Mottley, has given us the direction in which we need to go. We need to listen to them. We need to make sure we amplify their voice and we give them the solutions they need.

Enfin, et je poursuis en français, parce que c'est surtout dans la presse française et ici, dans les débats des francophones, qu'on insiste sur l'Europe divisée. L'Europe n'était pas divisée à la COP. Au début, on disait 'l'Europe est divisée, on ne la voit pas, elle ne négocie pas', etc. Cela, on ne le dit plus parce qu'il est évident que l'Europe a été très présente. Et je dois ici rendre hommage à la présidence slovène, car c'est grâce à la présidence slovène que j'ai pu négocier tout le temps au nom de toute l'Union européenne. C'est grâce aux réunions qu'on a eues avec tous les ministres. Aucun ministre n'est intervenu dans les débats en plénière. On m'a laissé la parole au nom de tous les États membres de l'Union européenne. C'est ce qui a fait la force de l'Union européenne. Nous n'étions pas divisés.

Maintenant, on arrive avec un autre argument: le nucléaire. Le nucléaire prouverait que les Européens sont divisés. Le choix énergétique des États membres est un choix souverain. Il y aura des États membres qui voudront avoir le nucléaire et il y aura des États membres qui ne voudront pas. Mais cela ne nous empêche pas d'avoir des buts en commun pour décarboner notre économie, pour arriver à la neutralité climatique en 2050. Donc, ne laissez pas dire que nous sommes divisés.

On a montré que nous pouvions être des leaders à la COP. On a montré qu'on a des projets que d'autres n'ont pas encore. On est copiés partout dans le monde. On a vu aussi les principaux émetteurs adhérer à nos objectifs. Donc oui, c'est vrai: nous sommes encore loin du but. C'est vrai, nous avons un travail immense à faire et ce sera terriblement difficile. Mais il faut convaincre tout le monde. C'est bien d'avoir un but en 2050 ou 2060, mais comme l'a dit Camus, la vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent.

Anže Logar, *predsedujoči Svetu*. – Gospod predsednik, spoštovane poslanke in poslanci, spoštovani komisar!

Za zaključek se vam zahvaljujem za razpravo, za vaša mnenja in tudi za besede, ki ste jih, spoštovani komisar, namenili slovenskemu predsedstvu.

Mednarodna angažiranost z močnim, na pravilih temelječim multilateralizmom je ključna za doseganje uspešnih rezultatov pri obravnavanju podnebnih sprememb. Na to je danes opozorila tudi večina razpravljavcev.

Iz Glasgowa smo se vrnil s trdnim pariškim pravilnikom in okrepljenimi globalnimi podnebnimi ambicijami, kar še dodatno zapolnjuje vrzeli pri uresničevanju dolgoročnih ciljev pariškega sporazuma.

Nekateri ste danes izrazili razočaranje nad doseženim, a jaz to sporočilo razumem, kot da je namenjeno predvsem tistim, ki niso bili dovolj drzni z zavezami, ne Evropski uniji.

Seveda je potrebna večja ambicioznost na globalni ravni, če želimo doseči cilj 1,5 stopinje Celzija. In prepričan sem, da si bo Evropska unija skupaj z drugimi pogodbenicami močno prizadevala, da bo to vrzel čim prej zapolnila. Dejstvo je tudi, da Evropska unija prispeva samo osem odstotkov svetovnih emisij in da s tem sama ne more rešiti problema.

Zavezani smo k izpolnjevanju naših podnebnih ciljev in k temu seveda vedno pozivamo tudi ostale. Vodimo z zgledom. Vsak mora prevzeti svoj del odgovornosti in tako zagotoviti, da bodo naša skupna prizadevanja učinkovita in uspešna. In tu je bil dosežen pomemben napredek.

Odgovarjanje na izzive in na prilagajanje podnebnim spremembam je nujno za ustvarjanje odpornejšega in bolj zelenega gospodarstva in družbe kot celote. Preko sklada za okrevanje Evropske unije imamo države članice sedaj nalogo, da naredimo vse, kar je v naši moči za zeleno preobrazbo.

Hvala za današnjo razpravo še enkrat in lepo pozdravljeni. Uspešno delo.

Presidente. – O debate está encerrado. A sessão é suspensa por alguns minutos, até às 12.00, altura em que terá lugar a sessão solene prevista na nossa ordem do dia.

Declarações escritas (artigo 171.º)

Romana Jerković (S&D), in writing. – Reading the media coverage on the COP26 one would say that it was all doom and gloom. And, although we have to be honest and say that the conference did not yield the results which we all hoped for, it still brought certain progress. Now, the special Eurobarometer on Climate Change from April reports that climate change is the problem number one for many Europeans. However, the differences between the Member States are staggering. For example, 43% of Swedes consider climate change to be the single most serious problem facing the world, while in my home country Croatia only 9% of citizens agree with that. In Bulgaria it is 5%, and in Romania and Italy 7%. I think it is important to lower the gap in awareness on climate change in the EU. The fight against climate change must become a part of daily life of all the citizens. Once we have achieved that, the bottom-up approach will put pressure on the governments to further increase their nationally determined contributions.

Javi López (S&D), por escrito. – La COP26 concluyó el pasado 13 de noviembre en Glasgow con un acuerdo que podría haber sido más ambicioso, pero que, sin embargo, recoge algunos avances que la delegación socialista española celebra.

Por primera vez, un acuerdo de la COP reconoce la necesidad de que la transición ecológica sea justa; en este sentido, el grupo socialista peleará para que la condicionalidad social esté en cada una de las legislaciones climáticas. Otros puntos a destacar en el acuerdo son el objetivo de no sobrepasar el límite de los 1,5 grados de calentamiento de temperatura, la necesidad de eliminar los subsidios a los combustibles fósiles y reducir el uso del carbón, y la importancia de los bosques para mitigar el cambio climático.

El grupo socialista felicita el trabajo de Frans Timmermans en las negociaciones y la labor del liderazgo europeo en la cumbre. Los pequeños avances conseguidos suponen un importante salto para acercarnos a los objetivos del Acuerdo de París; sin embargo, creemos que es insuficiente.

Los socialistas españoles insistimos en la necesidad de que la UE siga liderando con el ejemplo, adaptando políticas climáticas ambiciosas y cooperando con el resto de actores internacionales para limitar el calentamiento global a 1,5 grados.

Adriana Maldonado López (S&D), por escrito. – La COP26 concluyó el pasado 13 de noviembre en Glasgow con un acuerdo que podría haber sido más ambicioso, pero que, sin embargo, recoge algunos avances que la delegación socialista española celebra.

Por primera vez, un acuerdo de la COP reconoce la necesidad de que la transición ecológica sea justa; en este sentido, el grupo socialista peleará para que la condicionalidad social esté en cada una de las legislaciones climáticas. Otros puntos a destacar en el acuerdo son el objetivo de no sobrepasar el límite de los 1,5 grados de calentamiento de temperatura, la necesidad de eliminar los subsidios a los combustibles fósiles y reducir el uso del carbón, y la importancia de los bosques para mitigar el cambio climático.

El grupo socialista felicita el trabajo de Frans Timmermans en las negociaciones y la labor del liderazgo europeo en la cumbre. Los pequeños avances conseguidos suponen un importante salto para acercarnos a los objetivos del Acuerdo de París; sin embargo, creemos que es insuficiente.

Los socialistas españoles insistimos en la necesidad de que la UE siga liderando con el ejemplo, adaptando políticas climáticas ambiciosas y cooperando con el resto de actores internacionales para limitar el calentamiento global a 1,5 grados.

Sirpa Pietikäinen (PPE), kirjallinen. – On elintärkeää pitää YK:n ilmasopimus prosessina hengissä ja voimissaan, koska vain silloin on mahdollista saada aikaan globaalisti kaikkia maita koskevia päätöksiä ja ottaa askeleita eteenpäin. Tarvitsemme kuitenkin tuplasti sovittua enemmän päästövähennyksiä vuoteen 2030 mennessä. Siksi on tärkeää, että EU, Yhdysvallat, Kiina ja Intia – yhdessä ja erikseen – nostavat merkittävästi kunnianhimon tasoa nyt sovittuun. Hyviä keinoja tähän ovat mm. kiertotalous, kestävä rahoitus ja uusiutuvaan energiaan siirtyminen. Fossilisesta energiasta on luovuttava pikaisella aikataululla.

Marcos Ros Sempere (S&D), por escrito. – La COP26 concluyó el pasado 13 de noviembre en Glasgow con un acuerdo que podría haber sido más ambicioso, pero que, sin embargo, recoge algunos avances que la delegación socialista española celebra.

Por primera vez, un acuerdo de la COP reconoce la necesidad de que la transición ecológica sea justa; en este sentido, el grupo socialista peleará para que la condicionalidad social esté en cada una de las legislaciones climáticas. Otros puntos a destacar en el acuerdo son el objetivo de no sobrepasar el límite de los 1,5 grados de calentamiento de temperatura, la necesidad de eliminar los subsidios a los combustibles fósiles y reducir el uso del carbón, y la importancia de los bosques para mitigar el cambio climático.

El grupo socialista felicita el trabajo de Frans Timmermans en las negociaciones y la labor del liderazgo europeo en la cumbre. Los pequeños avances conseguidos suponen un importante salto para acercarnos a los objetivos del Acuerdo de París; sin embargo, creemos que es insuficiente.

Los socialistas españoles insistimos en la necesidad de que la UE siga liderando con el ejemplo, adaptando políticas climáticas ambiciosas y cooperando con el resto de actores internacionales para limitar el calentamiento global a 1,5 grados.

Nacho Sánchez Amor (S&D), por escrito. – La COP26 concluyó el pasado 13 de noviembre en Glasgow con un acuerdo que podría haber sido más ambicioso, pero que, sin embargo, recoge algunos avances que la delegación socialista española celebra.

Por primera vez, un acuerdo de la COP reconoce la necesidad de que la transición ecológica sea justa; en este sentido, el grupo socialista peleará para que la condicionalidad social esté en cada una de las legislaciones climáticas. Otros puntos a destacar en el acuerdo son el objetivo de no sobrepasar el límite de los 1,5 grados de calentamiento de temperatura, la necesidad de eliminar los subsidios a los combustibles fósiles y reducir el uso del carbón, y la importancia de los bosques para mitigar el cambio climático.

El grupo socialista felicita el trabajo de Frans Timmermans en las negociaciones y la labor del liderazgo europeo en la cumbre. Los pequeños avances conseguidos suponen un importante salto para acercarnos a los objetivos del Acuerdo de París; sin embargo, creemos que es insuficiente.

Los socialistas españoles insistimos en la necesidad de que la UE siga liderando con el ejemplo, adaptando políticas climáticas ambiciosas y cooperando con el resto de actores internacionales para limitar el calentamiento global a 1,5 grados.

Sylwia Spurek (Verts/ALE), na piśmie. – Zgodnie z danymi FAO wsparcie dla producentów i producentek rolnych wynosi prawie 540 mld USD rocznie. Niestety środki te przeznaczane są najczęściej na wspieranie przemysłowych hodowli – szkodliwych dla zdrowia i środowiska, powodujących katastrofę klimatyczną. Kolejny szczyt klimatyczny nie przyniósł żadnych konkretnych decyzji w tej sprawie. Takim obszarem, jak energia i transport, poświęcono całe dni, zaś rolnictwo i nowy system żywienia zostały potraktowane marginalnie lub całkowicie pominięte. Światowi przywódcy i przywódczyni nadal nie potrafią łączyć kropek lub nie chcą przyznać opinii publicznej, że obecny system żywienia bankrutuje, potęguje katastrofę klimatyczną, niszczy bioróżnorodność, przyczynia się do likwidacji cennych przyrodniczo terenów, jest przyczyną rosnących nierówności społecznych, a także – co dla mnie szczególnie ważne – powoduje cierpienie i śmierć miliardów tzw. zwierząt hodowlanych.

Jak można brać udział w debacie o klimacie, jak można podejmować decyzje dotyczące przyszłości, kiedy nie ma się odwagi przeciwstawić mięsnym lobbystom? O tym, że globalni liderzy i liderki nie są jeszcze gotowi do dyskusji nad szkodliwością hodowli zwierząt, symbolicznie świadczy fakt, że około 60% jedzenia dostępnego dla uczestników i uczestniczek szczytu zawierało mięso lub nabiał. Rządzący nie tylko nie byli w stanie debatować o weganizmie jako koniecznym wyborze, ale także nie byli nawet w stanie zrezygnować z produktów odzwierzęcych na dwa tygodnie.

Carlos Zorrinho (S&D), *por escrito*. – Durante e depois da COP26 fomos bombardeados com números impressionantes. Números sobre a ambição de redução de emissões necessária para salvar o planeta e números sobre os investimentos e os apoios que terão que ser disponibilizados para que a transição seja justa e para que não sejam os mais pobres a pagar o bem-estar e a sustentabilidade do modelo de vida dos mais ricos. Números que por si só não foram convincentes e deixaram no ar um sentimento de fragilidade em relação ao acordo conseguido, com muitas palavras e poucas certezas.

Realço o reconhecimento da liderança europeia na procura das melhores soluções e dos mais fortes compromissos. Essa liderança europeia na transição verde resulta sobretudo da capacidade de fazer diferente, de apostar num pacto ecológico transversal a todas as políticas, com um forte impulso na transição energética e em todas as tecnologias que lhe estão associadas. Traduzir isso para o plano global implica que a liderança seja multilateral e focada nas pessoas. É esse o grande desafio que se coloca à União no pós-COP26: liderar pela aplicação interna das suas políticas e pela forma como coopera na capacitação para que os países menos desenvolvidos o possam fazer também.

(A sessão é suspensa às 11.50.)

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID MARIA SASSOLI

Presidente

4. Wznowienie posiedzenia

(La seduta è ripresa alle 12.00)

5. Uroczyste posiedzenie – Przemówienie Sviatlany Cichanouskiej

Presidente. – Care colleghe e cari colleghi, sono onorato di avere con noi oggi la signora Sviatlana Tsikhanouskaya, che ringrazio per la sua presenza.

(Applausi vivi e prolungati)

Una delle leader importanti e prestigiose dell'opposizione democratica in Bielorussia che, come ricorderete, insieme ad altri leader dell'opposizione democratica, è stata insignita del premio Sakharov 2020, e che ha accettato il mio invito a rivolgersi al Parlamento europeo.

Sviatlana è un simbolo, insieme ad altre e ad altri, della lotta per la democrazia e la libertà, ed è una voce per molti prigionieri politici, che sono attualmente in carcere in Bielorussia e che noi non vogliamo dimenticare.

A più di un anno dalle elezioni, di cui l'Unione europea non ha riconosciuto il risultato, la Bielorussia continua a violare i diritti dei suoi cittadini, a silenziare la società civile, a usare la repressione come arma quotidiana. Il regime non ha esitato a utilizzare uomini, donne e bambini bisognosi di protezione, mettendo le loro vite in pericolo, senza alcun rispetto per i diritti umani fondamentali, al solo fine di destabilizzare l'Unione europea.

Lo ribadiamo anche oggi, in quest'Aula: i valori dell'Unione non sono in vendita. E questo Parlamento chiede anche alle altre istituzioni di essere all'altezza della difesa dei diritti fondamentali.

Attualmente ci sono novecento prigionieri politici in Bielorussia, inclusi i vincitori del Premio Sakharov 2020, e ricordiamoli: Maryia Kaslesnikava, Mikalai Statkevich, Siarhei Tsikhanousky e Alies Bialiatski. Siamo con loro e continueremo a chiedere la loro libertà.

(Applausi)

In questo momento così importante abbiamo la signora Sviatlana, a cui do la parola per il suo messaggio.

Grazie.

Sviatlana Tsikhanouskaya, Winner of the Sakharov Prize 2020. – Mr President, distinguished Members of the European Parliament, right now in Belarus, there are more political prisoners than Members of this Chamber assembled here today; 882 of my fellow citizens have been recognised to be in prison for exercising basic political rights people in the rest of Europe take for granted. If we invited all of the Belarusians unjustly imprisoned for the wrong colour of their dress or socks, even four halls like this one would not be enough room.

On behalf of them and fellow Belarusians who believe in freedoms this Union represents, I speak to you today. Among them are my husband, Siarhei, and my friend Maria Kalesnikava. Among them is also Ales Bialiatski. Just one year ago, he was with us at the European Parliament receiving the Sakharov Prize for Freedom of Thought. Ales returned home and half a year later was arrested for his work at the Human Rights Centre 'Viasna'. The case of Ales shows that the Belarusian crisis is much closer to all of us than it might seem.

Just recently, Ales was here for all to greet and congratulate, and now he is behind bars. Belarusians are no longer safe in their country and abroad, and neither, in this case, are other Europeans.

As we have seen, the regime in Belarus has shown itself willing to seize individuals from international flights, misuse international agencies and agreements to punish dissent. To weaponise migrants in a way deliberately designed to undermine the stability and security of Europe. Confronted with this challenge, we can feel paralysed by fear, or, we can take our destiny into our hands and turn the tide of European history in our favour.

When I addressed the European Parliament last December, I spoke about the year 2020. I said then: 'This year the world has seen Belarus awakening'. In 2021, the world saw Belarus actively resisting a regime that has only grown more abusive. But has the world seen Europe standing with us in support of our shared values, our freedom, and our dignity?

We saw that Europe can not only talk the talk, but also walk the walk. Belarusians saw brave European diplomats like Dirk Schuebel who were willing to take a risk regarding values and principles. Belarusians were pleasantly surprised by unprecedented action by the European Commission to announce a Comprehensive plan for the future of Belarus. Belarusians were grateful to the European Parliament for the Sakharov Prize and vocal support for political prisoners. But Belarusians also saw the year 2021 in detail, and I would like to briefly explain the way that the year 2021 has been passing for my fellow countrymen.

In January, police in Belarus started arresting dissenting citizens, breaking right into their homes. In February, two young journalists, Daria Tshultsova and Katsiaryna Andreeva, were sentenced to two years' imprisonment. All they had done was to report on the protest meeting after the terrible death of Raman Bandarenka – after beatings by the security forces. Meanwhile, in Europe, we heard mostly polite urgings to respect freedom of speech in Belarus as analysts speculated that perhaps the political crisis had ended.

In March, hundreds of people were detained simply for being outdoors on Belarusian Independence Day, so much did the regime fear new street protests. Meanwhile in Europe, many said that the situation must have 'stabilised' since there were no new pictures of mass protests. Even though 800 000 Belarusians have voted for negotiations via the online platform, Holas.

In April, the regime's Foreign Affairs Minister promised to 'destroy civil society'. People in prisons were poisoned with chlorine. Meanwhile, in Europe, the media interest in Belarus was rapidly vanishing.

May was the crucial turning point. The biggest online independent news site TUT.BY was shut down and its team imprisoned. Democratic activist Vitold Ashurak died in prison for unknown reasons. Seventeen-year-old Dzmitry Stakhouski couldn't bear the endless interrogations by the police. He killed himself.

Finally, there was the outrage of the state-sponsored hijacking of a Ryanair plane to kidnap blogger Raman Pratasevich. Only after that did Europe take the first stronger measures against the regime. Nine whole months after the human rights catastrophe in Belarus began.

I am grateful for the EU's firm response to the regime's outrageous grounding of a European flight. This was a moment the European Union can truly be proud of. But still, would this have happened if only non-EU citizens were on board this Ryanair flight? Are democracy and human rights reserved only for EU citizens?

In June, political prisoner Stsiapan Latypau attempted suicide in court because the regime threatened to torture his father if he didn't plead guilty. Meanwhile, in Europe, politicians were fretting that sanctions might hurt ordinary Belarusians. As if Belarusians were not already suffering. As if they blamed the EU. According to surveys most Belarusians blame the regime for existing sanctions, not the EU.

In July, another aspiring presidential candidate Viktor Babaryka was sentenced to 14 years in prison. The same month the regime made good on its promise to 'destroy civil society'. It closed dozens of independent media and 270 NGOs and arrested many of their employees and volunteers. Meanwhile, in Europe, we heard expressions of deep concern.

In August, Olympic athlete Krystina Tsimanouskaya was almost kidnapped during the Games in Tokyo simply for criticising Belarusian sports management. Same time, the IMF signed over one billion dollars in COVID support to Belarus. A country where prisoners are being deliberately infected with COVID. Meanwhile, in Europe, the media focus was exclusively on other global issues.

In September, my friend Maria Kalesnikava was sentenced to 11 years in prison. IT worker Andrey Zeltser was shot dead during a KGB raid of his apartment. His wife, as the only witness, was sent to a psychiatric hospital. And nearly 200 - Belarusians have been arrested for 'negative comments' online about this event. Meanwhile, all over Europe, well-funded lobbyists were working furiously to block new sanctions against this abusive regime.

In October, the migrant crisis exploded to a full scale. At the same time, the 64-year old politician Ryhor Kastusiou remains in prison with suspected cancer. He receives no medical aid. And in Europe, the regime continued using Interpol to pressure the dissidents abroad.

Finally, in November, the tensions at the Belarusian-Polish border reached boiling point. Thousands of foreign citizens taken hostage by the regime have come to the focus of the EU. Phone calls have been exchanged to alleviate their conditions. But at the same time, nine million Belarusians remain hostages of the regime.

Have we forgotten the tragic lessons of our European past? That tyrants are emboldened by appeasement, not placated. That when you avoid confrontation with a bully, you only make the inevitable showdown that much more costly and dangerous.

But do you really suppose it will stop there? We are already seeing how dangerous a regime like this can be to its neighbours. Lithuania and Poland are facing the biggest test of their border security. By the way, *Polska*, *Lietuva*, stay strong! We know that you pay a big price for being true and principled friends to the people of Belarus.

Supposing this abuse of migrants is somehow stopped, do you really believe the regime's threats beyond its borders will end there? Increases in the flow of smuggled drugs and other contraband? A military provocation? A disaster at a nuclear power plant right on the EU's external borders? None of this is just my imagination. These are threats that the regime itself has made. Whatever it takes to get what it wants.

Meanwhile, Europe hesitates, time goes by for those unjustly imprisoned, killed, or exiled. Time is measured differently for Belarusians. It's measured in lost moments of happiness, moments that are the right of every one of us to experience. Moments that are the reason why all of us want to live in freedom and dignity. Moments that Belarusians are deprived of.

For me, those would be moments when my daughter Agnia might see the loving face of her father Siarhei seeing her off on her first day of school. Moments when my son Karnei could feel the support of a father who helps him to fix his bicycle. For other mothers like Dasha Losik, Volha Zalatar, Alena Bondarenka, time is measured in tears. When you don't know if your husband is still alive. When you're behind bars and you have no news about your five children. When all that is left of your child is a framed photograph with a black ribbon. Because they beat him to death when he asked them not to remove the white-red-white ribbons hung in his backyard.

For the workers in MTZ, Belkalii, Hrodna Azot, time is measured in sweat spilled while forced by the regime to work in unbearable and dangerous conditions. Conditions that are close to being slavery. Work with no rights.

For thousands of activists across the country, time is measured in units of stress and anxiety. Because even though they choose 'safer' methods of resistance like distributing self-published newspapers, pasting stickers, joining independent labour movements, every day they risk arrest. And for our medics from Voranava to Hotimsk, from Verhnedvinsk to Bragin, time is measured in hours of overtime and in the minutes of sleep they are allowed. Because, due to the regime's disregard of the pandemic, their workload has tripled.

Ladies and Gentlemen, do you think these people understand what we mean when we talk about the EU's long bureaucratic processes and complex diplomacy? Do you think our statements of deep concern give them hope and confidence? What can the European Union really say to the people of Belarus – to the forgotten Europeans – who want the same things the rest of Europe enjoys? Perhaps we don't have the right to demand your help or support. Perhaps you may refuse us because it may contradict your national interest. Or perhaps it's bad for your businesses. But I am here to ask for your support, nevertheless.

Our fight for freedom is your fight for freedom too. Only by standing together and acting decisively does democracy have the chance to survive in this world.

Distinguished representatives of Europe, pardon my straightforwardness, but I must say it: It is getting late! Since August 2020, there have been ample gestures and expressions of solidarity. Belarusians were praised for reigniting their faith in democracy and human dignity. Is it not the turn of Europeans to demonstrate their commitment to those values with actions? Will Europe as a whole have the courage to take decisive action now? Or will we wait another year?

Dear ladies and gentlemen, we don't have another year. Neither does Belarus. Neither does Europe. There is more we can do than just wait and react. The regime in Minsk is motivated by fear of the Belarusian people. Hence, the escalation of violence.

Meanwhile, the Belarusians are not giving up. Three independent surveys show more than half of Belarusians want a new presidential election. Despite intense political pressure, Belarusians are still finding ways to protest. Maybe not in the ways that get the attention of your media. But thousands have joined mobilisation initiatives like 'Victory plan' and 'The Workers' Movement'. They are coordinating and preparing for new rallies and strikes when they are possible. Independent media and civil society groups have reorganised abroad and continue to work for Belarus.

And I am proud of each of the brave Belarusians in our country and in our diaspora. It is they who will change our country for the better. New Belarus is not only about the future. It is already being born and growing. But today it needs your help.

We need Europe to be more proactive when facing autocracy. The cliché about Belarus being 'the last dictatorship of Europe' is, in a way, misleading. Dictatorship does not have natural geographical limits. It spreads if it is not stopped. Dictatorships, after all, can be compared to a virus infecting the body. We all know that the more disease is ignored, the more difficult it is to treat it in the future. It's now clear to the whole world that waiting and seeing is not the right strategy to address the virus. Action is crucial.

To successfully overcome a virus a three-part strategy can help. First, isolation to prevent its spread. Second, treatment to remove its negative effects. And last, but not least, the immunity which allows keeping the body in good shape. The same strategies can be applied by Europe when dealing with the virus of dictatorship in Belarus.

The first part of our strategy should be the isolation and non-recognition of the regime. Many Belarusians are hurt to see that even today such influential European media – from Deutsche Welle to the BBC – call Aleksander Lukashenko 'President'. He is not. Calling him President shapes the wrong perception among millions of viewers. He is a citizen of Belarus who has illegally usurped presidential power by violence.

Europe, let's stand up to your decisions! You did not recognise the elections, so do not call this impostor for what he isn't. Do not recognise any deals made without Belarusians' agreement. Speak clear and loud: the contracts signed by the regime after 9 August 2020 are and will be legally void. Lukashenko is gambling with Belarus' sovereignty. We must stay firm in non-recognition policy and be clear that independence and sovereignty cannot be traded or undermined.

This non-recognition should be coherent. New ambassadors to Belarus shouldn't be appointed, nor should anyone who respects freedom, human rights and the rule of law receive the regime's ambassadors. We also shouldn't invite its representatives to international gatherings, sport or cultural events. Suspend the regime's participation in Interpol. This would send a signal that abuses will no longer be tolerated.

Instead, I encourage you to give a voice to the Belarusian people. Invite Belarusian democratic forces to all international fora to represent them at the highest level, particularly during the Eastern Partnership Summit.

The second part of our strategy is treatment. We should push back on the regime and limit its access to the resources it uses to maintain power. When your child is ill, you know you have to give him medicine even if it hurts to see him resisting. But you realise that this is the only way. The same principle should apply when we talk about European sanctions against the regime.

Let me assure you: sanctions do work. Continue holding a consistent sanctions policy. Sanctions split the elites, destroy corruption schemes and divide people around Lukashenko, as no one wants to share the responsibilities for the regime's crimes.

Let us be firm. We must not let lobbyists block the necessary sanctions. Let's close all remaining loopholes. Let's coordinate our actions with the US and the UK to make the sanctions effective and not merely symbolic.

By all means, let us be consistent. It makes little sense to further invest in the mafia regime. Send a message that we will not enrich it so that it can use these resources to abuse its citizens. And of course, let us be true to international law. Give the green light to prosecute the human rights offenders under the universal criminal jurisdiction. Invoke the regime's responsibility for capturing the civilian aircraft and its hybrid attack on the EU borders. Let's make sure all the evidence of the regime's crimes will lay on the table of the international tribunal, at ICC and ICJ. I call on Europe to take the initiative in that.

The third part of our strategy is immunity. We need to boost the natural resistance and backbone of Belarusian society. I call on Europe to expand assistance to our people. It requires flexibility and a non-conventional approach to reach those on the ground. To human rights defenders, media, citizen journalists and journalists-investigators, local neighbourhoods, activists, volunteers, initiatives promoting Belarusian language and culture. Programmes of rehabilitation for families of the repressed, and programmes of psychological aid. People must feel they are not abandoned.

Let us stand together in solidarity. Let's not forget the Belarusian prisoners of conscience and their families. Do not let the regime manipulate the migrant-smuggling in order to obscure the human rights catastrophe inside the country. Both Belarusians and migrants are now hostages of the regime. And these two problems can't be solved separately. Remember, to cure the virus we need to treat the problem at its root, not just the symptoms.

And let us all be true to our principles. Let's help those who were forced to leave the country. Many Belarusians fled in a hurry, with short-term Schengen visas. Many Belarusians don't like to be considered as immigrants but as temporary relocants. They want to get back home soon, but they need small things like legal stay and work permits. Though we usually speak of democracy in high terms, democracy is made of small details too.

Help Belarusians, so they can help Belarus and Europe, too. So we could continue the fight for our freedom and yours. I know that I'm surrounded here by allies and partners like President Sassoli, Vice-President Metsola.

To all group members 'Friends of democratic Belarus' who took godparenthood for dozens of political prisoners in Belarus, who sent them letters and postcards, today I brought a response for you. These are 'Freedom Postcards' – drawings made by political prisoners in their letters. They feel your support, my dear friends. So as millions of Belarusians who are sincerely grateful to you and all the Members of the European Parliament for your firm position, for your statements, for your resolutions. But they also want the words to be materialised in actions. People on the ground in Belarus have huge expectations from you for one simple reason. They want to see in Europe an example to be followed.

Let us be true to Europe. The dream of a united Europe is not a dream about a bureaucratic system or an economic union alone. It is the dream of sisterhood and brotherhood. Of a community of nations and people that cooperate peacefully and respectfully, in freedom and dignity. It is a dream about shared values of respect for human rights, of representative, constitutional government, and the rule of law.

Being a community means walking a common path together. Last year, when we met I said about Belarus: 'Every country has its own path to democracy, and this is ours'. Now, one year later, Belarusians are much closer to their goal. But the road has become more difficult. Obstacles are constantly being thrown in our path. Today not only democracy in Belarus but also democracy in Europe depends on whether we will walk this path together and overcome these obstacles together. It is time to show that European values are, and will continue to be, our greatest source of strength and the only solid foundation for peace and prosperity.

I am here today to invite you to walk this path with us. Thank you very much.

(Exclamation in Belarusian)

Long live Belarus and long live Europe!

(The House accorded the speaker a standing ovation)

Presidente. – Ringrazio la signora Sviatlana per le sue parole. La vostra libertà è la nostra libertà. Il Parlamento europeo ne è molto convinto.

Grazie per la sua presenza.

6. Oświadczenia Przewodniczącego / Przewodniczącej

Presidente. – È con grande tristezza che abbiamo appreso la notizia del terribile incidente dell'autobus, vicino Sofia, in Bulgaria, che è costato la vita a quarantasei persone, tra cui molti bambini.

A nome del Parlamento europeo e personalmente, vorrei inviare tutta la nostra solidarietà alle famiglie e agli amici delle vittime, alla popolazione della Macedonia del Nord e della Bulgaria.

Per questo vi invito a osservare un minuto di silenzio, grazie.

(Il Parlamento, in piedi, osserva un minuto di silenzio)

*
* *

Vorrei informare l'aula che ho ricevuto una mozione di procedura e che darò la parola all'onorevole Zimniok. Il tema sono le carenze nelle procedure delle commissioni parlamentari. Onorevole Zimniok, ha facoltà di parlare.

Bernhard Zimniok (ID). – Herr Präsident, verehrte Kollegen! Heute stimmen wir zum Thema „Politik und Gesetzgebung für legale Migration“ ab. Dazu wurden wir in unseren Vorinformationen und von den Analysten des EPRS auf Ausschussebene mit Informationen versorgt.

In diesen Informationen des EPRS, die in dieser Studie mit dem Namen „Europäischer Mehrwert der EU-Politik und des Rechts auf legale Migration“ enthalten sind, wird Folgendes behauptet: In der EU befürwortet die öffentliche Meinung nachdrücklich EU-Maßnahmen zur Förderung der Zulassung und der Rechte von TCN-Unternehmen und der Gründung von Start-up-Unternehmen durch diese Personen.

Das Problem besteht darin, dass die Konsultation der Kommission, auf die der EPRS diese Aussage gestützt hat, nicht repräsentativ ist, um eine solche Behauptung aufzustellen. Dies ist ein schwerwiegender Fehler und eine sehr schwerwiegende Falschdarstellung der Tatsachen. Dadurch, dass sich das gesamte Dossier, über das wir heute abstimmen, außerdem nur um dieses Thema dreht, das heißt, die Migration von Drittstaatsangehörigen in die EU zu fördern, wird der Fehler noch gravierender.

Ich habe den EPRS vor über einem Monat darüber informiert und gebeten, dass diesbezüglich eine Nachricht an alle Mitglieder gesendet wird, aber bisher ist das nicht geschehen. Vor diesem Hintergrund schlage ich vor, die Abstimmung über dieses Dossier heute abzusagen und diesen Bericht zur erneuten Abstimmung in den beteiligten Ausschuss zurückzusenden.

Hermann Tertsch (ECR). – Señor presidente, este punto de orden se debe a que acabamos de escuchar las palabras de la señora Tsijanóuskaya de Bielorrusia.

Estamos ante la mayor agresión en este momento, no solo contra la propia población de Bielorrusia, sino ante una agresión sin precedentes contra las fronteras de la Unión Europea, contra Polonia.

Estamos viendo cómo se agrede en nuestras fronteras y resulta que el alto representante de la política exterior de la Unión Europea no está aquí. El señor Borrell no está donde debe estar casi nunca.

El señor Borrell ha mandado una misión a Venezuela, en la que solo ha hecho el ridículo y ha dañado la credibilidad de la Unión Europea de una forma gravísima, pero, sobre todo, en este momento de agresión a la Unión Europea y a Polonia, a las fronteras de Polonia, el señor Borrell está ausente y no lo tenemos. Eso no debe ser así. Y lo denuncio aquí.

7. Głosowanie

Presidente. – Procedo ora all'apertura del turno di votazioni di oggi.

Procederemo alle votazioni sui fascicoli iscritti all'ordine del giorno.

Il turno di votazioni sarà aperto dalle 12.30 alle 13.45

Le votazioni si svolgeranno secondo la stessa procedura utilizzata durante il precedente turno di votazioni.

Le votazioni si svolgeranno per appello nominale.

Dichiaro aperto il turno di votazioni. Si può votare fino alle 13.45.

I risultati delle votazioni saranno comunicati alle 16.30.

Le discussioni in Aula riprenderanno alle 15.00 con la discussione sulle tematiche di attualità, come la lotta contro la pandemia di COVID-19 e come vaccinare il resto del pianeta.

Grazie per la vostra partecipazione.

(La seduta è sospesa alle 12.42)

Puhetta johdi HEIDI HAUTALA

varapuhemies

8. Wznowienie posiedzenia

(Istuntoa jatkettiin klo 15.03)

Puhemies. – Meillä on työjärjestyspuheenvuoro. Kollega Weber, olkaa hyvä.

Manfred Weber (PPE). – Madam President, only 30 years ago, Europeans witnessed how a war can tear up a country in its struggle for independence and liberty.

Last week, on 18 November, Croatia marked the 30th Remembrance Day for the Vukovar and Škabrnja and the horrific massacre that followed. These places were symbols of liberty and resistance. And we recall all the heroes to whom the Croatian people owe their freedom and democracy.

Their sacrifice should be embedded in European collective memory. The same as the sacrifice of millions of other Europeans throughout the 20th century. I would therefore ask you, Madam President, and dear colleagues, to honour their memory with a minute of silence.

President. – Thank you very much, colleague Weber. We will do it now.

(The House rose and observed a minute's silence)

9. Rola UE w walce z pandemią Covid-19: jak zaszczepić świat (debata na aktualny temat)

Puhemies. – Esityslistalla on seuraavana työjärjestyksen 162 artiklan mukainen ajankohtainen keskustelu EU:n roolista covid-19-pandemian torjunnassa: miten rokottaa maailma (2021/2926(RSP)).

Sallikaa minun muistuttaa, että tällä istuntojaksolla keskusteluissa ei anneta pyynnöstä myönnettäviä puheenvuoroja eikä sinisen kortin kysymyksiä hyväksytä.

Huomautan vielä, että viimeaikaisten istuntojaksosten tapaan puheenvuoroja on mahdollista käyttää etäyhteyksillä jäsenvaltioiden yhteystoimistoista.

Vielä muistutan, että istuntosalissa puheenvuorot käytetään edelleen istuntosalin keskellä olevalta puhujakorokkeelta. Kehotan teitä seuraamaan puhujalistaa ja siirtymään puhujakorokkeen lähelle, kun puheaikanne on alkamassa.

Chrysoula Zacharopoulou, au nom du groupe Renew. – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, chers collègues, ce débat aujourd'hui est l'occasion de le rappeler à tous: la santé de nos citoyens se joue en Europe, mais aussi au-delà de nos frontières. Pour affronter cette pandémie, il fallait une réponse globale, concertée et solidaire.

Dès le début et jusqu'aujourd'hui, l'Europe n'a jamais manqué ce rendez-vous pour protéger ses citoyens et protéger les citoyens du monde. Concrètement, voici ce que nous avons fait. Dès le mois d'avril 2020, en pleine première vague, sous l'impulsion du président Macron, les Européens ont fédéré la communauté internationale autour d'une initiative inédite: ACT-A. Cette initiative a pour objectif de donner les moyens à tous de lutter contre le virus, en particulier grâce au mécanisme COVAX, qui a pour mission de garantir un accès équitable au vaccin partout dans le monde et notamment dans les pays les plus pauvres.

À ce jour, COVAX a permis de livrer un demi-milliard de doses de vaccins à 144 pays. Nous, Européens, en sommes devenus le premier contributeur, avec plus de 3 milliards d'euros. Mais très vite, nous nous sommes rendu compte que les contributions financières à COVAX, ce n'était pas suffisant. La production de vaccins à l'échelle mondiale était trop faible et les pays pauvres en étaient les premières victimes. Encore une fois, l'Europe a agi: pendant qu'elle vaccinait sa population, elle a décidé de donner ses propres vaccins aux pays qui en ont le plus besoin.

Mais malgré nos efforts, nous sommes face à une réalité qui se résume à trois chiffres: le taux de vaccination est de 76 % en Europe et de 46 % au niveau mondial, mais à peine 6 % des Africains sont vaccinés. Ces chiffres sont blessants. Ces chiffres sont indignes. Alors oui, on doit faire beaucoup plus et plus vite. Plus nous tardons, plus nous sommes tous vulnérables face à de nouveaux variants.

Je voudrais lancer trois appels. Un appel aux États membres, d'abord. Vous vous êtes engagés à donner 300 millions de doses d'ici la fin de l'année. Le mot d'ordre est d'accélérer le don des doses. Nous en sommes aujourd'hui à 95 millions. Il nous reste un mois. Un mois pour tenir notre promesse, un mois pour rester crédibles face aux pays qui en ont besoin. En février 2022, nous aurons le sommet Afrique-Union européenne. La question de la vaccination est en train de créer une blessure profonde dans les relations entre nos continents. Nous devons honorer nos promesses et donc donner – donner plus, donner plus vite et donner via COVAX.

Ensuite, je voudrais lancer un appel à la Commission. Vous vous êtes engagés à donner 200 millions de doses. Il faut s'en féliciter, mais ce n'est qu'une partie de la réponse. Sur le terrain, il manque des seringues et des frigos et une planification logistique est nécessaire pour organiser les campagnes de vaccination. Nos doses risquent d'être perdues. J'appelle donc à donner davantage de moyens, le plus rapidement possible, pour continuer à soutenir COVAX.

Enfin, je lance un appel à l'industrie pharmaceutique à prendre ses propres responsabilités. La réussite de la vaccination mondiale dépend aussi de vous. Facilitez les livraisons et donnez plus de prévisibilité et de transparence. Quand et combien de doses vont sortir de vos usines? Il est urgent de le savoir.

Mes chers collègues, dans un contexte de crise inédit pour l'humanité, la «team Europe» a joué un rôle moteur historique. Alors, plus que jamais, renforçons ce leadership et vaccinons le monde maintenant.

Anže Logar, *President-in-Office of the Council*. – Madam President, this year, the long-awaited COVID-19 vaccines gave us hope that we might be at the beginning of the end of this pandemic. On 31 August, the EU reached a crucial milestone, with 70% of the adult population fully vaccinated. We must remain cautious and vigilant and strive to further increase the rate of vaccinated, especially given current trends.

However, nobody is safe until everyone is safe. We have seen the value of standing united in tackling common global challenges and the value of international solidarity in ensuring vaccine coverage around the world. The European Union is committed to ensuring that everyone who needs a vaccine gets it. It is essential to ensure vaccination for the most vulnerable of the population in low and middle-income countries, and to do so at an affordable cost – not only because it is the right thing to do, but also for our own sake.

I'm proud to say that the EU has played a leading role in the international efforts to provide COVID-19 vaccines across the world. Through the Team Europe COVID-19 global response approach, the EU has contributed over three billion euros to COVAX (COVID-19 Vaccines Global Access), bringing us closer to the COVAX objective of delivering at least 1.8 billion doses to 92 lower and middle-lower income countries by the end of 2021.

Through the EU Civil Protection Mechanism, the EU has made support available for the delivery of both vaccines and ancillary material. Additionally, the EU continues to be the largest global exporter of COVID-19 vaccines, having exported close to one billion vaccine doses to 59 countries around the globe. It should not go unnoticed that Europe was willing to share half of our vaccine production with the rest of the world.

The EU is determined to support an increase in COVID-19 vaccine production, as well as a broader geographical distribution of manufacturing capacity in order to meet global needs. For example, Team Europe is investing EUR 1 billion to ramp up mRNA (Messenger RNA) production capacity in Africa. Activities in several sub-Saharan African countries are already underway in South Africa, Senegal and Rwanda.

Vaccine sharing is crucial in assisting low and medium-income level countries in carrying out their vaccination programmes. The EU must show leadership, heading multilateral and global efforts in vaccine distribution. We have delivered to Europe, and now we must deliver to the world.

In May this year, the European Council already stated a target of donating at least 100 million doses by the end of the year, but this has been topped up by commitments made by the Commission and Member States individually.

Currently, total EU commitments reach over 500 million doses until mid-2022. Unfortunately, a series of unexpected bottlenecks and obstacles seriously hampered deliveries, meaning that we have not yet reached our initial ambitions. This is now steadily improving – from four million doses donated by mid-July to 20 million doses by mid-September. Donations delivered by the EU stand now at close to 100 million doses. With a substantial and guaranteed supply of vaccines at Member States' disposal, EU deliveries should pick up speed.

I'm well aware of your calls for the temporary waiving of international intellectual property protection obligations for COVID-19-related vaccines and medical products. The EU is engaging in dialogue in the context of the WTO and other international fora to explore how patent pooling, licensing initiatives and vaccine knowledge-sharing platforms can best support affordable and equitable access to COVID-19 production. Relying on a voluntary solution for the sharing of intellectual property knowhow and data is seen as a promising way to ensure worldwide access to critical products for diagnosing, treating and preventing COVID-19, including vaccines.

We must seize this opportunity together, as a global community, to address the crisis. In our international solidarity, we must be guided by fairness, transparency and inclusiveness. I can assure you of one thing, the EU will continue leading the multilateral response to the pandemic, ensuring that no one is left behind.

Stella Kyriakides, *Member of the Commission*. – Madam President, viruses know no borders. We have so often said this phrase, and it's now almost two years after this pandemic was declared and COVID-19 is continuing to devastate country after country, exposing how fragile we are, not just as individual countries, but also as a global community.

Today's debate on the EU's role in combating the COVID-19 pandemic gives all of us an opportunity to highlight our global engagement and show solidarity, but also to underline the areas where we need to do more. We need to do more, not only morally and politically, but also for the sake of our own public health. We, the EU and Member States, acting as Team Europe, are at the very centre of the global effort against COVID-19, and we have been at the very centre from the very beginning. We can be proud of our EUR 46 billion contribution to international efforts to fight this pandemic.

The pandemic has now shifted to a new phase. We have vaccinated almost 76.3% of adults and almost 65.1% of our total population. This, one could say, is a European success story, but it is not enough if we do not vaccinate the world. Accelerating global vaccination rates and helping to reach the 70% we are targeting by the middle of next year needs to be our top priority. Today, Team Europe leads vaccine solidarity efforts with our collective donation of more than EUR 3 billion to COVAX, the global vaccine sharing mechanism.

Honourable Members of this House, you have been at the forefront of our efforts to support COVAX. Through COVAX, more than 525 million doses have reached 144 countries in every single corner of the world, but there is still such a long way to go before COVAX meets its target of delivering 1.4 billion doses to low and middle-income countries by the end of 2021.

As has been said, COVAX has experienced unforeseen setbacks, such as the devastating outbreak of the Delta variant in India, which temporarily halted vaccine production. We exported more than 1.2 billion doses to third countries and stepped up our own vaccine-sharing programme. More than half of our vaccine production has been exported, and since the beginning, the EU has been the world's leading exporter of COVID vaccines. It has never been about Europe first. It has always been Europe for the world.

In addition to the over 250 million doses to be shared by Member States by the end of 2021, President von der Leyen announced a new commitment of another 200 million doses to low and middle-income countries by mid-2022. While the majority of these donations will be facilitated by COVAX, we have begun leveraging the EU's own vaccine-sharing mechanism to accelerate delivery through bilateral donations and reselling to beneficiaries. Many of these are already facilitated by the Civil Protection Mechanism.

I want to take this opportunity to commend our Member States for accelerating vaccine sharing over recent weeks and months. So far, dose sharing has accounted for over 40% of the vaccines delivered through COVAX, and Team Europe's contribution has been, and continues to be, vital to ensuring equitable access to vaccines.

However, we must not stop now. Cooperation with our African partners in particular, where vaccination rates in many countries still rate below 10%, needs to intensify, and the EU will work with COVAX to further improve EU vaccine sharing and increase visibility. We are already seeing promising results, with the announcement this week of 100 million Johnson & Johnson doses donated by Team Europe to be delivered in the next few weeks.

We must continue to promote voluntary licensing agreements for manufacturers to supply vaccines at affordable prices to the most vulnerable members. With the African Union-EU Summit approaching in February, I trust that Team Europe will come together once more to coordinate a large donation package for Africa.

Many of you have pointed out that, in the mid to long term, we need more vaccine donation programmes. COVID-19, among others, has highlighted an underlying structural problem – the wide discrepancy in medical manufacturing capabilities around the world. Africa, for example, still imports 99% of its vaccines. In order to fight the current pandemic and prevent future ones, countries must be able to produce their own vaccines. They need stronger health systems. Some geographical regions, such as Latin America, have been hit hard by the pandemic and are working in this direction.

In May this year, the EU launched an initiative to boost local manufacturing capacities in Africa, for Africa, financed by at least EUR 1 billion from the EU budget. Member States are joining this initiative. It will support the efforts of the African Union, and we have begun to make real progress. We have mobilised our first packages for Senegal, Rwanda and South Africa. More will follow, and we will be here to update you in the coming months.

As part of our broader engagement, we are working to establish regional technology transfer hubs, improve regulatory capacity and strengthen the enabling environment to manufacture vaccines. We're working with our trading partners to deliver on a trade policy to the COVID-19 pandemic in advance of the 12th Ministerial Conference in the WTO. We're advocating for a holistic approach, which would include an understanding on intellectual property in addition to commitments in improving transparency, restraints from export restrictions, as well as trade facilitating measures, amongst others.

What we urgently need now is a commitment from all WTO members to engage in a solution-oriented manner to find an outcome that really makes a difference on the ground, while also presenting incentives for innovation and investment. The EU will continue its efforts in the run-up to the Twelfth WTO Ministerial Conference to achieve such an outcome.

Our goals are ambitious, but the pandemic requires nothing less and demands nothing less. To achieve our shared goals, it will be important for us to continue to combine our resources and our expertise. We do know we have a long way to go, but we are not going to waver in our efforts. I look forward to the debate.

Tomas Tobé, *on behalf of the PPE Group*. – Madam President, like the Commissioner and Minister I would of course also highlight the low vaccination rate we see in Africa. It is extremely worrying. This is threatening lives and livelihoods across the continent, but I would also say that it is preventing us from achieving the vital goal, and that is to vaccinate the world.

Now, more than ever, Europe must embrace global solidarity, multilateralism and partnership. We must continue to employ the Team Europe approach, double-down on our efforts to support the COVAX Facility, share more doses, resolve supply chain bottlenecks, ensure that global supply chains remain open and continue to support the expansion of Africa's vaccine manufacturing.

These concrete actions set out a truly effective global strategy that directly translates into more shots in the arm, as well as building resilience for future pandemics. This approach strongly contrasts with the empty symbolism of the TRIPS waiver, which would not only be ineffective but even harmful, with a negative impact on our readiness for future health crises.

As Chair of Parliament's Committee on Development, I strongly support the ambitious vaccine pledges made by the Commission and the Member States. However, my support comes with one crucial condition, and that is that these pledges will be honoured. I think we should be proud that Europe is doing more than others, but let's make sure that we keep leading the work and end this pandemic together.

Heléne Fritzon, *för S&D-gruppen*. – Fru talman! Föreställ er att en pandemi slår till med full kraft. Föreställ er att ett vaccin utvecklas och att vaccinationerna tar fart. Föreställ er att majoriteten av befolkningen i delar av världen är fullt vaccinerad. Men föreställ dig nu att du lever i ett fattigt land där endast fem procent – och jag upprepar: fem procent – har fått sin första dos. Det här är inget påhittat exempel. Det här är en krass verklighet. Det är så här det ser ut, om vi bara tittar på Afrika till exempel, i vår närhet.

För ingen är säker förrän alla är säkra. Dessa ord börjar låta som en klyscha, men det är absolut nödvändigt att vi fortsätter att upprepa denna mening och framför allt att vi agerar. Pandemin är på uppgång igen och trots att vi har säkrat viktiga vaccin är vaccinationsgraden ojämn och ojämlig, också i vårt EU. Därför måste vi och våra medlemsstater se till att fler vaccineras, såväl inom unionen som utanför. Vi måste anstränga oss mer för att alla länder ska ha tillgång till vaccin. En jämlik tillgång till vaccin är vårt bästa hopp för att bromsa pandemin och för att rädda liv.

Det handlar om att vi ska agera i solidaritet, att vi ska förhindra hälsokonsekvenser och att vi ska mildra de negativa följderna för vår ekonomi. I dag ska vi ställa oss frågan "Hur kan hela världen vaccineras?". Som socialdemokrat är mitt svar tydligt: Det krävs politisk vilja. Det krävs att vi visar solidaritet och att vi vågar fatta modiga och smarta beslut som sätter jämlikhet och jämställdhet i fokus. Jag upprepar: Ingen är säker förrän alla är säkra.

Luis Garicano, *on behalf of the Renew Group*. – Madam President, it is great that with the Commissioner and Minister we are able to have this occasion to think about how to vaccinate the world, which must be a big priority for all of us.

Today, the European Parliament can celebrate that we managed to get Europe to spend EUR 1.4 billion extra to vaccinate the world. That's a good conquest, but almost two years after the pandemic, we still cannot promise families that they will spend Christmas together. We still cannot promise workers that they will be able to have work all winter – and we will not be able to promise that while the virus is going all around the planet infecting people. It's important for moral reasons, important for health reasons, important for ethical reasons and political reasons: Europe must take the lead in vaccinating the world.

But so far the Member States have only delivered 23% of the doses that they have promised the world. We cannot accept that our countries continue to promise this, to write these nice pieces of paper with nice promises, and not deliver. So that's why, together with Chrysoula Zacharopoulou, our rapporteur, we ask you, the Member States and the Commission, to accelerate the delivery of the doses, to get the logistics in place, the syringes, etc. – it's crucial – and to make the information transparent and to fight disinformation.

But it's not only in the world that we need to act, we also need to act at home. While the citizens of the world are clamouring for the vaccines, in Europe we have a lot of people who have access to vaccines but choose not to vaccinate themselves. We must also be stronger on that. If we don't have the vaccines, we cannot win this fight. That's why we need a stronger approach. We must fight with all our means against those who spread hoaxes, also in Europe, and in the world.

We must encourage everyone to get vaccinated. Those who did get vaccinated should not have to stay at home to protect those who chose not to get vaccinated. So we must modify the European passport to make it a vaccination passport, and we must require the passport throughout Europe to travel and to go to public places.

Finally, we have to get the booster shots, the third vaccinations, into everybody and, as the European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) said this morning, the Commission must make all the necessary doses available. Ultimately, the Union must aspire to universal vaccination of the entire planet, starting with our citizens. We must return to normal pre-COVID as soon as possible, and we have it at our fingertips.

Sara Matthieu, *namens de Verts/ALE-Fractie*. – Voorzitter, we zien dat Covax hopeloos faalt. De beloofde surplusvaccins worden niet of te laat geleverd. Het gaat vaak om dosissen waar we zelf vanaf willen, omdat ze dicht bij de houdbaarheidsdatum zitten of te weinig bescherming bieden. Liefdadigheid, collega's, commissaris, biedt geen structurele oplossing.

Ook de beloofde samenwerking met Afrika en de farmaceutische industrie is eigenlijk een rookgordijn. In de praktijk zal dit Afrika niet in staat stellen om zelf de productie op te schalen, want er is geen sprake van echte technologieoverdracht. Het is gewoon een delocalisatie, gestuurd door de farmaceutische industrie en betaald door Europa.

We hebben dringend betaalbare vaccins voor iedereen nodig. De kortzichtigheid van de Commissie heeft enkel de weg vrijgemaakt voor de deltavariant, die nu zelfs gevaccineerden stevig treft. En dan hebben we het alleen nog maar over Europa, waar de meesten al dubbel gevaccineerd zijn en waar we boosterinjecties hebben, terwijl nog geen tien procent van de Afrikaanse bevolking toegang heeft gekregen tot het vaccin. Die ongelijkheid is een symptoom van een diep falend beleid.

Ik roep de Commissie dan ook op: steun de opheffing van patenten nu. Toon ons leiderschap en stel mensenlevens boven de winst van de farmaceutische industrie.

Sylvia Limmer, *im Namen der ID-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Bevor man hier darüber diskutiert, wie Brüssel am besten die Welt impft, mit ihren in Rekordzeit notzugelassenen, völlig neuartigen Impfstoffen, sollte man besser über Fakten und Zahlen sprechen: zum Beispiel über eine völlig intransparent agierende EU-Kommission, über seitenweise geschwärzte Pharmaverträge und gelöschte Kommunikation; zum Beispiel über die Wirksamkeit der COVID-19-Impfstoffe, über deren Nebenwirkungen, über Risikogruppen, erratische Maßnahmen und darüber, dass jedwede kritische Diskussion im öffentlichen Raum sakrosankt ist.

Das RKI in Deutschland hat seine Formulierung vom August, die Impfung sei „ein wirksamer Schutz vor Erkrankung“ in „schützt die allermeisten der geimpften Personen vor einer schweren Erkrankung“ geändert. Die mit Abstand höchste Inzidenz bei den hospitalisierten Fällen wie auch bei den tödlichen Verläufen verzeichnen die über 80-Jährigen in Deutschland, gefolgt von den über 60-Jährigen, obwohl diese Gruppen eine Impfquote um die 90 % aufweisen.

Aus dem Zahlenmaterial der Johns-Hopkins-Universität aus über 200 Ländern geht hervor, dass es keinerlei Korrelation zwischen Impfquote und Inzidenz gibt. Laut EuroMOMO, das die offiziellen Mortalitätsdaten erfasst, ist derzeit keinerlei Übersterblichkeit zu erkennen. Dem Paul-Ehrlich-Institut wurden inzwischen 1802 Todesfälle im Zusammenhang mit Corona-Impfungen gemeldet. Das ist eine 5500-fach höhere Zahl an Todesfällen, als im Jahr 2016 für alle durchgeführten Impfungen registriert wurden. Die Datenbank VigiAccess der WHO listet 2,5 Millionen Fälle von Nebenwirkungen in Bezug auf die COVID-19-Impfung. Das ist mehr als alle Nebenwirkungen der letzten Jahrzehnte zusammen.

Daher ist es völlig unverständlich für mich, warum eine rationale Abwägung der persönlichen Risiken bei einer Corona-Infektion gegen die bei einer Impfung moralisch verwerflich sein soll. Die persönliche Gesundheit ist kein solidarischer Allgemeingut, und Corona ist nicht Ihr politisches Ticket in die digitale Überwachung. Und Sie, Herr Kollege, halten besser meine Diskussionen aus!

Puhemies. – Totean nyt vain, että valitettavasti meillä ei ole tätä sinisen kortin menettelyä. Havaitsin kyllä, että täällä oli tarvetta käydä keskustelua ja kommentoita kollegan puheenvuoroa, mutta valitettavasti se ei käy. Mutta te, joilla on puheenvuoro, niin totta kai voitte sen tehdä.

Joanna Kopcińska, w imieniu grupy ECR. – Pani Przewodnicząca! Pani komisarz! Termin „globalna wioska” dawno stał się synonimem opisującym aktualną rzeczywistość. Niemniej jednak przykład pandemii pokazuje, że funkcjonowanie tej wioski oznacza również stawianie czoła znacznym nierównościom. Biorąc pod uwagę wskaźniki szczepień na COVID-19, możemy zauważyć niezwykle duże dysproporcje, zwłaszcza na przykładzie krajów rozwijających się, w odniesieniu do naszego kontynentu.

Globalna pandemia wymaga globalnych rozwiązań. Dlatego oprócz kontynuowania działań informacyjnych podkreślających bezpieczeństwo szczepień powinniśmy dążyć do strategii, która zapewni powszechny dostęp do szczepionek. Należy dbać, aby państwa przekazywały obiecane dawki szczepionek na rzecz inicjatywy COVAX, oraz wdrażać mechanizmy równej dystrybucji szczepionek na poziomie globalnym, przy wsparciu wytycznych Komisji odnośnie licencji dobrowolnych.

Powinniśmy zachęcać i popierać gotowość dzielenia się szczepionkami, czego przykładem może być również i mój kraj, Polska, która od sierpnia realizuje konkretne działania solidarnościowe i która w ramach darowizn przekazała już około 4 milionów szczepionek. Tylko solidarne podejście pozwoli zrealizować założenia szczytu COVID-19 ambitnie wyznaczającego cel zaszczepienia 70 proc. populacji każdego kraju do września przyszłego roku.

Marc Botenga, au nom du groupe The Left. – Madame la Présidente, chers collègues, je suis un peu perdu, là. Après deux ans de COVID, on parle encore de comment offrir un vaccin au monde? Ces rumeurs, on ne peut qu'en rire, non? Parce que ça fait un an que l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Organisation mondiale de la santé, une centaine de pays vous disent comment faire, à savoir en levant les brevets et en partageant la technologie, pour permettre à des pays partout dans le monde de produire un vaccin, pour que des chercheurs dans le monde entier puissent améliorer le vaccin, travailler dessus, combattre les variants... Et ça fait un an que vous vous obstinez, que vous refusez. Vous pensez être plus intelligents que le reste du monde? Eh bien non! Je suis désolé. Il y a une solution. Il faut dire à la présidente de la Commission européenne d'arrêter d'envoyer des petits SMS en secret au PDG de Pfizer et de commencer à lever les brevets, parce que les gens y ont droit.

Alors maintenant, vous prenez vos cliques et vos claques, vous allez à Genève, l'Afrique du Sud, l'Inde vous y attendent, et vous allez leur dire que vous acceptez leur proposition. Ça, c'est de la solidarité. Le monde vous regarde, on attend.

Κώστας Παπαδάκης (NI). – Κυρία Πρόεδρε, τα λέει όλα η ξέφρενη πορεία της πανδημίας με τα αλληπάλληλα ρεκόρ θανάτων, κρουσμάτων και διασωληνωμένων. Με διαλογή ασθενών, αναστολές χειρουργείων, με το εμβολιαστικό πρόγραμμα να καρκινοβατεί στην Ελλάδα και αλλού, και με νέο lockdown στην Ευρωπαϊκή Ένωση. Τα άλλοθι της Ευρωπαϊκής Ένωσης και της ελληνικής κυβέρνησης στέρεψαν. Ούτε πρωτόγνωρη πλέον είναι η πανδημία ούτε αποτελεί εξήγηση ότι αυτά γίνονται παντού. Γίνονται επειδή, ακριβώς, κριτήριο δεν αποτελεί η προστασία της ανθρώπινης ζωής και υγείας, αλλά οι προτεραιότητες των μεγάλων ομίλων. Εκεί οφείλονται οι καθυστερήσεις και οι παλινωδίες στον αναγκαίο εμβολιασμό. Το ότι σε κάποιες χώρες υπάρχει υπερπληθώρα εμβολίων και σε άλλες παντελής έλλειψή τους. Με τον βολικό διαχωρισμό εμβολιασμένων-ανεμβολιαστών, επιχειρείτε να κρύψετε ότι το επείγον και καθοριστικό είναι η εξαντλητική ενημέρωση του λαού, η επίταξη και όχι η εκμίσθωση του ιδιωτικού τομέα, οι αποφασιστικές, μαζικές προσλήψεις με νέες υποδομές θωράκισης του δημόσιου συστήματος υγείας, αναγκαία μέτρα προστασίας σε κρίσιμους χώρους υπερμετάδοσης, όπως οι εργασιακοί, τα μέσα μεταφοράς και τα σχολεία, όπου συνωστίζονται και εμβολιασμένοι και ανεμβολιαστοί και, επίσης, μαζικά δωρεάν τεστ για όλους.

Frances Fitzgerald (PPE). – Madam President, vaccines work, vaccines reduce hospitalisations, morbidity and mortality. We must follow the scientific evidence. Data released from the ECDC and the Commission, on vaccination rates in the EU – just yesterday, shows a strong and undisputed correlation and causation as a result of the vaccines. The higher the vaccination rate in the Member State, the lower the death rate; fact.

The EU is clearly leading the way in global vaccine equity, despite ill-informed commentary from some. We have much more to do, as many colleagues have said here today, and we must accelerate what we are doing. But we have pledged to share at least 500 million doses with the most vulnerable countries by mid-2022.

But to succeed in a global vaccination strategy, we need the public and private sectors working together. Fair public-private partnerships offer one of the best guarantees to increase production, supply and distribution of vaccines all over the world.

I support the EU target of reaching a global vaccination rate of 70% by next year, but let's try and beat that target and go even further. Let's encourage other countries and global players, including pharmaceutical companies, to export and donate every available vial of the vaccine.

To reach this target, we cannot take a soft stance on fake news and conspiracy theories. Make no mistake, this vaccine misinformation battle is a battle for the health of our citizens, and I call on all Member States to implement clear, public-led, targeted outreach campaigns to all unvaccinated groups.

We cannot allow populism to triumph over science. COVID-19 has served as an important reminder that we need to transform our global health architecture. The only chance of beating this global pandemic is by continuing to work together and sharing vaccines. That is the right and just thing to do.

Mohammed Chahim (S&D). – Voorzitter, de covid-varianten die vandaag domineren, zijn zo besmettelijk dat we enkel groepsimmunititeit zullen behalen met een zeer hoog percentage gevaccineerden. Sommige experts hopen negentig procent of meer. Momenteel zien we dat de deltavariant verder muteert. Om te voorkomen dat het virus nog verder muteert, moet iedereen bescherming kunnen krijgen van een eerste of tweede prik. Uit preventief oogpunt is het goed om onze kwetsbaren en ouderen daar waar het kan een boosterprik te geven.

Maar toch blijven we wegstaren van een wereldwijde aanpak. Een meerfrontoorlog win je niet door alleen soldaten naar één front te sturen. We kijken momenteel nog steeds niet naar een wereldwijde aanpak. Zo lang we dat niet doen, blijven de varianten zich ontwikkelen en blijven we vastzitten in de situatie waarin wij ons al 22 maanden bevinden.

Even gewoon de cijfers. Terwijl we in Europa al meer dan 65 % van alle volwassenen compleet hebben gevaccineerd, zitten we in Afrika rond de 6,5 %. Stel je maar eens voor: je werkt in de zorg in Afrika en je hebt nog niet eens de kans gehad om je te laten vaccineren. Van de miljoenen vaccins die de EU beloofde, is nog geen 10 % geleverd.

Toch blijven we in Europa het delen van licenties blokkeren. Laat ze dan zelf produceren. Als we daar 22 maanden geleden mee waren begonnen, stonden we verder dan nu. Want ik zie niet in waarom producenten als Pfizer en MSD Organon wel bereid zijn hun patenten voor een coronapil te delen, maar moeilijk blijven doen over hun vaccinlicenties.

Zoals mijn collega Kathleen Van Brempt hier een paar dagen geleden zei, maakten Pfizer, Moderna en BioNTech dit jaar meer dan duizend dollar winst per seconde. En dat met grotendeels door publiek geld gefinancierd onderzoek. We moeten niet willen kiezen tussen het vaccineren of het geven van een booster in Europa en het vaccineren van de rest van de wereld. Opschalen blijft belangrijk, maar we moeten ons wel houden aan de belofte om meer vaccins te leveren aan continenten als Afrika en hen te helpen met hun eigen productie. Dat zal pas het begin zijn van het einde van covid. Anders vrees ik dat ook het Griekse alfabet niet genoeg letters heeft om de varianten te beschrijven.

Samira Rafaela (Renew). – Madam President, five months ago the European Parliament made its position clear on how to vaccinate the world. The Commission and Member States had every opportunity to take ideas from this resolution and move forward. For example, supporting lifting patents for vaccines to expand production, but so far the Commission has not pushed for the lifting of patents, and global goals are not yet reached.

This Parliament outlined concrete options in the resolution on how we can move forward to address the challenges we are debating here today. Increasing global distribution is the most important step, and this is still a major challenge. Especially in developing countries, the distribution of vaccines still proves to be a major challenge. Only 6% of people in Africa are fully vaccinated according to the WHO, and the EU cannot accept that our twin continent is left behind in vaccination, and many developing countries want to vaccinate their people but have either no access to vaccines or problems with distribution.

We must do more as the EU to assist countries in getting vaccines to the people, and we need to find concrete solutions to expand production and distribution globally. Since June, the Commission is discussing how compulsory licensing could contribute to expanding production. But I see a lack of concrete action: a TRIPS waiver on patents for vaccines, expanding possibilities of compulsory licensing making global distribution easier, assisting developing countries in getting vaccines to their people.

We are collectively under-performing on all fronts and we need to understand this debate, this situation, is about human rights. It's about human life. We won't get out of the pandemic if the rest of the world is left behind. So I'm urging everyone here today, we must end the pandemic, we all agree, we must vaccinate the world. It's a human right.

Tilly Metz (Verts/ALE). – Madame la Présidente, alors que la perspective d'une troisième dose pour les adultes en Europe se précise, je constate avec désespoir que nous manquons cruellement de vaccins dans les pays à faible revenu. Ainsi, seulement 1,1 % de la population a reçu au moins une dose de vaccin dans ces pays. Même si je me félicite de la livraison récente de près de 100 millions de doses de vaccin à COVAX, nous devons impérativement accélérer la coopération et tenir nos engagements.

Jusqu'à avant-hier, COVAX n'avait distribué que 250 millions de vaccins sur l'objectif initial de 2 milliards de doses. Là encore, je suis scandalisée par le pouvoir conféré à l'industrie pharmaceutique. On apprend par une lettre envoyée à la Commission par le secrétaire d'État allemand que l'excédent de vaccins dans de nombreux États membres augmente sans que ces derniers puissent les redistribuer.

Pourquoi des contrats déséquilibrés sont-ils signés avec les producteurs de vaccins? Ces contrats contiennent des prix de vente minimaux, des paiements compensatoires onéreux ou encore des restrictions sur le don de vaccins. Il est temps de mettre fin à ces pratiques abusives et de contrebalancer le pouvoir des géants pharmaceutiques.

Alessandra Basso (ID). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, l'Europa si è fatta trovare impreparata all'arrivo della pandemia. La sua risposta iniziale non è stata rapida, né efficace. Con il tempo si è cercato di aggiustare il tiro, ma è bene che Bruxelles abbia imparato la lezione per prepararsi in vista dei difficili mesi che ci attendono e nell'ipotesi di future epidemie. Su questo fronte non possiamo permetterci errori, incertezze o passi falsi.

Quando parliamo di vaccinazioni il pensiero corre alla COVID-19, una malattia nuova per la quale sono continuamente offerte nuove soluzioni terapeutiche che, ci auguriamo, possano presto garantire una soluzione duratura all'epidemia.

Quando questa sarà individuata, ci auguriamo che l'industria sarà in grado di metterla a disposizione su scala globale, in un tempo breve, considerato che viviamo in un mondo interconnesso per cui la nostra salute non dipende solo da quella del vicino di casa.

Se consideriamo i problemi epidemici da un punto di vista globale, ci sono altre campagne vaccinali urgenti. Penso alla vaccinazione contro la malaria, recentemente approvata dall'Organizzazione mondiale per la sanità, che permetterebbe di contrastare una malattia che nel 2019 ha causato globalmente più di 360 000 morti. La vaccinazione contro la malaria sarebbe lo strumento per debellare definitivamente la malattia senza causare i danni ambientali generati dai tentativi precedenti, basati sull'uso di pesticidi. La vaccinazione ha il vantaggio di combinare la semplicità terapeutica, l'economicità e la possibilità di trattare un numero elevato di persone in tempi ristretti. Questo però non deve far dimenticare che si tratta di una gara contro le patologie, dalla quale non possiamo né dobbiamo ritrarci.

In questo modo mostreremo al mondo il nostro lato migliore dal punto di vista della cooperazione internazionale. Rendiamo il nostro sforzo attuale utile alla salvezza delle generazioni future.

Elżbieta Rafalska (ECR). – Pani Przewodnicząca! Globalna solidarność i partnerstwo to jedyny skuteczny sposób zakończenia pandemii. Polska popiera globalne inicjatywy i współpracę na rzecz przyspieszenia sprawiedliwego i równego dostępu do szczepionek dla wszystkich państw na świecie, aby ich gospodarki mogły wrócić do stanu sprzed pandemii, ale przede wszystkim, żeby ograniczyć śmiertelność, zmniejszyć skalę powikłań, żeby osoby chorujące łagodnie przechodziły tę chorobę. Z tego powodu zdecydowaliśmy się wesprzeć COVAX dobrowolną wpłatą w wysokości 750 tysięcy euro.

Ponadto Polska w geście solidarności chętnie dzieli się z potrzebującymi krajami, do tej pory przekazaliśmy bądź sprzedaliśmy ponad 13 milionów szczepionek, między innymi na Ukrainę, Tajwan, do Uzbekistanu, Kirgistanu, Serbii, Bośni i Hercegowiny czy do Gruzji i innych państw. W tej chwili przygotowujemy się do pełnienia przez Polskę roli koordynacyjnej w ułatwieniu dostaw szczepionek przeciw COVID-19 z państw członkowskich Unii Europejskiej do państw Partnerstwa Wschodniego.

Silvia Modig (The Left). – Arvoisa puhemies, täällä salissa komission toimesta kuullut puheet EU rokotesolidaarisuudesta kaikuvat kiusallisen onttoina, kun katsoo, mitä komissio todellisuudessa tekee. Rikkaat länsimaat, EU mukaan lukien, ovat rohumuneet valtaosan olemassaolevista rokotteista. Jako rikkaiden ja köyhempien maiden välillä on räikeä ja epäoikeudenmukainen. Aids-epidemian aikana patenttisuoja poistettiin väliaikaisesti ja sillä säästettiin miljoonia ihmishenkä. Lääketeollisuus ei kaatunut eikä yksikään yritys menettänyt toimintaedellytyksiään sen seurauksena.

Koronarokotteita ei olisi olemassa ilman miljardeja euroja julkisia varoja, ja siksi on täysin kohtuullista ja myös moraalinen velvollisuutemme poistaa patenttisuoja väliaikaisesti, jotta kaikki mahdollinen tuotantokapasiteetti ja osaaminen saadaan käyttöön ja rokotteet kaikkien ihmisten saataville. Oikeuden terveyteen on mentävä voittojen tavoittelun edelle.

Eikä tämä rikkaiden maiden itsekkyyks ole edes oman etumme mukaista. Niin kauan kuin virus leviää vapaasti, kasvaa todennäköisyys uusiin variantteihin. Kukaan ei ole turvassa, ennen kuin kaikki ovat turvassa.

Francesca Donato (NI). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la domanda oggi non deve essere come vaccinare il mondo, ma perché dovremmo farlo.

Tutti chiamiamo «vaccini» delle terapie geniche sperimentali a mRNA o DNA che non immunizzano, perché chi le riceve può infettarsi di COVID-19 e contagiare, e riducono solo parzialmente e per pochi mesi la probabilità di decorso grave della malattia.

Per converso, a seguito della somministrazione, si registrano ogni giorno migliaia di effetti avversi anche molto gravi e invalidanti e continui decessi post inoculazione, la cui correlazione causale con i prodotti iniettati è già stata in molti casi accertata. Il principio di precauzione viene dunque rinnegato.

Inoltre, consentiamo gravissime discriminazioni, privazioni e violenze su chi non accetta l'inoculo per ragioni mediche, immunologiche o personali, in violazione dei diritti umani fondamentali.

Ora vogliamo impegnare altro denaro dei cittadini europei per estendere questo trattamento a tutto il mondo? *Cui prodest?* In nome di Dio, colleghi, fermiamo questa pazzia!

Cristian-Silviu Buşoi (PPE). – Doamnă preşedintă, doamnă comisar, stimaţi colegi, de mai bine de 18 luni ne luptăm cu o criză sanitară gravă. Suntem în plin val pandemic, care a luat cu asalt statele membre. Vedem cum, rând pe rând, unele state europene trebuie să impună măsuri de *lockdown* sau alte măsuri de limitare a răspândirii virusului. Pandemia de COVID-19 a arătat că Uniunea Europeană este capabilă de o mobilizare și de o reacție eficientă. Comisia Europeană a acționat foarte bine. Vaccinurile au fost la dispoziția cetățenilor europeni și nu doar pentru cetățenii europeni. A fost posibil să fie exportate către toți cei care au dorit să achiziționeze vaccinuri produse în Uniunea Europeană și prin mecanismul COVAX am fost solidari cu foarte multe țări ale acestei planete.

Dar mai putem face ceva, în afară de mecanismul COVAX, în afară de donații, în afară de a-i ajuta pe cei care poate nu au același acces și aceeași posibilitate ca și cetățenii europeni. Putem lupta împotriva dezinformării. Putem să arătăm că dezinformarea este cea mai importantă cauză pentru care încă luptăm cu această pandemie, la această scară și este extrem de periculoasă, ducând la pierderea de vieți omenești. Pandemia a ilustrat cât de ușor se poate răspândi dezinformarea online și cât de simplu pot apărea narațiuni false și cât de rapid acestea pot evolua.

Avem nevoie de campanii credibile de promovare a vaccinării care, evident, vor avea un efect pozitiv și în afara Uniunii Europene. Avem nevoie de figuri credibile din lumea medicală, avem nevoie să obținem suportul activ al populației, pentru a combate dezinformarea și pentru a promova beneficiile vaccinării. De asemenea, ceea ce a însemnat certificatul digital COVID poate fi un exemplu foarte bun, care să inspire multe dintre țările acestei planete, pentru a reuși să oprească răspândirea virusului și pentru a face mai sigură viața cetățenilor lor.

Kathleen Van Brempt (S&D). – Voorzitter, commissaris, de rijke landen hebben momenteel al meer inwoners een derde prik gegeven dan de arme landen een eerste. Dat is niet alleen onrechtvaardig, maar ook bijzonder dom want dat betekent inderdaad dat we, zoals Mohammed zei, gewoon moeten wachten op de volgende variant.

Daaronder ligt eigenlijk nog een extra onrechtvaardigheid. Het vaccin dat vandaag in de wereld het beste werkt, berust op Amerikaanse en Europese mRNA-technologie. Daar mogen we best wel trots op zijn. Maar wat zien we? Dat de bedrijven die deze technologie bezitten, niet erg geïnteresseerd zijn om aan arme landen te verkopen, te doneren of met hen samen te werken, maar hun producten liever aan de rijke landen verkopen. En dus moeten die arme landen het stellen met veel minder efficiënte Chinese en andere vaccins. Dat is onaanvaardbaar.

Het is dus evident wat we moeten doen. Zoals een aantal collega's al hebben gezegd, hebben we hierover een resolutie opgesteld en al lang geleden gevraagd om daar wat aan te doen. Naast het doneren van onze overschotten aan vaccins, is het noodzakelijk dat de mRNA-technologie, de gegevens en de patenten gedeeld worden met de Wereldhandelsorganisatie – die wij toch vertrouwen, mag ik hopen – om de productie eindelijk op te drijven zoals nodig om deze pandemie ten gronde aan te pakken.

Véronique Trillet-Lenoir (Renew). – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, chère Stella, Monsieur le Ministre, vacciner le monde est une nécessité humaine et médicale. Il est irresponsable de faire de la propagande mensongère devant des caméras. Vos mensonges sont meurtriers.

Nous avons un bel objectif. Bien sûr, il nous faut poursuivre les dons par les dispositifs ACT-A et COVAX et lever les obstacles à la livraison des doses, éviter les pertes de vaccins, multiplier les achats de matériel et privilégier des vaccins facilement utilisables.

Mais les actions de l'Union européenne doivent aller au-delà de l'assistance, vers une solidarité responsable et durable – vous l'avez rappelé, Monsieur le Ministre –, par la contribution logistique aux campagnes de vaccination, par la formation des professionnels de santé, par le partage des savoir-faire et des technologies de production des vaccins, par la lutte contre l'hésitation vaccinale et la désinformation et par l'élaboration d'un traité international sur les pandémies, soutenu par le directeur de l'OMS, Dr Tedros, par le président du Conseil de l'Union européenne, Charles Michel, et que je propose avec Stella Kyriakides dans mon rapport sur les menaces transfrontières graves pour la santé.

Michèle Rivasi (Verts/ALE). – Madame la Présidente, Madame la Commissaire de la santé, je suis très contente que vous soyez là, parce que j'aimerais que vous répondiez aux questions. Tout le monde dit qu'il y a une inégalité au niveau de la répartition des vaccins. Nous, les pays riches, avons eu énormément de vaccins. Mais la situation est problématique pour les pays pauvres, notamment en Afrique.

Il y a une solution. Je ne dis pas que c'est la solution miracle, mais il y a une solution, c'est la dérogation au niveau des brevets. L'OMC se réunit le 30 novembre et 130 pays seront là, à la demande de l'Afrique du Sud et de l'Inde – qui ont des infrastructures sanitaires – pour lever ces brevets. La Commission vote contre. Pourquoi? Est-ce que c'est l'Allemagne, parce qu'il y a Pfizer et BioNTech? Pourquoi l'Allemagne vote-t-elle contre alors que même les États-Unis sont pour? C'est comme cela qu'on pourrait avoir énormément de vaccins dans ces pays-là. Vous dites que ça va prendre du temps; mais plus vous attendez, plus ça prendra du temps.

Deuxième chose: COVAX, qui partait d'une très bonne intention. Sauf que quand on regarde, on a donné très peu de doses, nous, l'Union européenne. Sur les 200 millions de doses promises, 56 millions ont été données. Pourquoi? Parce que dans les contrats, qui sont opaques et non transparents, il y a une clause qui dit que si jamais un pays comme la France veut donner des doses de Pfizer, par exemple, il faut qu'il demande la permission à Pfizer. Et Pfizer va vérifier dans le pays si, en cas de décès ou d'effets secondaires, ledit pays est capable de payer des indemnités. Mais il faut faire sauter ces clauses!

Madame la Commissaire, vous avez une responsabilité. Moi, je suis très pro-européenne. Je suis pour la solidarité, mais c'est la Commission qui bloque à l'heure actuelle.

Virginie Joron (ID). – Madame la Présidente, chers collègues, des émeutes à Rotterdam et à Bruxelles, des tirs à balles réelles contre des citoyens et une obligation vaccinale qui va s'imposer en Autriche et ailleurs. Cette semaine, le ministre de la santé allemand a déclaré qu'à la fin de l'hiver, les Allemands seront vaccinés, guéris ou morts. Et pas un seul des députés, pourtant toujours prompts à réagir pour des émeutes à l'autre bout du monde, ne s'est manifesté ici durant cette plénière. Pire, pas un mot sur nos stocks de vaccins AstraZeneca refourgués au continent africain. Un vaccin retiré, déconseillé suite à des effets secondaires graves en Autriche, Danemark, Estonie, Lituanie, Lettonie, Luxembourg, France et Norvège.

Votre plan pour la vaccination mondiale, parlons-en. Il y a quelques jours, la présidente de la Commission européenne, M^{me} von der Leyen, était à Washington pour remettre, en tenue de gala et sans masque, le prix du meilleur dirigeant commercial au PDG de Pfizer, M. Bourla, avec la petite musique d'ascenseur qui va bien – un film! Le PDG de Pfizer, sans doute grisé par ce prix von der Leyen, nous a annoncé 4 milliards de doses pour 2022. Ouf! Pas de pénurie pour la sixième dose. Négociations par SMS, parties des contrats cachées, clauses de responsabilité inexistantes... voici ce que signe Bruxelles. C'est donc cela le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre la pandémie de COVID-19?

Le chef du gouvernement français avait déclaré le 21 juillet que la vaccination double dose empêchait la contamination au COVID-19. On apprend cette semaine qu'il vient lui-même, bien que doublement vacciné, d'être déclaré positif au COVID-19. J'adresse mes sincères vœux de rétablissement à M. Castex. Cet événement devrait nous servir à tous de leçon d'humilité. Ce que nous savons, c'est que nous ne savons rien. Alors, gardons-nous des menaces verbales et des mesures brutales afin de privilégier la prévention, la précaution et le libre choix, socle de nos démocraties européennes.

Cristian Terheş (ECR). – Madam President, the question in this debate today should have been how to combat COVID-19, not how to vaccinate the world. It's not the job of the European Parliament nor its duty to vaccinate the whole world.

The job of this Parliament is to legislate for the people and to exercise its control over how the Commission is spending European citizens' money. The problem is that as we've seen in the last year, none of these things happen. The Green Certificate was passed and Commissioner Didier Reynders said in this plenary that this regulation should pass to facilitate freedom of movement, and we see now in Europe that people cannot exercise their basic fundamental rights unless they have this Green Certificate.

As far as budgetary control goes, since the contracts signed by the Commission with the vaccination companies are not published yet, how can this House exercise its mandate?

So, I'm asking the Commissioner directly: who is liable in the event people have side effects from these vaccines? And lastly, when are you going to publish these contracts so that all Europeans will know what they contain?

Mick Wallace (The Left). – Madam President, the Commission continues to refuse to support India and South Africa's TRIPS waiver proposal at the WTO. President von der Leyen repeatedly pushes the COVAX programme as a solution instead. But the recent Oxfam 'A Dose of Reality' report shows that COVAX has been a complete failure. Big Pharma promised a lot but delivered very little. The same Oxfam report says that only 1.3% of people from the low-income countries have been vaccinated.

Sadly, the EU is more concerned about the intellectual property rights of its pharmaceutical companies who they continue to do secret deals with, than it is about the people in the Global South. Lift the patents, share vaccine technology, let developing countries make their own vaccine. The people of the Global South want justice, not charity.

Antoni Comín i Oliveres (NI). – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, la Commission, afin de garantir l'accès aux vaccins dans le monde entier, propose que les États membres de l'OMC utilisent les licences obligatoires prévues à l'article 31 de l'accord sur les ADPIC au lieu de prôner la suspension temporaire des brevets. C'est une grave erreur, Madame la Commissaire, c'est irresponsable, car cette proposition de la Commission ne permettra pas d'augmenter dans la même mesure la production et la disponibilité mondiale de vaccins, et ce pour trois raisons.

La première est que les gouvernements qui utilisent les licences obligatoires peuvent être poursuivis en justice par les titulaires des brevets. Au contraire, la suspension des brevets leur offre la sécurité juridique nécessaire pour augmenter la production locale. La deuxième raison, c'est que les licences obligatoires n'entraîneront pas une baisse sensible du prix à payer pour les vaccins à l'échelle mondiale, contrairement à ce qui se passerait avec la fin du monopole qu'implique le brevet. La troisième raison est que les licences obligatoires n'incluent pas tous les droits de propriété intellectuelle – droits d'auteur, secrets commerciaux, dessins et modèles industriels, etc. – et, de ce fait, ne permettent pas aux pays en développement d'obtenir la technologie nécessaire pour produire des vaccins à ARN messenger. J'en veux pour preuve qu'à ce jour, l'OMS n'a encore bénéficié d'aucun transfert de cette technologie, car les laboratoires pharmaceutiques ne la partagent pas volontairement.

En conclusion, l'Union doit soutenir la suspension temporaire des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins lors de la prochaine conférence ministérielle de l'OMC.

Nathalie Colin-Oesterlé (PPE). – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, Monsieur le Ministre, chers collègues, l'Union européenne est le premier exportateur mondial de vaccins. 425 millions de doses ont été données aux pays les plus pauvres, plus d'un milliard de doses ont été exportées par l'Union européenne vers plus de 150 pays dans le monde. Les acteurs de l'excellence industrielle européenne ont permis la production de vaccins anti-COVID en Europe à une vitesse incroyable.

Alors oui, soyons fiers de cet exploit scientifique et industriel. Soyons fiers d'être la tête de proue mondiale de la solidarité avec les pays à revenu faible et intermédiaire, et fiers de contribuer réellement à la lutte contre cette pandémie, qui n'a pas de frontières.

Nous devons évidemment encore amplifier nos efforts pour aider les pays les plus pauvres à vacciner leur population, c'est une évidence, c'est une nécessité. Certains estiment que la levée des brevets serait la solution pour permettre au monde entier d'avoir accès aux vaccins. Ce n'est pas et ce ne sera jamais cette seule mesure qui permettra de vacciner le monde entier. Pourquoi? Parce que les pays qui pourraient bénéficier de cette levée de brevets ne sont pas en mesure de produire immédiatement des vaccins. Il faut près de deux ans pour construire une usine et monter une chaîne de production; il faut disposer d'une main-d'œuvre qualifiée tout en assurant un très haut niveau de sécurité.

La levée des brevets est aussi une fausse bonne idée. Pourquoi? Parce que les entreprises s'installeraient ailleurs, les capacités de recherche européennes seraient affaiblies et, pour autant, les pays tiers ne produiraient pas davantage de vaccins.

Alors oui, nous devons agir. Nous devons agir pour sortir au plus vite de cette pandémie. Et le chemin pour atteindre cet objectif tient en un seul mot: solidarité; solidarité en matière logistique, solidarité en matière de formation, solidarité en matière de recherche et de partage d'informations.

Jytte Guteland (S&D). – Fru talman! Med en ny fjärde våg i Europa ger sig covid nu åter till kända. Det är deltavarianten, framför allt, som ligger bakom denna pandemi hos de ovaccinerade. Vaccinet är vägen ur krisen och vi måste ha hela världen med oss för att stoppa nya varianter. Även om hälften av världens befolkning nu har fått sin första dos så är det djupt oroande att bara fem procent i de fattigare länderna har fått samma möjlighet.

Vi måste därför i ett nytt globalt krafttag se till att överföra vaccin, kunskap och medicinsk utrustning också till den fattigare delen i världen. Risken för nya varianter gör det inte bara oklokt att inte vaccinera alla – det är också djupt oräddvinst. Många länder har inte samma möjlighet att låta människor distansarbete och ge stöd till företag och löntagare om man måste vara hemma.

Men det är också en fråga om förtroende, själva grundbulten i det multilaterala samarbetet. Jag kom nyligen tillbaka från COP26 i Glasgow och mötte flera delegationer från utvecklingsländer som var djupt irriterade, arga och frustrerade över att både vaccinmål och mål för klimatfinansiering på djupet har skadat förtroendet – att vi faktiskt inte levererar när det gäller dessa saker. För det globala samarbetet, klimatet, hälsan, ekonomin och för det sociala är det avgörande att vi vaccinerar alla i världen.

Nicolae Ștefănuță (Renew). – Doamna președintă, doamna comisar, boala lungă e moarte sigură, așa spun românii. Boala lungă acum nu e numai virusul, este și dezinformarea. Vaccinarea ridicată răstoarnă mortalitatea, acesta este raportul.

Țările cu cea mai mare mortalitate sunt din păcate și țările cu cea mai mare dezinformare. O vedem și aici, în casa noastră europeană, că este intolerabil cum politicieni din țări UE fac circ și încearcă să împiedice vaccinarea în Europa. Aici purtăm și pierdem lupte importante și ei trimit oameni la moarte cu propria lor voință. Sunt apostoli ai urii, zbiară cu ură, nu arată deloc iubire, pentru că dacă ar arăta iubire față de oameni, s-ar interesa ce se întâmplă și în țările slab dezvoltate, că ele au abia 10 % sau 15 % procent de vaccinare și au mare nevoie de noi, pentru că este o criză globală din care nu ieșim singuri, doar cei înstăriți.

Noi, aici, în bugetul Uniunii Europene, am obținut pentru dumneavoastră 1,5 miliarde, doamna comisar, în plus pentru vaccinarea lumii, pentru că sunt nevoi foarte, foarte mari. Dar avem și mai mult nevoie pentru distribuție, o știți foarte bine. De aceea noi trebuie să luptăm pentru acest proiect, pentru că singuri nu ieșim din criză. Această barcă va lua apă și principiul este simplu și necruțător: nu e nimeni în siguranță până nu suntem toți în siguranță, a spus-o Jens Spahn în Germania: până în primăvară, în Germania, ori toți sunt vaccinați și vindecați, ori, dacă nu, vor avea tot mai mulți morți.

Da, domnilor, este foarte grav. Haideți să batem odată pandemia împreună! Ne trebuie curaj, pentru că o cale de întoarcere nu avem. Așa să ne ajute Dumnezeu!

Anna Cavazzini (Verts/ALE). – Madam President, only 5 % of people in low-income countries have received a first dose of the vaccine, not because they do not want to have the vaccine, but because there are not enough vaccines available to them. This is a shame. It has been more than a year since South Africa and India put forward the proposals for TRIPS waiver. A lot of colleagues have mentioned it already. They called for this in order to protect their citizens from the virus, and this is quite a legitimate reason.

And yet, the Commission continues to oppose this lifesaving proposals, despite a clear demand from this Parliament. We need to keep in mind the waiver would be only temporary. There has already been so much money put into the vaccine. Charity approaches like COVAX alone are not enough. The pandemic really requires exceptional and brave decisions if we really want to fight it. I urge you to support the TRIPS waiver next week.

Nicolaus Fest (ID). – Frau Präsidentin! Jetzt wollen wir also die ganze Welt impfen. Man fragt sich aber natürlich, warum? Denn bisher waren die Begründungen ja entweder falsch oder irreführend. Ich fasse mal zusammen: Erst hieß es, man wolle nur die vulnerablen Gruppen impfen, also die Leute über 60 Jahren. Jetzt heißt es: Nein, man müsse mit 18 Jahren beginnen.

Dann war die zweite Begründung: Ab 70 % habe man Herdenimmunität. Jetzt heißt es: Wir brauchen 100 %. Und das ist der Gipfel der Absurdität: Die Ungeimpften seien eine Gefahr für die Geimpften. Das hat man vorher auch noch nicht gehört.

Dann war die dritte Begründung, man müsse sich aus Solidarität impfen lassen, aus Solidarität mit den vulnerablen Gruppen. Jetzt heißt es: Die Geimpften haben eine besonders hohe Virenlast. Und das heißt, für vulnerable Gruppen ist es offensichtlich am sichersten, wenn sie von Ungeimpften besucht werden. Und dann haben wir jetzt auch immer mehr Impfdurchbrüche, also Personen, die trotz zweifacher Impfung schwer an COVID erkranken.

Und die Rationale, die man jetzt hier hört, ist: Wenn schon zwei Impfungen total versagt haben, dann brauchen wir jetzt noch dringend eine dritte mit einem Impfstoff, der wahrscheinlich ebenso versagt wie der Impfstoff bei den vorigen zwei Impfungen. Das ist wirklich klug.

In Deutschland haben wir 48 bestätigte Todesfälle, die im Zusammenhang mit der Impfung erfolgten – 48 Fälle. Das sind nur die Fälle, die obduziert wurden. Man weiß natürlich, dass viele Leute, die nach einer Impfung gestorben sind, gar nicht obduziert wurden. Das heißt, die Dunkelziffer liegt wahrscheinlich um ein Vielfaches höher. Wenn irgendeine Firma, sagen wir, Nestlé oder Pepsi oder irgendeine andere Firma, ein Produkt auf den Markt bringen würde, an dem innerhalb von einem Jahr 48 Leute sterben würden, würden wir hier nicht darüber reden, ob wir dieses Produkt vielleicht doch in die Welt verbreiten sollten, sondern wir würden darüber reden, ob man das Management nicht in Haft nimmt. Und das würde ich auch diesem Parlament dringend mal anregen.

Wir sollten über die Wirksamkeit der Impfstoffe reden und über Haftungsfragen für das Management der Impfstoffhersteller. Ich glaube, darauf sollte sich dieses Parlament konzentrieren, nicht auf die Impfung der Welt.

Kateřina Konečná (The Left). – Paní předsedající, sama sebe se ptám: Jaký je vlastně rok? My opravdu rok a půl mluvíme o dočasném rozvolnění pravidel ochrany duševního vlastnictví ve vztahu k vakcínám a lékům proti COVID-19 na půdě WTO? Rozebíráme to zleva zprava, zatímco umírají tisíce lidí po celém světě a vesele nám vznikají nové mutace.

Je prostě potřeba si položit otázku: Jaký smysl má mezinárodní smlouva, v jejímž rámci nejsme schopni rok a půl uspokojivě reagovat ani na největší zdravotní krizi za posledních sto let? A proč? Aby našim farmaceutickým společnostem neklesl zisk? Aby pár boháčů mohlo dále bohatnout? Kdo rozhoduje o fungování toho světa? Představitelé států nebo nadnárodní korporace? Tak si pojdme odpovědět na tuto otázku. Já osobně si totiž už vůbec nejsem jistá. I malému dítěti dnes musí být jasné, že bez toho, aniž bychom poskytli možnost očkování zbytku světa, se této krize prostě nezbavíme. Udělejme pro to už konečně něco a nemluvme o tom jen.

Mislav Kolakušić (NI). – Poštovana predsjedavajuća, poštovani kolege, poštovani građani, danas ovdje raspravljamo kako cijepiti cijeli svijet. COVID cijepiva su nam donijela do sada u medicini i sociologiji nezabilježenu nuspojavu. Nuspojavu koja nije postojala ni kod jednog ranijeg cijepiva u povijesti. Radi se o nuspojavi paničnog straha. Znatan broj cijepljenih se boji da će ih necijepljeni zaraziti bolešću COVID-19 protiv koje su se cijepili, te se želi da se cijepi cijeli svijet. Moram ih razočarati. To nije moguće. Jer da bi se tako nešto postiglo svi moraju biti cijepljeni u istoj sekundi ili barem istoj minuti jer bi u suprotnom opet imali potpuno cijepljene s trinaestom booster dozom i potpuno necijepljene s dvanaestom booster dozom, te bi se oni s trinaestom opravdano bojali onih s dvanaestom, koji bi opet mogli zaraziti cijepljene.

Maria da Graça Carvalho (PPE). – Cara Presidente, Cara Comissária, Caro Ministro, Colegas, a pandemia de COVID-19 é um desafio global. Só o deixaremos para trás quando todos os países a tiverem vencido.

A União Europeia tem liderado os esforços para fazer chegar as vacinas aos países em desenvolvimento. Devemos manter e reforçar estes esforços e devemos insistir junto dos nossos parceiros e aliados para que também o façam.

As vacinas demonstraram claramente a sua eficácia na redução de internamentos e mortes. É igualmente crucial o apoio da União Europeia na logística envolvida nos processos de vacinação, nomeadamente do continente africano, e a União Europeia está bem posicionada para dar esse apoio. Tem já infraestruturas no âmbito da ajuda ao desenvolvimento, em particular na parceria de investigação científica dedicada à SIDA, malária e tuberculose. Esta parceria tem permitido criar capacidades que poderão ser muito úteis nesta batalha contra o coronavírus. Sem assegurar condições adequadas no terreno, a simples entrega de vacinas perde eficácia.

Bernd Lange (S&D). – Frau Präsidentin, Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Die jüngsten Corona-Zahlen haben deutlich gemacht, dass wir wirklich nur sicher sein können, wenn alle sicher sind. Und eine Impfquote von 4 % in Afrika ist nicht akzeptabel, deswegen müssen wir hier mehr tun.

Es gibt einen ganzen Strauß von Maßnahmen, die wir ergreifen müssen. Ich appelliere an den Rat und die Mitgliedstaaten, die zugesagten geschenkten Dosen für andere Staaten auch wirklich freizugeben. Wir haben bei weitem noch nicht das Maß erreicht, das zugesagt worden ist.

Wir brauchen zum Zweiten natürlich mehr Geld für Covax, dass mehr gekauft werden kann. Aber wir müssen vor allen Dingen die Produktionsmöglichkeiten verstärken. Und das heißt – und das finde ich gut, Frau Kommissarin –, dass wir mit dem *Team Europe* auch den *hub* in einigen Ländern in Afrika unterstützen, damit da Produktionskapazitäten geschaffen werden können.

Aber was ich überhaupt nicht verstehen kann, ist, dass von den Unternehmen, die jetzt ganz gut an den Dosen verdienen, kein Technologietransfer und keine Produktionsunterstützung geleistet werden. Ich habe mir die Verträge alle angeguckt. Es gibt keine Verpflichtung zum Technologietransfer, es gibt keine Verpflichtung, Produktionsstätten in Entwicklungsländern aufzubauen. Das muss geändert werden.

Wer viel Geld mit Medizin verdient, der muss auch Verantwortung wahrnehmen und in andere Länder investieren, damit dort auch Impfstoff produziert werden kann.

Charles Goerens (Renew). – Madame la Présidente, nous sommes tous égaux, mais les citoyens de l'hémisphère Nord sont un peu plus égaux que ceux de l'hémisphère Sud. En effet, s'il fallait encore apporter une preuve de la discrimination des pays en voie de développement, l'actuelle pandémie de COVID-19 l'aurait révélée.

En matière d'accès aux vaccins, il y a un fossé, voire un gouffre entre pays riches et pays pauvres. Le mécanisme COVAX fait encore trop peu, mais ce qu'il fait, il le fait bien, très bien même, notamment sous l'impulsion de l'Union européenne. Et l'on sait pourquoi. Dans le court terme, il a été impossible de répondre aux attentes des pays en développement. Le problème est structurel, nous le savons. C'est la raison pour laquelle l'action internationale se réduit encore à la dimension humanitaire. Pour l'instant, il faut persévérer dans cette voie tout en développant en parallèle des démarches plus structurelles. Cela doit passer par un transfert de capacités techniques susceptibles de permettre la production de vaccins à l'échelle industrielle. Cela doit passer également par une transmission du savoir vers les pays en développement.

Cet engagement a déjà été pris par les pays riches à Doha, il y a vingt ans. Il nous faut tenir cette promesse. Si cela devait échouer, nous serions, lors de la prochaine pandémie, dans la même situation qu'aujourd'hui, avec les citoyens de nos pays se voyant administrer déjà la troisième dose du vaccin, alors que plus de 90 % des populations du Sud sont encore en train d'attendre la première piqûre.

Jean-Lin Lacapelle (ID). – Madame la Présidente, chers collègues, l'heure est grave. Au moment où nous débattons, plusieurs États membres ont décidé d'appliquer des mesures répressives, discriminatoires et anticonstitutionnelles à l'encontre de leur peuple afin d'accélérer la vaccination de masse, sans aucun respect de la liberté vaccinale.

Des mesures répressives, comme aux Pays-Bas où, la semaine dernière, les forces de police ont reçu l'ordre de tirer à balles réelles sur la population. Des mesures discriminatoires, comme lorsque des États comme la République tchèque, l'Allemagne, l'Autriche ou la Slovaquie décident de confiner leurs non-vaccinés sous peine de sanctions lourdes, voire de prison. Des mesures inconstitutionnelles, comme lorsque le gouvernement letton interdit aux parlementaires de voter ou de participer aux débats s'ils n'ont pas reçu le vaccin.

Ces mesures inqualifiables, totalement disproportionnées, ne reposant sur aucun fondement scientifique, sont une honte pour l'Europe, tout particulièrement lorsqu'il est avéré que le vaccin n'empêche ni l'infection par le virus, ni sa transmission. J'en prends pour exemple notre premier ministre français, Jean Castex, doublement vacciné, qui accuse les non-vaccinés de tous les maux, alors que lui-même ne respecte aucun des gestes barrières, pas même le port du masque, et finit par être contaminé par le COVID. Quel mépris! Quel guignol!

L'Union européenne ne cesse de parler du danger de la prétendue extrême droite et de sa tentation totalitaire, d'un régime policier, fasciste et tyrannique. Mais nous y sommes, car c'est bien ce régime qui prévaut aujourd'hui au sein de l'Union européenne, qui se prétend pourtant démocratique. Quand le ministre allemand de la santé a déclaré, pas plus tard que lundi, que les Allemands seraient vaccinés, guéris ou morts d'ici la fin de l'hiver, j'ai compris que cette pandémie vous avait rendu complètement dingues. Je demande aujourd'hui à ce Parlement de condamner de la manière la plus ferme ces mesures qui violent tous les principes de démocratie, de justice et de liberté.

On attribue à Churchill la phrase: «les fascistes de demain s'appelleront eux-mêmes antifascistes». Si vous ne réagissez pas, chers collègues, contre ces mesures liberticides, il faudra que les peuples prennent leur destin en main et brisent le carcan qu'impose cette Europe carcérale, comme Marine Le Pen, protectrice de la liberté chérie le leur permettra demain en France.

João Pimenta Lopes (The Left). – Senhora Presidente, os 66% de população com vacinação completa na UE contrastam com os 42% a nível mundial, ou pior, os 7% em África. Foi o povo quem pagou os massivos recursos públicos mobilizados para a investigação, a produção, a compra antecipada de vacinas.

As multinacionais tomaram os direitos de propriedade e engrossam lucros à custa da saúde ao nível global, em prejuízo da investigação e produção públicas. Obstaculizando a suspensão das patentes e das possibilidades de avanço mais rápido da produção, difusão e aplicação das vacinas, a UE prossegue a sua obstinada defesa dos interesses das multinacionais.

Contribuir para o necessário avanço da vacinação em todo o mundo exige, não uma abordagem assistencialista, mas a defesa de uma efetiva cooperação para o desenvolvimento que inclua o apoio ao desenvolvimento de capacidades próprias de produção nos países em desenvolvimento, liberta da lógica das multinacionais ou de estratégias de apoio condicional.

Já o afirmámos e não nos cansaremos de repetir: as vacinas são um bem público que deve estar ao serviço da humanidade!

Ivan Vilibor Sinčić (NI). – Madam President, when we approach medical products we always look at cost and benefit. I was personally present on 25 February this year in the Committee on the Environment, Public Health and Food Safety (ENVI) in Brussels when the CEOs of seven big pharmaceutical companies claimed that they have 95% effectiveness, and some even more. Nine months later, we can see that this is much less and shorter than in their self-made clinical trials, as highly vaccinated countries have a high number of positive cases, unfortunately.

That is benefit, and when it comes to costs, there have been more side effects reported for COVID vaccines in one year than for all other vaccines combined in several decades. We have zero data on long-term effects. Instead of demanding accountability from those companies for manipulating data regarding their products of questionable quality, the Commission and the governments have decided to blame those who haven't even taken the product for the product failure, attacking them with segregation, fear and guilt campaigns. And now, today, in November 2021, we have come from extremely effective to fourth and fifth doses in some countries. Even if you had an elixir of eternal youth, you cannot force it on anyone, let alone experimental products like this.

György Hölvényi (PPE). – Tisztelt Elnök Asszony! Tisztelt Ház! Először életemben 2020 februárjában Lesothóban láttam a koronavírus miatt maszkot viselő embert. Mára az európai átoltottság meghaladja a 66 százalékot. Afrikában azonban a lakosság alig 16 százaléka jutott eddig oltáshoz. Tragikus különbség! Fel kell ismernünk, hogy Afrika általános problémája magában a biztonság hiánya. Biztonság nélkül éppúgy nem szavatolható a vakcinák célba juttatása, tárolása, mint a puszta élelmiszer-ellátás sem. A biztonság megteremtése mellett fenntartható megoldást csak az afrikai gyártási kapacitások bővítése jelenthet. Erre jó példa Ruanda, ahol a jelenlegi kilátások szerint lesz, kezdődhet majd meg a vakcina gyártása.

Magyarország eddig több mint 1,5 millió dózis vakcinával támogatta az afrikai partnereit. A helyi kapacitás építése mellett minden eszközzel bátorítanunk kell az ezekhez hasonló tagállami felajánlásokat. Számba kell vennünk azokat a tényezőket, amelyek hátráltatják az átoltottság növelését és fejlődését a fejlődő országokban. Az oltások beadásához szükség van képzett egészségügyi dolgozókra és megfelelő tárolási infrastruktúrára is. Az afrikai átoltottság növelése nemcsak humanitárius kötelesség, hanem Európa jól felfogott érdeke is. Afrika országaiban Európa minden döntésével növeli a partnerségbe vetett bizalmat. De vigyázzunk, mert be nem váltható ígéretekkel ezt teljességgel alááshatjuk.

(Keskustelu keskeytettiin.)

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID MARIA SASSOLI*Presidente***10. Ogłoszenie wyników głosowania**

Presidente. – Colleghe e colleghi, prima di proseguire con le discussioni, procedo alla comunicazione dei risultati del turno di votazioni di oggi.

(Il Presidente dà lettura dei risultati delle tre prime votazioni)

Il progetto comune su cui il comitato di conciliazione ha raggiunto un accordo il 15 novembre 2021 è stato approvato sia dal Parlamento che dal Consiglio.

La procedura di bilancio è stata attuata a norma dell'articolo 314 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea. La procedura di bilancio per l'esercizio 2022 può dunque considerarsi conclusa.

Dichiaro pertanto definitivamente adottato il bilancio dell'Unione europea per l'esercizio 2022 e adesso procederò alla firma del bilancio.

(Il Presidente, alla presenza di Johan Van Overtveldt (presidente della commissione BUDG), Karlo Ressler e Damian Boeslager (relatori per il bilancio generale 2022) firma il bilancio 2022).

Anže Logar, President-in-Office of the Council, in writing. – Mr President, dear colleagues, on behalf of the Council, I congratulate you for concluding your vote on the budget of the European Union for the financial year 2022.

The Council notes with satisfaction that the European Parliament confirmed the agreement reached at the Conciliation Committee meeting on 15 November.

I take this opportunity to thank once again the Chair of the Committee on Budgets, JohanVan Overtveldt, and the rapporteurs, Karlo Ressler and Damian Boeslager, as well as all other members of the European Parliament who participated in the budgetary procedure, for their constructive approach.

Puhetta johti HEIDI HAUTALA*varapuhemies*

(The President proceeded announcing the rest of the voting results)

11. Rola UE w walce z pandemią Covid-19: jak zaszczepić świat (ciąg dalszy debat)

Puhemies. – Jatkamme nyt työjärjestyksen 162 artiklan mukaista ajankohtaista keskustelua EU:n roolista covid-19-pandemian torjunnassa: miten rokottaa maailma (2021/2926(RSP)).

Inma Rodríguez-Piñero (S&D). – Señora presidenta, señora comisaria, este Parlamento, como ya se ha dicho, aprobó en junio pasado una importante Resolución sobre la respuesta al desafío mundial de la COVID-19, cuyo debate, desgraciadamente, sigue siendo de actualidad porque muy poco se ha avanzado desde entonces.

Algunos de los Estados miembros de la Unión Europea están declarando ya la quinta ola de la pandemia y empiezan a suministrar una tercera dosis de recuerdo, mientras que casi el 50 % de la población mundial no ha podido aún ponerse la primera dosis. La producción mundial sigue controlada por las grandes farmacéuticas, que han podido desarrollar rápidamente sus vacunas gracias en gran parte al esfuerzo público, pero no se ha conseguido la cobertura de la población mundial que, sin duda, es imprescindible para combatir la pandemia.

Por ello, necesitamos aumentar la capacidad de producción mundial y apoyar la liberación temporal de las vacunas. Se trata de poner el remedio antes de la enfermedad, porque o nos vacunamos todos y todas cuanto antes o nadie estará a salvo de la enfermedad.

El Gobierno de España ha anunciado la liberalización de las patentes de los test de anticuerpos. Que cunda el ejemplo.

Barry Andrews (Renew). – Madam President, earlier I heard an PPE speaker say that it would take two years before developing countries could reach the production capacity necessary to justify the TRIPS waiver – the speaker obviously forgetting that the application was made 14 months ago and that had we had the foresight to grant the TRIPS waiver 14 months ago, we would be on the brink of achieving the production capacity through the transfer of knowledge in order to address the issues that we are all so agonised by in this Chamber.

As my colleague, Chrysoula Zacharopoulou, mentioned earlier on, only 6% of people in Africa have been double vaccinated. That's why I support the TRIPS waiver. It's an important moment in history, a moment that we have never experienced before. I would echo the words of Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, that it isn't about all people in some countries being vaccinated, but about some people in all countries. That is the immuno-compromised, the elderly and of course, healthcare workers in some countries in the developing world that have not been reached at this time.

I would also like to add my voice to that of Ms Trillet-Lenoir, who earlier spoke up in favour of a pandemic treaty. I believe it should be accepted and promoted by the European Union. I know the European Council has already done so, and there will be a meeting next Monday of the World Health Assembly, and the ambition will be to ensure that a pandemic treaty would be an additional element to address the global needs more equitably.

Gheorghe Falcă (PPE). – Doamna președintă, doamna comisar, dragi colegi, „cea mai mare bogăție a omului este sănătatea”, spune un vechi proverb românesc adevărat. Pandemia a lovit tot globul și toate sistemele de sănătate, iar combaterea pandemiei rămâne o preocupare uriașă pentru toate statele, până când vaccinarea populației va avea un procent semnificativ. Dragi colegi, Uniunea Europeană a avut un rol important în combaterea pandemiei, a susținut autorizarea și furnizarea vaccinurilor sigure împotriva COVID-19, a aprobat pachetele de redresare *New Generation*, a contribuit cel mai mult la instrumentul COVAX.

Și totuși, cu toate acestea, dezinformarea cu privire la COVID este larg răspândită. De aceea, consider necesar ca companiile farmaceutice care produc vaccinuri să realizeze campanii de informare în fiecare stat membru, și nu numai, unde să prezinte cercetările care au dus la acest vaccin, beneficiile vaccinului, să răspundă la întrebările scepticilor, astfel încât să crească încrederea cetățenilor în vaccin. Trăim momente dificile, de aceea Dumnezeu să-i binecuvânteze pe cetățenii cu înțelepciune, pentru a beneficia de binefacerea vaccinului.

Carlos Zorrinho (S&D). – Senhora Presidente, vacinar o mundo é o melhor caminho para reduzir o impacto sanitário, económico e social da pandemia. Mas um caminho com constrangimentos. Muitos países não acedem às vacinas, porque não têm recursos para as comprar. África tem menos de 10% da sua população vacinada.

Por todo o mundo, populistas usam as vacinas para fraturarem as sociedades e consolidarem o seu poder à custa do sofrimento dos povos. Milhões de pessoas estão contaminadas por teorias obscuras e recusam vacinar-se.

Na União Europeia, temos de ser fiéis aos nossos valores e ambiciosos neste processo, promovendo e disseminando pelo mundo o conhecimento científico e a capacidade tecnológica para produzir e aplicar a vacinação, combatendo a especulação e regulando a produção e a distribuição de vacinas, de forma a assegurar que elas sejam bens públicos acessíveis a todos, sem estrangular o sistema de investigação e de inovação que permitiu respostas de qualidade em tempo recorde. Não é um desafio fácil. É talvez o maior desafio com que nos confrontamos e temos que ser capazes de o vencer!

Ljudmila Novak (PPE). – Gospa predsednica, spoštovana gospa komisarka, spoštovani gospod minister!

Evropska unija je odigrala izredno pomembno in pozitivno vlogo v boju proti pandemiji covid-19.

Evropski državljani smo relativno hitro imeli na razpolago dovolj cepiv, da bi bila lahko večina prebivalstva že precepljena in zaščiteni. Kakšen privilegij je to v primerjavi z državljani v revnejših delih sveta. Žal so negativna propaganda, nezaupanje in strah mnoge naše državljane tudi odvrnili od cepljenja.

Podpiram pomoč Evropske unije revnejšim državam in njihovim prebivalcem z dobavo večjih količin cepiv. 300 milijonov odmerkov cepiva do konca leta je pravzaprav skromna številka glede na število prebivalstva v revnejših državah. Glede na njihovo slabo organiziranost pa je vprašanje, ali ga bodo pravočasno in pravilno uporabili. Mnogi ljudje trpijo zaradi revščine, podhranjenosti, slabih zdravstvenih sistemov, zato so še toliko bolj ogroženi kot mi.

S tem, ko bomo pomagali drugim, pomagamo tudi nam samim. Kajti nalezljive bolezni ne poznajo meja. V globalno povezanem svetu pa ljudje potujemo in sodelujemo, zato si ne želimo dodatnih ovir in zdravstvenih meja.

Sara Cerdas (S&D). – Senhora Presidente, Colegas, Ministro, a União Europeia tem assumido um papel determinante na luta contra a pandemia, em particular através do processo de vacinação. Mas a pandemia ainda não acabou e tem-nos demonstrado que as armas que temos serão sempre insuficientes se não chegarem a todos.

Enquanto em diversos países já vacinamos com uma terceira dose, há muitos que continuam ainda à espera de uma primeira. Não podemos aceitar esta desigualdade. Se o argumento moral não for suficiente, recordemos que, enquanto não estivermos todos protegidos, ninguém estará. Precisamos, assim, de soluções concretas. Precisamos de uma estratégia de vacinação global mais ambiciosa que aumente as nossas contribuições para a COVAX, que os Estados-Membros deem as vacinas em excesso e que evitem acumulações desnecessárias, e também que se levante temporariamente os direitos de propriedade intelectual das vacinas para que a saúde pública esteja sempre em primeiro lugar e, finalmente, que se concretize o Tratado sobre Pandemias.

Krzysztof Hetman (PPE). – Pani Przewodnicząca! Pani komisarz! Globalna sprawna akcja szczepień jest jednym z naszych priorytetów w walce z pandemią. Tylko tak możemy skutecznie pokonać COVID-19, który niestety bardzo szybko mutuje, i tylko tak możemy zabezpieczyć globalne łańcuchy dostaw, zapobiegając niekontrolowanym zamknięciom portów i fabryk.

Zwiększanie poziomu szczepień na świecie jest więc ważne zarówno z punktu widzenia zdrowia, jak i gospodarki. Trzeba uczciwie powiedzieć, że Unia Europejska zrobiła już bardzo dużo na rzecz dostarczenia szczepionek do państw o niskich bądź średnich dochodach. Na początku tego roku nasz wkład w COVAX został podwojony i wyniósł 1 mld EUR. Jednocześnie jednak dalej poziom wyszczepiania w państwach o niskich dochodach jest szokująco niski i wynosi zaledwie około 2 %.

Kluczowe jest polepszenie przepływu surowców niezbędnych do produkcji szczepionek, a także wspieranie zwiększania lokalnych zdolności produkcyjnych. Nie można też zapominać o kampaniach informacyjnych na rzecz szczepień i środków ochronnych.

Wreszcie jest jeszcze kwestia efektywnego wykorzystania już wyprodukowanych szczepionek. To zrozumiałe, że każde państwo chce zabezpieczyć dostawy szczepionek dla swoich obywateli. Jednak podczas gdy tak wiele osób ciągle czeka na swoją kolej, nie możemy pozwolić, aby dochodziło do sytuacji, gdy szczepionki po prostu zalegają w magazynach lub dochodzi do ich marnotrawienia.

COVID-19 to oczywiście nasz globalny priorytet, ale nie możemy też zapominać o innych chorobach. AIDS, gruźlica, malaria nie zniknęły, a walka z nimi w trakcie COVID-19 stała się jeszcze trudniejsza. Nadal należy wspierać wszelkie programy walki z tymi chorobami.

Patrizia Toia (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, una certa dose di retorica, stavo per dire di ipocrisia, è sopportabile nelle relazioni internazionali e negli *statement* sulla cooperazione globale, ma questa retorica diventa insopportabile e inaccettabile quando si parla di salute, quando si parla della vita e della morte delle persone. Io penso che se diciamo «dobbiamo essere al sicuro quando tutti saremo al sicuro», «vaccineremo il 70 % della popolazione», come è stato detto al G20, noi dobbiamo essere coerenti nei fatti, nelle azioni e non nelle intenzioni soltanto. Quindi è importante cambiare passo.

L'Europa è stata lodevole nell'acquisto dei vaccini e nella distribuzione ed è lodevole anche ora, perché è in primo piano nel COVAX e nelle altre iniziative internazionali che la Commissaria ci ha richiamato, ma oggi occorre fare qualcosa di più. Lo dico a lei, signora Commissaria, a tutta la Commissione, e lo dico al Consiglio: è necessario fare un passo ulteriore, e il passo è questo, è proprio vicino.

Nella conferenza ministeriale dell'OMC bisogna applicare le possibilità che ci sono di sospensione temporanea dei brevetti e di licenze obbligatorie, e bisogna dire al mondo che si tratta di questa volta, solo di questa volta, di questa pandemia, di questa difficoltà e tragedia mondiale. Non è un'azione positiva, è una chiamata alla responsabilità di tutti, anche delle imprese, e io mi auguro che Commissione e Consiglio faranno questo all'OMC.

Tomislav Sokol (PPE). – Poštovana potpredsjednice, povjerenice, ministre, kolegice i kolege, koristim ovu priliku da još jednom pozovem sve naše sugrađane da svoje povjerenje daju znanosti, a ne onima koji lažnim informacijama žele manipulirati ranjivim društvenim skupinama. Oni koji šire lažne informacije, a čuli smo ih i danas ovdje, nažalost, odgovorni su za smrt ljudi koji zbog njihovih laži odbiju cijepljenje.

Cijepljenje je najdjelotvornija javnozdravstvena mjera, a njime ne samo da štitimo sebe i svoje bližnje već rasterećujemo i zdravstveni sustav. Tako omogućujemo onima kojima je to potrebno da dobiju pravovremenu zdravstvenu skrb. S druge strane, necijepljenjem riskiramo uvođenje novog strogog zatvaranja koje nikome nije u interesu. Treba jasno reći: alternativa cijepljenju i COVID potvrdama je *lockdown*. To svima mora biti jasno.

Europska unija temelji se na solidarnosti, ona ne prestaje na njezinim granicama. Najveći smo svjetski izvoznik cjepiva pri čemu u treće države izvozimo svako drugo cjepivo proizvedeno u EU-u. Cijepljenjem ostatka svijeta smanjujemo kolanje virusa koje bi moglo dovesti do stvaranja novih, još zaraznijih sojeva.

Važno je istaknuti da smo upravo zahvaljujući pravima intelektualnog vlasništva u rekordnom roku razvili sigurna i djelotvorna cjepiva koja smo danas u mogućnosti dijeliti s ostatkom svijeta. Njihova zaštita ni u kojem slučaju ne smije biti dovedena u pitanje jer bez njih nema medicinskih inovacija koje su nam nasušno potrebne.

COVID-19 nepredvidljiva je bolest koja zahtijeva zajednički koordinirani odgovor temeljen na solidarnosti. Europska unija to je odavno shvatila, a sada je vrijeme da nam se u solidarnosti dodatno pridruže i ostale svjetske sile.

Mónica Silvana González (S&D). – Señora presidenta, la vacunación es el mejor ejemplo de desigualdad en el mundo. No estamos cumpliendo con la Agenda 2030, dejando a personas atrás.

Los pinchazos de refuerzo de los países ricos van mucho más rápido que la vacunación en los países más pobres. Hay más personas vacunadas en Europa con la dosis de refuerzo que las que lo hacen en los países en desarrollo ni siquiera con la primera dosis.

Por lo tanto, este es un escándalo que debemos parar. Conocemos los datos perfectamente: Latinoamérica y el Caribe, una de las regiones más castigadas por la pandemia, con datos sangrantes como el de Haití, con un 0,35 %; África, como se ha dicho, con un 6 % de las personas vacunadas con pauta completa; ninguna vacuna aprobada ni distribuida, por ejemplo, en Eritrea.

Mientras en este Parlamento nos enroscamos en debates grandilocuentes sobre la exención temporal de patentes en la Organización Mundial del Comercio —que por supuesto, apoyamos—, desde nuestras competencias de cooperación al desarrollo y ayuda humanitaria, podemos y debemos centrarnos también en prioridades como la donación de vacunas excedentes.

El Gobierno de España, junto con Francia y Alemania, son los más solidarios de Europa, pero nos quedan también el resto de los veinticuatro Estados miembros, que debemos convocar. Podemos impulsar desde la Unión Europea una cumbre de donantes, como se ha hecho con otros temas, por ejemplo, los refugiados de Venezuela. El mecanismo COVAX, en el que tantos confiaron desde el sur, está bien, pero efectivamente solo están llegando 250 millones de las más de 1 400 dosis comprometidas.

Otro tema importante son las cadenas de distribución. Desde el Equipo Europa, este tremendo mecanismo que tenemos, ejerzamos nuestro poder y nuestra *expertise* para mejorar las cadenas de suministro. Varios países en desarrollo están postergando las vacunas, pidiendo que no se les entreguen porque no tienen mecanismos para mantenerlas, para mejorar las cadenas de distribución.

Alexander Bernhuber (PPE). – Sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Frau Kommissarin, werte Kolleginnen und Kollegen! Seit eineinhalb Jahren befinden wir uns, unser Kontinent und unsere Welt, in einer Gesundheitskrise, und leider stehen wir in vielen Bereichen noch immer vor sehr vielen Fragezeichen.

Von europäischer Seite waren wir ja am Beginn wirklich gut unterwegs. Wir haben richtig große und die richtigen Einschnitte gesetzt. Wir haben in die Forschung zu Impfstoffen investiert. Impfstoffe wurden europäisch produziert. Wir waren hier wirklich weltweiter Führer.

Wir können uns noch etwas zurückerinnern: Am Anfang wurde um jede einzelne Impfstoffdosis gestritten. Welches Land hatte mehr? Wer durfte als erstes impfen gehen? Hier hat es schon die ersten Auseinandersetzungen gegeben.

Wo sind wir jetzt angelangt? Inzwischen ist es so, dass einige Mitgliedstaaten nicht mehr wissen, wohin mit den Impfdosen, die kurz vor dem Ablaufen stehen. Dann gibt es noch immer Länder auf dieser Welt, die noch immer händeringend nach Impfdosen suchen.

Hier müssen wir schauen, dass es wirklich einen fairen Ausgleich gibt, dass es eine Lösung gibt, dass wir hier anpacken und nicht darauf warten und nicht die doch noch immer mangelnden Impfdosen verfallen lassen. Das ist unsere Aufgabe. Das können wir anpacken, das können wir gemeinsam schaffen.

Hier braucht es wirklich gute nächste Schritte. Für mich sind das drei Schritte. Ich habe schon gesagt: Wir müssen den Impfstoff gut verteilen. Wir müssen weitermachen, Booster-Impfungen, dritte Impfungen setzen. Wir müssen aufhören – wenn man manchen Kollegen hier zuhört –, diese Lügen weiterzuverbreiten und hier wirklich fachlich, wissenschaftlich zählen und wirklich aufhören mit diesen falschen Aussagen, dann kann es uns gelingen, dass wir in Europa mehr Leute impfen und dass auf der restlichen Welt alle Personen Zugang zu Impfstoff haben.

PŘESEDNICTVÍ: MARCEL KOLAJA

místopředseda

Liudas Mažylis (PPE). – Gerbiamas Pirmininke, gerbiama Komisijos nare, gerbiami kolegos, galima pasidžiaugti, kad Covid-19 pandemijos akivaizdoje Europa jau parodė beprecedentes pastangas, siekiant paspartinti vakcinų kūrimą, patvirtinimą ir dalijimąsi jomis su kitomis valstybėmis. Bet, išitvirtinant viruso atmainoms, agresyvesnei „Delta“ atmainai, atsiranda sustiprinančios dozės būtinybė. Pritariu išsakytoms nuomonėms dėl pilnavertiško COVAX platformos išnaudojimo. Tik taip bus pasiektas bendras aukštas pasaulinis vakcinavimo lygis. Kartais mes su pasididžiavimu minime, kiek milijonų dozių pasidalijome, o pamirštame, kad reikia ne milijonų, o galbūt šimtų milijonų, o kartais gal ir milijardų.

Tad, norint padidinti vakcinų prieinamumą, ypač neturtingose šalyse, reikia aktyviai skatinti atsisakyti eksporto draudimų vakcinoms, jų žaliavoms ir reikalingai medicininei įrangai. Taip pat, stengiantis greitai vakcinuoti kuo daugiau žmonių, svarbu orientuotis ne į intelektinių teisių atsisakymo vienokius ar kitokius teisinius aspektus, bet į realių gamybos pajėgumų didinimą, naujų partnerystės metodų paieškas ir bendradarbiavimo palaikymą.

Dolors Montserrat (PPE). – Señor presidente, señora comisaria, como ponente de la estrategia farmacéutica, que se acaba de aprobar con amplia mayoría, quería dar las gracias por este gran apoyo, porque así ponemos a los pacientes en el centro de nuestras políticas sanitarias en Europa, y así Europa estará mejor preparada para futuras emergencias sanitarias.

Las vacunas son la mejor arma para combatir la COVID-19: el esfuerzo conjunto en la Unión Europea junto con nuestros sistemas sanitarios, los profesionales, la cooperación público-privada y nuestra industria lo han demostrado. Los datos lo avalan: lideramos la vacunación en el mundo. Pero queda mucho trabajo por hacer.

Aún quedan más de 120 millones de personas por vacunar en la Unión Europea y la COVID-19, lamentablemente, va a quedarse mucho tiempo entre nosotros. Por ello, debemos continuar este esfuerzo conjunto de campañas informativas veraces, que conciencien y convencan a nuestros ciudadanos de la importancia de proteger nuestra salud, y combatir las *fake news* y la desinformación que tanto daño han hecho a la Unión Europea en este ámbito.

Vacunarse es un acto de solidaridad y la solidaridad es una de las piedras angulares de la Unión Europea. Un buen ejemplo es que la Unión Europea ya ha exportado 1 500 millones de vacunas a 144 países, hemos financiado la iniciativa COVAX con más de 3 000 millones de euros y el Equipo Europa apoya a África con más de 1 000 millones de euros para el desarrollo de centros regionales de fabricación de vacunas.

Este es el claro ejemplo de que la solución no pasa por levantar las patentes, sino por ayudar a transferir tecnología, conocimiento, talento, logística a los países en vías de desarrollo.

Pero no nos podemos conformar; continuemos liderando, no retrocedamos. Ahora es cuando más esfuerzos la Unión Europea debe hacer para ayudar a vacunar a todo el mundo.

Stella Kyriakides, Member of the Commission. – Mr President, I have listened with great interest to this debate, with many different views being expressed, and many sharing the same values, principles, beliefs and vision. This is rightly a very important debate for this Parliament.

First of all, I want to touch on one or two points. I think I need to go back to the facts. The facts are, as many of you have said, that vaccination remains the most effective tool we have to keep people safe and, even with the dominant Delta variant with its increased transmissibility and severity, deaths continue to be prevented thanks to effective vaccines. This is backed by scientific evidence.

We are facing truly rising numbers in the pandemic, mainly driven by those who are unvaccinated, but as many of you have said – and I wanted to take this opportunity to thank you for saying this – we need, altogether, to take a firm stand against the misinformation and disinformation which is fuelling vaccine hesitancy. We need to support the science and boost confidence in the vaccines.

I think honourable Members have been right to stress how much still needs to be done. We know we have to continue delivering more vaccines, especially to those that are under-served countries and communities, and we need to push ourselves, Member States and key members of the international community. We need to work with partner countries to ensure that vaccines, once delivered, reach those who need them quickly and safely.

While responding to the current pandemic, we also need to build resilience against future pandemics. The pandemic has shown that the global health architecture needs to be reformed and the WHO strengthened. The EU is strongly advocating with partners globally in favour of a pandemic treaty. Negotiations in the run-up to the World Health Assembly special session are ongoing. The momentum is there. Seventy WHO members are in support of a pandemic or an international agreement. We will continue to strengthen health systems in our partner countries for the longer term, and I believe our initiative to build manufacturing capacity in Africa has the potential to be a true game-changer.

Honourable Members also mentioned the TRIPS waiver. We have been working now for weeks to find a solution that increases the production of COVID-19 vaccines and medicines, while maintaining the necessary incentives for innovation, which are crucial for supporting local production. This needs to be seen together with our commitment and donations to COVAX, the sharing of vaccines and initiatives to invest in Africa. As the Ministerial Conference approaches, it is true that it is crucial that all WTO members engage in finding an outcome that really makes a difference on the ground. We are intensifying our efforts to find such an outcome on intellectual property as part of the broader response to the pandemic. I am confident that our regular reports to the European Parliament's contact group will show increasingly positive progress, and I look forward to the ongoing discussions in the coming months. I am certain of one thing: we will only achieve more if we act together.

Anže Logar, *predsedujoči Svetu*. – Gospod predsednik, poslanke in poslanci, komisarka!

V svetovnem merilu je manj kot dva odstotka odmerkov cepiv uporabljenih v državah z nizkimi dohodki in jasno je, da je ta situacija zelo nepravilna in da je nujno treba ukrepati. Velika večina odmerkov je bila uporabljena v državah z visokimi in višjimi srednjimi dohodki.

Strategija EU za cepiva nikoli ni sledila načelu „najprej EU“, temveč je bil njen cilj vedno zagotoviti pravične možnosti za vse, vključno z našimi sosedami in partnericami z nizkimi dohodki. Strinjam pa se, da je treba pospešiti tovrstno iniciativo. Naj samo omenim, da je Slovenija z 1,7 doniranimi dozami na vrhu seznama donacij *per capita*.

Donacije cepiva so geopolitično vprašanje in Evropa ne bo prezrla svoje moralne in politične odgovornosti. Ravno nasprotno: še naprej bo zavezana stalnemu sodelovanju in usklajevanju na globalni ravni ter zagotavljanju splošnega in pravičnega dostopa do varnih in cenovno ugodnih cepiv, zdravil in diagnostičnih sredstev v tej in vseh prihodnjih pandemijah.

Hvala za današnjo razpravo.

President. – Thank you, Minister, for your closing remarks on behalf of the Council.

The debate is closed.

Written statements (Rule 171)

Andrus Ansip (Renew), *kirjalikult*. – Ka Euroopa liikmesriikide võrdlustest nähtub, et suremus on suurem nendes riikides, kus vaktsineerimise tase on madal. Ja vastupidi – suremus on väike nendes riikides, kus vaktsineerimise tase on kõrge. Suremuse ja vaktsineerimise taseme vahel valitseb väga tugev korrelatsioon. Seega pandeemia vastases võitluses annab kõige paremaid tulemusi inimeste vaktsineerimine. Vaktsineerituse ühtlane kõrge tase kogu Euroopa Liidus ja ka kogu maailmas on parim kaitse laastava viiruse eest. Euroopa Liit peaks tegema kõik endast oleneva, et viia vaktsineeritus ka praegu mahajäävates liikmesriikides ühtlasele kõrgele tasemele ning samuti peaks Euroopa Liit aitama vaesemaid riike neile vaktsiine tarnides ja aidates neil vaktsineerimist korraldada.

Ernő Schaller-Baross (NI), *írásban*. – A vakcinák jelentik az egyedüli megoldást. Az Európai Unió tagállamai számára kiemelten fontos, hogy a biztonságos és megfizethető Covid19-oltóanyagok világszerte hozzáférhetőek legyenek. Fontos a hatékonyabb uniós részvétel, nemcsak az oltási együttműködések, de az Unió külpolitikai eszközein keresztül is. A COVAX kezdeményezés keretében és azon kívül is támogatást kell nyújtani az érintett országok egészségügyi rendszereinek annak érdekében, hogy azok kellő kapacitással rendelkezzenek a megnövekedett oltóanyagkészletek bevezetéséhez az elkövetkező hónapokban. Ellenkező esetben az a veszély fenyeget, hogy az elkövetkező hónapokban eljuttatandó nagy mennyiségű, összesen 1,1 milliárd adag vakcina túlerheli a rendeltetési országok egészségügyi rendszereit és az oltóanyagok kárba vesznek.

A COVAX kezdeményezés hatékonyságát az átláthatóság hiánya veszélyezteti. Emellett a gyártóktól érkező oltóanyagok késedelmei miatt nem mindig lehetett hosszú időre előre értesíteni az országokat az ellátásról. Ez a megközelítés helyrehozhatatlan károkat okozott a Covid19 elleni védőoltásokkal kapcsolatos közbizalomban az Európai Unión belül is. A beszerzésekkel kapcsolatos bizonytalanság és a transzparencia hiánya nagyban nehezítette az egészségügyi rendszerek felkészülését, fokozta a félretájékoztató terjedését és a védőoltásokkal szembeni bizalmatlanság kockázatát eredményezte a pandémiás helyzet kellős közepén. Nem szabad ideológiai vagy politikai kérdésként kezelni a különböző vakcinákat, hiszen azok az életmentés eszközei. Csak az oltás képes megvédeni az emberiséget a világjárvánnyal szemben.

12. Wniosek o uchylenie immunitetu posła (wznowienie procedury)

President. – Before we move on to the next debate, I have an announcement. The President has received a letter from the authorities in Poland clarifying the question of the competent authorities for the request for the parliamentary immunity of Włodzimierz Cimoszewicz to be waived, which had been announced in plenary on 14 September 2020. In accordance with the Rules of Procedure, this referral is referred again to the Committee on Legal Affairs for the resumption of this procedure.

13. Stan unii energetycznej (debata)

President. – The next item is the debate on the Commission statement on the State of the Energy Union (2021/2976(RSP)).

Kadri Simson, Member of the Commission. – Mr President, I'm honoured to present the State of the Energy Union Report to you today. Every year this report provides an opportunity to take stock of our energy policy and to see whether we are on track with implementing the energy union.

Since our last report, we have made huge strides in implementing our clean energy agenda in policy and legislative terms. The EU adopted the European Climate Law in March, making the reduction of at least 55% of emissions and the goal of climate neutrality by 2050 legally binding.

In April, we presented the first delegated act on taxonomy. A few months later, in July, the Commission put forward an interconnected package of proposals to put Europe on the path to climate neutrality. This Fit for 55 package included a revision of the Renewable Energy and Energy Efficiency Directives to align them with our new and higher ambition.

It has been a year of progress. At the same time, this year's report is being published against the background of a sharp spike in gas and electricity prices in the EU and also globally. This is a concern for citizens, industry and governments across the EU and raises questions about the future of our clean energy agenda.

To respond to them, in October the Commission presented a toolbox of short and longer-term measures to tackle the challenge. It is against this backdrop that we come to this year's State of the Energy Union Report because this report and its annexes provide us with some important indications to assess the progress of the energy union across all its dimensions, but also to chart a response to today's rising energy prices. Today, I would like to highlight four main messages coming from this report.

First, the report demonstrates that renewables markets have shown resilience through the pandemic. In 2020, renewables overtook fossil fuels for the first time as the EU's main power source. The share of renewable energy sources in the overall EU energy mix is expected to have reached at least 22%. Overall investment in renewables grew substantially in the EU to EUR 48.8 billion euros in 2020, up from EUR 32.9 billion euros in 2019.

Increasing ambition and delivering on decarbonisation is also about achieving the existing 2020 target for renewables. The latest available data shows that the EU as a whole, and the majority of Member States individually, were on track to achieve these targets, thanks, partly, to the lowering of prices of key technologies such as wind and solar over the years.

This is good news, but it is not enough. We need to accelerate the deployment of renewables in the years to come. This means moving forward with a revised RED III proposal, but also tackling head-on the permitting and authorisation bottleneck. Next year, we will present ideas on how to facilitate the permitting process. A better administrative and business environment will be a key in getting more projects off the ground.

Second, soaring energy prices remind us that we remain too reliant on fossil fuels in the EU. This is confirmed by this year's State of the Energy Union. Paradoxically in 2020, the EU level of dependency from fossil fuel imports is the highest since a decade. More work also needs to be done to phase out fossil fuel subsidies. Although these subsidies fell in 2020, this is more a reflection of decreased energy consumption overall rather than a new trend. Subsidies are a major impediment to a cost-efficient energy and climate transition and to a functioning energy market. They should be targeted to boost the uptake of new energy technologies to promote sustainable patterns of energy consumption and to lower energy bills.

Third, the report makes the benefits of market coupling clear. This is the most tangible example of the progress made in harmonising national rules on energy trading and system operation. Market coupling connects all Member States and creates a common EU trading platform for electricity. This is very important in the context of the current energy price spike.

A recent ACER report shows that those countries that are better interconnected and less dependent on fossil fuels have remained less vulnerable to energy price volatility. Therefore, market coupling is an antidote to this phenomenon we are currently experiencing. That's why I will maintain the focus on market integration. Accomplishing market coupling in all timeframes across internal borders, including close to real-time balancing, would generate additional welfare benefits of more than EUR 1.5 billion per year. It would also reduce the need for backup fossil fuel power plants, thus saving significantly on greenhouse gas emissions.

Fourth, and finally, the State of the Energy Union is accompanied by a report on the competitiveness of the clean energy industry in Europe. The report shows that the EU remains at the forefront of clean energy research. At global level it has a greater share of green inventions in climate change mitigation technologies than other major economies. The EU is also well placed in terms of global market share in a number of established clean energy technologies such as wind, but global competition remains fierce.

In solar PV, the EU is at the cutting edge in certain parts of the value chain, especially research and development, but we have a comparably small market share in manufacturing. Next year, we will present a solar strategy to help the domestic solar industry to grow and compete on the international scale. We also maintain our strong global position in hydrogen technology, storage and batteries. Each of these have major scaling-up potential in the years to come and represent a great opportunity for the EU. Yet the report clearly shows that we cannot be complacent or we will rapidly lose our position in this global scale. Increased private and public investments are needed for the EU to maintain its competitiveness and the Recovery Fund is an opportunity not to be wasted.

This report shows that we have come a long way in our progress towards a sustainable and competitive energy union, but it's also a warning that more needs to be done. I will end my remarks here and look forward to hearing your views on how to make our energy union stronger.

Christian Ehler, *on behalf of the PPE Group*. – Mr President, the European energy union is based on different pillars, as the Commissioner has been highlighting. But currently, policy agendas are primarily based on climate action and decarbonisation. Rightly so – but what about the other pillars? The report points out that Europe is making good progress towards decarbonisation. However, we all know that more is needed. The other four pillars of the energy union need to be in place for Europe to be successful in 2030. So let's discuss what needs to happen.

One crucial pillar of the energy union is a fully-integrated internal energy market through, among other things, the development of sufficient infrastructure. The market needs to foster the transition as well as being prepared for the decarbonisation future. We need EU instruments and regulation, as well as effective state-aid rules – and the ones we are developing are not effective – to allow for necessary funding to develop our infrastructure.

To assure the gradual transformation of our energy system, Member States have to develop a gas project for the fifth list of projects of common interest (PCI) – the next PCI list – which should be compatible also with hydrogen-proof infrastructure for the future.

And the second pillar I would like to mention is just on the very fact of investment. I'm deeply worried you have been highlighting the comparative advantage we have now – but we are living in a different world since the new American administration. The Americans are not going to go down the regulatory alley – rightly so or not rightly so. But they challenge us, because they're going to invest: they will put their money on innovation, and it's a race. And it's not a race of state aid, a state-driven capitalist system, like China and India, not caring about their citizens. It's the western democracies now challenging each other.

And innovation, from my point of view, is the driving force for decarbonisation and will be at the core of the decarbonisation of industry. So the bottom line is: innovation cannot be stimulated by regulation only; we have to invest. We have to invest, and the Commission has to come up with an idea of how to do so.

Mohammed Chahim, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, when it comes to the state of the energy union there is both good and bad news to consider. The good news is that the energy and climate objectives for 2020 have largely been met and renewables overtook fossil fuels as the number one power source in the EU.

Overall, the EU energy and climate trends in 2020 were quite positive, but they still fell short of what is really needed to achieve the objectives of the energy union. We need to reduce our energy dependency and increase energy security by cutting down energy imports, eliminating subsidies for climate— and environmentally-harmful energy sources, and taking a leading role in renewable energy and energy efficiency.

Let us talk about energy poverty. Energy poverty affects up to 31 million people in the EU, according to the latest data, and this issue has to remain in sharp focus in light of the economic challenges of COVID-19 and the current price situation. In this regard, we welcome the Commission statement on exploring the benefits of joint procurement of energy reserves as an addition to the toolbox in combating high energy prices. Let us continue on this path of transition and, if opportunities arise, show courage and accelerate our decarbonisation.

Christophe Grudler, *au nom du groupe Renew*. – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, chers collègues, si je devais retenir une conclusion du dernier rapport sur l'état de l'Union de l'énergie, ce serait celle-là: en 2020, les énergies renouvelables ont dépassé les combustibles fossiles en tant que principale source d'énergie de l'Union européenne. C'est un signal très encourageant qui montre que, oui, l'Union européenne fait des progrès sensibles dans la transition énergétique.

Mais, hélas, ce n'est pas suffisant. Nos émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas assez vite et nous sommes loin des objectifs climatiques que nous nous sommes fixés dans cet hémicycle. Comme vous l'avez souligné, Madame la Commissaire, notre dépendance énergétique est au plus haut depuis 30 ans, avec plus de 60 % de l'énergie consommée dans l'Union européenne qui est importée depuis des pays tiers, notamment pétrole et gaz fossile. C'est un indéniable problème pour notre souveraineté énergétique européenne.

Nous devons donc accélérer nos efforts en matière d'énergie décarbonée et d'efficacité énergétique pour à la fois réduire nos émissions et réduire la dépendance énergétique européenne. J'aimerais ici insister sur le fait que toutes les énergies décarbonées sont utiles et nécessaires. En effet, opposer, comme souvent, les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire ne fait pas progresser notre lutte contre le réchauffement climatique, alors que toutes deux sont des énergies décarbonées et que, surtout, toutes deux sont compétitives en termes de coûts, même si certains prétendent le contraire.

Enfin, il est important de privilégier avant tout la production locale d'énergie, ici, en Europe. Produire, par exemple, de l'hydrogène à des milliers de kilomètres de l'Union européenne, puis le transporter pour le consommer en Europe, ce n'est pas une solution durable. Alors produisons et consommons local autant que nous le pouvons, dans le domaine de l'énergie également.

Ville Niinistö, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, last year, renewable electricity surpassed fossil electricity for the first time in Europe, and it looks like the EU and most Member States have met their 2020 renewable energy targets. So there are positives in this report – but there is also a negative. We are lagging behind on energy efficiency, and quite badly in a number of Member States. Meeting the renewable targets and not the energy-efficiency targets shows that nationally-binding targets actually work, because we've had those renewables in 2020.

We need to ensure that also our 2030 framework is fit for purpose and fit to deliver beyond the 55 percent greenhouse gas reductions, so we should look at strengthening the current proposals in the Parliament and in the Council.

I have also actually met with a number of industries, talking about the energy transition, and the energy companies are telling me that the pace of renewable development is not fast enough and that, due to this, they may need to transit via fossil gas, even in companies that wouldn't want to do it. So if we look at the IEA scenarios, we are actually going down in the fossil investment prognosis for net zero targets, but renewable deployment in Europe is three times too low to what we should do with our 2050 net zero goals. This is something where we have to look for increased action: new deployment of renewables.

And it means that in the Council they are actually discussing the ambition on renewables and efficiency to be lowered, and that seems really the wrong direction for Europe to take. Also, if we go into the energy report, we should also look at the governance regulation that is needed to ensure that we have timely information and a better understanding of how to achieve higher targets. So we should improve early spatial planning for renewables and grids, and we should also be able to help them to build up, especially if we get local actors on board. So that is something I urge you to do in the Commission.

To close, I would also like to note that recovery and resilience plans are expected to boost climate-related investments by EUR 177 billion, but we are still annually subsidising fossil fuels by EUR 52 billion. We should change that immediately.

Paolo Borchia, *a nome del gruppo ID*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissaria, andiamo subito al punto: chi inquina e perché dobbiamo versare lacrime e sangue per pagare le bollette di luce e gas.

Pensiamo per una volta alle realtà più piccole, al piccolo artigianato, alla piccola e media impresa. Oggi il prezzo spot dell'elettricità in Italia ha sfiorato i 300 EUR per kWh, ma pensiamo che la gente debba andare a rubare per pagare le bollette di luce e gas o per fare il pieno alla macchina?

Questa relazione sullo stato dell'Unione dell'energia, su 30 pagine ne dedica mezza, e ho detto mezza, al problema dei prezzi! Qua serve concretezza, servono risposte, non chiacchiere! È stata scatenata la tempesta perfetta mentre qualcuno, purtroppo anche in quest'Aula, continua a fare la guerra al gas.

Viva le rinnovabili, ben venga l'eolico e il solare, ma sono fonti che non sono programmabili, non lo sono e non lo saranno. Per fare impresa serve la programmazione, è necessaria, e senza un minimo di *backup* delle fonti fossili ad oggi l'economia va a rotoli.

Adesso invece andiamo a vedere chi inquina. Oltre il 91 % delle emissioni a livello globale arrivano da fuori Europa, ma qui continuiamo a pagare anche per chi inquina. Perché gli europei devono essere più tartassati? E cosa racconterete soprattutto ai nuovi disoccupati? Creare disoccupazione e cercare di compensarla con la spesa pubblica è da folli.

Poi, in questa relazione c'è poco sulla diplomazia climatica. Senza la collaborazione della Cina il problema non lo risolviamo e saremo chiamati a un bagno di sangue. Qui non si tratta di compiacersi di quanto siamo i primi della classe sul clima, si tratta di rendersi conto che le decisioni politiche sui prezzi delle emissioni poi si scaricano sul cliente finale e, mentre qui si fa filosofia, poi la gente e le imprese non riescono più a pagare.

Zdzisław Krasnodębski, w imieniu grupy ECR. – Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! To tegoroczne sprawozdanie w sprawie stanu unii energetycznej pokazuje dwa najistotniejsze zjawiska czy dwa procesy. Po pierwsze postępującą transformację energetyczną, pani komisarz o tym mówiła w roku 2020, po raz pierwszy odnawialne źródła energii wyprzedzą paliwa kopalne jako główne źródło energii elektrycznej w Unii. To cieszy, bo pokazuje, że osiągamy swoje cele. Udział odnawialnych źródeł energii w ogólnym koszyku energetycznym osiągnie co najmniej 22%, chociaż wiemy, że niektóre państwa członkowskie nie osiągną wyznaczonego celu.

Ale jest drugie zjawisko, o tym nie powinniśmy zapominać, to jest gwałtowny wzrost cen gazu i energii elektrycznej w Unii Europejskiej, też oczywiście w innych regionach świata. Problem obecnych cen wymaga bardziej zdecydowanych działań Komisji, tym bardziej, że jak czytamy w sprawozdaniu w 2019 roku ubóstwo energetyczne dotknęło 31 mln osób w Unii Europejskiej.

Wydaje mi się, że proponowany toolbox nie jest wystarczający, podobnie jak zapowiadane zmiany w legislacji zapewniające większy dostęp do magazynów gazu oraz zwiększenie przepustowości dzięki rewizji rozporządzenia SOS i uważam, że chyba powinniśmy zmienić stosunek do gazu jako paliwa przejściowego. Należy także zwiększyć wspólnie presję na głównego dostawcę gazu ziemnego do Europy, rosyjski koncern Gazprom. Unia powinna mówić jednym głosem dialogu z dostawcami zewnętrznymi.

Potrzebujemy też zwiększyć dostawy gazu do Unii z alternatywnych kierunków, w tym gazu konwencjonalnego z Norwegii i LNG z USA, krajów Maghrebu czy Kataru, i utrzymywać znacznie wyższe rezerwy paliwa w przyszłości. Komisja nie powinna też lekceważyć problemu niekontrolowanego wzrostu cen CO₂. Dlatego w ramach nadchodzącej rewizji ETSu należy wprowadzić rozwiązania regulacyjne ograniczające niekontrolowany wzrost cen i ograniczyć udział w handlu emisjami do podmiotów bezpośrednio objętych systemem.

Sira Rego, en nombre del Grupo The Left. – Señor presidente, señora comisaria, gracias a este informe confirmamos que el modelo energético de la Unión Europea es un fracaso: fracaso para las personas, fracaso para el planeta.

Los datos demuestran que no se ha reducido el consumo de energía, algo imprescindible para afrontar el cambio climático. Seguimos dopando los combustibles fósiles con dinero público. Parecer verdes, pero no ser verdes.

Por supuesto, se mantiene su gran fetiche, el mercado marginalista, lluvia de millones para el lobby energético a costa de los bolsillos de la gente trabajadora. Entre usted y yo, comisaria, a veces parecen comerciales de las grandes compañías eléctricas más que servidores públicos velando por el interés general. Con lo sencillito que sería cambiar esto para reducir la factura de la luz.

El dato demoledor: hay 31 millones de personas —equivalente a la mitad de la población de Francia— que no tienen acceso al mínimo energético vital y que hoy, con esta temperatura, están pasando frío.

Y es que, señora Simson, mientras sigan haciendo política a la medida de las energéticas, ni el cambio climático, ni la pobreza energética, ni la justicia llegarán a los hogares europeos. Está en sus manos.

Cristian-Silviu Buşoi (PPE). – Mr President, the State of the Energy Union shows that we are going in the right direction with the transformation and decarbonisation of our energy systems, and that we have a resilient and competitive system, despite price increases.

But we have ahead of us important challenges that could also be great opportunities. The EU's current policy framework alone would not be sufficient to allow us to reach our 2030 and 2050 goals. This is why the Fit for 55 package – we are debating the first part now and the second part will come soon – is essential. We should now give the right direction for our industries because this should deliver the transformational change needed across our economy, society, industry and, of course, our energy systems.

The State of the Energy Union shows us that energy efficiency must be prioritised, together with the widespread application of the 'energy efficiency first' principle. An energy sector in the future must be developed largely on renewable sources, complemented by the rapid phasing-out of coal, and also by decarbonising gas. At the same time, the EU's energy supply needs to be secure and affordable for consumers and businesses.

But if Europe only regulates and does not invest, we are going to lose in the global race, so that's why we need to focus on investments. We need to bring benefits to all, we need to strengthen our competitiveness and we need to create more jobs of tomorrow and to address effectively the costs and impacts of the transition.

Nicolás González Casares (S&D). – Señor presidente, señora comisaria, año atípico, informe atípico. Hablamos del año del gran confinamiento con reducción de emisiones de hasta el 10 % en 2020.... Ya no es la realidad actual.

Las fuentes renovables se están posicionando como principal fuente de generación eléctrica: apoyémoslas, a pesar de que algunos digan que no son importantes porque por la noche no sale el sol.

Sin embargo, la dependencia energética exterior es del 61 % —la más alta en treinta años— y estamos sufriendo precios récords por la escalada del precio del gas fósil.

Estamos en un momento muy complicado para muchos ciudadanos, pymes e industrias que se pueden quedar atrás. Creo que se están subestimando la crisis de los precios y el impacto que tendría una prolongación de esta durante meses.

Debemos acelerar las renovables: no hay otra salida. Pero mandemos las señales adecuadas para la descarbonización y para que no se siga invirtiendo en aumentar nuestra dependencia fósil.

Toca avanzar descarbonizando y enganchando, al mismo tiempo, a la ciudadanía ante los grandes cambios que nos esperan. Sin apoyo social no habrá solución a la emergencia climática.

Claudia Gamon (Renew). – Herr Präsident, Frau Kommissarin! Zeit ist Geld! Und die Zeit, die die Politik beim Ausbau der Erneuerbaren in den letzten paar Jahren jetzt schon verschwendet hat, kostet die Europäerinnen und Europäer jetzt extrem viel Geld. Und wir sind immer noch extrem weit weg von einer wirklich modernen, innovativen, dezentralen Energieversorgung. Stattdessen bleiben wir erpressbar von russischen Gaslieferungen, oder wir machen gute Miene zum bösen Spiel mit Saudi-Arabien, um weiterhin an deren Erdöl zu kommen.

Wir haben letzte Nacht mit dem Rat wieder über die europäische Energieinfrastruktur verhandelt, und da ist wieder klargeworden, dass die bei allen wirklich innovativen Ansätzen wieder mal vollkommen auf der Bremse stehen. Es ist ein Armutszeugnis, dass gerade bei entscheidenden Fragen, wo es um Transparenz geht, um Nachvollziehbarkeit, auch bei der Auswahl der geförderten Projekte, keine Fortschritte gemacht werden.

Und um noch einmal ein ganz spezielles Beispiel für die enorme Visionslosigkeit zu nennen: Wie oft wurde hier in diesem Haus beim Thema Energie über Sektorintegration gesprochen? Das Wort ist hier im Haus ja fast so beliebt wie Wasserstoff. Wenn es aber dann darum geht, Sektorintegration zum Beispiel durch Fernwärme in der Infrastrukturplanung zu berücksichtigen, stößt man plötzlich auf der anderen Seite auf ganz großes Unverständnis, und man hat das Gefühl, dass alle Seiten auf einmal eine andere Sprache sprechen.

Wir müssen einfach Nägel mit Köpfen machen. Denn wenn man ständig davon redet, dass sich alles ändern muss, muss man auch bereit sein, alles dafür zu ändern.

Marie Toussaint (Verts/ALE). – Monsieur le Président, chers collègues, Madame la Commissaire, merci beaucoup pour cette présentation, pour les progrès accomplis et pour votre travail. Mais il y a urgence – on l'a vu, on en parle – à cesser d'alimenter notre dépendance aux énergies fossiles. Quelle tragédie de voir, à cet égard, les lobbies du gaz et du nucléaire mener ensemble une telle bataille pour figurer dans la taxonomie qui devrait consacrer les énergies vertes plutôt que les activités destructrices. Quelle honte aussi de voir certains, ici au Conseil, s'accrocher au financement de projets gaziers dans les plans régionaux, dans les fonds de relance, ou encore – on l'a vu avec le Conseil en négociation, hier soir – dans le nouveau règlement sur les infrastructures énergétiques.

Madame la Commissaire, vous aussi nous avez présenté une liste de projets d'infrastructures à financer dans les deux années qui viennent, qui contient encore une vingtaine de projets gaziers. Or, toutes les infrastructures énergétiques que nous finançons aujourd'hui ne nous enchaînent pas pour des années, mais pour des décennies aux énergies fossiles, au détriment du climat. Nous devons réagir maintenant et cesser de repousser l'action.

Chers collègues, je vous appelle à rejeter la cinquième liste de projets d'intérêt commun au profit d'une liste 100 % renouvelable. Et Madame la Commissaire, nous serons à vos côtés face au Conseil pour faire en sorte que demain, nous ne finançons plus d'infrastructures climaticides.

Sylvia Limmer (ID). – Herr Präsident, verehrte Kollegen! Grundsätzlich war und ist die Energieunion der Vorstoß aus Brüssel, den Mitgliedstaaten endlich das Zepter des selbständigen nationalstaatlichen Handelns aus den Händen zu reißen. Die ursprünglichen Begründungen, nämlich die Verringerung der Energieabhängigkeit der EU zu stärken und die Versorgungssicherheit zu gewährleisten, werden durch die derzeitige politische Klimahörigkeit in ihr krasses Gegenteil verzerrt.

Heute geht es um die Verwirklichung des *Green Deals*, und die fünf Ziele lauten: Dekarbonisierung, Dekarbonisierung, Dekarbonisierung, Dekarbonisierung und fünftens, die Verwaltung der dadurch entstandenen Strommangelwirtschaft. Per Abrakadabra-Beschluss soll der Anteil der Erneuerbaren von derzeit 19 % des Bruttostromverbrauchs auf klimaknallige 40 % in den nächsten acht Jahren erhöht werden.

Die *Bank of America* hat den Irrsinn in Zahlen berechnet: unvorstellbare 150 Billionen US-Dollar, das Doppelte des gesamten Weltbruttoinlandprodukts oder jährlich 5 Billionen US-Dollar für die nächsten 30 Jahre. Da ist die Versorgungssicherheit aber nach wie vor nicht inkludiert.

Übrigens, wenn man ein energiepolitisch so übergeschnapptes Land wie mein eigenes in seinen Reihen hat, das jetzt zusätzlich zum Kohle- und dem fast vollzogenen, völlig unverständlichen Kernenergieausstieg den Gasausstieg plant, dann hilft weder Geld noch Energieunion.

Beata Szydło (ECR). – Panie Przewodniczący! Pani komisarz! Unia Europejska ma ambitną politykę klimatyczną, ma „fit for 55”, ma coraz więcej odnawialnych źródeł energii. Ale ma też rosnące ceny energii, coraz większe wykluczenie i ubóstwo energetyczne i coraz większe uzależnienie od importu źródeł energii. Ma też puste magazyny gazu i coraz więcej Europejczyków, których nie stać na to, żeby płacić tak wysokie rachunki za energię.

Dlaczego tak się dzieje? Ano dlatego, że czas wreszcie na refleksję, czy koszty transformacji i kierunki transformacji są słuszne. Czy nie należy zweryfikować, czy koszt tej transformacji nie jest zbyt wysoki. Bo można powiedzieć tak: w tym raporcie nie ma ani słowa o Nord Stream 2 i jego wpływie na to, co dzieje się np. w państwach Europy Środkowo-Wschodniej, o problemach, które z tego wynikają. Gazprom – można powiedzieć – rządzi w Europie. Puste magazyny gazu są tego najlepszym dowodem.

W raporcie napisano, że Komisja będzie monitorować tę sytuację w związku ze zbliżającą się zimą. Ja myślę, że tym 31 milionom Europejczyków, którzy już w tej chwili cierpią ubóstwo energetyczne, samo monitorowanie nie wystarczy. Musi być wreszcie podjęte zdecydowane działanie.

Marc Botenga (The Left). – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, *Winter is coming*, l'hiver est à nos portes et c'est le moment du bilan, de votre bilan. La Commission européenne nous avait promis que libéraliser l'énergie allait garantir des prix bas, que le marché allait résoudre tous nos problèmes. Il y a quinze ans, vous avez gagné cette bataille. Les partis traditionnels, de droite comme de gauche, ont accepté; nos entreprises publiques ont été détruites et notre énergie a été transférée dans les mains des grandes multinationales – Total, Engie, Electrabel, etc.

— Vijftien jaar later kunnen we de balans opmaken, niet enkel van uw beleid, maar van uw hele liberale ideologie. De markt zou voor concurrentie zorgen. Neen, enkele spelers dicteren de wet en domineren de markt. De markt zou voor lagere prijzen zorgen. We hebben nog nooit zoveel betaald voor ons gas en onze elektriciteit.

Votre politique, Madame la Commissaire, est un échec total. Les gens le ressentent, le voient sur leur facture. Alors abandonnez vos dogmes, s'il vous plaît. Reprenons le contrôle public sur les prix et sur la production énergétique.

Marian-Jean Marinescu (PPE). – Domnule președinte, doamna comisar, mulțumesc pentru prezentare. Este foarte bine că în anul 2020, pentru prima oară, energia regenerabilă a depășit energia produsă din combustibili fosili. Dar cred că anul 2020 nu este un an de referință, este un an de pandemie și oricum consumurile au fost cumva perturbate. În același timp, în 2021 nu știm încă cum stăm cu această comparație, dar știm că au crescut prețurile și dumneavoastră spuneți că au crescut din cauza dependenței de combustibilul fosil, care în 2020 a fost folosit mai puțin. Cred că aici este o contradicție.

S-a publicat, a fost prezentat pachetul *Fit for 55*, un pachet extrem de important pentru toată lumea, toată Europa. Acolo este evident că este nevoie de foarte multă energie, deci acest pachet va determina o cerere de energie foarte mare. Vă mulțumesc pentru răspunsul pe care mi l-ați dat, referitor la cantitatea de energie din 2030, dacă acest pachet va fi implementat. Nu e foarte clar de ce această creștere doar de 10 % față de consumul din 2020; este, după părerea mea, mică această creștere. În același timp, spuneți că energia regenerabilă va fi de 65 %, în 2020 a fost 22 %, de trei ori creșterea, și aș vrea să văd energia nucleară și gazul în viitorul act delegat pentru taxonomie.

Niels Fuglsang (S&D). – Mr President, I would like to congratulate the Commissioner on a great speech. Madam Commissioner. You were right on the money with your priorities. Becoming energy-independent, increasing renewable energy and increasing energy efficiency are the main priorities, and you were spot on.

Then we can discuss if the glass is half-empty or half-full, reading your report. We have increased the renewable energy and, right now, the electricity production from renewables is larger than that from fossils – that's great – but only by 1%. That could be better. Also, when it comes to energy efficiency, we do not reach the goals that we have set. In the current directive we must do that better. Friends, that's up to us. We are negotiating the Renewable Energy Directive (RED) and the Energy Efficiency Directive (EED) right now and in the coming months. Let's make it better. We have the opportunity now.

Morten Petersen (Renew). – Hr. formand! Jeg synes allerførst, det er vigtigt at sige, at det er utroligt vigtigt, at vi diskuterer status for energiunionen her i parlamentet en gang om året for ligesom at gøre status for dette utrolig vigtige projekt. Og det er selvfølgelig glædeligt at se, hvordan vedvarende energi for første gang overhalede de fossile brændsler som den vigtigste energikilde i Europa i 2020. Til gengæld er det altså lidt trist at se, at EU's afhængighed af import af energi udefra er stigende. For det var faktisk det stik modsatte, som var hensigten med at skabe energiunionen, nemlig at vi skal gøre os uafhængige og fri af Putins gas og sheikernes olie fra Mellemøsten. Og hvordan gør vi så det? Jo, det gør vi selvfølgelig ved at udbygge vedvarende energi endnu hurtigere, end vi har formået at gøre hidtil. Og vi gør det selvfølgelig ved at blive endnu bedre til at spare på energien, end vi har formået hidtil.

Hvad kræver det? Det kræver tilladelser til at udbygge med sol og med vind. Vi ser, hvor vanskeligt det er over hele Europa at få de nødvendige tilladelser til at bygge ud med vind, om det er på land eller til havs. Vi ser, hvordan medlemslandene hænger i bremsen, når det kommer til at implementere, hvad vi allerede har vedtaget. Ikke mindst på energieffektivisering. Det skal vi blive bedre til. Og så skal vi endelig sikre os, at vi får et reelt indre marked, hvor elektriciteten også kan flyde frit og på kryds og tværs af landegrænser. Det gør den ikke i dag. På den måde kan vi skabe en rigtig energiunion.

Jutta Paulus (Verts/ALE). – Herr Präsident, liebe Kadri Simson, liebe Kolleginnen und Kollegen! Der *State of the Energy Union Report* adressiert, wo unsere Probleme liegen. Wir brauchen mehr Erneuerbare und mehr Energieeffizienz, um unsere Abhängigkeit von den fossilen Brennstoffen und – wie wir gerade auch merken – auch die Gefahr von Preissprüngen zu beenden.

Ich begrüße es deshalb sehr, dass die Kommission plant, mit einer Solarstrategie dem erneuerbaren Energieträger mit dem größten Potenzial europaweit zum Durchbruch zu verhelfen. Denn längst sind es nicht mehr die Kosten. Solarstrom wird in Portugal für unter 1,5 Cent pro Kilowattstunde produziert, und selbst im weniger sonnenverwöhnten Deutschland sind es unter 5 Cent. Aber unnötig komplizierte Planungsverfahren und Bürokratie wirken wie eine Subvention für fossile Brennstoffe.

Unsere Energiegenossenschaft – als ich noch nicht in der Politik war – hat damals letzten Endes erfolgreich ein Mietshaus mit Panels belegt und den Strom den Bewohnern kostengünstig zur Verfügung gestellt, aber wir hatten ordnerweise Korrespondenz mit Netzbetreiber und Hauptzollamt. Und in anderen Mitgliedstaaten sieht es nicht besser aus.

Es wäre doch Irrsinn, wenn wir jetzt, wo die Kostenfalle endlich gebrochen ist, den Ausbau mit bürokratischen Hürden weiter behindern würden.

Philippe Olivier (ID). – Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, en matière d'énergie, nous pouvons reconnaître à l'Union européenne au moins le mérite de la continuité; de la continuité dans l'erreur.

Au niveau de la méthode, vous procédez par objectifs, sous forme d'ultimatums, sans considération des filières, des équilibres économiques, des histoires de chacun des pays. Vous assortissez vos injonctions de délais trop contraignants et faites ainsi peser sur les particuliers ou les États la menace de rétorsions injustes. Comme d'habitude, vous dégainez l'arme fiscale, peu importe qu'elle affecte d'abord les classes populaires de nos pays, pourtant si durement éprouvées par le lessivage de la mondialisation. Tout le monde n'a pas les moyens de se payer une voiture électrique, des voitures par ailleurs peu adaptées aux campagnes.

Sur le fond, vous poursuivez le saccage de nos paysages avec vos éoliennes, sur terre ou en mer, pour une énergie intermittente, évanescence, exorbitante et enfin, du fait de la durée de vie d'installations difficilement recyclables, polluante. Et puis, il y a la question du nucléaire, énergie décarbonée s'il en est, dont les promoteurs du charbon en Allemagne voudraient, par pure idéologie, priver la France et l'Allemagne. Cette excommunication religieuse interdit à nos pays les moyens de leur puissance et de leur indépendance énergétique. Nous disposons, avec le nucléaire français, d'une filière d'excellence qui assure une électricité bon marché, constante, propre, qui peut se prolonger vers l'hydrogène décarboné, quand vous êtes coincés avec l'hydrogène renouvelable.

Dans un dossier aussi important pour l'avenir de l'Europe, décidément, vous restez prisonniers de vos lubies idéologiques.

Izabela-Helena Kloc (ECR). – Panie Przewodniczący! Komisja Europejska w swoim sprawozdaniu przedstawia postępy w przechodzeniu na czystą energię. Niestety trochę mało jak na obecną sytuację w energetyce istotnych faktów. W dobie brutalnego paraliżowania sektora energetycznego nasuwają się dwa pytania: czy biorąc pod uwagę stale rosnący popyt na energię na europejskim rynku będziemy w stanie zapewnić dostawy prądu w następnej dekadzie? Czy nasi obywatele, czy nasze małe i wielkie przedsiębiorstwa będą mogły sobie pozwolić na zapłacenie rachunków za prąd? Trzeba jasno powiedzieć, na oba pytania trzeba odpowiedzieć „nie”.

Jak nigdy wcześniej Unia Europejska doświadcza przerw w dostawach prądu, bezprecedensowych podwyżek cen energii. Jeśli chcemy się wyrwać z tego zakłętą kręgu, musimy zresetować naszą transformację energetyczną. Unia Europejska niestety poniesie nie tylko polityczną, ale i cywilizacyjną porażkę, jeśli ludzie będą zmuszeni ograniczać zużycie energii tylko dlatego, że nastał pochmurny dzień lub przestał wiać wiatr.

Pani komisarz, dekarbonizacja jest absolutnie przedwczesna.

Emmanuel Maurel (The Left). – Monsieur le Président, les citoyens européens vivent aujourd'hui les conséquences concrètes d'une politique énergétique inspirée par des dogmes absurdes: tout déréguler, tout privatiser, démanteler les monopoles publics... On voit le résultat. L'envolée des prix de l'énergie frappe de plein fouet les consommateurs. Hier soir, le mégawatt-heure d'électricité s'échangeait à 300 euros en France, 309 en Belgique, 280 en Allemagne. Il y a deux ans, c'était en moyenne 34 euros en Europe.

Ces prix insensés trouvent leur cause aussi dans un marché fondé sur une règle absurde. Lorsque la demande est forte et que les sources d'électricité les moins chères que sont l'hydraulique, l'éolien et le nucléaire ne suffisent plus, il faut recourir au gaz. Or, le gaz, comme vous le savez, c'est 70 % d'augmentation, ce dont on voit les conséquences concrètes. Pour un Français, la note est passée de 319 euros en 2007 à 501 euros aujourd'hui.

Le groupe des États membres qui, le mois dernier, a opposé une fin de non-recevoir brutale aux demandes de réforme du marché de l'énergie devront assumer leur responsabilité devant les dizaines de millions d'Européens qui vivent aujourd'hui dans la pauvreté. Donc, oui, il faut réagir. Oui, il faut faire table rase. Oui, il faut réformer le marché de l'électricité en Europe.

Markus Pieper (PPE). – Herr Präsident, Frau Kommissarin! Der *State-of-the-Energy-Union*-Bericht enthält doch viele gute Punkte. Bitte zeigen wir auch das Positive unserer europäischen Energiebilanz!

In Glasgow wurde klar, wer beim Länderranking im Klimaschutz die Nase vorn hat. Fast alle Länder sind hier europäische Länder. In Glasgow wurde klar, wer eigentlich Treiber des Pariser Klimaabkommens ist und wer den globalen Klimafonds finanziell erweitern will, wer den Emissionshandel erfunden hat und globale Klimaclubs gründen will. Wir haben also als Europäer überhaupt keinen Grund, unser Licht unter den Scheffel zu stellen.

Nein, wir müssen unseren Weg der Energiewende konsequent weitergehen. Dazu brauchen wir höhere CO₂-Ziele – ja. Aber auch die Ehrlichkeit, dass wir für die Elektrifizierung viel, viel mehr Primärenergie brauchen, als von der Kommission avisiert. Wir brauchen aber auch eine Taxonomie, die nicht nur in knappen Champagner investiert, sondern auch in eine realistische Energiewende, das heißt in Technologien, die die Energiewende bezahlbar und sicher machen.

Hier darf es keine Diskriminierung geben, weder für wasserstoffaffine neue Gaskraftwerke noch für neue Kernkraftgenerationen. Das heißt auch, die Netze so zu regulieren, dass sie auf der Gasinfrastruktur aufbauen können. Die Kosten im Blick haben heißt auch, grenzüberschreitende Synergien im Binnenmarkt nutzen, heißt, für die Übergänge bunten Wasserstoff zuzulassen, und heißt, massiv auf grüne Energieimporte zu setzen.

So geht Energiewende im Einklang mit den Pariser Vorgaben, aber bitte ohne Ideologie, dafür sicher und bezahlbar.

Patrizia Toia (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, penso che questa relazione ci dica che siamo nella buona direzione. Ci fa vedere luci e ombre e noi dobbiamo lavorare su alcuni elementi critici. Ne cito due di elementi critici.

Il primo è il tema delle rinnovabili. La produzione di rinnovabili cresce, e per fortuna, ma, signora Commissaria, non crescerà al ritmo necessario per arrivare agli obiettivi del 2030, questo dobbiamo saperlo. Il mio paese deve avere 40 gigawatt nuovi di rinnovabili. Come è possibile in sette anni, da qui al 2030? C'è un problema di lentezza di realizzazione degli impianti e di ampliamento di quelli esistenti. È un problema che deve affrontare anche l'Europa, per velocizzare, per aprire dialoghi con gli enti locali, insomma per poter andare più velocemente nella produzione di rinnovabili.

E poi il tema dell'efficienza. C'è un grande, grande potenziale che non viene utilizzato. Le imprese dicono – penso alla refrigerazione delle grandi infrastrutture, ecc. – che ci sono potenzialità di tecnologie già esistenti, ma introdurle costa. Quindi dobbiamo lavorare per essere nell'*upstream* dell'innovazione tecnologica se vogliamo far crescere l'efficienza energetica.

Infine, il problema anche dell'emergenza nella transizione dell'Unione. Penso al gas, che è già stato richiamato. Dobbiamo essere più interventisti come Europa nella gestione della crisi del gas e del costo delle bollette.

Nicola Danti (Renew). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissaria, una spesa per ricerca e innovazione in energia pulita al di sotto dei livelli del 2010, l'impennata dei prezzi, l'aumento delle importazioni nette, i 31 milioni di persone in povertà energetica: la relazione sullo stato dell'Unione dell'energia del 2021 ci mostra ancora quanto resta da fare e quali sono le priorità da mettere in campo.

Il Parlamento ha un lavoro intenso da compiere nei prossimi mesi, approvando le proposte legislative del pacchetto «Fit for 55», coniugando ambizione e pragmatismo. Importante sarà lavorare per ridurre la dipendenza da paesi terzi, diversificando l'approvvigionamento e incrementando lo stoccaggio, ma soprattutto aumentando la produzione di energia da fonti rinnovabili. Solo in questo modo raggiungeremo l'autonomia energetica, dalla quale dipende la nostra sovranità.

Se vogliamo raggiungere questi obiettivi, e dobbiamo farlo, sarà decisivo risolvere una volta per tutte il problema delle procedure di autorizzazione per il dispiegamento delle rinnovabili. È la burocrazia, e non le risorse, a rappresentare il vero ostacolo in molte parti d'Europa.

Bronis Ropé (Verts/ALE). – Gerbiamas Pirmininke, gerbiama Komisijos nare, gerbiami kolegos, anot Komisijos, Europos Sąjungos priklausomybė nuo energijos importo siekia net 61 procentą. Tai aukščiausias lygis per pastaruosius 30 metų!

Tai ypač šokiruoja, žinant, kad Vokietija pasirengusi įteisinti „Nord Stream“ dujotiekį ir dar labiau Europą pririšti prie rusiškų dujų.

Gerbiama Komisijos nare, kiek milijardų kasmet Europa išleidžia importuojamai energijai pirkti? Jeigu tokios sumos būtų kasmet investuojamos į atsinaujinančius šaltinius, mes seniai būtumėme nepriklausomi, ekologiškesni ir turtingesni.

Ar galite nurodyti konkrečią datą, kada mes matysime darbų rezultatus? Mes jau eilę metų kalbame apie būtinybę energiją gaminti Europos Sąjungoje, o realybėje tampame vis labiau priklausomi nuo trečiųjų šalių.

Jadwiga Wiśniewska (ECR). – Panie Przewodniczący! Pani komisarz! Obecny kryzys energetyczny nakłada na nas obowiązek zdefiniowania na nowo polityki energetycznej.

A stan jest taki: solidarność unijna została razem z Nord Stream zakopana na dnie Bałtyku, rosnące ceny uprawnień i ich spekulacyjny charakter – chodzi o uprawnienia do emisji CO₂ – powodują spadek konkurencyjności europejskiego przemysłu. Jeśli chodzi o perspektywę energetyczną zaproponowaną w pakiecie „fit for 55”, to pogłębione z pewnością ubóstwo energetyczne, które już i tak jest bardzo duże, wkrótce – jak się szacuje – dotknie 80 mln ludzi. Zbliża się zima, mamy puste magazyny gazowe, które są skutkiem szantażu gazowego, o którym w tej Izbie się nie mówi.

I na koniec, sprawiedliwa transformacja. Największe koszty transformacji poniosą takie kraje jak Polska. Czy to w ramach właśnie tej sprawiedliwej transformacji Komisja Europejska bezprawnie blokuje środki w ramach KPO?

Sandra Pereira (The Left). – Senhor Presidente, a subida brutal dos preços da energia é indissociável das opções tomadas pela União Europeia. As consequências da liberalização e privatização do setor, da manutenção de mercados oligopolistas, nos quais os preços cartelizados e as metodologias adotadas garantem lucros astronómicos, ou da criação e funcionamento do mercado do carbono, estão a ser sentidas pelos consumidores especialmente os mais vulneráveis.

A energia é um bem público. O controlo público e democrático sobre o setor da energia é um requisito fundamental para garantir a sustentabilidade do setor. No meu país, encerrou recentemente a Central Termoelétrica do Pego. A solução apresentada é importar eletricidade de países onde também ela é gerada a carvão. O processo de descarbonização não pode ser feito à custa da soberania energética, do aumento dos custos da energia, dos postos de trabalho, nem quando ambientalmente também não há qualquer ganho, já que as emissões são transferidas para outro país.

A nossa solidariedade aos cerca de 200 trabalhadores da Central do Pego, pela sua luta em defesa dos seus direitos e dos seus postos de trabalho.

Ivan Štefanec (PPE). – Vážený pán predsedajúci, kolegyně a kolegovia, súčasné ekonomické oživenie je sprevádzané nárastom cien energií, ale aj tak ako sme vždy krízové javy dokázali prekonať spoločnými európskymi riešeniami, tak som presvedčený, že východiskom zo súčasnej situácie opäť sú spoločné riešenia aj v energetickej oblasti.

Práve európska spolupráca vo výskume a vývoji v prepojení infraštruktúry, ako aj v spoločných nákupoch vybraných energetických surovín môže viesť ku lepšiemu využitiu zdrojov, lepšej efektívnosti, čo sa prejaví nielen v lepšej konkurencieschopnosti našich výrobkov, ale aj v lepších cenách pre našich občanov. Európska únia bola vždy svetovým lídrom v nastavovaní vysokých štandardov pri šetrení cien energií a pri ochrane klímy. V kontexte skončeného klimatického samitu a cieľov, ktoré sme si stanovili, je nutné povedať, že akékoľvek snahy o znižovanie emisií budú zbytočné, ak sa do nich nezapoja aj krajiny, ktoré znečisťujú najviac.

Musíme realizovať aktívnu a účinnú klimatickú a energetickú diplomáciu aj preto, aby iní preberali naše environmentálne štandardy. Nesmieme pritom poškodzovať našu ekonomiku a najmä malé a stredné podniky, ktoré nesú najväčšiu záťaž rôznych regulácií a aj významne sa podieľajú na platbách za energiu. Aktuálny stav, keď čelíme bezprecedentnému zdražovaniu a energetickej kríze, by mal byť pre nás výzvou na dokončenie reálnej energetickej únie. Len tak dokážeme krízu prekonať a pripraviť sa na nové výzvy, ktoré nás čakajú.

Miapetra Kumpula-Natri (S&D). – Mr President, this autumn we talked a lot about energy because of the prices. Rapid measures are needed, but we may not lose the sight in the horizon. The yearly report of the energy union provides a good overview of what we have reached and what remains to be done. I thank you, Commissioner, for prioritising breaking the dependency, R&D and climate.

The Member States also have a big responsibility in the green transition, and the European Union level needs to act too. The EU has to support development and research and the uptake of the clean innovations. New technologies are crucial for the transition to be economically possible. The EU's climate neutrality goal 2050 means that we have new technologies in place before the regions who only set targets for 2060 or even beyond. Member States know their energy mix; they should act as well, and they should have acted.

In Finland, for example, nowadays we have 85% emission-free electricity, and we are among the cheapest countries for the electricity. National law also bans the use of coal by 2029, and in 15 years we have cut the coal usage by 75%. Change is possible, and I want to ask for action.

Bart Groothuis (Renew). – Mr President, in the cold month of December, we are expecting two heated decisions from the Commission. Firstly, on nuclear. Now here I am not just asking the Commission to take good notice of the rapidly-increasing political support for nuclear energy throughout Europe, I am also asking them to respect science, as reflected in the recent JRC report. Nuclear needs to be added to the taxonomy, both current and future generation reactors.

Now secondly, this Parliament adopted a very ambitious hydrogen strategy on ramping up the hydrogen market here in Europe. But apparently, the sympathetic additionality requirement is actually hampering the large-scale production of green hydrogen. Matching the timing of electrolysis and additional renewable energy coming into operation is, in practice, a major hurdle for investors. The Commission should bring forward, I believe, rules that enable, instead of frustrating, green investment, and I am counting on the Commissioner to present two warmly-welcomed proposals for delegated acts in the cold month of December.

Eleonora Evi (Verts/ALE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Italia ha appena deciso di finanziare le trivellazioni in Artico, appena dopo aver firmato a Glasgow il BOGA, per impegnarsi a non finanziare fossili all'estero.

La Commissione vuole ancora usare i soldi dei cittadini per finanziare progetti legati al gas nella quinta lista dei progetti di interesse comune e ancora 56 miliardi di euro all'anno vengono regalati alle fonti fossili in Europa. Invece, la misura numero uno per sganciarci dalle fossili, per ridurre le emissioni di gas serra, per ridurre la nostra dipendenza energetica dall'estero, per creare lavoro verde, per combattere la povertà energetica e per ridurre le bollette è quella di cui ancora pochissimo si parla, e io la definirei la Cenerentola nella storia, ovvero l'efficienza energetica. Aumentando il tasso di ristrutturazione degli edifici del 3 % all'anno potremmo creare fino a 2 milioni di posti di lavoro. Cosa stiamo quindi aspettando a rendere l'efficienza energetica la vera protagonista della storia?

Beata Kempa (ECR). – Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! Nie ma unii energetycznej bez solidarności, a tej solidarności brakuje dzisiaj w Unii Europejskiej, gdy Polska jednostronnie przeciwstawia się rosyjskiej polityce energetycznej polegającej na dzieleniu krajów Europy. Nigdy nie powinno być europejskiej zgody na NordStream oraz NordStream 2. To dwa projekty otwarcie zagrażające spójności politycznej i energetycznej Unii Europejskiej. Mówiąc dzisiaj o energii nie można pominąć tematu szalejących i rosnących cen prądu. To pokłosie źle planowanej i szkodliwej dla europejskich gospodarek zielonej polityki energetycznej. Dobrym tego przykładem jest manipulacja na rynku świadectw pochodzenia energii odnawialnej, prawie stu procentowy wzrost, i to w dziewięć miesięcy, jeśli idzie o cenę świadectw. Bez głębokich zmian na tym rynku nie da się obniżyć cen energii i przeprowadzić żadnej zielonej transformacji, wymarzonej przez głównie eurolewicę.

Dlatego myśląc o naszych obywatelach, którzy każdego dnia ponoszą koszty unijnej polityki klimatycznej, należy jak najszybciej rozważyć zawieszenie unijnego pakietu energetyczno-klimatycznego i przede wszystkim zlikwidować system świadectw pochodzenia zielonych certyfikatów. W przeciwnym razie zwykłe rodziny, zwykli obywatele będą płacić za marzenia wielkich tego świata.

Erik Bergkvist (S&D). – Herr talman! På lördag kommer jag att vara hemma i norra Sverige. Det kommer att vara -20 ° kallt. Mitt hus kommer att vara varmt. Det är välisolerat och det värms med grön energi. Så borde alla i Europa ha det.

Det är bråttom och vi måste skynda på. Vi måste skynda på de gröna investeringarna. Vi måste skynda på att knyta ihop Europas energinätverk, det som vi just nu förhandlar om. I rapporten ser vi att förnyelsebar energi nu är det största energislaget. Det är mycket bra. Vi kan också se att nio av Europas länder har fasat ut kol. Det är också mycket bra. Men det räcker inte, ska vi klara klimatmålen till 2030 och 2050 så måste vi öka takten. Så min önskan är att kommissionär Kadri kan ge oss en hint om hur de jobbar för att snabba på de här processerna. Pandemin, såg vi, minskade energi-konsumtionen, och vi vet att vi under kriser och när vi vill kan förändra vårt beteende. Det är viktigt att vi gör det nu med klimatet, men att det sker rättvist.

Norra Sverige är en del av Arktis. Det är kallt där. Mitt hus är varmt. Så borde det vara i alla hus i Europa.

Valter Flego (Renew). – Poštovani predsjedavajući, poštovana povjerenice, poštovane kolegice i kolege, četvrti val pandemije, suočavanje s posljedicama klimatskih promjena i divljanje cijene energenata. To je trenutak u kojem živimo, to je nažalost naša svakodnevnica. A i prije nje, prije ovog divljanja cijena energenata, oko 30 milijuna Europljana živjelo je u energetskom siromaštvu. To je čak oko sedam puta više od broja stanovnika zemlje iz koje dolazim, od Hrvatske. I kao da sve to skupa nije dovoljno, evo je inflacija. Nikad veća, koja naravno ruši konkurentnost našem gospodarstvu i otežava kupovnu moć svim našim stanovnicima. Zato, i apsolutno, pozdravljam paket mjera koji je Komisija nedavno donijela, ali pozivam vas da učinite još napora da predložite, zajedno s državama članicama, još mjera, još instrumenata i još programa. Da ne stanete na ovome što ste do sada napravili i da date sve od sebe kako bi i građani, ali i gospodarstvo, na jedan lakši način preživjeli ovu tešku zimu koja nam se evo tu iza ugla sprema.

Ciarán Cuffe (Verts/ALE). – Mr President, as you said yourself, Commissioner, the good news is that renewables overtook fossil fuels as the EU's main electricity source last year. We could only dream of this a decade ago. But the bad news is that we're subsidising fossil fuels by over EUR 100 per year for every man, woman and child in the European Union. So when we see forest fires and floods and storms on our screens, in a sense we are paying for it with our taxes. And should we really be subsidising this and subsidising air pollution in Kraków, in Cremona, in Slavonski Brod? I don't think so.

I think if you let the citizens of Europe decide – if you gave each of them a cheque for EUR 100 – they would spend the money on clean air, on fresh water, on solar power. They'd invest in energy storage, demand management with an ambition, a tenacity and a resolve that would put politicians to shame. This is the future that the citizens of Europe deserve.

Anna Fotyga (ECR). – Mr President, due to the efforts of the late President of Poland, Lech Kaczyński, the principle of solidarity and energy security has been enshrined in the Treaties, confirmed by the ruling of the European Court of Justice on the OPAL pipeline.

It is a mutual obligation provided in the Association Agreement with Ukraine as well. Yet Nord Stream 2 violates all of those obligations, further emboldening Russia to blackmail us with energy prices and to mount armaments on Ukraine's borders. We have to remain firm and stand together in fulfilling the six calls of the European Parliament to halt this project.

Massimiliano Salini (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, i dati che la Commissaria ha fornito sono dati che raccontano, da un lato, una vittoria importante, ovvero l'aumento importante dell'energia elettrica prodotta da fonti rinnovabili, un 38 % che, per la prima volta, produce un risultato maggiore rispetto ai combustibili fossili, al 37 %.

Ma c'è un altro dato che non possiamo dimenticare, il dato della dipendenza da energia prodotta fuori dall'Europa. Il dato più alto negli ultimi trent'anni, ben il 61 % di energia utilizzata in Europa ma importata dall'esterno. Questo significa che non possiamo illuderci che l'aumento dell'energia prodotta da fonti rinnovabili coincida con una maggiore autonomia. I numeri dicono l'esatto contrario e quindi noi dobbiamo, nel nostro mix energetico, considerare sempre, oltre all'energia prodotta localmente, anche l'energia che importiamo dall'esterno.

Per questo è fondamentale che nella nostra strategia energetica sia inclusa una forte strategia sugli stoccaggi. Lo stoccaggio significa innanzitutto smetterla con la guerra di religione contro il gas, in modo tale che, compatibilmente con gli obiettivi di carattere ambientale, sia consentita una transizione con ambizioni pragmatiche. Ambizioni pragmatiche non significa ridurre queste ambizioni, ma significa spostare il baricentro delle stesse dagli uffici della Commissione ai siti produttivi delle nostre imprese, cioè a coloro che utilizzano quell'energia.

Robert Hajšel (S&D). – Vážená pán predsedajúci, najlacnejšia energia je stále tá, ktorú ušetríme a nemusíme vôbec vyrábať, a preto našou prioritou musí byť zvyšovanie energetickej efektívnosti. Budme ale férový a priznajme si, že ak Unia dováža suroviny z tretích krajín, pri ktorých produkcii sa nerešpektujú naše zelené, ale ani sociálne normy, emisie iba vyvážame a podieľa sa na ich zvyšovaní inde. Ale planéta, na ktorej žijeme, je len jedna. U nás doma musíme rešpektovať rôzne štartovacie pozície jednotlivých štátov. V niektorých ešte pár rokov bude treba na rýchlejšiu dekarbonizáciu využívať aj plyn aj jadro. Samozrejme, prioritu musia dostať obnoviteľné zdroje, pričom do budúcnosti treba posilniť cezhraničné kapacity prenosu elektriky. Potreba posilniť odolnosť a energetickú bezpečnosť je o to naliehavšia, že rastúce ceny energií ohrozujú zraniteľné domácnosti. Aj keď ľudia chápu potrebu znižovania emisií a zelených reforiem, podporia ich iba, ak sa dočkajú sociálnych záruk, a preto musíme byť v zaistení sociálnej spravodlivosti ambicióznejší a vyčleniť na klimatický sociálny fond viac peňazí a hradiť s ňou aj iné aktivity, ako iba nejaké školenia alebo rekvalifikácie.

Emma Wiesner (Renew). – Herr talman! Energipolitik är klimatpolitik, och jag är därför väldigt glad att vi får prata i dag om just energiunionen, som många gånger glöms bort i klimatpolitiken. Men vi måste bli bättre på att samarbeta inom energiområdet, internationellt och i energibranschen, för här ligger vi efter: 2019 var 73 procent av Europas energi fortfarande fossil och vi ser hur energipriserna rusar.

Det är ett allvarligt läge, och det mest anmärkningsvärda med den här rapporten som vi diskuterar här i dag, om läget i energiunionen, är att EU fortfarande subventionerar fossil energi. Det är inga små summor, pengar som skulle kunna gå från det fossila till det förnybara. Där subventionerar vi med 520 miljarder svenska kronor, motsvarande 17 000 vindkraftverk som i stället hade kunnat byggas för de pengarna. Det är helt oacceptabelt. Fossila subventioner hör inte hemma i vårt energisystem och därför får vi inte glömma bort energiunionen. Vi måste göra energiunionen sexig igen.

Jakop G. Dalunde (Verts/ALE). – Herr talman! Förra året blev förnybart den enskilt största energikällan i Europa. För första gången. Det var historiskt, men vi måste göra så mycket mer för att komma i mål och nå nollutsläpp. Nu går vi in i sanningens ögonblick för Europas klimatställning, och vårt viktigaste verktyg är EU:s utsläppshandel. Utsläppshandeln har i sin nuvarande form lett till att kolkraftverk efter kolkraftverk nu läggs ner. Men ska vi nå hundra procent förnybart så måste priset för utsläppsätter fortsätta att stiga.

Nio medlemsstater har redan avvecklat kolet, men vi måste upp till 27. Då måste vi skärpa utsläppshandeln rejält, avveckla hundratal miljoner utsläppsätter på ett bräde och öka takten i utsläppsminskningen. Vi måste också täppa till alla de kryphål som fortfarande gör att fossila subventioner håller kolkraftverken krampaktigt vid liv. Vi kan bara lösa detta genom klimatställningen.

Luděk Niedermayer (PPE). – Mr President, energy union, in my view, is one of the most important and functional policies of the European Union. We are step by step introducing efficient rules for market functioning and reducing the threat linked to energy imports. But we must look into the future. So what would be on my agenda? First of all, we must keep developing and enforcing the rules promoting market efficiency, for everyone, everywhere.

Secondly, natural gas will play a very important role in the future. To reduce the risk of the market volatility that we have seen just weeks ago, we must develop better storage and especially better management of this storage. So we need better rules for that.

A better network for transition of electricity is important and necessary for better use of renewable sources of energy. As we know, some renewable energy sources are the cheapest sources of electricity for the time being. That is how the investment and energy union can contribute to more extensive use of these resources and, at the same time, decarbonisation and also lower prices for energy for households and firms within the EU. I hope the energy union will deliver all these goals.

Carlos Zorrinho (S&D). – Senhor Presidente, Senhora Comissária, o estado da União da Energia é hoje mais claro do que nunca. Estamos em estado de necessidade.

Necessidade de mais autonomia estratégica, só alcançável com o continuado investimento das energias renováveis e nas tecnologias para o seu armazenamento. Necessidade de um mercado mais alargado e transparente, cujos preços não sejam determinados pelos combustíveis fósseis e cujos fluxos não sejam estrangulados pela falta de interconexões. Necessidade de apostar, com determinação, nos modelos distribuídos de produção e consumo, com fontes limpas diversificadas e envolvendo os territórios e as comunidades na sua sustentabilidade. Necessidade, finalmente, de combater a pobreza energética e promover a transição justa, a dignidade e a qualidade de vida dos europeus.

Este objetivo está ao nosso alcance. Na transição verde a União Europeia tem expandido a sua capacidade de liderança à escala global. Em estado de necessidade, precisamos de visão, decisão e ação. Visão, decisão e ação no tempo certo, e o tempo certo é agora.

PRESIDENZA DELL'ON. FABIO MASSIMO CASTALDO

Vicepresidente

Michael Bloss (Verts/ALE). – Sehr geehrter Herr Präsident, Frau Kommissarin Simson! Wir schreiben das Jahr 2021, und die Klimakrise ist in Europa angekommen. Wir haben im Sommer 246 Todesopfer der Fluten beklagen müssen. Doch immer noch werden 52 Milliarden Euro jedes Jahr für fossile Subventionen ausgegeben. Das ist eigentlich ein Skandal.

Gelder von Bürgerinnen und Bürgern heizen die Klimakrise weiter an. Wir brauchen dieses Geld für die Transformation, dafür, dass die Menschen mit geringen Einkommen ihre Wohnung dämmen können, damit sie weniger für Energie ausgeben müssen, dafür, dass Solarenergie auf jedes Dach kommt. Es bringt Arbeitsplätze, es verhindert Energiearmut.

Hier muss die Zukunft Europas liegen. In diesen Technologien müssen wir Weltmarktführer werden. Lassen Sie uns das Geld der Bürgerinnen und Bürger sinnvoll und verantwortungsvoll einsetzen! Es soll die Freiheit der kommenden Generationen ermöglichen und nicht ihre Zukunft zerstören.

Angelika Niebler (PPE). – Herr Präsident, verehrte Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen, liebe Kollegen! Ich denke, der vorliegende Lagebericht zur Energieunion ist ausgesprochen hilfreich und enthält ja auch gute Nachrichten. Erstens: Wir haben unsere CO₂-Emissionen seit 1990 um 31 % verringert, und das mit einem sehr effizienten Instrument, nämlich insbesondere dem Emissionszertifikatehandel. Das wird auch in dem Bericht noch einmal deutlich unterstrichen, dass wir hier auf das richtige Instrument, ein marktwirtschaftlich basiertes Instrument, gesetzt haben; das sollten wir auch weiterentwickeln.

Zweitens ist positiv, dass es im gesamten europäischen Energiemix so viel erneuerbare Energien gibt wie nie zuvor – auch das ist eine gute Nachricht. Und damit bin ich bei meinem dritten Punkt: Wir dürfen uns allerdings auch nichts vormachen. Unsere Importabhängigkeit von Energie ist nach wie vor ausgesprochen hoch, so hoch wie seit über 30 Jahren nicht mehr, nämlich 60,6 %. Das heißt, wenn wir die Ziele des *Green Deals* erreichen wollen, dann ist es auch wichtig, diese hohe Abhängigkeit in den Griff zu bekommen.

Wir müssen natürlich massiv die erneuerbaren Energien ausbauen, aber ich denke, es ist genauso wichtig, hier Übergangsweise auf Brückentechnologien wie Gas zu setzen. Auch Gasinfrastruktur spielt eine gewichtige Rolle. Und wir müssen natürlich auch den Wasserstoff nutzbar machen. Und auch da möchte ich dafür plädieren, nicht nur auf den grünen Wasserstoff zu schauen, sondern Wasserstoff jeglicher Farbe im Auge zu halten. Um den Markt aufzubauen, brauchen wir eben nicht nur grünen, sondern auch türkisen und anderen Wasserstoff. Das haben wir ja in unserer Wasserstoffstrategie als Europäisches Parlament so beschlossen.

Цветелина Пенкова (S&D). – Г-жо Симпсън, няма да се уморя да повтарям, че енергийният преход е нужен. Също така няма да престана да защитавам тезата, че различната стартова позиция на държавите членки трябва да се вземе под внимание в този преход. Не може най-уязвимите да понесат най-голямата тежест. Всяка социална система е толкова силна, колкото е най-слабото ѝ звено. След постепенното извеждане от експлоатация на въглищните централи ще имаме нужда от стабилни базови мощности. Ядрената енергетика трябва да бъде развивана в Съюза, за да може да гарантираме ниските цени за крайните потребители. Длъжни сме да гарантираме и препитанието и преквалификацията на работещите във въгледобивния сектор и за в бъдеще.

За тази цел трябва да използваме ефективно новите европейски фондове и финансови механизми.

В този ред на мисли бих искала да ви попитам на какъв етап е оценката на енергийните проекти в българския план за възстановяване и устойчивост. Неговото предаване закъсня заради нуждата от промени именно в тази сфера.

Jens Geier (S&D). – Herr Präsident, Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich glaube, der Bericht, den die Kommission uns vorlegt, zeigt mehrere Dinge gleichzeitig.

Er zeigt auf der einen Seite, dass wir als Europäische Union bei der Energieversorgung, bei der Substitution von fossilen Energieträgern durch neue auf einem guten Weg sind und dass wir bis heute einen erfolgreichen Weg hinter uns gebracht haben, wenn es um die Dekarbonisierung geht. Er zeigt aber auch, dass wir noch 1,8 % über dem linearen Zielpfad zur Erreichung des Energieeffizienzziels für 2030 liegen. Also: Bei aller Freude und allem Stolz auf das Erreichte kommt noch eine große Aufgabe auf uns zu, dieses Ziel zu erreichen.

Ich gucke mal in Richtung des Genossen Bloss – Entschuldigung, des Kollegen Bloss, aber seine Partei und meine haben heute einen Koalitionsvertrag zusammen unterschrieben, wo wir wenigstens sagen können: Deutschland wird seinen Beitrag leisten, dieses Ziel zu erreichen. Wir können das Ziel auch erreichen, indem wir bei der RED-III-Initiative noch ambitionierter vorgehen.

Wir müssen endlich dahin kommen, dass wir verpflichtende Ausbauziele auch für die Mitgliedstaaten erreichen. Das ist umso wichtiger, als 31 Millionen Menschen in Energiearmut uns nicht ruhen lassen dürfen.

Josianne Cutajar (S&D). – Sur President, ix-xenarju li l-Ewropa qed tesperjenza dis-sena, b'zieda fil-prezzijiet tal-enerġija u d-dipendenza li għadha kemxejn għolja fuq pajjiżi terzi, jurina li għad fadal x'naqdfu biex nilhqu l-għanijiet tal-Unjoni tal-Enerġija.

Kif nistgħu naslu għal dan? Permezz tal-hidma, l-integrazzjoni verament effettiva tas-suq, it-titjib tas-sigurtà tal-provvista permezz ta' infrastruttura xierqa sabiex l-ebda pajjiż ma jithalla jaqa' lura, irrispettivament mid-dimensjoni jew il-pożizzjoni ġeografika tiegħu. L-użu kontinwu ta' sorsi rinnovabbli jikkonferma wkoll li l-futur miexi lil hemm u li r-riċerka u l-innovazzjoni f'teknoloġiji nodfa huma kruċjali jekk irridu naraw is-sorsi rinnovabbli aktar użati u affordabbli.

Is-suċċess tad-dimensjonijiet kollha tal-Unjoni tal-Enerġija se jkompli jikkontribwixxi għall-bini ta' Ewropa aktar nadifa li għandha tkun ukoll amikevoli kemm għall-konsumaturi u anki għan-negozji.

Łukasz Kohut (S&D). – Panie Przewodniczący! Pani komisarz! Premier Morawiecki bardzo zabiegał, by pojawić się ponownie w Parlamencie Europejskim – chciał bronić tutaj polskiej granicy i podpiąć się pod sukcesy Komisji Europejskiej.

Bardzo żałuję, że nie chciał przyjechać dzisiaj, by porozmawiać o polskim węglu i o transformacji energetycznej. Mógłby nam wyjaśnić, dlaczego odpuścił 3,5 mld EUR dla górników, z czego większość miała trafić na mój Górny Śląsk. Ale, panie premierze, chyba rozumiem, panu je richtig gańba!

Sprawozdanie Komisji na temat stanu unii energetycznej daje nam jasny sygnał, że transformacja energetyczna jest zagrożona. I choć zwiększa się udział odnawialnych źródeł energii, to jednak wciąż trwa to zbyt długo.

Ale to nie górnicy ze Śląska są winni tego, że z ust premiera nie padła jak dotąd ostateczna deklaracja, kiedy odchodzi od węgla. Ba! Oni byli zwodzeni przez sześć ostatnich lat propagandą i sloganami o 200 latach wydobycia węgla. Ale tylko kiedy byli potrzebni – przed wyborami. I zamiast wykorzystać do końca śląski węgiel, polski rząd importuje węgiel rosyjski. Przypadek? Nie sądzę!

W województwie śląskim potrzebne są nowe, zielone miejsca pracy. Wiem o tym ja, wie komisarz Frans Timmermans, ale już nie premier Morawiecki czy prezydent Duda. Gańba fest!

Kadri Simson, *Member of the Commission*. – Mr President, honourable Members, I thank you for your interventions, and let me respond now to a few of the main themes that came up.

First, empowering and protecting all European consumers, especially those who are vulnerable, is paramount. The potential increase of energy poverty among Europeans is a risk we have acknowledged in the recent toolbox of proposals to combat rising energy prices, and we want to use the Energy Efficiency Directive to reduce the burden on vulnerable households in tandem with the climate social fund. Energy poverty will reduce further as improvements in energy efficiency grow and as we increase our use of renewable energy across the EU. And at the same time, the hydrogen and gas decarbonisation package coming next month will also include a set of reinforced provisions on consumer protection in the gas and hydrogen markets, drawing inspiration from those applied in the energy market.

Second, some of you mentioned soaring energy prices. However, increasing energy prices only remind us that we remain too reliant on fossil fuels in the EU, and we know that in the medium and longer term, we will need to replace unabated fossil fuels, methane and natural gas. We expect that biogas, biomethane, hydrogen and e-gases will provide sustainable options for decarbonisation across a wide range of sectors and also increase EU autonomy thanks to domestic production. This is the context in which we are carrying out the work on the hydrogen and gas decarbonisation package.

Third, it's clear that more needs to be done on research and innovation spending. On the public side, the EU's rate of public investment in clean energy technologies is the lowest of the major economies, even lower than it was in 2010. But the State of Energy Union Report also clearly shows that EU recovery funding that targets clean energy R&I can help reverse this trend.

Last but not least, many of you mentioned that we have to do more to achieve our 2030 targets. You mentioned that we need to do our utmost to remove barriers for deploying renewables. Right now, the total duration of an offshore renewable energy project can be up to 10 years. If this doesn't change, it could jeopardise the energy transition and our goal of climate-neutral Europe for 2030.

We need to ensure faster permitting and authorisation processes, and as part of the RED Simplify Project, we have carried out mapping, permit-granting and grid connection procedures. This helps us identify the key barriers from process to land use and pre-connection issues. Tackling this issue is also of particular importance in light of rising energy prices.

Mr President, honourable Members, thank you very much for today's discussion.

Presidente. – Grazie mille cara Commissaria.

La discussione è chiusa.

Dichiarazioni scritte (articolo 171)

Milan Brglez (S&D), *pisno*. – Energetska unija je garant regionalne stabilnosti. Ta je odvisna od zunanjih (geopolitični kontekst in odnos EU z energetske velesilami) in notranjih dejavnikov (energetska pravičnost).

Za ohranitev tega ravnotežja mora Unija, prvič, oblikovati preudarno zunanjo politiko do sosednje Rusije, še zlasti upoštevajoč kritične razmere, ki so grožnja miru in varnosti v Ukrajini.

Drugič, Unija mora v kontekstu zelenega prehoda zagotoviti odpornost evropske družbe, tako da bo sposobna prenesti preoblikovanje gospodarstva, utemeljenega na trajnostnem razvoju ter skladnosti z okoljskimi in podnebnimi cilji. Aktualne razmere na energetske trgu so odlični „poligon“ za spopadanje s tovrstnimi pojavi v nadaljnjem procesu zelene transformacije.

Tudi zato pozdravljam takojšnjo reakcijo Komisije, ki je objavila nabor različnih kratkoročnih in srednjeročnih orodij za naslavljanje teh izzivov, pri čemer pa je pretežni del odgovornosti in pristojnosti na ravni držav članic. Za zeleni preboj in preprečitev energetske revščine potrebujemo ne samo ambiciozne strategije, ampak tudi kompetentne akterje znotraj energetskega sektorja, ki bodo to tranzicijo dejansko sposobni izpeljati.

Prav zato bi želel izraziti skrb glede aktualnega dogajanja v slovenski politiki, kjer se zdi, da lahko ostane prehod v brezogljično gospodarstvo le črka na papirju zaradi nespametnega kadrovanja v državnih podjetjih, ki so dejansko sposobna uresničiti zaveze in cilje Unije na področju podnebja in okolja.

András Gyürk (NI), írásban. – Az energiaunió helyzetéről évente kiadott jelentés megfelelő alkalmat jelent az európai energiapolitika teljesítményének megvitatására. Az Európa-szerte tomboló energiaválság még inkább időszertűvé teszi elemzést. A tények és folyamatok ismeretében kijelenthető, hogy Brüsszel energiapolitikája megbukott, a baloldal és a bürokraták elvakultsága pedig az energiaunió eddig elért eredményeit is veszélybe sodorja. Az Európai Bizottság rossz döntéseinek következtében az energiaárak már-már elviselhetetlen szintre nőttek. A tőzsdei földgázár négyszeres, a villamosenergia árának háromszoros emelkedése komoly jelzés a jelenlegi európai energia- és klímapolitika súlyos hibáival kapcsolatban.

A zöld átmenet megvalósítása érdekében a polgárok védelmére és azonnali változtatásokra lenne szükség. Sajnálatos módon, a baloldal és a brüsszeli bürokraták erre nem hajlandók és tovább erőltetik a valóságtól elrugaskodott, megbukott rögeszméiket. A rezsit csökkentő országokat megvetik, klímaadó bevezetésén dolgoznak és rászabadítanak a piaci energiaárakat a lakosságra. Ebben magyar baloldali elvtársaik is követnék őket. Ez a jövőkép teljességgel elfogadhatatlan és az energiaunió meggyengüléséhez vezethet. Az eddigi eredményeket a hálózatfejlesztés és a károsanyag-kibocsátás csökkentése terén megalapozott célkitűzésekkel, tisztelettel és konszenzusra törekvő Bizottsággal lehetett elérni. Az európai emberek megfizethető árú energiát és a jelenleginél jobb, észszerűbb klíma- és energiapolitikát érdemelnek.

Krzysztof Hetman (PPE), na piśmie. – Strategia na rzecz utworzenia unii energetycznej z 2015 roku określa jako cel tej unii „zapewnienie konsumentom w UE – gospodarstwom domowym i przedsiębiorstwom – bezpiecznej, zrównoważonej, konkurencyjnej energii po przystępnych cenach”.

Mam wrażenie, że od czasu powstania unii energetycznej cel ten nigdy jeszcze nie był bardziej aktualny niż dziś. Europa boryka się bowiem obecnie z niezwykle poważnym kryzysem cen gazu, które od stycznia tego roku wzrosły aż o 200 %. Sytuacja ta stanowi poważne zagrożenie zarówno dla gospodarstw domowych, które coraz częściej mają problem z opłaceniem niespotykane wysokich rachunków, jak i dla przemysłu, dla którego wysokie ceny energii powodują zagrożenie pod względem ich konkurencyjności.

Dlatego też potrzebujemy z jednej strony rozwiązań krótkoterminowych, tak by w tej wyjątkowej sytuacji chronić najsłabszych, a z drugiej strony rozwiązań długoterminowych, by europejski rynek energetyczny był odporny na takie sytuacje.

Dlatego też wzywam Komisję Europejską do przedstawienia propozycji wsparcia państw członkowskich w reagowaniu na rosnące ceny energii i w ochronie konsumentów przed zbyt drastycznym wzrostem cen, jak również do rozważenia budowy rezerw strategicznych oraz utworzenia europejskiej platformy zakupowej.

Cristina Maestre Martín De Almagro (S&D), por escrito. – El informe anual sobre el estado de la Unión de la Energía revisa los progresos en materia de energía y ofrece un balance de las cinco dimensiones de la unión energética.

Este año se trata de un informe atípico debido a la pandemia de la COVID-19 y el gran confinamiento. Por ejemplo, se destaca la reducción de emisiones de gases de efecto invernadero sin precedentes, del 10 % en 2020. El informe también analiza el fuerte aumento en los precios del gas y la electricidad en la Unión Europea y describe las medidas propuestas por la Comisión para confrontar la situación.

El Grupo S&D ha sido muy activo reclamando y proponiendo medidas a nivel europeo para para atajar el *shock* de precios de la energía y proteger a los ciudadanos más vulnerables.

El Grupo S&D celebra las noticias positivas del informe. Por ejemplo, el que por primera vez las energías renovables superaran a los combustibles fósiles como principal fuente en el sistema eléctrico de la UE. Sin embargo, reclama acelerar políticas energéticas basadas en energías renovables sostenibles para que reducir también la elevada dependencia energética del exterior de la UE, la más alta en 30 años.

Mihai Tudose (S&D), *în scris*. – Consider dezamăgitoare atât discursul comisarului european pentru energie, Kadri Simson, cât și raportul la care s-a referit. Din păcate, obsesia reducerii emisiilor este mai puternică pentru Comisia Europeană decât realitatea creșterii prețurilor la energie pentru cetățeni și companii, perspectiva penuriei de combustibili de bază ori lipsa de progrese semnificative în materie de eficiență energetică.

Este vorba, de altfel, despre un raport care conține observații contradictorii. De exemplu, se spune că, în premieră, sursele regenerabile de energie au depășit combustibilii fosili ca sursă principală de energie în UE. Dar asta s-a întâmplat din cauza închiderii de capacități de producție de energie, așa cum s-a întâmplat în România. E o modificare mai degrabă artificială a ponderii de piață a energiei verzi.

În același timp, raportul atrage atenția asupra celui mai ridicat nivel de dependență a UE de importurile de combustibili fosili – cu o explicație în plen pe cât de scurtă, pe atât de bizară din partea comisarului Simson: „în mod paradoxal”. Nu e nimic paradoxal aici, ține de logică și de înțelegerea contextului geostrategic – aspecte străine, din păcate, unei zone decizionale atât de importante din Comisia Europeană.

14. Prawa podstawowe i praworządność w Słowenii, zwłaszcza opóźnienie w wyznaczeniu prokuratorów europejskich (debata)

Presidente. – L'ordine del giorno reca la discussione sulle dichiarazioni del Consiglio e della Commissione sui diritti fondamentali e Stato di diritto in Slovenia, in particolare i ritardi nella nomina dei procuratori europei (2021/2978(RSP)).

Ricordo a tutti i colleghi che per tutte le discussioni di questa tornata non è prevista la procedura «catch-the-eye», né saranno accettate domande «cartellino blu».

Inoltre, sono previsti anche interventi a distanza dagli Uffici di collegamento del Parlamento negli Stati membri.

Anže Logar, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, prior to my intervention, let me make a short notice from the Presidency on the EU budget vote. At the beginning, I would like to inform you that, after the announcement of the plenary vote on the EU budget 2022, the Presidency delivered, on behalf of the Council, a statement on the budget vote in a written form congratulating you for concluding your vote on the budget of the European Union for the financial year 2022. The Council notes with satisfaction that the European Parliament confirmed the agreement reached at the Conciliation Committee meeting on 15 November.

Now, coming to the today's agenda topic, as we know, the rule of law is essential in guaranteeing that our common values are well protected and complied with, ultimately ensuring the very functioning of our Union. Let me therefore start by highlighting the importance that the Council attaches to this issue and how the Presidency is committed to bringing forward exchanges in a positive and constructive atmosphere on the rule of law and related issues, while observing the principle of objectivity, non-discrimination and equal treatment of all Member States.

The General Affairs Council, in the framework of the annual rule of law dialogue, twice discussed the development in the area of the rule of law. The intention is to retain an atmosphere of trust where best practices can be exchanged and a preventive approach can be set into motion. The Commission's 2021 Rule of Law report fed into this key exercise. Let me stress that the dialogue is of paramount importance since it allows Member States to reach a common understanding of rule of law principles and to address possible shortcomings before they become actual problems. Best practices, experiences and also critical remarks are exchanged.

On 19 October, in a horizontal discussion on the rule of law in the EU as a whole, the Council covered the general trends in the Union, both positive and negative, with the aim of enabling the lessons learned and strengthening EU resilience, also in upholding the rule of law. The debate, *inter alia*, focused on the institutional checks and balances amidst the restrictive measures in the COVID-19 pandemic, with attention to the role and responsibilities of the respective branches of power.

Yesterday, the General Affairs Council held a country-specific discussion, which allowed to cover developments and particular aspects of natural rule of law frameworks in five Member States, namely Croatia, Cyprus, Italy, Latvia and Lithuania. Once again, the Council proved a committed forum where Member States can discuss various rule of law issues and learn from, and about, each other in an open, inclusive and constructive debate.

Coming to the situation in Slovenia, we have read with great attention the relevant country chapter in the Commission's 2021 Rule of Law Report. I quote some findings. 'The Slovenian justice system has seen some positive developments, including on issues raised in the 2020 Rule of Law Report.' 'The legal and instrumental framework for preventing and fighting corruption continues to improve.' 'Parliament continued to function after quickly amending the Rules of Procedure to allow for online sessions.' 'The financial independence of certain independent bodies has been protected by a Constitutional Court judgment.' 'To discuss the rule of law, the President of the Republic convened the first ever meeting of all three branches of government.'

However, the report also acknowledged that there are concerns in regard to downward trends in certain areas. Appointments of state prosecutors are unjustifiably delayed and the pandemic exposed the need to accelerate improvements to electronic communication tools. The low number of convictions for corruption cases, especially for high-level instances, remain a serious concern. The area of media freedom and pluralism faced several challenges.

The report also raises concern by national and international stakeholders, following the refusal by the authorities to finalise the Slovenian press agency for 2021 and the failure to timely nominate European delegated prosecutors. In this regard, I would like to highlight that the Slovenian Government and the Slovenian press agency concluded an agreement concerning the provision of public service, thus guaranteeing financial resources to the agency.

Referring to the European Public Prosecutor's Office (EPPO), I wish to draw your attention to the fact that the Council attaches the greatest importance to the smooth operation of this body. The Council has always supported the EPPO and actively worked towards the implementation of the EPPO Regulation. Concerning the appointment of European delegated prosecutors, I would like to remind you that the Council is not involved in the procedure. The appointment is a matter for the individual Member State. Nevertheless, I can inform you that Slovenian Government nominated two candidates for appointment last week, on 19 November 2021, and, as we were informed, the EPPO College has confirmed their appointment today.

To conclude, let me repeat that one of the priorities of the Slovenian Presidency is strengthening the rule of law, which is the joint responsibility of the EU institutions and the Member States. Respecting the rule of law is also vital to maintain citizens' trust in public institutions and a prerequisite for mutual trust among Member States.

Didier Reynders, *membre de la Commission*. – Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs les députés, l'objectif du rapport annuel sur l'état de droit, dont la seconde édition a été adoptée en juillet dernier, est de suivre la situation dans tous les États membres de l'Union, tant les évolutions positives que les évolutions négatives. Ce rapport a prouvé qu'il pouvait servir de base à un véritable dialogue politique sur l'état de droit dans l'ensemble de l'Union.

Permettez-moi, dès lors, de présenter les principales conclusions de la Commission sur la situation de l'état de droit en Slovénie, telles qu'elles sont détaillées dans le chapitre consacré à cet État membre dans notre rapport annuel. Comme indiqué à plusieurs reprises, je vous confirme que je suis à la disposition de votre Parlement pour aborder également les conclusions du rapport relatives à chacun des États membres.

As regards the justice system, Slovenia has seen some positive developments this year, in particular, the ruling of the Constitutional Court that declared the rules governing parliamentary inquiries to be unconstitutional for lack of safeguards on judicial independence provides an important protection for judges. Also, the judiciary initiated a discussion on improving the framework for disciplinary proceedings regarding judges.

I also take note of the recent decision of the Constitutional Court, which clarified the guarantees on impartiality in certain disciplinary proceedings regarding judges. However, appointments of state prosecutors remain unjustifiably delayed. It is not a good sign that, since the publication of this year's report, the number of candidates for state prosecutors that are waiting for their appointment or promotion by the government has only increased, from 15 to 19.

Challenges remain in proceedings relating to cases of economic and financial crime. The COVID-19 pandemic exposed the need to accelerate improvements regarding electronic communication tools. Access to courts and prosecution documents has become a sensitive matter, leading to a Supreme Court judgment and to a legislative amendment.

Unfortunately, I also took note of another recent development, namely the seven degrees of budget for the justice system after the level of funds was already agreed, and without prior consultation on this change with the courts, the Judicial Council and the state prosecution.

As regards the anti-corruption framework. The report finds that the legal and institutional framework for preventing and fighting corruption continues to improve. Legislative amendments have improved the independence, organisation and functioning of the Commission for the Prevention of Corruption, although its human resources remain limited.

The same amendments have also strengthened the legal framework on lobbying, the protection of whistleblowers and declaration of assets. However, concerns remain over the effective enforcement of the anti-corruption rules, for instance, on conflicts of interest and on whistleblowers. Although the number of prosecutions has increased, the challenge remains, notably as regards the capacity for effective investigations and the low number of convictions for corruption cases, especially for high-level cases.

Let me now turn to the third pillar of the rule of law report, dedicated to media freedom and media pluralism. Over the last months, the Commission had expressed concerns as regards media freedom in Slovenia. Those related notably to attempts to undermine the funding and independence of the national press agency staff. The Commission always made it clear that it is the duty of the Slovenian Government to ensure the appropriate funding for the national press agency, in accordance with national law. The national authorities must also ensure that the independence of this agency is fully preserved.

We are aware that the long overdue funding for 2021 is now unblocked. The Commission will nonetheless continue to follow the situation closely with regards to both the financial viability and the independence of the agency, notably in light of the conditions attached to the funding. It is also clear that any political attacks on independent media and individual journalists are not acceptable.

As regards checks and balances, the report notes that the Slovenian Parliament continued to function during the COVID-19 crisis after quickly amending its rules of procedure to allow for online sessions. The financial independence of certain independent bodies has been protected by a judgment of the Constitutional Court. This court improved its efficiency and played an active role in reviewing COVID-19 measures.

Le rapport sur l'état de droit souligne également que l'absence de nomination dans les temps de procureurs européens délégués auprès du Parquet européen a suscité de grandes inquiétudes.

Comme vous le savez, les activités opérationnelles du Parquet européen ont débuté le 1^{er} juin. À ce jour, le Parquet européen a reçu plus de 1 700 signalements criminels et ouvert plus de 350 enquêtes représentant un préjudice au budget de l'Union estimé à environ 4,5 milliards d'euros. Ces chiffres sont clairs, le parquet européen fonctionne, au-delà même des attentes, et nous pouvons nous en féliciter. En un peu plus de cinq mois, le Parquet européen est devenu l'acteur principal dans la lutte contre la fraude et la corruption portant atteinte au budget de l'Union. Permettez-moi donc de remercier encore une fois votre Parlement pour son soutien constant au Parquet européen.

La Commission a commencé une évaluation approfondie des mesures que les États membres ont prises pour adapter leurs systèmes juridiques nationaux à cette nouvelle réalité juridique. Notre objectif est clair: vérifier que les adaptations nécessaires ont bien été mises en place, que le cadre juridique national est conforme au règlement sur le Parquet européen et que le Parquet peut exercer tous les pouvoirs que le règlement lui confère.

Concernant l'absence de désignation de procureurs européens délégués par la Slovénie, j'ai été en contact étroit avec le ministre de la justice ainsi qu'avec le premier ministre pour les encourager à désigner des candidats. Nous prenons note du fait que le gouvernement slovène a finalement soumis, le 19 novembre, les noms de deux candidats au Parquet européen. Vous le savez, il appartient au collège du Parquet européen de se prononcer sur cette proposition, et il est important de noter que la nomination des procureurs européens délégués doit être conforme au droit de l'Union et respecter la pleine indépendance du Parquet européen. À cet égard, l'article 17 du règlement établissant le Parquet européen prévoit que, je cite, «les procureurs européens délégués sont nommés pour un mandat de cinq ans renouvelable». Je suis ravi que le collège du Parquet européen ait nommé aujourd'hui les deux candidats dans leurs fonctions pour le mandat de cinq ans prévu à l'article 17 du règlement établissant le Parquet européen, avec toutes les garanties requises pour assurer son indépendance.

Cela signifie qu'il y a désormais des procureurs européens délégués en place dans chaque État membre participant au parquet. Cela constitue une excellente nouvelle. Le parquet européen peut maintenant fonctionner pleinement et nous allons continuer à travailler à la conclusion d'accords entre ce Parquet européen et les États membres qui ne participent pas encore au Parquet, comme à la conclusion d'accords avec des pays tiers. Bien entendu, je ne peux qu'engager les États membres qui ne participent pas encore au Parquet européen – en respectant leur choix – à réfléchir à leur participation prochaine aux activités de cette nouvelle institution européenne.

Romana Tomc, v imenu skupine PPE. –Gospod predsednik!

Pred štirimi leti smo v Evropskem parlamentu obravnavali primer pranja milijarde evrov denarja iranskega izvora v največji slovenski državni banki z napolnilom Parlamenta, naj ukrepajo institucije pravne države. Do danes za ta kriminal svetovne razsežnosti ni odgovarjal še nihče.

Slovenski sodniki, ki se niso uklonili pričakovanjem sistema, so deležni šikaniranja in sodnega preganjanja. Imamo prvostopenjske državljane, ki se zaradi načrtnih napak v postopkih, izogonejo roki pravice in drugorazredne, ki so za svoje pravice borijo desetletja.

Slovenija ima nedvomno precej težav z vladavino prava, ki izvirajo iz prejšnjega sistema. Ugotoviti razsežnost teh težav, naj bi bil tudi cilj nedavnega obiska neformalne skupine odbora LIBE. Žal pa so se namesto z resnimi težavami vladavine prava ukvarjali predvsem z vprašanjem delegiranih tožilcev in financiranja STA.

Vlada je pri imenovanju tožilcev bila omejena s slovensko zakonodajo. Iskanje rešitve je povzročilo zamude, ki pa ne bodo v ničemer vplivale na učinkovitost dela evropskega tožilskega organa, če bo zato volja. Vesela sem, da je zadeva rešena, tudi STA, in s tem odprta pot za pregon vseh, ki so z evropskim denarjem goljufali in sredstva porabljali za razne sumljive in preplačane projekte.

Najbrž se zato sprašujete, zakaj se je ta točka danes sploh znašla na dnevnem redu. Odgovor je jasen. Gre za nov poskus slovenske opozicije škodovati lastni vladi. Take poskuse pričakujem, seveda, tudi v prihodnje. Postajali bodo čedalje bolj brutalni, a tudi čedalje bolj prozorni, kot je bil tudi zadnji poskus kolegice Fajon s tako imenovanim lektoriranjem poročila o obisku v Sloveniji.

Ob vseh težavah, ki v tem trenutku pestijo Evropsko unijo, je nesporeljivo in skrajno škodljivo, da se Evropski parlament izrablja za namen notranjepolitičnega obračunavanja.

Cyrus Engerer, on behalf of the S&D Group. – Mr President, unity in diversity. Colleagues, this is our slogan, and these are the words that bring us together. As a Union, we are all different and it is that which makes us European. We come in different shapes and sizes because of the places we come from, but we have diverse frames of mind and opinions, but regardless of these key and sometimes fundamental differences we are all European. What binds us together are our values, those values that all of us hold as supreme and that we all agreed upon when we came together in this European project.

To uphold values one thing is vital: dialogue. The ability to sit together and speak to each other and understand where we are coming from and what we want to achieve. This is what I wanted out of our mission to Ljubljana to achieve, but unfortunately we were met with empty chairs. We must be able to listen to each other and not turn everything into smear campaigns and to slander and polarisation. This is why it is so important to have forward-thinking discussions on fundamental rights and the rule of law, as the Commissioner said earlier on, be it in Slovenia, Germany, Poland or in any other Member State. It keeps us all on our toes striving to be better. It allows Member States like my own, Malta, to recognise where we can improve and make changes in order to reach a higher standard for all citizens. But in order to reach a higher standard, we must ensure a number of safeguards are in place to protect our democracies.

The European Public Prosecutor is one of them. Although it took a much longer time than expected, the nomination of Slovenia's European Public Prosecutor is a step in the right direction, but one which could have been made much earlier. I thank the College for their appointment today.

European governments must ensure the separation of powers. European governments must ensure and must follow and abide by rulings by the courts. European governments must protect journalists and European governments must ensure diversity of opinion and freedom of speech.

Ramona Strugariu, *on behalf of the Renew Group*. – Mr President, I am a bit confused by Mr Logar's message. We're talking, Mr Logar, about six months of delay in nominating the Slovenian delegated prosecutors to the EPPO. We are talking about the Prime Minister's direct intervention in the process. We are talking about the Minister of Justice resigning in protest.

This was an act of obstruction of justice in Slovenia and in the Union, casting a dark shadow over the current presidency of the Council. The consequence: investigations into serious crimes were completely blocked for all this time. Back in May, Mr Janša sabotaged a perfectly legally conducted procedure and prevented the nominations of two highly qualified prosecutors because of their involvement in past investigations into his own assets. His pressure, through the controlled media, is in pure violation of the independence of the State Prosecutor's Office. I hope the Commission and the Council have eyes to see and ears to listen.

The scandal of nominating prosecutors is just the tip of the iceberg. Mr Janša is copying Mr Orban's moves in making a mockery of key European values, media freedom as well. But we have now the tools to stop this kind of abuse. We prefer letters sent around confidentially, but the truth is that it is time to make that conditionality real – make it real and it will work.

Tineke Strik, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, Council, Commissioner, the rule of law crisis in Poland and Hungary have taught us to better monitor and intervene at a much earlier stage of regression, and our assessment of Slovenia is therefore timely. The rule of law functions, but it is under threat. It is unacceptable that the threats directly come from President Janša and his ruling party.

The personal attacks and lawsuits against actors safeguarding checks and balances are deeply concerning. They affect the authority of independent institutions, the freedom of speech of NGOs and citizens, and freedom of media for journalists. The government almost broke the Slovenian press agency by a complete budget cut. It must guarantee structural funding – not mid-next year, but now.

The governmental contempt for court rulings is devastating. Thanks to national and European pressure, the candidates for EPPO have finally been appointed for five years, but the Supreme Court judgment to end collective expulsions of migrants, for instance, is still ignored. So Janša's disdain and embarrassing behaviour towards the European Parliament perfectly mirrors the problems he's causing at home. Let's hope that new elections will give the protection of the rule of law back to the Slovenian citizens. But I urge the Commission to stand with the people of Slovenia, stay alert and intervene if necessary.

Annalisa Tardino, *a nome del gruppo ID*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, come da modus operandi di quest'Aula, oggi partiamo da una bella scusa: il presunto ritardo della nomina dei delegati sloveni nella procura europea, istituzione peraltro inutile, per attaccare la sovranità di uno Stato membro, la Slovenia. Oserei dire un «non tema», considerato che il governo sloveno, a guida del Presidente Jansa, ha non solo nominato i procuratori delegati, ma ha anche sbloccato i finanziamenti necessari all'attività della principale agenzia di stampa del paese, come da voi chiesto.

Dovreste invece chiedere al Primo ministro quali e quante difficoltà incontra un governo che deve risolvere problemi storici, lasciati in dote da un vecchio regime. Ma questo non vi interessa. Preferite servirci l'ennesima polemica strumentale, che tale è sia per la tempistica che per le modalità utilizzate dai suoi ideatori, che hanno come unico interesse quello di destabilizzare il governo di uno Stato membro.

Vedete, siamo stati di recente in missione a Lubiana e possiamo confermare che la Slovenia non è una dittatura, né una democrazia illiberale, ma è uno Stato sovrano dove le istituzioni pubbliche funzionano correttamente – lo dice la commissione LIBE - con riforme in itinere, e che tiene una linea politica, questo sì, a voi sgradita.

Ma la Slovenia ha tutto il diritto di esprimersi su come vede il proprio futuro e il futuro dell'Europa, dove tutte le voci devono trovare pari ascolto, se è vero che il dialogo è alla base della democrazia.

Ci dispiace, ma non riuscirete a imporci un pensiero unico su quello che la nostra Europa deve essere. Non ci stiamo ad assistere alla continua trasformazione dell'Europa in una cooperazione tecnocratica. Noi aspiriamo ad una cooperazione democratica, fondata sul rispetto di tradizioni, diversità e culture, fondata soprattutto sul rispetto delle singole nazioni, cuori pulsanti delle tradizioni democratiche.

Noi oggi qui difendiamo la Slovenia, quale Stato membro sovrano, per difendere anche la nostra idea di Europa.

Assita Kanko, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, I was in Slovenia with the European Parliament delegation. I saw a very beautiful country, with a very ugly political debate. Leaders of national institutions told us that they were able to do their work independently and without fear. I believe them. Journalists and NGOs also told us they were under attack from many sides. I believe them as well. What Slovenia needs, and what most of our Member States need, is a good dose of decency in the public debate. Less moralistic, more diplomatic; less sexist, more polite.

In many European countries we see a crisis of trust. I am convinced that where politicians, policymakers and opinion makers engage in the public debate in a dignified manner, trust will return. Trust does not equal agreement, but trust is essential to find workable compromises. It's good that Slovenia's national press agency is now funded again. It's good that Slovenia has finally nominated two interim prosecutors for the European Public Prosecutor's Office. Not soon enough, unfortunately, but good it's finally happening. With all the challenges facing us these days, we need more of those solutions. More of those compromises. More dialogue for Flemish citizens, for Slovenian citizens, and for all of us inside the EU.

Κωνσταντίνος Αρβανίτης, *εξ ονόματος της ομάδας The Left*. – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Υπουργέ αυτή τη φορά δεν μας φέρατε βίντεο. Σας είδαμε ζωντανά. Και έχουμε δεχθεί όλοι εδώ ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση ζει με τις αντιφάσεις της. Όμως αυτό δίνει και ένα ιδιαίτερο πολιτικό ενδιαφέρον στην Ένωση μας. Όμως η περίπτωση του κυρίου Janša είναι, νομίζω, η υπέρβαση σε υπερθετικό σε υπερθετικό βαθμό, καθώς από τη μία προεδρεύει σε έναν θεσμό που από την άλλη απαξιώνει. Τι εννοώ. Θυμίζω ότι ο κύριος Janša και ο Υπουργός Δικαιοσύνης έκαναν πράξη το δικαίωμα στην αποσύνδεση —χαριτολογώ— με λάθος τρόπο και για λάθος λόγο, όταν κληθείς από την επιτροπή μας να απαντήσει στα ζητήματα που αφορούν και τη σημερινή μας συνεδρίαση, απαιτήσε αντί απαντήσεων να παίξουμε ένα βίντεο στην επιτροπή και μετά, όταν εμείς το αρνηθήκαμε, αποσυνδέθηκε. Στην πρόσφατη μας επίσκεψη της αρμόδιας επιτροπής, στην οποία συμμετείχα, στη Σλοβενία, πρέπει να σας πω ότι είχα άλλη εικόνα από την κυρία Kanko. Πρέπει να σας πω ότι ο πρωθυπουργός ακύρωσε την τελευταία στιγμή την επικοινωνία με την επιτροπή μας. Πλήρης απαξίωση των θεσμών που προεδρεύει ακριβώς ο κύριος Janša. Δεν θα σχολιάσω την ανιστόρητη και απαράδεκτη επίθεση του πρωθυπουργού της Σλοβενίας κατά της πολιτικής μου ομάδας που απάντησε επαρκώς και με αυστηρότητα ο Πρόεδρος Sassoli. Στις τρεις μέρες που βρεθήκαμε στη Σλοβενία διαπιστώσαμε ότι υπάρχει μείζον πρόβλημα που αφορά στη δικαιοσύνη. Νομίζω ότι η Σλοβενία ή θα συμμορφωθεί ή θα πρέπει να μπει μπροστά το άρθρο 7.

Balázs Hidvéghi (NI). – Mr President, the Left in this house is cooking from the same recipe all over again, isn't it? The recipe is the following: take a successful, conservative right-wing government, come up with unfounded political attacks, disguise them as legal issues, and then put it up on the agenda here as a rule-of-law debate. We've seen this before: mostly it's been about Hungary and Poland, now it is Slovenia. But let's be clear: your real problem is that in these countries the liberal mainstream does not have hegemony. People are able to speak their minds without taboos, and they can have real debates without political correctness.

It is ridiculous how you criticise media freedom in these countries, but you forget to mention how media looks like in most of your countries now – like in Germany, for instance, where all the liberal views are tolerated and everything else is censored.

Luckily it does not matter how many fake fact-finding missions you organise to these countries, how many debates, resolutions or sanctions you push for here. It will always be and remain the free people of these countries to decide about their governments, and not you.

Jeroen Lenaers (PPE). – Mr President, to be honest I wasn't sure about the necessity of this debate on the late nomination of the EPPO prosecutors today, but I have to admit, the colleagues who insisted on it do have impeccable timing, because this morning the two Slovenian prosecutors were indeed appointed by the College of the EPPO and the EPPO is now finally fully operational. So this debate comes at the right moment to send our congratulations to these prosecutors, to the EPPO, and to the Slovenian Government for doing the necessary, for doing exactly what this House has always called for. Just like this Parliament has always called on the Slovenian Government to ensure the proper functioning of the Slovenian press agency, which in the meantime has also signed a new contract securing normal funding, and we count on all parties to solve any outstanding issues for the future.

These two issues have featured prominently in our debates on Slovenia and I'm happy today that we can at least establish that both issues are addressed. That leaves us with the wider debate on the rule of law. This is a crucial debate because without rule of law, ultimately, democracy ceases to exist and it is up to all of us, whether at the European or the national level, to wherever and whenever it is under attack, defend the rule of law in a fair, objective and indiscriminate way. Because when we stop being objective about the rule of law and we start using it for political purposes, we ourselves contribute to the erosion of it.

Looking at the recent developments also in this House, there is also reason for concern. Reports were leaked to the Slovenian press before shared with Members. The Office of the Slovenian Opposition Leader edits reports of missions that she didn't participate in. Is that really the way we want to work on the rule of law? Sometimes a good look in the mirror is necessary so what we ask of the Slovenian Government in order to further improve the rule of law situation in the country based on the recommendations also by the Commission, is what we should ask of ourselves as well.

Tanja Fajon (S&D). – Gospod predsednik, spoštovani plenum, komisar, minister!

Danes drugič v tej stavbi govorim o skrhani demokraciji v Sloveniji. Marca smo govorili o političnem vmešavanju v svobodne medije. Dejstvo, da že drugič govorimo o Sloveniji, potrjuje, da je v državi nekaj resno narobe in to obžalujem. Ne želim, da te razprave izzvenijo kot kritika Slovenije, njenih ljudi. To, kar je povod teh razprav, je kritika slovenske vlade pod vodstvom Janeza Janše.

Evropsko politiko so večkrat razburile provokacije premierja. Nazadnje, ko je zavrnil evropsko parlamentarno delegacijo in se pozneje z nekaterimi spustil v besedni boj na Twitterju. Odzivi so bili ogorčeni, ogorčeni so bili evropski odzivi na nedopustno finančno izčrpavanje Slovenske tiskovne agencije in zavlačevanje imenovanja dveh evropskih delegiranih tožilcev.

Pozdravljam, da so evropske institucije vztrajno zahtevale od slovenske vlade, naj izpolnjuje zakonske obveznosti. Danes smo dobili delegirana tožilca iz Slovenije, želim, da bosta sposobna brez očitkov o pristranskosti obravnavati zadeve in brez poskusov slovenske vlade, ki se zdi, da so danes že na mizi, da ju diskreditira ali celo odpokliče, kar je nemogoče. Slovenska vlada se namreč eno leto z njunim imenovanjem ni strinjala.

Tovrstne kršitve evropske zakonodaje v Sloveniji, tudi v primeru Slovenske tiskovne agencije, bodo žal pustile slab pečat na sicer solidnem delu slovenske administracije v času predsedovanja Slovenije na čelu Sveta Unije.

Spremljanje držav, v katerih je stanje demokracije zaskrbiljujoče, je ključno, da zavarujemo naše skupne vrednote, človekovo dostojanstvo, svobodo, demokracijo, enakost, pravno državo, človekove pravice. In na nas, kolegi, je, da skupnim vrednotam ostajamo zvesti in vedno ukrepamo, če so te kršene, saj s tem obvarujemo ljudi.

Irena Joveva (Renew). – Gospod predsednik!

Če kritiziraš, sledijo napadi. Če ni podreditve, sledi uničenje. Če nisi s to vlado, moraš oditi. Če nisi njihov, se – skratka – pazi. Da, o trenutnih razmerah v Sloveniji govorim. Na primeru Poljske in Madžarske pa smo lahko videli, da tak odklon od demokratičnih norm preseže nacionalne okvire in preraste v problem Unije.

Drži, aktualna slovenska vlada je nedavno popustila pritiskom. Sprostili so financiranje STA po skoraj letu manipulacij. Seznanili so se z imenom za evropska delegirana tožilca po več kot letu pravne farse. Ampak, naj vas to ne zavede.

Ves ta problem ni rešen, ne ve se, kaj bo naslednje leto, pri tožilcih pa se vlada s svojimi sklepi glede začasnosti in celo nekimi novimi zakonskimi predlogi še vedno samo norčuje iz neodvisnih institucij.

To popuščanje torej pomeni samo stopnjevanje pritiska drugje. Tožilstvo, sodstvo, policijo, medije, nevladnike, neodvisne regulatorne agencije poskušajo podrediti, utišati, blatiti. Z vsemi sredstvi.

Za domnevnim pluralizmom se skriva uničenje institucij, za teorijami zarote o komunistih se skrivata klientelizem in korupcija. To ni obramba tradicionalnih vrednot. To je njihova negacija.

Zavoljo bogate demokratične tradicije in integritete posameznic in posameznikov so naše institucije vzdržale do zdaj. Vendar, kako dolgo še? Kje so odločni konkretni odzivi? Kdaj vas bo izučilo, da stanje v eni državi članici vpliva na vso Unijo?

Mikuláš Peksa (Verts/ALE). – Mr President, the rule of law in Slovenia is unfortunately deteriorating quite rapidly. But as the only Member representing the Budgetary Control Committee during our mission to Slovenia, I have to admit that I observed something I would call grassroots-level corruption.

There is a big lack of competition in the country due to its size, and more than 90% of public procurements are won by local companies. For example, one single company can win most of the construction contracts as it is very much connected to the establishment. I am afraid we should strive for a more open, transparent and integrated EU single market on public procurement.

I also witnessed a very high level of pressure on the independence of different state institutions and civil society organisations. The government is cutting funds, initiating intimidation lawsuits and verbally attacking anyone who dares to investigate or criticise its actions. One example of good journalism is the Slovenian press agency, which unfortunately relies almost exclusively on governmental funding.

Nicolaus Fest (ID). – Herr Präsident, Herr Kommissar, *councillor!* Ich war selbst Mitglied der Mission in Slowenien, und am Ende stellt die Missionsleiterin Sophie in 't Veld fest: Die Institutionen funktionieren. Justiz, Parlament, Zivilgesellschaft und vor allem die Presse können arbeiten, und drei Viertel der slowenischen Presse sind regierungskritisch eingestellt.

Allein vier Dinge seien, so die Missionsleiterin, problematisch. Erstens, der Datenschutz, aber das sei in 90 % der europäischen Mitgliedstaaten ebenfalls der Fall. Zweitens – wir haben darüber gesprochen –, die Ernennung der europäischen Staatsanwälte. Das ist inzwischen geschehen – also Problem abgeräumt. Drittens, die Finanzierung der nationalen Presseagentur, auch das ist inzwischen geschehen – also Problem gelöst. Und viertens, so Sophie in 't Veld, sei der Umgangston zwischen Regierung und Opposition sehr scharf. Das ist richtig. Slowenien ist in dieser Hinsicht ein gespaltenes Land. Aber die EU ist nicht der Wachhund der Wortwahl und auch nicht die Nanny für freundlichen Umgang.

Es gibt also keinen einzigen Grund, die Überwachung von Slowenien fortzusetzen. Und drei der sieben Missionsmitglieder haben das auch deutlich gemacht, dass man hier endlich enden müsse. Und der eigentliche Skandal ist, dass diese Einwände im Endbericht keine Erwähnung fanden. Stattdessen will man das Monitoring fortsetzen, und das ist nichts anderes als eine steuerfinanzierte Verleumdung einer konservativen Regierung. Und so sehr ich Sophie in 't Veld schätze, sollten wir doch nicht dazu übergehen, hier die nächsten 30 Jahre alle möglichen Länder zum ewigen Ruhme der DRFMG-Leiterin zu beobachten.

Joachim Stanisław Brudziński (ECR). – Panie Przewodniczący! Kolejny raz w tej izbie jesteśmy świadkami ataku na suwerenny rząd państwa członkowskiego Unii Europejskiej. Po Polsce i Węgrzech dzisiaj przyszedł czas na Słowenię. Tym razem to rząd premiera Janszy jest obiektem ataku. Atak ten jest wbrew obowiązującym traktatom, które jasno stanowią, że kwestie wymiaru sprawiedliwości pozostają wyłączną domeną państw członkowskich. Po Warszawie i Budapeszcie dzisiaj Lublana i obywatele Słowenii, którzy demokratycznie zdecydowali, kto i jaka partia ma rządzić, są obiektem ataku lewicowej większości w tym parlamencie.

Może najwyższy czas, Szanowni Państwo, abyście uznali, że wasze neomarksistowskie wizje rezonerskie próby pouczania państw Europy Środkowo-Wschodniej niekoniecznie dzielają obywateli naszych państw. Mówicie Państwo o wartościach, mówicie o praworządności, no tak, tylko wiecie, my uznajemy te prawdziwe wartości w Starym i Nowym Testamencie, w prawie rzymskim, w filozofii greckiej, w logice arystotelesowskiej, a nie w neomarksistowskich utopiach.

Wstępowaliśmy do Unii Europejskiej Roberta Schumana, Konrada Adenauera, de Gaspariego, Monneta, a nie Karola Marksa. Wstępowaliśmy do Unii Europejskiej, w której państwa członkowskie są suwerennym podmiotem wspólnoty, na którą się umawialiśmy, a nie jakimś konglomeratem, superpaństwem, które wam jawi się w głowie i chcecie pisać kolejne scenariusze nowego wspianalego świata.

Miguel Urbán Crespo (The Left). – Señor presidente, nuestro grupo político estuvo hace un mes en Eslovenia y el recibimiento del Gobierno de extrema derecha fue acusarnos en un tuit de ser terroristas antifascistas.

Este solo es un ejemplo del clima de intimidación y de acoso que tiene que sufrir la oposición diariamente; un ejemplo del uso esquizofrénico de las redes sociales, alentando el odio y la crispación.

Muy preocupante es cómo el derecho a la protesta —un derecho básico en cualquier democracia— está siendo seriamente amenazado por la represión contra los manifestantes, o cómo el Gobierno ha intentado cambiar el sistema de votación para dificultar el derecho fundamental a ciertos colectivos, o cómo se han utilizado también las supuestas medidas anti COVID-19 como una forma encubierta de recorte de libertades.

Todo esto está ocurriendo ahora mismo en Eslovenia, pero también está habiendo resistencias de medios independientes, del movimiento feminista, de las organizaciones que ayudan a los migrantes, de una izquierda que no se resigna. Desde aquí, desde el Parlamento Europeo, quería mandarles todo nuestro apoyo y decirles que no están solos.

Jiří Pospíšil (PPE). – Pane předsedající, dámy a pánové, dovolte mi několik poznámek k tomuto tématu. Já zde často vystupuji jako obhájce principů právního státu, považuji za mimořádně důležité, aby Evropský parlament tomuto tématu věnoval pozornost, a jsem také rád za dnešní debatu.

Na úvod je třeba konstatovat, že ten klíčový problém, kvůli kterému zde dnes debatujeme, a to je přístup slovinské vlády k evropskému prokurátorovi, evropskému veřejnému žalobci, byl vyřešen. Je třeba však konstatovat, že to slovinské vládě trvalo nepřiměřeně dlouho, že kolem toho byla celá řada, podle mého názoru, zbytečných politických debat a že k tomu mohlo dojít již dříve. Možná i pod vlivem té dnešní debaty slovinská vláda nakonec dva veřejné žalobce takto jmenovala.

V každém případě si myslím, že je třeba situaci sledovat. Na druhou stranu mně nepřipadá adekvátní debata kolegů z levice, kteří podle mého názoru příliš emocionálně hodnotí situaci právního státu ve Slovinsku a možná do toho trochu promítají i své politické vidění světa.

Já jsem velmi rád, že pan komisař zde hovořil obecně o evropském žalobci. Je to nová instituce, vkládáme do ní velké naděje. Mě potěšilo to, co bylo řečeno, že si veřejný žalobce vede velmi dobře, že řeší konkrétní kauzy, ale chci konstatovat, že pět měsíců je velmi krátká doba na to, abychom mohli hodnotit práci této instituce. Tedy doufám, že do budoucna budou naše debaty spíše obecné o tom, jak tato instituce pracuje jako celek, a že přesvědčíme zbylé země, aby k tomuto institutu přistoupily.

Katarina Barley (S&D). – Mr President, once again we gather here today to talk about the rule of law in one of our Member States, and this time in the Member State that is still holding the EU Presidency.

I heard your speech, Minister, and I would like to have agreed to your conclusion on the importance of the rule of law. But unfortunately, your government is led by someone who in recent months has left no doubt as to his lack of respect for the European Union and its institutions, as well as for the rule of law.

We have seen Janez Janša trying to play propaganda videos during parliamentary hearings. We have witnessed him publicly insulting judges, journalists as well as members of this House. And last but not least, we have seen him obstructing the work of the European Prosecutor's Office for six months, which has, fortunately, come to an end today.

The establishment of the EPPO was one of the biggest milestones in the field of judicial cooperation in recent years, and we are rightly proud of it. But why is the head of state acting like this in the first place? The answer is the same as with all of these leaders: because he wants to get rid of any form of control – at European level by blocking EPPO, domestically when it comes to critical media and independent judiciary. This is always a very bad sign for the state of democracy in a country.

Minister, we have to have a common understanding of the rule of law, you said. Quite – but not by negotiating between Member States what governments like as control and what they don't like, but according to our Treaties and the rulings of the European Court of Justice. Freedom of media pluralism and the independence of the judiciary are cornerstones of the principle of the rule of law, and all Member States must respect them.

Last sentence. Mr President, four months ago in this Parliament, Janez Janša said that there were many issues more relevant than the rule of law. Today I will say there is no issue that ever will be more relevant than safeguarding the rule of law, which is our backbone and our values, without which we cannot stand.

Michal Šimečka (Renew). – Mr President, I will focus on the situation with the media, because free and critical media are the clearest sign of a healthy democracy, whereas smear campaigns, criminal investigations and lawsuits against journalists are the marks of authoritarian politics.

In some Member States, including – I have to say – in Slovenia with Mr Janša, we are increasingly seeing the latter picture. The defamation lawsuits targeting investigative journalists are a threat to democracy itself. They do not seek justice, nor truth, but aim to silence critics. Attempts to silence reporters have not always ended only with verbal attacks and lawsuits. We know that after what happened to Daphne Caruana Galizia – and Ján Kuciak in my country – we can never become complacent about journalists' safety and freedom to write.

Therefore, we need a strong European response, a response from the Commission, including with new legislation, to safeguard media freedom and protect journalists in Slovenia and elsewhere in the European Union.

Saskia Bricmont (Verts/ALE). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, Monsieur le Ministre, chers collègues, à quelques semaines de la fin de la présidence slovène, nous apprenons, non sans un certain soulagement, la nomination pour cinq ans de procureurs délégués du Parquet européen, qui devient ainsi entièrement opérationnel et je m'en réjouis.

La Slovénie rejoint enfin le travail de lutte contre la fraude et la corruption liées au budget européen. Mais pourquoi donc le premier ministre Janez Janša, qui a retardé puis bloqué la nomination des procureurs délégués, qualifie-t-il ces nominations de temporaires? Je voudrais comprendre et, surtout, que tout doute soit levé quant à la volonté de réformer les procédures de nomination des procureurs et de mettre au pas la justice indépendante dans le pays, ce qui constituerait une énième entorse à l'état de droit.

Nous voulons aujourd'hui un engagement ferme et sans ambiguïté de la Slovénie afin que nous puissions clôturer une fois pour toutes nos échanges sur ces nominations et afin de marquer le retour de la Slovénie à bord du train de la démocratie, de l'indépendance de la justice, du respect de l'état de droit, de la liberté de la presse, de l'opposition et de la société civile. Des valeurs universelles que nous voulons continuer à partager avec le peuple slovène.

Beata Kempa (ECR). – Panie Przewodniczący! Panie komisarzu! Ta debata to rzeczywiście coś, co my uważamy, zarówno w Polsce, jak i – myślę – na Węgrzech. Solidaryzujemy się dzisiaj ze Słoweńcami, którzy w sposób demokratyczny wybrali rząd i nikt nie zastrzegł demokratycznych wyborów i legalności tych wyborów. W naszej świadomości według was nie istnieją pojęcia suwerennego państwa, wolnych obywateli, demokratycznych decyzji czy wolnych wyborów. Dlatego że wszystko, co nie jest grane według niemiecko-holenderskiego planu federalnej Europy, jest dla was zagrożeniem i złamaniem zasady praworządności.

W tym samym czasie – przypomnę – zamiatane jest pod dywan utkany z milczenia i obojętności krwawe tłumienie protestów w Holandii, w Belgii, omijamy szerokim łukiem milczenia listy sędziów z Hiszpanii, ponieważ wszędzie tam rządzą wasi lewicowo-liberalni stronnicy.

Wczoraj Polska, dzisiaj Węgry i dzisiaj również Słowenia na linii ataku unijnych instytucji. Szanowni państwo, my domagamy się szacunku dla demokratycznie wybranych rządów w naszych krajach. My domagamy się szacunku dla naszych obywateli. Jeżeli oni chcą zmian, to trzeba te zmiany przeprowadzać, a wy te zmiany uważacie za łamanie praworządności. Myślę, że na to nie należy się zgodzić.

Monika Hohmeier (PPE). – Lieber Herr Präsident, Herr Kommissar, sehr geehrter Herr Minister, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich probier's mal nicht mit Schimpfen und Beklagen, sondern einfach damit, dass wir in Bezug auf die Europäische Staatsanwaltschaft überzeugen.

Erst seit fünf Monaten ist sie operativ tätig, Herr Kommissar, und sie hat bereits 400 Ermittlungsverfahren eingeleitet, und die Fälle entsprechen einem Schaden in einer Größenordnung von 5 Milliarden Euro. Slowenien ist der Staatsanwaltschaft beigetreten, andere Länder sind dies nicht. Das Benennungsverfahren war vielleicht nicht glücklich und war auch nicht richtig. Ich hoffe, dass die Staatsanwälte, die jetzt benannt sind, tatsächlich die dauerhaften Partner sind und damit die Frage erledigt ist.

Das, was mich aber nach wie vor ärgert, ist, dass es einige gibt, die nicht daran teilnehmen und darunter auch Länder wie z. B. Schweden, die nicht dabei sind. Wir müssen aufpassen, dass wir die Diskussion nicht zu sehr verschieben: genauso Länder wie Ungarn, genauso Länder wie Polen, die schlicht und einfach ihre Option wahrnehmen – aber ich halte es nicht für klug.

Denn wenn ich mir anschau, dass wir alleine in fünf Monaten grenzüberschreitende Ermittlungen zu 5 Milliarden Euro Schaden tätigen können, fordere ich alle Länder auf, dem EPPO beizutreten. Ich fordere alle auf, schnell ihre Staatsanwälte zu benennen. Ich fordere die nationalen Staatsanwaltschaften auf, eng zu kooperieren. Denn das, was der EPPO in kurzer Zeit bereits angegangen hat, bedeutet, dass der EPPO viel mehr, als er jemals kostet oder als wir mit nationalen Staatsanwaltschaften reinbekommen können, am Ende tatsächlich bereits heute angeht. Das ist das, worum es eigentlich geht.

Wir müssen gemeinsam die Europäische Staatsanwaltschaft vorantreiben. Slowenien tut es mittlerweile auch. Wie gesagt, das Verfahren empfand ich als äußerst unglücklich. Aber ich hoffe, dass wir jetzt auf einem guten Weg sind. Und jetzt muss es darum gehen, dass alle anderen auch noch teilnehmen, die dies derzeit nicht tun.

Elena Yoncheva (S&D). – Monsieur le Président, ce n'est pas la première fois que nous discutons de la Slovénie. Depuis que le premier ministre Janša y a pris le pouvoir, nous enregistrons une détérioration progressive et systématique dans de nombreux domaines, de la liberté des médias à l'indépendance judiciaire. Le gouvernement de Ljubljana n'avait même pas le temps ni la volonté de désigner des procureurs européens. Mais ces petites astuces conçues pour perturber le travail des institutions européennes visant à protéger l'argent de l'Union européenne n'aboutiront pas.

Ma question à la Commission est très simple. Jusqu'à quand allez-vous tolérer un tel comportement de la part des États membres? N'est-il pas temps que vous mettiez les questions d'état de droit en tête de vos priorités? Si quelqu'un ne se soucie pas assez de la protection de l'Union européenne, il n'a probablement pas besoin de son argent.

J'ai beaucoup de questions pour le Conseil. Mais je ne pense pas que la présidence slovène ait la crédibilité pour y répondre. Je ne peux qu'espérer que la prochaine présidence osera faire la différence dans le domaine de l'état de droit.

Moritz Körner (Renew). – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! In einer parlamentarischen Anfrage an die Kommission habe ich gefragt, ob das Nichtnominieren von Staatsanwälten für die Europäische Staatsanwaltschaft nicht einen Grund darstellt, nach der Verordnung den Rechtsstaatsmechanismus auszulösen.

Die Kommission hat mir geantwortet, dass die Nicht-Kooperation mit OLAF und der Europäischen Staatsanwaltschaft tatsächlich ein solcher Grund wäre. Aber natürlich haben wir nicht gesehen, dass in den letzten Monaten tatsächlich gehandelt wurde und der Rechtsstaatsmechanismus eingesetzt wird, und das ist ein längerer Trend. Wir sehen, dass zugeschaut wird, und wir sehen, dass man sich erst Ungarn, dann Polen, jetzt auch ein Stück weit immer mehr Slowenien zum Vorbild nimmt. Deswegen brauchen wir endlich entschlossenes Handeln bei der Frage der Rechtsstaatlichkeit in Europa.

Ich bin aber heute auch zuversichtlich, weil ich heute auf den Koalitionsvertrag der neuen Bundesregierung stolz bin, die eine klarere Linie in der Rechtsstaatlichkeit festgelegt hat. Wir müssen in Europa gemeinsam entschlossener für europäische Werte kämpfen, sonst werden sich weiter welche vornehmen, die europäischen Werte zu unterminieren.

Sergey Lagodinsky (Verts/ALE). – Herr Präsident, Herr Kommissar, Herr Minister! Die Zeiten sind längst vorbei, wo es selbstverständlich war, dass alle in der EU für Demokratie stehen. Die Geschwindigkeit, mit der wir in Polen und in Ungarn die antidemokratischen Entwicklungen sehen, ist atemberaubend. Und es ist ja kein Wunder, dass wir ganz genau hinschauen, was in Ljubljana seit Monaten und Jahren passiert.

Das Beispiel von Ungarn und Polen darf keine Schule machen. Und es ist gut, dass wir jetzt mit der Staatsanwaltschaft vorankommen. Es ist auch gut, dass die Nachrichtenagentur STA erst einmal eine Lösung gefunden hat. Aber das dürfen keine Lippenbekenntnisse aufgrund der Ratspräsidentschaft bleiben.

Wir schauen ganz genau hin, und eine Sache möchte ich hier noch einmal betonen, und zur Wahrheit gehört auch Folgendes: Viel zu lange haben die Schwesterparteien von Ihnen dieses Verhalten gedeckt, nicht nur in Ljubljana, sondern auch in Ungarn und auch in anderen Ländern.

Und deswegen rufe ich die Kolleginnen und Kollegen, die vorher gesprochen haben, auf: Schaut nicht einfach zu, sondern handelt und bekennt euch dazu, eine demokratische Familie zu sein! Handelt auch und schaut ganz genau, was in Slowenien mit der Schwesterpartei passiert!

Milan Zver (PPE). – Gospod predsednik!

Evropska komisija je ugotovila, da Slovenija nima težav s pravno državo, saj institucije delujejo. Vendarle, potem s tem stališčem se levi politični pol tega parlamenta ni mogel strinjati, zlasti slovenski kolegi, in nastala je ta delovna skupina v okviru LIBE, ki je obiskala Slovenijo in seveda pripravila poročilo, o katerem bomo morali še govoriti, saj je kontaminirano že od vsega začetka.

Ampak res je, Slovenija ima določene probleme z vladavino prava. Le 25 odstotkov državljanov zaupa, recimo, sodstvu, ima probleme z mediji, pa ne s svobodo medijev, ampak z netransparentnim lastništvom, koncentracijo lastništva medijev, asimetrijo, 90 odstotkov medijev je levih, levo usmerjenih, in ljudje, seveda, na ta način niso kakovostno in objektivno informirani.

Vsak, ki bi se lotil vladavine prava v Sloveniji, bi se moral lotiti ne twittanja predsednika vlade, ampak predvsem nekaterih korupcijskih omrežij, ki deloma izvirajo še iz prejšnjega režima, deloma pa so nova in dejansko obvladujejo določene družbene podсистeme.

Prej smo slišali od kolegice Tomc, da lahko eno tako omrežje, ki ima vpliv v bančni industriji, brez težav opere skoraj dve milijardi ameriških dolarjev umazanega denarja iranskega režima, pa se nič ne zgodi.

Torej menim, da ta razprava ima nek politični namen spraviti slovensko vlado na pranger in z njo tudi Slovenijo. Upam, da ne bo kakih večjih posledic zaradi tega. Morda je tudi sporočilo, glavno sporočilo te razprave, da bodo morda jo spravili s prangerja takrat (*takoj bom*), ko bo v Sloveniji kakšna druga vlada.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Señor presidente Castaldo, señor comisario de Justicia, señor ministro, es la segunda vez que este Parlamento Europeo debate la situación de los derechos fundamentales y del Estado de Derecho y la situación de la Fiscalía Europea en Eslovenia. Créanme que, como presidente de la Comisión de Libertades Civiles, Justicia y Asuntos de Interior de este Parlamento Europeo, no me alegra. Al contrario: me preocupa especialmente porque Eslovenia ostenta en este semestre la presidencia de la Unión Europea —la presidencia rotatoria— y usted, señor ministro, no representa a Eslovenia en este debate, sino al Consejo.

Pero, sin duda, Eslovenia está en disposición y, a mi juicio, puede y debe marcar la diferencia con aquellos Estados miembros lamentablemente habituales en los debates sobre el Estado de Derecho, la democracia y los derechos fundamentales —Hungria y Polonia—, para empezar, afirmando y aceptando la primacía del Derecho europeo, que consagra como valores comunes de la Unión Europea, en el artículo 2 del Tratado de la Unión Europea, los de respeto al pluralismo y protección de las minorías, y que, además, señala como un mandato muy claro la obediencia y el acatamiento de las sentencias de los tribunales de justicia cuando aplican el Derecho europeo, y, por supuesto, impone el deber de leal cooperación con la Fiscalía Europea.

De modo que lamentamos ese retraso de cinco meses y celebramos que finalmente los dos fiscales nacionales de Eslovenia se incorporen a la estructura de la Fiscalía Europea para que rindan sus mejores servicios.

Pero usted también, señor ministro, está en disposición de enviarle un mensaje a su primer ministro, Janez Janša, y el mensaje es claro: cuando el Parlamento Europeo envía una delegación oficial a un Estado miembro de la Unión Europea, esa delegación no es un alien, no es una injerencia extranjera, no: está representando a la ciudadanía europea de dos millones de ciudadanos eslovenos.

Klemen Grošelj (Renew). – Gospod predsednik!

Aktualna vlada je zaradi strahu pred mehanizmom pogojevanja dostopa do evropskih sredstev, potem ko je praktično uničila STA kot javni informacijski servis, le plačala del predvidenih sredstev in začasno imenovala delegirana tožilca, katera bo, izgleda, glede na predlog sprememb zakona, ponovno odpoklicala.

S tem daje vtis, da je Sloveniji vse v najlepšem redu. A žal gre samo za vtis. Politika sistematičnega in premišljenega slabljenja ključnih javnih institucij s ciljem njihove podreditve ali vsaj njihovega utišanja se nadaljuje. Kako si sicer lahko razlagamo, da se nekaj mesecev pred volitvami nujno spreminja programska shema informativnega programa javne televizije, da vladajoča koalicija spremeni zakon o policiji, ki ministru omogoči, da po lastnem okusu imenuje preko sto vodilnih policijskih kadrov? Ali pa da se ob rekorndih proračunskih izdatkih zmanjšajo sredstva pravosodju, še posebej Sodnemu svetu, neposredno odgovornemu za zaščito neodvisnosti sodnikov in pripravo predloga imenovanj novih sodnikov.

In to počne mimogrede vlada, katere minister za pravosodje je v sodni preiskavi. Torej na kratko: psi lajajo, karavana pa gre dalje.

Daniel Freund (Verts/ALE). – Mr President, Minister Logar, you stood here earlier and said that EPPO membership and respect for the rule of law is of utmost importance for your government. Yet the Slovenian Government used a personal vendetta of the Prime Minister against the EPPO candidates to block their nomination for six months, preventing the fight against corruption, money laundering and VAT fraud in Slovenia. I find it irritating that Prime Minister Janša has to face basically zero consequences for this action. No punishment whatsoever. The Commissioner hasn't used the rule of law conditionality. The other governments in the Council have not even dared to criticise their colleague. The EPP remains silent, says maybe it's a bit unfortunate, but everything is great; nothing to see here.

We have to be honest about these things. We have to speak up, regardless of whether people sit in our own party family, and those that attack the rule of law and the independence of the judiciary have to be sanctioned for that. We have to remember that Ireland, Denmark and Sweden are still not members of EPPO. They serve as a fig leaf for the corrupt and rule of law-attacking governments in Poland and Hungary. I can only say to all those that are serious about the rule of law in the European Union: join EPPO and speak out when you see something that's going wrong.

Thijs Reuten (S&D). – Mr President, last month we experienced a low point in this Parliament; we had to discuss the Polish Government questioning the primacy of EU law. Let me stress that I do not want, and also do not expect, to have a similar plenary debate about Slovenia in two years. But, we should have learned by now to read early warning signals.

The crumbling of rule of law and democracy often starts with bigger or smaller attacks on the media, judiciary and vulnerable groups. That is why we should take the Slovenian problems with the European Public Prosecutor's Office and the STA and Prime Minister Janša's ridiculous and personal attacks on individuals seriously.

Although solved partly and extremely late, we should not accept the downplaying of these issues. When dialogue is not sufficient, measures should follow. Not after months, after hesitation by the Commission, but swiftly. It will save time. I'm saying this because I'm on the side of the Slovenian citizens.

When political leaders anywhere in Europe are not preserving the positions and the rights of their journalists, judges or minorities, the EU has to step in and support them as effectively as possible.

Didier Reynders, membre de la Commission. – Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs les députés, je vous remercie tout d'abord de vos interventions dans ce débat sur la situation de l'état de droit en Slovénie. Le dialogue interinstitutionnel sur la situation de l'état de droit dans l'ensemble de l'Union est très important et je me tiens, je l'ai dit, à la pleine disposition de votre Parlement à cet égard, que ce soit en plénière ou en commission.

In our work in the Commission about the rule of law, we apply the principle of non-regression, and, of course, we ask to develop different elements to promote the independence of the judiciary, but also to guarantee some principles, like the primacy of EU law and the binding character of all the decisions of the Court of Justice in Europe. It's the reason why we organise a dialogue in the European institutions, but also in the Member States, on the basis of the Rule of Law Report. The goal is to improve the situation in all the Member States.

Next year, as you know, we will include recommendations in our report. We also have direct contact with the Member States to solve concrete issues like, in Slovenia, the funding of the press agency and the nomination of the European delegate prosecutors. I have said that I had many contacts with the Prime Minister and the Minister of Justice in Slovenia about these two problems to have the opportunity to improve the situation and again to solve those two issues. We continue to monitor the situation of the Presidency, but now we have a nomination for five years of the two delegate prosecutors. So it's possible to work with a complete composition of the EPPO, at least with delegate prosecutors in all the participating Member States. I have said that it is, of course, a voluntary choice of all the Member States to take part or not, but I have said to the non-participating Member States that it will be important to think about their participation to be able to fight better, maybe, against all the fraud and abuse concerning the use of the EU budget.

To develop a real culture of the rule of law in the entire European Union, I have also tried to organise visits to the Member States to have discussions with the parliaments, governments, judicial authorities, civil society, students or the press. It's very important to try to develop such a culture in all the Member States. Of course, I rather thought to insist on the fact that we will continue to use all the instruments at the disposal of the Commission to protect and promote the rule of law. We are going to the European Court of Justice with infringement proceedings or requests for daily financial sanctions. We are also going to the Council on the basis of Article 7, and we will do the same, if needed, on the basis of the new conditionality mechanism. But again, we give further priority to the dialogue, but we are using all the instruments at our disposal.

To conclude, I want to thank you in this Parliament for your support in this permanent work to promote the rule of law, because, again, what we want to achieve is a non-regression principle and to see in all the Member States how it's possible to improve the situation concerning the rule of law.

Anže Logar, predsedujoči Svetu. – Gospod predsednik, spoštovane poslanke in poslanci, spoštovani komisar!

Naj vam še enkrat zagotovim kot v uvodu, da predsedstvo in tudi Svet v celoti pripisujeta velik pomen spoštovanju načela pravne države in varstvu temeljnih pravic.

Institucije Evropske unije in države članice so skupaj odgovorne za spoštovanje, varstvo in spodbujanje naših skupnih vrednot, ki so zapisane v temeljnih pogodbah.

V razpravi so bile izpostavljene nekatere pomanjkljivosti s področja vladavine prava v Sloveniji. Naj naslovim nekatere od njih.

Izpostavljeno je bilo zmanjšanje sredstev za pravosodni sistem. Naj najprej poudarim, da je proračun za pravosodni sistem v zadnjih letih konstantno naraščal, pri čemer je pomembno, da proračun za leto 2022 za posamezne institucije znotraj pravosodnega sistema ostaja nespremenjen oziroma se ni znižal glede na predhodno dogovorjene proračunske okvire. Enako velja za proračunsko leto 2023. Vlada Republike Slovenija je pri pripravi proračuna 2022-2023 prednostno opredelila financiranje ukrepov, potrebnih za boj proti posledicam pandemije ter za investicije. To se odraža tudi v proračunu ministrstva za pravosodje, ki je med drugim odgovorno tudi za investicije, potrebne za delovanje pravosodja, tako da bo povečanje investicijskih sredstev sodstvu zagotovila tudi boljše pogoje za delo, kar predsedstvo pozdravlja.

Ponavljam, da sta vlada Republike Slovenije in Slovenska tiskovna agencija 8. novembra 2021 sklenili pogodbo o financiranju javne službe, s čimer so bila agenciji zagotovljena ustrezna finančna sredstva.

Slovenija se zaveda tudi določenih pomanjkljivosti glede učinkovitosti pravosodnega sistema ter izzivov s področja obravnave gospodarskega in finančnega kriminala. Tu, kot je bilo tudi že zapisano v poročilu Evropske komisije, pravosodni sistem čaka še veliko dela. Trenutno je v pripravi podrobna analiza o vzrokih za nastalo stanje, ki jo bo Vrhovno sodišče v kratkem predstavilo javnosti.

Izpostavljene so bile tudi zamude pri imenovanju državnih tožilcev. Naj povem, da ministrstvo za pravosodje trenutno pripravlja spremembe nacionalne zakonodaje, ki bodo pripomogle k optimizaciji teh postopkov. Imenovanja tožilcev naj bi v kratkem obravnavala vlada.

Kar pa zadeva Evropsko javno tožilstvo, bo Svet še naprej pozorno spremljal njegove dejavnosti in mu bo zagotavljal vso potrebno pomoč. Pri tem bo tudi v prihodnje prednostno obravnaval vse zadeve, povezane z evropskim javnim tožilstvom, ki spadajo v pristojnost Sveta.

Naj ponovim, kar je v uvodu izpostavil tudi komisar Reynders, da je slovenska vlada s predlaganjem dveh kandidatov za delegirana tožilca izpolnila svojo obveznost. Evropsko javno tožilstvo tako deluje v polni sestavi.

Za konec naj izpostavim *The World Justice Project Rule of Law Index*, kjer je Slovenija v letu 2021 obdržala 29. mesto izmed 139 držav sveta. Kljub temu da je v svetu kar 75 odstotkov držav poslabšalo svoje izhodišče.

Predsedstvo se zaveda, da ima področje vladavine prava v Sloveniji določene pomanjkljivosti in na tem mestu lahko zagotovim, da je ena ključnih prioritete vlade Republike Slovenije odpravljanje pomanjkljivosti v pravosodnem sistemu, ki niso bile odpravljene v tridesetih letih demokratičnih procesov v Republiki Sloveniji.

Presidente. – Grazie mille caro Ministro.

La discussione è chiusa. La votazione si svolgerà durante la tornata di dicembre.

Dichiarazioni scritte (articolo 171)

István Ujhelyi (S&D), írásban. – Minden járvány ellen védekezni kell: megelőzéssel, oltással, ha kell, akkor korlátozással. Az európai közösségünket is most egy súlyos betegség próbálja meg legyőzni, de legalábbis a végletekig legyengíteni: a maffiaállamot építő korrupt politikusok vírusa. A vírusgazdát ismerjük: Orbán Viktor, aki hosszú évek alatt szisztematikusan építette ki az uniós forrásokat megcsapoló, azokból saját oligarcha-hálózatát és családját gazdagító, az európai értékeket rendre meggyalázó rendszerét. Ez a vírus fertőzte meg Szlovéniát is, ahol – amolyan franchise rendszerben – az orbáni taktikát és praktikát átvéve építi ki korrupt hatalmát a jelenlegi vezetés. Szlovéniában tudatosan akadályozzák az Európai Ügyészség működését, zaklatják és fenyegetik az újságírókat, hallgattatják el a kritikus hangokat.

Ahogy a koronavírussal szemben is közös és határozott fellépés, úgy az európai közösségünket rákos daganatként megfertőző korrupt politikai kalandorokkal szemben is egységes kezelés kell. Az Európai Bizottság a napokban küldte meg – a jogállamisági mechanizmus elindítása előtti utolsó felszólításként – levelét a magyar kormánynak, amelyben konkrét kifogásokat emel többek között az Orbán Viktor családjáig érő állami korrupcióval kapcsolatban. Szégyen, hogy idáig jutottunk. Szégyen, hogy a magyar kormány idáig jutott. Nem tolerálhatóak tovább az Európai Unió alapértékeivel szemembenő, az európai közpénzeket személyes gyarapodásukra fordító politikai rendszerek. Az Európai Unió vagy erős és tiszta közösség lesz, vagy nem lesz.

Presidente. – La seduta è sospesa e riprenderà alle 20.30 con la dichiarazione della Commissione sul Piano d'azione europeo contro le malattie rare.

(La seduta é sospesa alle 20.06)

PŘEDSEDNICTVÍ: DITA CHARANZOVÁ

místopředsedkyně

15. Wznowienie posiedzenia

(The sitting resumed at 20.30)

16. Europejski plan zwalczania chorób rzadkich (debata)

President. – Good evening, colleagues. The sitting is resumed.

The next item is the debate on the Commission statement on a European Action Plan Against Rare Diseases (2021/2940(RSP)).

Stella Kyriakides, Member of the Commission. – Madam President, honourable Members of Parliament, I want to thank you for putting European action and cooperation on the agenda today on the issue to do with rare diseases, and I want to particularly convey my thanks to honourable Members Ries and Bilbao Barandica for this very important debate.

For ourselves and for those of us who know the area of rare diseases, we can understand that, given the limited number of patients and the scarcity of relevant knowledge and expertise, EU action is even more important in rare diseases, and this is where there is real added value. That is why we have been active in this area for over 20 years.

If I may just share with you, I have worked in the area of rare diseases with children, and I know the need to raise awareness on this, but I also know the loneliness faced by families when they have to deal with a child with a rare disease and not knowing where to turn. So it's time we developed a wide range of activities to support the Member States and EU level cooperation.

The EU has really done a great deal over the last 20 years, and its response has focused on some key elements. First of all, promoting the development of national rare diseases plans and strategies, which need to be in place; establishing and supporting European Reference Networks (RFNs), which are possibly one of the best examples of EU cooperation, action and support; supporting the definition and inventory of rare diseases, which broadens the knowledge base; providing incentives for the development of medicines for rare diseases; and empowering patient organisations.

The EU Orphan Regulation has clearly stimulated research and development of medicines for rare diseases, but when we look at the numbers, we can see that more needs to be done, since 95% of rare diseases still do not have treatment, and orphan medicines are not accessible to patients equally in all Member States. That is why, as part of the EU Pharmaceutical Strategy, an important report will be voted upon in this House today. We will review the current rules to foster innovation, especially where it is needed most, and to make medicines more available across the EU.

The determination to ensure that all rare disease patients, children and adults, have access to the best knowledge, diagnosis and treatment is at the very core of our efforts. The European Reference Networks are key to achieving this goal. It's a truly innovative system, a model of virtual healthcare and collaboration, bringing together the most specialised centres across the EU to speed up diagnosis, to improve standards of care and to generate knowledge for patients living with rare and complex diseases. Their guiding principle is quite a simple one: that it is the knowledge that travels, not the patient. The patient doesn't have to travel, bringing those who are rare together, and this is really important.

Funding is key, and the EU4Health Programme includes the European Reference Networks as one of its specific objectives and will contribute to further evolution of the system. I also want to take this opportunity to emphasise the substantial EU investment into research on rare diseases, with more than EUR 1.8 million allocated to 320 multinational consortia. Horizon Europe, including the proposed European Partnership on rare diseases, will continue to support this effort.

Early next year, I will be here in this plenary to present to you a proposal to launch a European Health Data Space. A lack of data is a crucial challenge for rare diseases, and the European Health Data Space will make it easier to gather data from all corners of the EU and to make it available to researchers working on innovative treatments. Many rare disease patients also actively want to share their own data for research and development for this reason. The European Health Data Space will make it much easier for them to do so.

In 2022, we will conclude the evaluation of the Cross-border Healthcare Directive, including its provisions on the cooperation on rare diseases and European Reference Networks. It will provide us with important evidence and inform our assessment of the current approach to rare diseases.

There will be two additional processes that will inform that assessment. The evaluation of the Third Health Programme, which funded key actions in the field of rare diseases, and the outcomes of the 'RARE 2030' Pilot Project, which has been proposed by this House. We're going to be building on all these collective lessons, and the conclusions will then be discussed in the Steering Group on Promotion and Prevention, and with all relevant stakeholders at the end of next year.

If appropriate, we will revise our policy framework for rare diseases in 2023, in addition to the upcoming reform of legislation for medicines for those with rare diseases and for children at the end of next year. I'm a believer that we need to evaluate and where we need to change, to bring about change.

Honourable Members, there are concrete plans that will improve our approach to rare diseases. I am really looking forward to hearing you today, to having the opportunity to discuss this with you, and to really bringing together all the expertise and knowledge. Because working together with all the stakeholders – including patients, families, doctors and others – we can really bring tangible benefits to citizens. Thank you very much, and I look forward to hearing your views.

Ewa Kopacz, w imieniu grupy PPE. – Pani Przewodnicząca! Pani Komisarz! Choć mowa dzisiaj o chorobach rzadkich, to cierpi na nie blisko 36 mln Europejczyków. 75 % z nich zaczyna chorować w dzieciństwie. 80 % tych chorób ma podłoże genetyczne. 50 % pacjentów z chorobą rzadką stanowią dzieci. Mówię to jako lekarz pediatra i jako były minister zdrowia w swoim kraju, który rozpoczął refundację leków na choroby rzadkie.

Choroby te są poważne, przewlekłe, postępujące, bardzo często mające swój tragiczny finał. W Europie wciąż wiele osób rodzi się, żyje i umiera z powodu chorób rzadkich, bez postawionej diagnozy. Jedna czwarta chorych nie ma dostępu do diagnozy przed ukończeniem piątego roku życia. 95 % pacjentów nie ma dostępu do leczenia. Nie mają wystarczającego dostępu do opieki medycznej i społecznej, która zapewniłaby im lepszą jakość życia. Obserwujemy brak specjalistów i ośrodków eksperckich dla poszczególnych chorób rzadkich. A jednak te ośrodki mogłyby powstać. Ośrodki, które by działały zgodnie z ujednoliconymi standardami opracowanymi dla państw członkowskich przez Komitet Ekspertów Unii Europejskiej do spraw Chorób Rzadkich.

Najbardziej istotna po rozpoznaniu choroby rzadkiej jest możliwość dostępu do nowoczesnych opcji terapeutycznych, które niestety nadal są zbyt drogie. W moim kraju, w Polsce, farmakoterapia jest dostępna jedynie dla 3-5 % pacjentów. Pozostałe 95 % chorych korzysta z leczenia zachowawczego i rehabilitacji.

Pani Komisarz, świetnie spisaliśmy się podczas pandemii. Potrafiliśmy negocjować z firmami farmaceutycznymi dobre ceny na szczepionki. Dzisiaj bardzo proszę o wzięcie pod uwagę stworzenia platformy zakupowej, w której to my z pozycji siły moglibyśmy negocjować z firmami dobre ceny na już wynalezione leki na choroby rzadkie. Chcę, aby taki sam dostęp do tych leków miały dzieci i dorośli chorzy na choroby rzadkie ze wschodu, jak i zachodu Europy, z tych biedniejszych i bogatszych krajów. Oni na to zasługują.

Jytte Guteland, för S&D-gruppen. – I EU är vi nästan 450 miljoner invånare, men det skiljer väldigt mellan medlemsländerna. I vissa medlemsländer bor drygt 80 miljoner människor, i andra kan det handla om en halv miljon. Och en vård i världsklass kräver både resurser, erfarenhet och specialistkompetens. Att varje medlemsstat ska kunna bygga upp den kompetensen för de allra mest sällsynta sjukdomarna är inte lätt.

Det är därför oerhört viktigt att vi koordinerar oss på EU-nivån, för att kunna hjälpa de minsta länderna och dem med de allra mest sällsynta sjukdomarna. Med gemensam upphandling kan vi pressa ner priserna och bättre säkra tillgängligheten på sällsynta mediciner, och med gemensamma resurser kan vi bygga en erfarenhetsbank som kortar ner tiden till rätt diagnos och till rätt åtgärder.

Det ska inte behöva ta fem år att ställa rätt diagnos, och vi måste hitta behandlingar för fler än de i dag sex procent som får en ordentlig, bra behandling för sällsynta sjukdomar. Jag hoppas att EU-kommissionen tar till sig revisionsrättens slutsatser och följer parlamentets uppmaning att ta fram en konkret handlingsplan med tydliga mål. Det är vi skyldiga de 30 miljoner människor som redan i dag lever med en sällsynt sjukdom.

Frédérique Ries, au nom du groupe Renew. – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, je vous parle ce soir avec à l'esprit cette maman, l'une de ces très nombreuses mamans que j'ai rencontrées hier matin au Parlement européen. Elle travaille au service de recherche du Parlement et son fils est atteint d'une maladie métabolique très rare. Alors dans son cas, le diagnostic a été posé et c'est une victoire. Le traitement existe et c'est très rare. Vous l'avez rappelé, Madame la Commissaire, 95 % des maladies rares sont encore sans traitement. C'est après que, pour cette maman, ça se complique. Cette famille belge a dû déménager en Allemagne pour trouver le seul spécialiste apte à leur prescrire et leur donner ce traitement.

La priorité, aujourd'hui, est donc de sortir de ce fonctionnement en silos pour réfléchir à l'échelle d'une vie, celle des patients et de leur famille. Poser le diagnostic, assurer le traitement et faciliter l'accès aux soins, c'est un tout indivisible et ces patients, vulnérables entre tous, y ont droit. Ce manque de cohérence entre les politiques de santé européennes a été dénoncé par Rare 2030, un projet pilote que j'ai lancé en 2017 avec plusieurs collègues pour imaginer, avec les chercheurs et les patients, les politiques du futur pour les maladies rares.

Cette expérience inédite de deux ans, ce sont vos services qui en ont assuré la gestion, Madame la Commissaire, et le diagnostic est sans appel: il faut un plan d'action européen pour unifier nos politiques et leur apporter une cohérence à moyen et à long terme. Les planètes sont alignées; le Parlement est avec vous et les États membres sont avec vous. Repousser la question en 2023, c'est en réalité la renvoyer à la prochaine Commission.

Et c'est une autre maman belge, Isabelle, qui va conclure pour moi mon intervention: «Il n'y a pas de plan B, me disait-elle, il n'y a pas de vie B pour un enfant qui se bat contre une maladie rare». En d'autres termes, c'est maintenant que nous devons agir.

Tilly Metz, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Madam President, I think that the European Health Union is ready for an action plan on rare diseases. And as you know, I'm a strong advocate for rare diseases patients, especially the youngest concerned by them. About 75% of rare diseases affect children, and today paediatric cancers are unfortunately still the leading cause of death in children aged above one year, in Europe.

Rare cancer patients often face numerous challenges, like the difficulty in accessing timely diagnosis and specialised health care services, adequate treatments or social services. In order to tackle this issue, we should have a more holistic approach to rare diseases and should take into account the social aspects of a patient's life. Rare disease patients often feel alone, and their quality of life is greatly reduced. People living with rare diseases should have the right to live a normal life, and we need to create equal opportunities, as well as social protection and inclusion for patients and their families.

As a former teacher, I am particularly attached to the educational aspect of children. Schoolkids with rare diseases still face inaccessibility to facilities, non-adapted teaching methods and are often behind in their education programme due to the frequency of medical appointments and their special needs. So a new action plan would therefore address areas such as research, diagnosis, treatment, social care, education, inclusion, as well as data collection compliant with the GDPR. Data is crucial and we should leverage European reference networks in the area of rare diseases to optimise data for patients and social benefit.

As a shadow for the upcoming European health status-based file, I am calling for a data space that is seamlessly connected to the European reference networks so that we can create better health care passwords and clinical research, because unfortunately, data on rare disease patients are still scattered amongst different healthcare systems. Collecting this data could help us better understand the specific diseases and develop appropriate treatment. Ultimately, data can help us increase the quality of life of millions of people suffering from rare diseases.

Rosanna Conte, *a nome del gruppo ID*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, le malattie rare colpiscono 30 milioni di cittadini europei. Ad oggi le competenze e conoscenze mediche non sono all'altezza. Le offerte di assistenza sanitaria sono inadeguate e gli investimenti nella ricerca sono limitati. Pensiamo addirittura che l'ultima politica generale dell'Unione europea su tali malattie risale al 2009.

Basterebbero queste indicazioni per incoraggiare, nei tempi più rapidi possibili, un piano europeo contro le malattie rare, a tutela di tutti quei pazienti orfani dei sistemi sanitari nazionali, che troppo spesso non garantiscono loro diagnosi accurate e trattamenti adeguati.

È fondamentale che il nuovo piano sia strutturato sulla base di un coordinamento con la nuova strategia europea per l'assistenza sanitaria a lungo termine, prevista per la seconda metà del 2022. Le parole chiave sono inclusione e accessibilità, ma perdono il loro senso se manca una forte strategia condivisa basata su un reale coinvolgimento dei pazienti, che possono e devono contribuire al meglio in questo processo. Sono loro i primi a conoscere i veri bisogni e le carenze attuali.

E non dobbiamo dimenticare il ruolo indispensabile degli assistenti ai pazienti, i *care givers*, figure fondamentali che troppo spesso non sono tutelati o riconosciuti giuridicamente.

Insomma, il confronto deve essere con i pazienti e non sui pazienti, e tutti quei finanziamenti a sostegno della lotta alle malattie rare non dovrebbero essere indirizzati solo a istituti e strutture, ma devono sostenere processi di aiuto all'autonomia delle persone affette da malattie rare e disabilità.

L'attenzione è alta, ma è necessaria maggiore concretezza. Oggi l'obiettivo è ancora lontano.

Joanna Kopcińska, *w imieniu grupy ECR*. – Pani Przewodnicząca! Pani komisarz! Popieram działania dotyczące rewizji planu działania Unii Europejskiej w zakresie chorób rzadkich, którego nadrzędnym celem jest to, aby do 2030 roku żaden pacjent dotknięty chorobą rzadką nie został pozostawiony bez opieki. Wydaje się rozsądne, aby europejskie sieci referencyjne oraz istniejące narodowe plany i strategie krajowe zyskały nową synergię zważywszy na fakt, że na płaszczyźnie europejskiej nie dysponujemy kompleksowo zaktualizowanym podejściem do tego problemu. Dlatego zgodnie uważam, że należy doprowadzić do wtórnej klasyfikacji rejestru chorób rzadkich oraz przemyśleć metody nowego wdrażania diagnostyki chorób rzadkich poprzez ciągłe upowszechnianie badań przesiewowych i testów genetycznych,

a zwłaszcza należy przemyśleć funkcjonowanie sieci systemów ośrodków referencyjnych.

Opieka zdrowotna dla pacjentów z chorobami rzadkimi musi dotyczyć zarówno zwiększenia dostępności wysoko specjalistycznej opieki medycznej, jak i dostępności terapii lekowych wraz z aktualizacją dostępnych technologii.

Kateřina Konečná, za skupinu *The Left*. – Paní předsedající, vážená paní komisařko, přiznejme si to, potřebujeme plán pro třicet milionů našich spoluobčanů žijících se vzácným onemocněním v Evropské unii na další desetiletí. Ten poslední je totiž dvanáct let starý, a to je ostuda. Potřeby pacientů se vzácným onemocněním vyžadují větší úroveň přeshraniční spolupráce v oblasti zdravotní péče. Navzdory tomu, že existuje směrnice o přeshraniční zdravotní péči, která má takovou spolupráci usnadnit, přetrvávají překážky, které nejen znesnadňují přístup ke zdravotní péči v jiné zemi Evropské unie, ale nechávají na straně pacienta administrativní, finanční a emoční zátěž. Je třeba také podpořit zlepšení v oblasti diagnostiky, dat, výzkumu, jejich integrované péče a léčby. Potřebujeme zavést masivní screenyngy novorozenců, abychom jim dali šanci žít normální život. Je zcela jasné, že bez celounijního vedení se tento boj prostě neobejde. Jsem tak velmi ráda, že se nadcházející předsednické trio v Radě, v čele s Francií, Českou republikou a Švédskem, k otázce nového plánu staví kladně.

Ráda bych se však ještě krátce zastavila u financování evropských referenčních sítí, o kterých jsme tady dnes tolik slyšeli. Přibližně před měsícem jsem na problém jejich financování upozorňovala na Výboru pro životní prostředí, veřejné zdraví a bezpečnost potravin. Evropské referenční sítě jsou neúspěšnějším projektem evropské zdravotní politiky. I přesto, že jsme pro jejich financování dali jasná pravidla v rámci programu EU4Health, čelí dnes finančním potížím a hrozbě zániku. Je nutné, paní komisařko, co nejdříve reagovat a poskytnout jim chybějící peníze na rok 2022. Ono totiž nejde o to, co bude po roce 2023, kde ty peníze asi máme, ale je velký problém s tím, že my se potřebujeme udržet financování právě v roce 2022. Já vás prosím, udělejte všechno proto, aby tento zářný projekt úspěšné spolupráce nemusel zmizet jen proto, že bude chybět řádově pár milionů eur.

Děkuju všem, kteří pomáhají v péči o pacienty, především rodinám a lékařům, kteří se snaží najít nejlepší cestu pro jejich léčbu.

Λουκάς Φουρλάς (PPE). – Κυρία Πρόεδρε, κυρία Επίτροπε, οι σπάνιες ασθένειες δεν είναι τόσο σπάνιες. Τριάντα εκατομμύρια άνθρωποι πάσχουν από σπάνια νοσήματα στην Ευρώπη. Θα επικεντρωθώ στον ρόλο των εταιρειών. Είναι ανεπίτρεπτο να μην υπάρχουν φάρμακα για παιδιά με σπάνιες μορφές καρκίνου, γιατί δεν συμφέρει οικονομικά στις μεγάλες φαρμακευτικές εταιρείες να τα παράγουν. Πολλές από αυτές τις ασθένειες απαιτούν χρόνιες, πολυδάπανες θεραπείες. Αν θέλουμε να μιλάμε για ανθρώπινη Ευρώπη, πρέπει να εστιάσουμε σε μια ενιαία πολιτική υγείας. Οφείλουμε να στηρίξουμε τους ανθρώπους αυτούς. Η υγεία τριάντα εκατομμυρίων ανθρώπων που ζουν με μια σπάνια ασθένεια δεν μπορεί να αφεθεί στην τύχη ή στα συμφέροντα μεγάλων εταιρειών που βλέπουν τους ασθενείς απλώς σαν νούμερα. Πρέπει να διασφαλίσουμε την πρόσβαση σε θεραπείες για όλους τους Ευρωπαίους πολίτες. Κυρία Επίτροπε, ευχαριστούμε που ήσασταν δίπλα μας. Η ανθρώπινη ζωή δεν θυσιάζεται στο βωμό του κέρδους των φαρμακευτικών εταιρειών και οφείλουμε να θέσουμε τέρμα σε αυτές τις συμπεριφορές.

Sara Cerdas (S&D). – Senhora Presidente, Comissária, Colegas, de acordo com os novos desenvolvimentos a nível de investigação, ciência e tecnologia, as atuais políticas europeias em matéria de doenças raras encontram-se desatualizadas. Apesar da sua baixa prevalência, as doenças raras afetam cerca de 30 milhões de europeus. São 30 milhões de pessoas sem respostas e com necessidades em saúde não correspondidas.

Precisamos, assim, de um novo Plano Europeu de Ação para as Doenças Raras. Este novo plano de ação deve assentar em objetivos e metas bem delineadas e seguir as últimas recomendações. Deve unir as políticas e iniciativas a nível nacional, regional e local sobre doenças raras num só quadro. Deve também tirar maior proveito da era digital, dos dados em saúde para mais informação, melhor investigação, mais ferramentas de diagnóstico e melhores tratamentos. Um novo plano europeu de Ação para as Doenças Raras transversal que nos torne mais competitivos ao nível da inovação e da investigação, de novas terapias e tecnologias e que permita responder adequadamente às necessidades atuais, tais como os diagnósticos mais precoces e terapêuticas mais adequadas.

Em linha com a recente resolução das Nações Unidas, precisamos de uma estratégia europeia que vá para além da prestação de cuidados de saúde, que olhe para a saúde em todo o seu pleno, incluindo as componentes sociais e económicas, e que responda, assim, aos inúmeros desafios vividos por aqueles com doença rara na União Europeia. Tem de ser um novo plano de ação que não deixe nenhum cidadão para trás. São 30 milhões de razões multiplicadas pelos seus familiares e cuidadores.

Véronique Trillet-Lenoir (Renew). – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, chère Stella, chère Frédérique, merci d'avoir organisé ce débat essentiel. Être atteint d'une maladie rare, c'est être confronté au risque de diagnostic tardif, à des difficultés d'accès aux traitements, aux essais cliniques, dans un sentiment de perte de confiance, d'incertitude et d'isolement. Un plan d'action efficace contre les maladies rares se doit d'être européen parce que nous avons besoin de cette masse critique de compétences.

L'Union européenne a créé le précieux modèle des centres européens de référence permettant l'échange de pratiques entre spécialistes, la réponse aux questions posées par des médecins souvent démunis, l'accès à des consultations de qualité, à des bases de données, à des patients experts. Conservons cet acquis et renforçons-le, ainsi nous ne laisserons personne de côté. Ces centres ont besoin d'un budget à la hauteur des attentes des 30 millions de patients atteints d'une maladie rare dans l'Union européenne. Madame la Commissaire, financez-les.

Alessandra Basso (ID). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, una malattia rara ha solo, dal punto di vista della visibilità, uno svantaggio, vale a dire quello di colpire solo 5 persone su 10 000 nell'Unione europea. Questo non la rende meno dolorosa, ma semplicemente meno statisticamente rilevante.

Sin dai tempi di Ippocrate curare i malati è stata una priorità e la storia del nostro continente ha visto centinaia di uomini e donne che hanno dedicato la loro vita allo studio per sviluppare la medicina. In Europa siamo sempre stati in prima linea dal punto di vista medico e farmaceutico, ma non abbiamo fatto abbastanza.

Abbiamo delle eccellenze riconosciute in tutto il mondo e da sempre supportiamo la ricerca, come ha dimostrato lo sviluppo dei vaccini per fronteggiare la COVID-19, ma non è ancora abbastanza. Ciò che manca sono i fondi, e non possiamo aspettare una pandemia per ricordarcene.

Ci sono famiglie le cui vite dipendono dalle nostre decisioni ed è per questo che dobbiamo fare tutto ciò che è in nostro potere per aiutarle. Questo significa creare network informativi che migliorino la diagnostica e affrontare il problema dei medicinali orfani.

Dobbiamo investire ancora più risorse e dare un aiuto concreto alla sperimentazione di nuove cure e nuovi farmaci, per tutelare al massimo il diritto alla vita dei nostri cittadini e garantire la loro integrazione nella società, perché una vita non è solo un numero e il dolore non è qualcosa che si pesa.

Anna Fotyga (ECR). – Madam President, to successfully combat rare diseases, we have to overcome many and enormous difficulties. Yet, I acknowledge progress achieved until now.

The existing European Joint Programme on Rare Diseases is an example of a very good European cooperation, bringing together all stakeholders engaged in this area. I think that a revised action plan is necessary.

In particular, Commissioner, I appeal to you and to your other colleagues to ensure broadening the scope of EU finances, in particular to those who are in action – parents, caretakers, as well as doctors directly engaged in providing treatment to patients of rare diseases.

Sandra Pereira (The Left). – Senhora Presidente, muitos milhares de pessoas na União Europeia são afetadas por doenças raras, exigindo uma resposta abrangente. Tenho acompanhado as dificuldades que passam as cerca de 500 famílias que em Portugal são afetadas pela paramiloidose amiloidótica familiar, também conhecida como a doença dos pezinhos, uma doença rara hereditária e degenerativa para a qual escasseiam respostas.

Este é, aliás, um exemplo paradigmático. Existindo um medicamento com elevado grau de sucesso para o tratamento da doença, a lógica mercantil por trás da sua distribuição faz com que este seja completamente inacessível a muitas destas famílias. Só o reforço das capacidades de intervenção e investimento público que garanta um serviço nacional de saúde universal e acessível, capacidades de investigação científica que desenvolvam tratamentos, capacidades de produção e distribuição de medicamentos que não sujeitem os doentes à voragem das multinacionais farmacêuticas, pode responder às necessidades e aos anseios destes doentes.

Para além do necessário apoio aos pais cujos filhos são portadores de doenças raras, é preciso promover iniciativas e programas que visem eliminar o estigma que algumas dessas doenças, geralmente por desconhecimento, causam nos outros. Deste plano de ação da União Europeia, sempre tão apologista da liberalização e do desinvestimento, dificilmente encontraremos a resposta necessária.

Maria da Graça Carvalho (PPE). – Senhora Presidente, Senhora Comissária, as doenças raras afetam mais de 30 milhões de pessoas na União Europeia e mais de 600 mil em Portugal. Existem cerca de 6 mil doenças raras, cada uma atinge poucas pessoas, mas no seu conjunto representam muitos doentes e não estamos a dar-lhes a resposta digna. O diagnóstico pode demorar até cinco anos. Os tratamentos são escassos, abrangendo apenas 6% das doenças.

Em 2009, a União Europeia adotou a estratégia para as Doenças Raras que se manteve até hoje. Eu própria, na altura como relatora do programa específico Horizonte 2020, incluí as doenças raras nas prioridades, o que possibilitou o Joint Programme que hoje existe. Registámos progressos, mas estamos aquém das expectativas. Precisamos de rever a estratégia o mais tardar até 2023.

Na minha opinião, há dois pontos que temos que salvaguardar: o reforço da investigação científica, o reforço da cooperação nessa investigação, não apenas na Europa mas a nível global. Precisamos de criar um ecossistema de inovação forte na área das doenças raras e uma nova estratégia para a partilha de dados na área da saúde. A troca de informações e de conhecimento é particularmente importante no combate destas doenças.

Alessandra Moretti (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissaria, per affrontare la questione delle malattie rare e della strategia europea da realizzare in questo senso si devono tener presenti due aspetti: il problema della disponibilità dei farmaci e delle terapie adeguate e, allo stesso tempo, il problema dell'accessibilità e il diritto di cura di tutti i pazienti, e in tutti i paesi europei, quando queste terapie siano già disponibili.

In questo contesto l'Italia, pochi giorni fa, ha approvato una legge organica e approfondita sulle malattie rare, alle quali dedica fondi e programmi sia per la ricerca che a supporto dei pazienti. Tuttavia, non può essere un tema lasciato ai singoli Stati, perché uno dei problemi fondamentali delle malattie rare è la scarsità di dati che ostacolano l'individuazione di terapie e percorsi clinici.

Ma soprattutto è necessario che l'Unione si faccia carico di un ruolo fondamentale di coordinamento, promozione di buone pratiche e, in modo ancora più deciso, di garanzia di pari diritti per tutti i pazienti affetti da malattie rare. Penso soprattutto ai bambini colpiti da diagnosi così terribili e alle loro famiglie.

Queste malattie possono essere affrontate efficacemente solo a livello europeo. Serve quindi fare del piano europeo per le malattie rare una priorità da inserire nel contesto dell'Unione europea della salute, la cui realizzazione diviene sempre più urgente, giorno dopo giorno.

Il gruppo dei socialisti è al fianco di tutti i malati e delle loro famiglie e chiediamo alla Commissione di agire tempestivamente per affrontare con misure concrete questo tema così urgente.

Billy Kelleher (Renew). – Madam President, we need to have a uniform new-born screening programme. We need to ensure there's early diagnosis. We have too many mis-diagnoses, non-diagnosis, delayed diagnosis of children when they are born in the area of rare diseases. And we also have to accept that we have to have collaboration between Member States in terms of research, innovation, specialist services, medical personnel in the areas of the very rare diseases, because we simply cannot assume that every country will have the capacity, or the population base, or the expertise, or the wherewithal, or the resources, to make available the therapeutic medicines, the orphan medicines and the care that is required in every area of rare diseases.

So, this European Action Plan Against Rare Diseases is very welcome, and we have to ensure now that it is bought into by the Member States in areas of, as I said, support for people with rare diseases.

My specific area of interest is in the context of PKU (Phenylketonuria) – I am the co-chair of a cross party alliance here in the European Parliament, and we do want to bring the issue of rare diseases right to the very top and to ensure that when medicines are approved by the European Medicines Agency that every citizen in the European Union can get access to them, not based on individual Member States and their ability to pay or not. So I commend the review and I hope that we will engage positively with all Member States.

Tanja Fajon (S&D). – Gospa predsednica!

Danes nas je okoli 30 milijonov Evropejcev, ki imamo diagnosticirano eno od redkih vrst bolezni. Imamo 30 milijonov razgovorov, zakaj potrebujemo usklajen in celosten pristop za reševanje težav, s katerimi se dnevno soočamo.

Nocojšnja razprava me kot ambasadorico za redke bolezni navdaja z optimizmom. Zakaj? Prejšnji teden je odbor Generalne skupščine Združenih narodov sprejel resolucijo o obravnavi izzivov oseb, ki živijo z redko boleznijo, in njihovih družin. To je velik korak za skupnost bolnikov, ki so prevečkrat stigmatizirani in potisnjeni na rob družbe.

Tudi študija Rare 2030, ki jo financira Unija, ugotavlja, da sedanja strategija potrebuje posodobitev. Spodbuditi moramo tudi inovacije.

Slovinci beležimo izjemen dosežek na področju presejalnega programa za novorojenčke, ki odkriva kar 40 redkih bolezni pri otroku in zagotavlja pravočasno ukrepanje.

Zagotoviti moramo, da bo Evropski akcijski načrt za boj proti redkim boleznim ena izmed prioritete tudi naslednjega predsedujočega tria Svetu Unije.

Ondřej Knotek (Renew). – Madam President, I am very proud that within the TRANSFORM MEP Interest Group, we help to promote the enormous potential of transformative therapies for rare disease patients. One of the key challenges today is lack of data. Methods based on the collection and use of real world data represents a possible solution.

Therefore, the European Health Data Space shall enable usage of real world data in the lifetime management of transformative therapies. Furthermore, cross-border patient data exchange and adequate funding for a European reference network are crucially important.

Madam Commissioner, let me invite you to propose an EU Rare Disease Action Plan based also on the recommendations of the Rare 2030 foresight study. This is very important, because this concerns some 30 million EU patients who are waiting for us to take action.

Stella Kyriakides, Member of the Commission. – Madam President, I thank you very much for all the input to this debate. In fact, you are in a sense preaching to the converted, if I may say, because I agree with the importance of this issue and with the need for us to all work together and for the action needed to be taken. Rare diseases will remain an important focus for the Commission and patients' voices and families' voices will continue to be central to our approach, also, in the context of the revision of the legislation on medicines for rare diseases in children, planned for the end of next year.

Mrs Kopacz, you said that all patients, no matter where they live, should have equal access to treatment, and I would agree totally that this is not negotiable. And Mrs Guteland said it's not easy to build up expertise and competence in all Member States and that shows exactly the importance of European reference networks.

Several of you, I think it was Mrs Kopcińska and others, mentioned the importance that we support a European reference networks, and I totally agree. I'm working on this too. They deserve the support. I am working to find the solution. We will be supporting their further activities and looking how to do this within our EU4Health programme.

Mrs Ries, you mentioned Red 2030 and I think I need to just mention here that we are already looking at the outcomes of this study, and I am pleased to note that many of these recommendations of the study are already being taken on board.

Mrs Metz also mentioned the European reference networks, and several of you, and I made some notes here, spoke about rare diseases in the forms of paediatric cancers. I know that Madame Véronique Trillet-Lenoir is an expert in the area, and this is why we dedicated a specific area of Europe's Beating Cancer Plan to paediatric cancers. And this is why we are, in conjunction with the plan, looking at the revision of the orphan and paediatric regulations, which aim to address the problems that we now face in terms of treatments and innovation. I want to assure you that all medicinal products, which could be efficacious in treating paediatric cancers, are effectively studied in children. And we would look at the experience acquired in the US with their recent change of legislation for medicines for children to address this issue.

And Mr Fourlas, we will be giving incentives to industry to boost innovation in areas where we have medical needs. But we will also impose obligations to ensure better access to medicines, to ensure that inequalities disappear within the EU.

Several of you also mentioned the issue to do with stigma and awareness and the need to really change it, and I can't agree more with this. And Mrs Moretti also mentioned the issue to do with the (Red) 2030 project and the need to have the evaluation of this, but we need to widely consult and I just wanted to say that before deciding the way forward.

So I just wanted to say a few words in terms of where we are with the European Reference Networks. We will also grow the ERNs and these are already providing answers and diagnosis and treatment plans for more than 1.7 million patients who before only had, as many of you said, uncertainty and doubt. And in January 2022, the new ERNs will be invited to join the existing 24 networks, almost doubling their size to comprise around 1500 specialised healthcare units across the EU.

And so we are consistently moving forward with this. We're supporting Member States in the development of their national rare disease plans. We're working within the Pharmaceutical Strategy for Innovation and increase support for our medical needs. And as many of you mentioned, we're preparing the proposal for the European Health Data Space and through the European Platform on Rare Diseases Registration. We're working towards a framework to counter data fragmentation.

So, all I can say in ending is that we as a Commission and myself, as Commissioner of Health and Food Safety, we are committed. We're committed to continuing to make concrete and tangible improvements and changes to the lives of rare disease patients, of their families, of those who work in the areas of rare disease, with commitment and dedication, as we have already been moving for the last 20 years and I look forward to working very closely with this Parliament and having the opportunity to stand before you again in the not so distant future and share with you how we have moved on with this.

President. – The debate is closed.

Written statements (Rule 171)

Ioan-Rareş Bogdan (PPE), în scris. – În prezent, sunt identificate 7 000 de boli rare, care afectează 30 de milioane de persoane numai în Europa și peste 300 de milioane de oameni din lumea întreagă. În Europa, există încă multe persoane care se nasc, trăiesc și mor cu boli rare, fără a fi diagnosticate. 95 % dintre pacienți nu au acces la tratament, nu au acces suficient la asistență medicală și socială pentru a le asigura o calitate mai bună a vieții. Pacienții cu boli rare sunt, de asemenea, afectați în mod disproporționat de probleme psihologice, financiare și sociale.

De aceea, consider că este esențial un plan de acțiune concret și cu obiective clare, care să vină în ajutorul tuturor celor care trăiesc deja cu o boală rară în prezent. Sănătatea a zeci de milioane de persoane care trăiesc în Europa cu o boală rară trebuie să fie în centrul preocupărilor noastre și este obligatoriu să facem tot ce ne stă în putere pentru a asigura accesul la tratamente pentru cetățenii europeni.

Josianne Cutajar (S&D), *in writing*. – 30 million people across Europe suffer from a rare condition: a number which accounts for 60 times the size of my own country, Malta. The findings of the Rare 2030 Foresight Study are clear: we need a new EU policy framework for rare diseases for them to remain a public health priority. We can achieve it through European actions that enhance cooperation of long-term national plans and policies while monitoring their achievement with measurable goals. Our fight is to eliminate the inequalities persons living with a rare disease and their families experience every day! From combating isolation to the possibility of obtaining special leave to take care of a member of the family, a European Action Plan should fully support the potential and wellbeing of all people living with a rare disease. We can make the difference in many ways, such as enhancing the awareness of people living with a rare disease in society as well as supporting their better access to medicine, employment and education. I urge the European Commission to act swiftly: leaving no patient and no family behind is not just a matter of fairness; it is a moral imperative.

Jarosław Duda (PPE), *na piśmie*. – Działania na rzecz osób dotkniętych chorobami rzadkimi to obszar, w którym oczywista jest wartość integracji europejskiej. Istnieje ok. 6000 chorób rzadkich, a wiedza o nich jest znikoma. Koszty badań naukowych są wysokie, a terapie nierentowne. Dlatego bez wspólnych, strategicznych działań na poziomie europejskim wielu pacjentów nie będzie miało nigdy szansy na właściwą diagnozę, leczenie i rehabilitację.

Choroby rzadkie dotyczą 30 mln ludzi w Europie. Często uwarunkowane genetycznie, rozpoczynają się w dzieciństwie i z powodu trudności w diagnostyce i braku leków prowadzą do postępującej utraty zdrowia, niepełnosprawności, izolacji, stygmatyzacji i wykluczenia.

Ostatnie 10 lat pokazało, że na poziomie europejskim można zdziałać wiele: powstały m.in. sieci referencyjne skupiające wiedzę i talenty najwybitniejszych specjalistów. Mamy pierwsze doświadczenia, podsumowania oraz świetny materiał – studium perspektywiczne RARE2030 będące wynikiem intensywnej współpracy ekspertów z całej Europy. Studium zawiera konkretne rekomendacje i scenariusze.

Przyjęte podejście, warte upowszechnienia, oparte na przewidywaniu przyszłych trendów, pozwala przygotować się do wyzwań i szans, jakie przyniosą kolejne lata. Potrzebujemy strategii, która umożliwi wcześniejszą, szybszą diagnostykę, dostępność leków, holistyczne podejście do opieki i leczenia. Dlatego też z niecierpliwością oczekuję dalszych działań Komisji, w tym przeglądu strategii na rzecz chorób rzadkich i osiągnięć sieci, a także podjęcia dynamicznych prac nad wdrożeniem rekomendacji RARE2030.

Ádám Kósa (NI), *írásban*. – A ritka betegségek gyakran krónikus, progresszív lefolyásúak, és rendkívül romboló hatással vannak az érintettek jólétére, életminőségére és a mindennapi tevékenységek végzéséhez szükséges képességekre. A Petíciós Bizottságban is több olyan petícióval találkoztam, melyeket ilyen betegséggel élők adtak be. Sokszor innovatív és drága kezelésre van szükségük, ami anyagilag nem megterül, de mégis feltétlenül támogatni kell EU- és tagállami szinten is gyógyulásukat. Ebben a témában az Európai Bizottsághoz is kérdéssel fordultam már 2020 tavaszán. Csökkenti kell a beteg diagnosztikához, információhoz és gondozáshoz való hozzáférése terén fennálló egyenlőtlenségeket. A tagállamoknak segítségre van szükségük e betegségek ismertségének és láthatóságának fokozásához.

Támogatni kell a kutatásokat és az innovációt az ilyen betegségek alaposabb megismerése céljából. Javítani kell a diagnosztikát és a terápiás megközelítéseket. A ritka betegségben szenvedők többsége mobilitási problémákkal küzd, és súlyos egyenlőtlenségekkel kénytelen megküzdeni a foglalkoztathatóság és a társadalmi befogadás terén, ezért fontos, hogy az ENSZ CRPD egyezménye alapján ugyanolyan szintű védelemben részesüljenek, mint azok, akiknek a fogyatékossága nem függ össze valamely ritka betegséggel. A foglalkoztatás terén történő megkülönböztetéssel szemben a fogyatékossgal élő személyek számára védelmet biztosító uniós jogszabályok, valamint a szociális jogok európai pillérének 17. alapelvében foglaltak szintén alkalmazandók a ritka betegségben szenvedőkre is.

Manuel Pizarro (S&D), *por escrito*. – O debate sobre o plano de ação europeu contra as doenças raras é um claro indicador de que a Europa tem vindo a evoluir positivamente na tentativa de mitigar as assimetrias entre Estados-Membros. A atual situação no que diz respeito ao diagnóstico neonatal de doenças raras, quando vista Estado-Membro a Estado-Membro, prova que o único caminho a prosseguir na construção de uma europa mais justa e solidária passa por identificar boas práticas e uniformizar os bons procedimentos. Nesta matéria, é com imenso orgulho que posso referir Portugal como um exemplo muito positivo, fazendo diagnóstico neonatal de 27 doenças raras. Importa, por isso, continuar a construir uma União Europeia também na área da saúde. Provado está que esta é uma das grandes preocupações dos cidadãos europeus e que vai muito para além das situações de crise, como a atual pandemia, ou da prevenção e tratamento do cancro (claramente entendido como uma prioridade pela Comissão Europeia), estendendo-se a todas as áreas da saúde.

17. Prezentacja sprawozdania rocznego Trybunału Obrachunkowego za rok 2020 (debata)

President. – The next item is the presentation of the Court of Auditors' annual report 2020 (2021/2929(RSP)).

Klaus-Heiner Lehne, Präsident des Rechnungshofs. – Sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Abgeordnete, sehr geehrte Frau Kommissarin, meine Damen und Herren! Ich freue mich, an der heutigen Plenarsitzung des Europäischen Parlaments teilnehmen zu können. Ich werde von meinem Kollegen Tony Murphy begleitet. Er ist, wie Sie wissen, das für den Jahresbericht zuständige Hofmitglied und der Doyen unserer Kammer V.

Gemäß dem Vertrag ist es unter anderem Auftrag des Rechnungshofes, die Rechnung über alle Einnahmen und Ausgaben der Union zu prüfen und eine Erklärung über die Zuverlässigkeit der Rechnungsführung sowie die Rechtmäßigkeit und Ordnungsmäßigkeit der zugrunde liegenden Vorgänge vorzulegen. Die diesbezüglichen Ergebnisse für das Haushaltsjahr 2020 möchte ich Ihnen heute Abend kurz vorstellen.

Wie bereits seit vielen Jahren haben wir uneingeschränkte Prüfungsurteile zur Zuverlässigkeit der Rechnungsführung und zu den Einnahmen abgegeben. Bei den Ausgaben hingegen stellten wir für 2020 auf der Grundlage der von uns ausgewählten 728 Ausgabenvorgänge erneut eine wesentliche Fehlerquote fest. Bei genauerer Betrachtung der einzelnen Ausgabenarten und der mit ihnen verbundenen Risiken zeigte sich jedoch, dass die mit einem geringen Risiko verbundenen Ausgaben auch tatsächlich keine wesentliche Fehlerquote aufwiesen.

Hingegen wiesen die mit einem hohen Risiko verbundenen Ausgaben – so etwa Ausgaben, bei denen die Begünstigten Anträge auf Erstattung der ihnen entstandenen förderfähigen Kosten einreichen und häufig komplexe Vorschriften beachten müssen – erneut eine wesentliche Fehlerquote auf.

Der Anteil dieser mit einem hohen Risiko verbundenen Ausgaben macht mittlerweile deutlich mehr als die Hälfte, nämlich 59 % unserer Prüfungspopulation im Jahre 2020 aus. Dies ist weitgehend auf den Anstieg der Kohäsionsausgaben zurückzuführen. Aus diesem Grunde gaben wir wie bereits im vergangenen Jahr ein versagtes Prüfungsurteil zu den EU-Ausgaben insgesamt ab, eine sogenannte *adverse opinion*.

Zu den Fehlern, die von unseren Prüfern am häufigsten ermittelt wurden, gehörten Kostenaufstellungen, Projekte, Tätigkeiten oder Begünstigte, die nicht förderfähig waren, Fehler bei der öffentlichen Auftragsvergabe und bei staatlichen Beihilfen sowie fehlende Belege.

Für die Teilrubrik Wettbewerbsfähigkeit gelangten wir zur Schätzung einer Gesamtfehlerquote von 3,9 %. Die von uns aufgedeckten Fehler betrafen vor allem die Ausgaben für Forschung und Innovation, und hier insbesondere die von kleinen und mittelständischen Unternehmen gemeldeten Personalkosten.

Unsere geschätzte Fehlerquote für den Bereich Kohäsion beläuft sich auf 3,5 %. Sie wurde bereits verringert, um Korrekturen Rechnung zu tragen, die vor Beginn unserer Prüfung erfolgt sind. Wir stellten fest, dass die meisten Fehler auf nicht förderfähige Kosten und Projekte zurückgingen, und wir analysierten außerdem die Feststellungen, zu denen nationale Prüfbehörden bereits vor unserer Prüfung gelangt waren.

Da wir zusätzliche Fehler ermittelten, die auf nationaler Ebene oder von der Kommission nicht aufgedeckt worden waren, kommen wir – und dies ist nicht das erste Mal – zu dem Schluss, dass die auf nationaler Ebene gemeldeten Restfehlerquoten nicht immer zuverlässig sind.

Unsere Prüfung der Rubrik „Natürliche Ressourcen“ ergab eine geschätzte Fehlerquote von 2 % und somit einen Wert, der gerade noch im Rahmen unterhalb der Wesentlichkeitsschwelle liegt. Hier liegt aber eine klare Zweiteilung vor. Zum einen die Direktzahlungen, das sind 69 % dieser Rubrik, die keine wesentliche Fehlerquote aufweisen. Zum anderen der Rest der Rubrik, das sind Programme zur Entwicklung des ländlichen Raums, Marktmaßnahmen, Fischerei, Umwelt- und Klimapolitik, für die deutlich größere Unregelmäßigkeiten aufgezeigt wurden.

Im Bereich „Sicherheit und Unionsbürgerschaft“ war ein Drittel unserer 27 Vorgänge umfassenden Stichproben mit Fehlern behaftet, von denen vier auch Auswirkungen auf den Haushalt hatten. Ein ähnliches Bild ergibt sich für die Rubrik „Europa in der Welt“. Hier wurden bei den 75 untersuchten Vorgängen 17 quantifizierbare Fehler ermittelt. Im Verwaltungsbereich, und das ist wie immer positiv, lag die Fehlerquote unter der Wesentlichkeitsschwelle. Dies war während der gesamten Dauer des zurückliegenden MFR der Fall.

Soviel zu den einzelnen MFR-Rubriken. Lassen Sie mich nun sechs horizontale Punkte ansprechen, die alle betreffen.

An erster Stelle stehen dabei geografische Informationen. Wir werden von Ihnen häufig um eine präzisere Aufschlüsselung der Prüfungsergebnisse nach Mitgliedstaaten gebeten. Auch wenn unser Ansatz nicht darauf angelegt ist, solche Informationen zu liefern, möchte ich darauf verweisen, dass die von uns festgestellten quantifizierten Fehler für die Bereiche Kohäsion und natürliche Ressourcen in unserem Jahresbericht nach Mitgliedstaaten aufgeführt sind, und wenn wir konkrete Beispiele nennen, nennen wir dabei auch den jeweils betroffenen Mitgliedstaat.

Der zweite Punkt sind die Einziehungen. Für 2020 betrachteten wir die Berichterstattung der Kommission über Finanzkorrekturen und Einziehungen in der jährlichen Managementleistungsbilanz eingehender und stellten fest, dass sie komplex und nicht immer klar waren. Wir stellten ebenfalls fest, dass sie sehr weit zurückgehen. So betrafen die Finanzkorrekturen auch noch die Programmperiode von 1994 bis 1999. Wir werden unsere Arbeit mit einem für das Jahr 2022 geplanten Sonderbericht fortsetzen.

Der dritte Punkt betrifft Betrug. Der Hof hat dem OLAF sechs Fälle mutmaßlichen Betrugs übermittelt, die er im Zuge seiner Prüfung festgestellt hatte. In all diesen Fällen wurden Untersuchungen eingeleitet. In diesem Jahr schloss der Hof eine Vereinbarung mit der neuen Europäischen Staatsanwaltschaft und wendet sich daher jetzt entweder an das OLAF oder das EPPO, je nach deren jeweiligem Zuständigkeitsbereich.

Der vierte Punkt sind Prüfbesuche – ein Thema, das wir bereits vor einem Monat im Haushaltskontrollausschuss ausführlich diskutiert haben. Wie Sie wissen, nehmen unsere Prüfer unter normalen Umständen lange Wege auf sich, um Prüfungen an Ort und Stelle durchzuführen, Originalbelege einzuholen, Mitarbeiter der geprüften Stellen vor Ort persönlich zu befragen und die von uns ausgewählten Vorgänge daraufhin zu überprüfen, ob die von der EU finanzierten *outputs* auch tatsächlich existieren.

Wir erörtern die pandemiebedingten Reisebeschränkungen, mit denen unsere Mitarbeiter viele Monate lang konfrontiert waren. Es ist uns bewusst, dass dadurch das sogenannte Aufdeckungsrisiko natürlich steigen kann. Für 2020 waren wir aufgrund der von uns erlangten Prüfungsnachweise trotzdem in der Lage, unsere Prüfungsarbeit abzuschließen und auch die notwendigen Schlussfolgerungen zu ziehen.

Für künftige Prüfungstätigkeiten hoffen wir, dass wir, wenn diese Krise vielleicht auch irgendwann mal ein Ende finden sollte, wieder in einem ausreichenden Umfang selbstständig physische Kontrollen in den Mitgliedstaaten vornehmen können, aber gleichzeitig auch die Vorteile von Videokonferenzen für routinemäßige Sitzungen nutzen werden.

Fünfter Punkt, für mich mit der wichtigste: Digitalisierung der Berichterstattung, Überwachung und Rechnungsprüfung. Wenn ich mir die tägliche Arbeit unserer Prüfer anschau, besteht kein Zweifel daran, dass die gesamte Prüfungskette stärker digitalisiert werden muss. Anders ausgedrückt bedeuten fehlende Digitalisierung und mangelnde Interoperabilität zusätzlichen Aufwand für die Prüfer, mehr Arbeitsschritte für die Kommission, um Vorgänge nachzuvollziehen, weniger Transparenz, was die Endbegünstigten anbelangt, und natürlich auch eine geringere Akzeptanz.

Im 21. Jahrhundert ist die Tatsache, dass es mehrere hundert unterschiedliche Berichterstattungssysteme für EU-Mittel gibt, nicht Ausdruck von Subsidiarität, sondern von Ineffizienz. Ich freue mich daher sehr, dass das Parlament dieses Thema in den Mittelpunkt der Aufmerksamkeit gerückt hat.

In Ihrer Entschließung auf der Grundlage eines Berichtes mit einer Rechtssetzungsinitiative, die von Frau Grapini ausgearbeitet wurde und über die in dieser Woche abgestimmt wurde, fordern Sie eine Aktualisierung der Haushaltsordnung und legen gleich den konkreten Text dazu vor. Wir alle wissen, dass Zeit und Finanzmittel erforderlich sein werden, um solch ein harmonisiertes Berichterstattungssystem einzurichten.

Aber wir müssen jetzt wirklich alles tun, um weitere Verzögerungen zu vermeiden. Ich möchte deshalb alle Beteiligten auffordern, ihren Fokus über die Digitalisierung der Berichterstattung hinaus auch auf die Digitalisierung der Verwaltung der EU-Programme zu richten, also auf jene programmbezogenen Tätigkeiten der Kommission und der Mitgliedstaaten, die vor der Berichterstattung erfolgen, wie etwa die Bewilligung von Geldern oder die Kommunikation mit den Empfängern. Wir als Rechnungshof werden unsere Hausaufgaben bezüglich der Digitalisierung selbstverständlich auch machen.

Der sechste Punkt ist NextGenerationEU. Wie Sie wissen, werden die Zahlungen aus dem Aufbaufonds auf der Erfüllung von Etappenzielen und Zielvorgaben beruhen, anders als im derzeitigen System, in dem Kosten erstattet werden. Es liegt auf der Hand, dass sich dies darauf auswirken wird, was einen Fehler darstellt. Möglicherweise werden sich dementsprechend auch unsere Feststellungen und unsere Berichterstattung darüber ändern.

Der Hof ist sehr dankbar, dass das Parlament seinen Antrag auf zusätzliche Prüferstellen, den er speziell für die Auseinandersetzung mit NextGenerationEU für den Haushalt 2022 gestellt hat, nachdrücklich unterstützt hat. Ich bin ganz besonders dankbar dafür, dass das Parlament diesen Punkt im endgültigen Haushaltsplan, der in der vergangenen Woche im Vermittlungsverfahren vereinbart wurde, durchsetzen konnte. Ich zolle Ihnen, Frau Vorsitzende des Haushaltskontrollausschusses, Frau Hohlmeier, wie auch Ihrem Kollegen, dem Vorsitzenden des Haushaltsausschusses, Herrn Van Overtveldt, und dem zuständigen Berichterstatter, Herrn Boeselager, meine ausdrückliche Anerkennung vonseiten des Hofes für die engagierte Haltung in dieser Sache.

Letzten Endes geht es darum, über die erforderlichen Personalressourcen zu verfügen, um Ihnen Erkenntnisse und Feststellungen zu NextGenerationEU an die Hand zu geben, die Sie sonst nicht haben.

Stella Kyriakides, *Member of the Commission*. – Madam President, first of all, thank you for the invitation to this meeting today and for giving the Commission the opportunity to comment on the European Court of Auditors' annual report. Let me start by thanking President Lehne and his colleagues for their work in preparing the 2020 annual report.

We are very proud of the achievements of the EU budget in 2020. We have put together, in a mere few weeks, a comprehensive response to the unprecedented challenges brought about by the COVID pandemic, providing flexibility to the Union's budget to redirect every single euro available to this effort. And in spite of the challenges caused by the pandemic, we have also continued to deliver on the goals of our programmes and on the overarching horizontal priorities, such as the green and digital transitions. Lastly, we have continued to protect the EU budget against fraud and misuse, despite the new challenges.

Now, on the Court's report, let me first say that I am pleased that the EU accounts have received a clean opinion. For the 14th year in a row, the Court has concluded that our figures are reliable. Likewise, I am happy that the Court concludes, like last year, that the revenue side of the EU budget and administrative spending are free from material error. For expenditure, the European Court of Auditors' overall level of error remains at 2.7%, the same level as last year – despite, as we all know, the extremely difficult pandemic circumstances. Some years ago, we were discussing a much higher level of error. Since then, the Commission has made significant improvements, so that now, more than 97% of EU expenditure is estimated to be error free.

While the report provides a snapshot at a specific point in time, many of the controls and corrections are still to be made. At the closure of our multiannual programmes, our aim is to be below the materiality threshold. As you have heard from President Lehne, the Court has maintained its adverse opinion on expenditure. While we respect the opinion and methodology of the European Court of Auditors, I would like to underline that the implementation of the European Union budget is not homogeneous across countries, across regions and programmes, or even types of measures. This is why the Commission carries out a very detailed assessment of the functioning of its systems and those of the Member States and implementing partners. We identify where the risks and weaknesses are, and we take tailor-made actions to address these. On this basis, as well as on the basis of the Court's conclusions – which rightly identify a certain number of remaining challenges – we will continue our efforts: on simplifying rules (this remains the best way to prevent errors); on strengthening our control systems to make them more effective (I do not mean here more controls, I mean better controls); on accompanying, supporting and guiding beneficiaries, national authorities and other partners in the day-to-day management of EU funds.

I want to thank you once again for your attention and I look forward to our discussion today.

Tomáš Zdechovský, *za skupinu PPE*. – Paní předsedající, vážená paní komisařko, vážený pane prezidente, rád bych se zaměřil na jedno téma, které tady zaznívá, a to je téma spolupráce. Ve Výboru pro rozpočtovou kontrolu neustále narážíme na jednu věc – nedostatečnou a vlažnou spolupráci mezi orgány Evropské unie a členskými státy.

Evropská unie svou solidaritou nabídne fondy, programy, platformy na podporu a posílení našich politik. Členské státy s těmi podmínkami souhlasí a pak je najednou neplní. Je naprosto neakceptovatelné, že tato zpráva popisuje v řadě případů v souvislosti s Evropským rozvojovým fondem a programem Globální Evropa, že některé mezinárodní organizace zpochybňují samotný mandát Evropského účetního dvora a tak se snaží znemožnit spolupráci. Je neakceptovatelné, že některé neziskové organizace poskytují dokumenty pouze s omezeným přístupem a tak, že není možné ani pořizovat kopie dokumentů, nebo prodlužují a natahují lhůty, po kterých tyto dokumenty poskytnou. To je sabotáž této spolupráce. A přitom Smlouva o fungování Evropské unie dává Evropskému účetnímu dvoru právo na přístup k těmto dokumentům a informacím, které potřebuje k realizaci kontrol.

Apeluji tedy na Evropskou komisi, aby tuto podmínku řádně artikulovala, konkrétně generálnímu ředitelství, které je zodpovědné za plnění rozpočtu v oblastech Globální Evropy a Evropského rozvojového fondu. V opačném případě by Evropská komise měla zvážit, jaké kroky dále vůči sobě udělá.

Tsvetelina Penkova, *on behalf of the S&D Group*. – Madam President, 2020 was a difficult year, which affected Europe's society and economy in an unprecedented way. It did, of course, affect the implementation of the EU funds in EU programmes.

In this context, it is positive to note that the report concludes that the revenues for 2020 are regular, legal and free of material error. Of course, it is good that the estimated error in expenditure remained the same as last year, at 2.7%. I would like to mention that there are certain positive developments in significant areas of EU spending, including cohesion, where we see a decrease in the error rate this year compared to the previous year.

The current crisis is not over. EU support must reach people and small businesses swiftly and without unnecessary bureaucratic burden. Digital and large-scale investments must offer a balanced and effective recovery, and this Parliament needs assurances on the achievements and the milestones of the targets we set so we can achieve the goals we have ahead of us.

Olivier Chastel, *au nom du groupe Renew*. – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, Monsieur le Président de la Cour des comptes, chers collègues, la présentation de M. Lehne, que je remercie, m'inspire de nombreuses inquiétudes. Un taux d'erreur significatif, important dans les domaines de la compétitivité, de la cohésion et pour les dépenses à haut risque; le reste à liquider, qui dépasse les 300 milliards; la capacité d'absorption des États qui reste très problématique et, enfin, un manque de clarté sur les recouvrements et les délais. Je suis donc inquiet pour les années à venir au regard des montants qui seront dépensés – 1 800 milliards prévus dans le prochain cadre financier pluriannuel.

Par ailleurs, je ne peux qu'encourager, tant la Commission que les États membres, à généraliser les outils d'extraction de données et à systématiser le recours aux nouvelles technologies pour améliorer l'ensemble des contrôles. Vu les sommes engagées, notamment pour NextGenerationEU, nous devons être à la hauteur des attentes de nos concitoyens.

L'Union européenne doit permettre aux États membres de redéployer leur économie, mais aussi de mettre en œuvre nos politiques – le pacte vert, Horizon Europe, la transition numérique. Nous ne pourrions le faire pleinement qu'avec une gestion optimale des fonds. À ce titre, je me félicite qu'à l'occasion de la récente négociation du budget 2022, les négociateurs du Parlement soient parvenus à arracher au Conseil des moyens supplémentaires pour la Cour des comptes. Nous devons en effet veiller à ce que chaque euro dépensé le soit au bénéfice direct des Européens et il appartient à la Commission de tout mettre en œuvre pour répondre à cette exigence.

Viola Von Cramon-Taubadel, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Madam President, President Lehne, Commissioner, colleagues, the biggest share of EU taxpayers' money goes for the CAP, and therefore we must be most discerning and careful when using it. However, the Commission had not carried out an impact assessment for the Common Provision Regulation.

Regarding the CAP proposal, a comprehensive set of reasoned evaluations covering all aspects was not available at the time the impact assessment was prepared. Moreover, the area that is of great concern for us, the CAP's contribution to climate action, lacks a realistic way of estimating the direct payments made to farmers. In a special report, ECA has stressed the mismatch of EU money spent on biodiversity on farmland and the very poor performance of these measures. Here we see almost no positive effect of the allocated funds. False or incorrect reporting on the true climate-related spending is generally known as greenwashing. It goes against the true goals of the EU Green Deal, NextGenerationEU and all that the EU is doing to improve the way we live and treat the environment.

Unfortunately, there is no update on the audit of the former Czech Prime Minister Andrej Babiš and his holding, Agrofert, for the agriculture funds he has received. His conglomerate was identified as the biggest single recipient of EU agriculture funds in 2018 and 2019, reaching over EUR 30 million each year. We have seen the very concerning conclusion of the regional and structural funds audit that confirms the Babiš conflict of interest, but we are still waiting for the agriculture funds audit, which represents an even larger proportion of Babiš' fortune.

Yesterday's vote on the new CAP unfortunately just confirms the wrong way in which Europe goes about agriculture and thus calls for even more rigorous, strict and law-proof control of CAP spending.

Ryszard Czarnecki, *w imieniu grupy ECR*. – Pani Przewodnicząca! Pani Komisarz! Panie Prezesie Trybunału! Jest jak w amerykańskim filmie „Za rok o tej samej porze”. Spotykamy się tutaj co roku, zawsze otrzymujemy solidne sprawozdanie. Panie Prezesie, za to dziękuję. Zwracam uwagę na ustabilizowanie się w ostatnich paru latach szacowanego błędu w płatnościach z budżetu Unii na dość niskim poziomie 2,7 %. Tak samo było w roku ubiegłym i dwa lata temu. Chociaż w tym roku rosną przecież w budżecie Unii wydatki najbardziej narażone na ryzyko. W obszarze spójności niemal o 1 % obniżył się poziom błędu. Ten sam poziom jest, jeśli chodzi o zasoby naturalne – ten obszar.

Myślę, że warto podkreślić, iż gdy chodzi o wydatki dokonywane w formie zwrotu poniesionych kosztów, w poziomie błędu w dalszym ciągu był istotny spadek, prawie o procent, niespełna 5 % do 4 % w tym roku. Wreszcie trzeba zaznaczyć, że należy to sprawozdanie widzieć w kontekście kilku lat, wieloletniego charakteru interwencji Unii Europejskiej, korekt finansowych netto. I tutaj zgodnie z metodologią Komisji Europejskiej poziom ryzyka przy realizowaniu programów wynosi niespełna 1 %, czyli znacznie poniżej progu istotności. To są generalnie dobre wieści, chociaż trzeba chuchać na zimne. Żyjemy w trudnych czasach. Dziękuję za to sprawozdanie.

Sabrina Pignedoli (NI). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, ringrazio la Corte dei conti europea per il lavoro svolto.

In questi anni difficili, segnati dalla pandemia della COVID-19, le istituzioni europee sono state chiamate a un lavoro eccezionale, con un programma di rilancio coraggioso e mai visto prima. Resta però un interrogativo senza risposta: quanto è stato speso dalla Commissione europea per i vaccini e ora per le pillole anti-COVID? Come revisore esterno indipendente dell'Unione europea, riuscirà la Corte dei conti a farci sapere il prezzo pagato dall'UE alle grandi case farmaceutiche per i vaccini?

È una cosa a quanto pare segretissima, collegata a clausole contrattuali. Le istituzioni europee dovrebbero avere come priorità la trasparenza nei confronti dei cittadini. Come possiamo sapere se il potere delle case farmaceutiche non abbia influito sui contratti stipulati, soprattutto in un momento difficile come quello della pandemia? Se vogliamo la fiducia dei cittadini è necessario che si lavori con massima trasparenza.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE). – Κυρία Πρόεδρε, αγαπητή κυρία Επίτροπε, κύριε Πρόεδρε του Ευρωπαϊκού Ελεγκτικού Συνεδρίου, σήμερα, από αυτό το βήμα του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου, οφείλω να εξάρω την πολυσημάντη προσφορά και το έργο που επιτελεί καθημερινά το Ευρωπαϊκό Ελεγκτικό Συνέδριο, και συμβάλλει στη θετική και εύρυθμη λειτουργία της Ευρωπαϊκής Ένωσης, αλλά πολύ περισσότερο στη διαφύλαξη των συμφερόντων της Ευρωπαϊκής Ένωσης και των Ευρωπαίων φορολογούμενων πολιτών. Πιστεύω ότι δικαίως οφείλουμε να αποδώσουμε έπαινο προς το Ευρωπαϊκό Ελεγκτικό Συνέδριο. Αγαπητέ φίλε, Πρόεδρε του Ευρωπαϊκού Ελεγκτικού Συνεδρίου, διαβιβάστε τα συγχαρητήριά μας για το έργο το οποίο επιτελείτε στα μέλη σας, αλλά και σε ολόκληρο το προσωπικό που με υψηλή επαγγελματική ευσυνειδησία, αλλά και με άοκνες προσπάθειες προσπαθείτε να καταστήτε η ασπίδα προστασίας του ευρωπαϊκού χρήματος. Για εμάς, η αποστολή μας είναι να διαφυλάξουμε και να προστατεύσουμε και το τελευταίο ευρώ των φορολογούμενων πολιτών και αυτή η ευθύνη γίνεται ακόμα τεράστια με τα 672,5 δισεκατομμύρια ευρώ από τον NextGenerationEU. Όμως, συγχρόνως, θέλω να πω προς την Ευρωπαϊκή Επιτροπή και το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο ότι οι εποπτικές και ελεγκτικές αρχές δεν είναι κόστος για την Ευρωπαϊκή Ένωση. Και το Ευρωπαϊκό Ελεγκτικό Συνέδριο και η OLAF, οι οποίες επιτελούν σημαντικότατο και αξιολογώτατο έργο, όταν ζητούν να ενισχυθούν σε προσωπικό, σε υλικοτεχνική υποδομή, σε ψηφιοποίηση, που ορθά το αναφέρατε κύριε Πρόεδρε, και σε άλλα

μέσα για να αντιμετωπίσουν τη διαφθορά, οφείλουμε αυθωρεί και παραχρήμα να τους τα παράσχουμε. Γιατί κάθε ευρώ που επενδύουμε στους ελεγκτικούς μηχανισμούς —στο Ευρωπαϊκό Ελεγκτικό Συνέδριο, στην OLAF και στους άλλους ελεγκτικούς μηχανισμούς— δεν είναι κόστος· είναι επένδυση, γιατί αποφέρει πολλαπλάσια οφέλη για την Ευρωπαϊκή Ένωση. Και το σημαντικότερο, και τελειώνω, ο πιο σημαντικός ρόλος και αποστολή του Ευρωπαϊκού Ελεγκτικού Συνεδρίου είναι ότι, με την αποτελεσματική του δουλειά, αποτρέπει τους επίδοξους διαφθορείς της Ευρωπαϊκής Ένωσης και για την κατασπατάληση δημόσιων ευρωπαϊκών πόρων.

Isabel García Muñoz (S&D). – Señora presidenta, señora comisaria, presidente Lehne, el informe anual del Tribunal de Cuentas es la base para el procedimiento de aprobación de la gestión del presupuesto europeo. Para la Comisión de Control Presupuestario este informe es de máxima importancia, y así debería ser para todo el Parlamento. Así que solo espero que el próximo año podamos tener este debate en *prime time*.

Pero bueno, el año 2020 fue un año complicado para todos, pero me gustaría destacar la resiliencia demostrada por las instituciones europeas durante la pandemia, que han sabido adaptarse rápidamente para seguir cumpliendo su mandato mientras protegían la salud de sus trabajadores e introducían nuevas e innovadoras formas de trabajar, algunas de las cuales han venido para quedarse.

El Tribunal de Cuentas es un ejemplo. Ha podido continuar con su labor de auditoría, en la que ha estimado la misma tasa de error global que en 2019, lo que evidencia que las cosas se han hecho bien a pesar de las dificultades.

Por eso no deberíamos valorar las políticas europeas únicamente con parámetros como la tasa de absorción, porque estas políticas tienen una proyección plurianual y lo verdaderamente importante es su resultado final y su impacto a largo plazo, no la foto fija al final del año y, mucho menos, la comparación con el marco financiero plurianual anterior. El año 2020 es un claro ejemplo.

Simplificar la burocracia, dar reglas claras, digitalizar los sistemas: todo esto mejorará ese dato global de error.

Daniel Freund (Verts/ALE). – Madam President, I like it very much when the numbers add up, and I'm grateful that the European Court of Auditors checks that EU money is going where it's supposed to go and if this money is well spent.

The number that stands out from the annual report is obviously the error rate. 2.7% of the money is not going where it's supposed to go. It is mismanaged, stolen or somehow lost along the way. That is an awful lot of money for the taxpayer. 2.7% might sound low, but we're speaking about more than EUR 4 billion every year that is lost. And that doesn't even cover the real effect for the taxpayer, because what often happens is that the EU recoups the money so the damage to the EU taxpayer may be limited, but then it is, in a way, offloaded on the national taxpayer because too often Member States don't claim that money back from the companies and from the fraudsters. We have to stop this. We need better oversight, better management and more digital tools. This has all been managed here.

Ideally, all this should be overseen by EPPO. As I said in the earlier debate, Denmark, Ireland and Sweden urgently need to join the EPPO. Worryingly, though – and I think what EPPO is showing us at the moment – is that the 2.7% error rate is probably in reality even higher because, if I look at the investigations that EPPO has already opened, the amount of money that is concerned, well, that's larger than the error rate that ECA is giving us so we also need to look into that method and really find all the errors.

Joachim Stanisław Brudziński (ECR). – Pani Przewodnicząca! Obiecuję, że dołożę wszelkich starań, żeby nie musiała pani używać tego drewnianego młoteczka.

Panie przewodniczący Trybunału Obrachunkowego! Pani komisarz! Dziękując Trybunałowi Obrachunkowemu za przedstawienie sprawozdania rocznego za rok 2020, nie sposób nie zauważyć, nie docenić i nie skierować na pana ręce szczególnych słów podziękowań dla wszystkich pracowników Trybunału Obrachunkowego, którym przyszło pracować w wyjątkowym roku, bo pandemia o takiej skali, jaka dotyka dzisiaj Europę, zdarza się raz na 100 lat, a mimo wszystko pańscy pracownicy wywiązali się z tego zadania wręcz wzorowo.

Trybunał nie ma zastrzeżeń co do wiarygodności rozliczeń ani zastrzeżeń co do dochodów budżetu Unii Europejskiej, jakkolwiek wydaje negatywną opinię na temat legalności i prawidłowości wydatków. Istotny poziom błędu wynoszący 2,7% wskazuje, że poziom błędu w porównaniu z 2019 rokiem utrzymał się na takim samym poziomie, również dotyczy to lat 2018, 2017 czy 2016. W kontekście wniosków ETO co do możliwego wzrostu w kolejnych latach poziomu zobowiązań pozostających do spłaty należy zauważyć, że wzrost ten należy znacząco ograniczyć poprzez zapewnienie odpowiedniego poziomu środków na płatności w kolejnych budżetach rocznych Unii Europejskiej. Poziom płatności powinien odzwierciedlać rosnące tempo implementacji, zwłaszcza programów w ramach zarządzania dzielonego, czyli głównie polityki spójności i rozwoju obszarów wiejskich.

Dorien Rookmaker (NI). – Voorzitter, de Rekenkamer van de EU heeft voor de tweede keer op rij de uitgaven van de EU afgekeurd. In 2,7 % van de gevallen bleek het budget aantoonbaar niet goed besteed en dat is meer dan de boekhoudregels toelaten. De gebrekkige beheersing van de uitgaven heeft de EU aan zichzelf te wijten.

De regels omtrent de EU-subsidies zijn te ingewikkeld en een bron van fouten. Aanbevelingen op dit punt worden onvoldoende opgevolgd. Nu staan we op het punt om als EU bijna tweemaal zoveel geld uit te geven, en dat betekent nog meer risico op fouten en fraude, ook omdat een reeks nieuwe voorwaarden aan subsidies wordt gesteld. Dat maakt de zaak alleen nog maar complexer.

We bewegen met het oog op beheersing de verkeerde kant op. Ik verzoek u met klem om vol in te zetten op structurele vereenvoudiging van wet- en regelgeving. Daarbij verzoek ik de Europese Commissie om de groei van het EU-budget vergezeld te laten gaan van een passend budget voor de Rekenkamer. Hou het zo simpel mogelijk!

Monika Hohlmeier (PPE). – Frau Präsidentin! Lieber Präsident des Europäischen Rechnungshofes, lieber Klaus-Heiner Lehne, aber auch ECA-Mitglied Tony Murphy, die gleich beide heute Abend zu uns gekommen sind, liebe Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Wir diskutieren hier öfter über die ganzen Fehlerraten und Fehlerquoten. Ich möchte zunächst einmal ein herzliches Dankeschön an den Rechnungshof aussprechen, dass er wieder sehr klar formuliert hat, wo die Kernprobleme liegen, die wir in unserem Haushalt haben.

Wenn ich mir den ersten Bereich des sogenannten *shared management* ansehe, dann treffen wir wiederholt auf das Problem, dass nationale Behörden in Teilbereichen und in Teilen unserer Mitgliedstaaten schlicht und einfach nicht zuverlässig sind und dass wir uns nicht darauf verlassen können. Das wiederholen wir fast jedes Jahr. Deshalb geht meine dringende Bitte an die Kommission, hier endlich ein nachhaltiges Modell zu schaffen. Kurzfristige Task Forces oder kurzfristige Beratungsfirmen helfen schlicht und einfach nicht, weil die Probleme immer wieder auftreten.

Und wenn es dann, wie zum Beispiel im Donaudelta oder auch in Bulgarien, bei den Gästehäusern oder in ein paar anderen Bereichen zu Fehlerquoten von nicht gerade 4 %, sondern bis zu 80 %, 90 % kommt, dann wird mir schlicht und einfach schlecht. Und wenn das Ganze dann noch perpetuiert stattfindet, dann wird mir noch schlechter.

Andere Bereiche hingegen funktionieren wunderbar und funktionieren gut, und darauf muss man auch ausdrücklich hinweisen.

Was mir noch Sorgen macht, ist der Bereich von kleinen und mittleren Unternehmen im Bereich der Wettbewerbsfähigkeit, die zum Teil überfordert sind mit den komplexen Regeln und die nachdrückliche Unterstützung brauchen. Gerade Start-ups können sich meistens komplizierte Rechtsfirmen nicht leisten, um die ganzen Konstruktionen zu durchdringen, die sie auszufüllen haben, und damit sie entsprechend das Geld bekommen.

Und letzter Punkt: An die gut funktionierenden Mitgliedstaaten würde ich doch einmal die Empfehlung richten, ob *gold-plating* heutzutage wirklich noch angesagt ist oder ob man vielleicht die Zugänglichkeit für die entsprechenden Unternehmen oder auch für Universitäten und Ähnliches so gestaltet, dass nicht jeder erschrickt vor europäischen Regeln.

Ádám Kósa (NI). – Tisztelt Elnök Asszony! Magyarország teljesítménye kiemelkedő a 2014-es, 2020-as pénzügyi időszakban. 2020 végéig az európai strukturális és beruházási alapokból közel 15 és fél milliárd eurót használtunk fel. Ezzel lakosságárányosan a legjobb eredményt értük el a V4-országok közül, méghozzá úgy, hogy a forrásvesztés esélye nem áll fenn. Az EU-s források a magyar GDP növekedését évente átlagosan 2,6 százalékponttal emelték meg. Ez régióinkban a legjobb eredmény. A magyar kormány korrupciós zéró toleranciájának és a megerősített közbeszerzési szabályoknak köszönhetően a közbeszerzési jogsértések aránya az összes kohéziós forráshoz kapcsolódó szabálytalanságon belül Magyarországon 20 százalék volt, míg az uniós átlag 29 százalék. Hazám így az uniós középmezőnyben szerepel Németország, Írország vagy a Benelux államok társaságában.

Stella Kyriakides, *Member of the Commission*. – Madam President, this has really been a very interesting discussion, and let me react to a few of the observations raised.

On Member States' ability to absorb and correctly implement funds from the NextGenerationEU and the EU budget, the design of the Recovery and Resilience Facility takes into account Member States' administrative capacity. The Commission has worked hand-in-hand so far with Member States to prepare and ensure a rapid uptake on all funds, and this is true for the recovery and resilience national plans, as well as the shared management funds. As regards the needs to respect sound financial management of the Recovery and Resilience Facility, it is Member States' primary responsibility to ensure this and recover amounts unduly spent.

On its side, the Commission performs a number of checks, controls and audits throughout the spending cycle. The RRF Regulation contains legal provisions on OLAF's mandate as well as control and anti-fraud measures. We are particularly grateful for the importance that the European Parliament attached to this issue during the negotiations on the RRF Regulation.

As regards greater use of data and IT tools to fight fraud and organised crime in the implementation of the EU budget, the Commission will strive in the context of the upcoming revision of the Financial Regulation to further develop the digitalisation of controls and audits and enhance the quality and interoperability of the data of recipients of EU funding, including with the use of IT tools, such as the early detection and exclusion system and Arachne.

As regards the impact of the pandemic on the performance and compliance of the EU budget, the implementation of spending programmes has been significantly impacted by the COVID-19 crisis, but the pandemic was really no excuse to relax our controls, on the contrary. The COVID-19 crisis has slowed down the implementation of ongoing activities for many programmes. For other spending areas, however, implementation has continued at cruising speed even in the context of the COVID-19 pandemic, notably due to the measures taken by the Commission to support Member States in facing the crisis, such as the CR2 and CR2+ packages in the case of the cohesion policy.

These measures and the other flexibilities introduced at the outbreak of the pandemic were immediately accompanied by a reminder to all the services that the Commission's internal control framework remained fully applicable.

Allow me to conclude by thanking again President Lehne and the European Court of Auditors for their annual report. It continues to be a key input to the discharge procedure. And thank you also to all the honourable Members of this Parliament for your comments and questions. Our discussions, as many as you have said, contribute to the continuous improvement in the financial management of European Union finances. I look forward to continuing constructive cooperation in the 2020 discharge process with the Court, the European Parliament and the Council.

Klaus-Heiner Lehne, *Präsident des Rechnungshofs*. – Frau Präsidentin, Frau Kommissarin, meine Damen und Herren Abgeordnete! Ich möchte hier – weil die Gelegenheit besteht, das auch in der Öffentlichkeit einmal zu sagen – noch einmal deutlich darauf hinweisen, dass die Methode, mit der wir diese Fehlerrate ermitteln, eine statistische Methode ist. Das heißt, wir machen zwischen 700 und 1000 Transaktionen, die wir uns genau anschauen und testen. Und das funktioniert im Prinzip ganz einfach wie bei einer politischen Meinungsumfrage. Da stellt man dann hinterher fest, wie hoch die Fehlerquote ist.

Aber es ist eine statistische Berechnung. Und diese statistische Berechnung hat natürlich gewisse Unsicherheiten. Aber diese Unsicherheiten lassen sich mathematisch auch erfassen. Das heißt, wir sind in der Lage, mit einer 95%igen Wahrscheinlichkeit zu sagen, dass die tatsächliche Fehlerquote in einer Größenordnung von 2,7 % plus minus 1 % in etwa besteht. Das ist diese berühmte Verteilungsglocke, die jeder vielleicht schon mal irgendwo im Mathematikunterricht in der Schule gesehen hat, wenn man da Statistik gemacht hat. Und so funktioniert das.

Deswegen glaube ich nicht, Herr Freund, dass die Ergebnisse, die das EPPO erzielen wird, wesentlich von dem abweichen würden, was wir im Rahmen unserer statistischen Methode ermitteln werden. Ich meine, man muss auch darauf hinweisen – und das ist auch ganz wichtig, dass man das in der Öffentlichkeit sagt: Diese 2,7 % sind nicht alle Betrug. Da ist sicherlich ein bestimmter Anteil von Betrugsfällen dabei. Wir haben, wie gesagt, im Rahmen der Untersuchung, die wir gemacht haben, zusammen im Jahresbericht sechs Betrugsverdachtsfälle gehabt, die wir an das OLAF weitergegeben haben. Und ob die alle dann tatsächlich am Ende wirklich zu Betrugsfällen werden, das weiß man ja erst, wenn die Ermittlungen abgeschlossen sind und wenn die Verfahren vor den Gerichten gelaufen sind.

Viele Fehler, die passieren, sind auch ganz einfach blöde Fehler, ja. Wo keine Intention dahintersteckt, keine Absicht dahintersteckt, wo einfach mit den Vorschriften nicht sachgerecht umgegangen worden ist. Aber das hat natürlich seine Ursachen auch darin – das ist von vielen Kollegen ja auch hier angesprochen worden, da weisen wir auch jedes Jahr im Bericht erneut darauf hin –, dass wir eine Vielzahl sehr, sehr, sehr komplexer und komplizierter Vorschriften haben, gerade in den Bereichen, wo wir diese hohen Fehlerquoten haben.

Ich habe lange genug ja selbst in diesem Hause und in einem anderen Parlament gesessen. Ich weiß, wie Kompromisse manchmal zustande kommen. Und diese Kompromisse sind natürlich, sage ich immer, nicht gerade der Idealfall von klarer Gesetzgebung – manchmal jedenfalls – und natürlich die Ausführungsvorschriften auch nicht immer. Und dann ist es einfach so, dass je komplexer, desto größer das Risiko und damit auch desto wahrscheinlicher das Eintreten von Fehlern.

Das zweite Problem, auf das ich in dem Zusammenhang auch hinweisen möchte – Frau Cramon-Taubadel hat das angesprochen – ist mit der Agrarpolitik. Wir stellen jetzt hier seit einigen Jahren jedes Jahr fest, dass wir im Bereich der Compliance selbst bei der Einhaltung der Vorschriften in der Agrarpolitik Fortschritte erzielen. Ich sagte vorhin 69 % sind diese Direktbeihilfen, wo kaum Fehler gemacht werden. Und das Gleiche erleben wir in der Entwicklungspolitik auf einem kleineren Niveau, beim sogenannten *budget support*. Das ist auch naheliegend. Wenn ich einfach nur einen festgelegten pauschalen Betrag an irgendjemanden bezahlen muss, die grundsätzlichen Voraussetzungen dafür da sind und ich keine projektbezogenen Abrechnungen mache, passieren einfach weniger Fehler.

Das sagt aber – und das will ich an dieser Stelle auch deutlich sagen – überhaupt nichts über die Performance aus. Sie können eine erstklassige Compliance haben, wo überhaupt gar keine Fehler passieren, aber wo am Ende die Wirksamkeit dieser Maßnahmen mehr als zweifelhaft ist. Man muss also immer beide Seiten dieser Medaille sehen. Genauso können Sie eine tolle Performance haben, aber es ist irgendetwas mit der Compliance schiefgelaufen. Zum Beispiel war für das Infrastrukturprojekt, um das es da geht, bei der Ausschreibung etwas schiefgegangen und der falsche Unternehmer hat die Brücke oder den Flughafen oder was auch immer gebaut.

Also, nur dieser Jahresbericht befasst sich nun einmal grundsätzlich mit der Frage der Compliance und eigentlich nicht wirklich mit dem anderen Themenfeld. Und das muss man in dem Zusammenhang vielleicht auch immer wieder beachten und im Auge behalten.

Für Herrn Chastel möchte ich noch einmal ausdrücklich bestätigen: Die Digitalisierung ist ein ganz entscheidender Punkt. Und noch einmal: Ich begrüße das nachdrücklich, dass jetzt hoffentlich – und die Kommission muss das übernehmen – Schritte unternommen werden, durch eine Änderung der *Financial Regulation* am Ende wenigstens dafür zu sorgen, dass kompatible Daten zur Verfügung stehen. Das ist ungeheuer wichtig, und das ist auch eine entscheidende Frage von Effizienz, von Transparenz und der Möglichkeit, prüfen zu kommen.

Das Thema *vaccination strategy* ist angesprochen worden. Da wird es in den nächsten Jahren einen Performance-Bericht geben, mit dem wir genau diese Fragen behandeln werden.

Und ich möchte mich natürlich auch noch mal ganz ausdrücklich für das Lob – Herr Christoforou und Herr Brudziński haben das angesprochen – für den Hof als Ganzes bedanken. Ich werde das an die Kolleginnen und Kollegen und an die Mitarbeiter natürlich in dieser Form auch so weitergeben.

Ich denke, das waren die Punkte, die angesprochen worden sind. Herzlichen Dank noch einmal für die Aufmerksamkeit, und ich wünsche weiter gute Beratungen.

President. – The debate is closed.

Written statements (Rule 171)

Caterina Chinnici (S&D), *per iscritto*. – La relazione annuale 2020 della Corte dei conti, rappresenta un punto di riferimento essenziale per la procedura di discharge e per il ruolo di controllo che, come Parlamento, siamo chiamati ad esercitare a garanzia della sana gestione finanziaria. Va accolto con favore il giudizio positivo sulla affidabilità dei conti dell'Unione, che ne presentano fedelmente la situazione finanziaria, così come il giudizio positivo sulla legittimità e regolarità delle entrate, anche se vanno potenziati i controlli nazionali per ridurre il divario doganale. Il giudizio negativo sulla legittimità e regolarità delle spese, espresso per il secondo anno consecutivo, richiede invece di agire per limitare gli errori i cui effetti sulle spese risultano rilevanti e pervasivi. A tal fine occorre in particolare incrementare l'efficacia dei controlli ex post e semplificare le regole, per ridurre l'impatto della complessità della normativa sul rischio di errore e va potenziata la capacità degli Stati membri, di utilizzare i fondi strutturali e d'investimento europei.

Tali misure sono necessarie soprattutto in considerazione delle risorse stanziare per contrastare la crisi pandemica, di cui dobbiamo garantire un utilizzo tempestivo ed efficace, al riparo da irregolarità e frodi, nell'interesse esclusivo dei cittadini europei.

18. Debata na temat przypadków naruszania praw człowieka, zasad demokracji i państwa prawa (ogłoszenie o złożonych projektach rezolucji): patrz protokół

19. Akty delegowane (art. 111 ust. 2 Regulaminu): patrz protokół

20. Środki wykonawcze (art. 112 Regulaminu): patrz protokół

21. Składanie dokumentów: patrz protokół

22. Przesunięcia środków i decyzje budżetowe: patrz protokół

23. Wyjaśnienia dotyczące stanowiska zajętego w głosowaniu: patrz protokół

24. Korekty i zamiary głosowania: patrz protokół

25. Porządek obrad następnego posiedzenia

President. – The sitting is closed and will resume tomorrow, Thursday 25 November 2021 at 9.00 with the Commission statement on the International Day of Elimination of Violence Against Women and the state of play on the ratification of the Istanbul Convention.

The agenda has been published and is available on the European Parliament website.

26. Zamknięcie posiedzenia

(The sitting closed at 22.07)

Skróty i symbole

*	Procedura konsultacji
***	Procedura zgody
***I	Zwykła procedura ustawodawcza, pierwsze czytanie
***II	Zwykła procedura ustawodawcza, drugie czytanie
***III	Zwykła procedura ustawodawcza, trzecie czytanie

(Typ procedury zależy od podstawy prawnej zaproponowanej w danym projekcie aktu.)

Rozwinięcia skrótów nazw komisji parlamentarnych

AFET	Komisja Spraw Zagranicznych
DEVE	Komisja Rozwoju
INTA	Komisja Handlu Międzynarodowego
BUDG	Komisja Budżetowa
CONT	Komisja Kontroli Budżetowej
ECON	Komisja Gospodarcza i Monetarna
EMPL	Komisja Zatrudnienia i Spraw Socjalnych
ENVI	Komisja Środowiska Naturalnego, Zdrowia Publicznego i Bezpieczeństwa Żywności
ITRE	Komisja Przemysłu, Badań Naukowych i Energii
IMCO	Komisja Rynku Wewnętrznego i Ochrony Konsumentów
TRAN	Komisja Transportu i Turystyki
REGI	Komisja Rozwoju Regionalnego
AGRI	Komisja Rolnictwa i Obszarów Wiejskich
PECH	Komisja Rybołówstwa
CULT	Komisja Kultury i Edukacji
JURI	Komisja Prawna
LIBE	Komisja Wolności Obywatelskich, Sprawiedliwości i Spraw Wewnętrznych
AFCO	Komisja Spraw Konstytucyjnych
FEMM	Komisja Praw Kobiet i Równych Szans
PETI	Komisja Petycji
DROI	Podkomisja Praw Człowieka
SEDE	Podkomisja Bezpieczeństwa i Obrony
FISC	Podkomisja do Spraw Podatkowych

Rozwinięcia skrótów nazw grup politycznych

PPE	Grupa Europejskiej Partii Ludowej (Chrześcijańscy Demokraci)
S&D	Grupa Postępowego Sojuszu Socjalistów i Demokratów w Parlamencie Europejskim
Renew	Grupa Renew Europe
Verts/ALE	Grupa Zielonych/Wolne Przymierze Europejskie
ID	Grupa Tożsamość i Demokracja
ECR	Grupa Europejskich Konserwatystów i Reformatorów
The Left	Grupa Lewicy w Parlamencie Europejskim - GUE/NGL
NI	Niezrzeszeni